



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries février 2012

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29										

Le 1er février

CAUSERIE

Les marchés peuvent être rassurés et patron et gouvernement peuvent dormir tranquille

Lisez attentivement, il est dit que la réunion d'hier entre le ministre du Travail et les dirigeants syndicaux avait comme seul objectif de légitimer la mise en oeuvre des mesures considérées comme déjà adoptées. Et c'est en ayant ce constat à l'esprit que l'on jugera les déclarations des dirigeants syndicaux, qui ont pour seuls objectifs de détourner l'attention des militants de faits concrets dont ils sont les complices et faire oublier ainsi leur dernière trahison. On jugera par la même occasion "l'indépendance" des syndicats par rapport au capital et à l'Etat.

- Fort du soutien des dirigeants syndicaux aux mesures annoncées le 18 janvier à l'issue du sommet antisocial auquel ils ont participé à l'invitation du chef de l'Etat, avant même de les recevoir dans la matinée du 31 janvier, X. Bertrand a fait savoir au micro de RTL quel était l'objet de la réunion qu'il devait avoir avec eux : "Je reçois ce matin tous les partenaires sociaux ensemble pour la mise en oeuvre effective de ces mesures".

Un peu plus tard dans la journée, dans un communiqué du ministère, on apprenait qu'il avait été décidé "la suppression de l'autorisation administrative préalable afin de simplifier le recours à l'activité partielle pour toute entreprise qui en a besoin". (lire la suite plus loin)

Ce n'est pas tout, pour qu'il n'y ait plus aucun doute sur le rôle de complice du gouvernement assumé par la totalité des dirigeants syndicaux, il faut ajouté que le ministre a précisé avoir signé lundi le décret sur ce dispositif "zéro charge" destiné aux entreprises de moins de 10 salariés qui embaucheront au cours des six prochains mois un jeune en CDI ou en CDD de plus d'un mois, tout en soulignant qu'il est opérationnel depuis le 18 janvier. (source : AFP 31.01).

Ce qui signifie que les dirigeants syndicaux se sont rendus hier à un rendez-vous fixé par le ministre du Travail sachant que les mesures dont ils allaient discuter étaient non seulement arrêtées, pour ainsi dire définitivement adoptées et que l'une d'entre elles et pas des moindre était déjà entrée en application.

En conclusion, il n'y avait effectivement absolument rien à négocier comme nous n'avons cessé de le marteler, il s'agissait uniquement pour eux d'apporter leur soutien à ces mesures, au patronat et au gouvernement, ouvertement, sachant qu'aucun parti ouvrier ne les combattrait véritablement.

Dispositif et offensive conjointe gouvernement-patrons-syndicats contre les travailleurs.

Hier nous avons relaté les déclarations de FO et de la CFDT favorables à des "négociations" en vue d'accords "compétitivité-emploi". Aujourd'hui c'est au tour de la CGT de leur emboîter le pas, selon la même méthode : dénonciation, légitimation, collaboration, action pour à la fois permettre l'application de mesures antisociales et se blanchir au passage.

On pourrait la résumer ainsi : une affirmation à caractère subjective (parole, intention) suivie de son contraire sur le plan objectif (pratique, concret), et pour ne rien oublier, en épilogue pour que les militants ne se méprennent pas, son auteur leur indique quelle grille de lecture ils doivent utiliser pour comprendre le sens de son intervention, et la boucle est bouclée. On aurait pu simplifier leur méthode : charge, retraite, capitulation, justification (éventuellement), diversion ! Vous avouerez qu'un tel mécanisme ne peut être conçu (méticuleusement) que consciemment, délibérément pour tromper militants et travailleurs.

Hier au Zénith à Paris lors d'un meeting de la CGT.

Bernard Thibault a qualifié d'«*arnaque*» la décision de Nicolas Sarkozy de transférer une partie des charges patronales sur la TVA. Concernant les négociations sur la compétitivité-emploi, il a affirmé que la CGT «*ne va pas collaborer à cette opération de sabotage du droit social*».

Invité un peu plus tard à dire si la CGT participerait à la négociation, voulue par le gouvernement, M. Thibault a indiqué que la confédération «*n'avait pas l'habitude de pratiquer la politique de la chaise vide*». (liberation.fr 31.01)

Tout est dit ici, le patronat et le gouvernement sont rassurés, tout le reste n'est que du baratin destiné aux ignorants et au naïfs. On aurait pu titrer : Thibault "*l'arnaqueur*", le "*saboteur*" du syndicalisme.

Ils étaient tous là pour soutenir le partenaire antisocial de Sarkozy-Fillon-Bertrand-Parisot, le fossoyeur du syndicalisme et de nos acquis.

Assis au premier rang, quatre candidats de gauche, tous favorables comme la CGT au retour à l'âge légal à 60 ans, étaient venus le soutenir: Eva Joly (Europe Ecologie-Les Verts), Nathalie Arthaud (Lutte ouvrière), Philippe Poutou (NPA) et Jean-Luc Mélenchon (Front de gauche).

François Hollande et le PS étaient représentés par Harlem Désir, secrétaire national PS à la Coordination, et Jean-Marc Ayrault, chef de file des députés PS. (AFP 31.01)

Pour finir en beauté, il a mis en avant la journée d'action du syndicat maison de l'Union européenne, la CES.

Devant les militants, le numéro un de la CGT a appelé «à préparer une puissante mobilisation de toutes les professions le 29 février prochain pour dire non à l'austérité». Il a exprimé le vœu de créer les conditions d'une mobilisation «*unitaire*» avec d'autres syndicats. (liberation.fr 31.01)

Question : Quel parti ouvrier s'emploie minutieusement et systématiquement à démonter le mécanisme de la collaboration de classes pour que les militants et travailleurs comprennent comment il fonctionne et en tirent les conclusions qui s'imposent ?
Réponse : aucun.

Autre question qui coule de source : dès lors quel parti ouvrier combat véritablement les bureaucrates pourris des syndicats, quel parti œuvre vraiment à l'indépendance des syndicats, quel parti combat efficacement pour un syndicalisme de classe ?
Réponse : aucun.

Dernière question qui tue : dès lors quel parti ouvrier combat effectivement dans la perspective du renversement du capitalisme et des institutions ? Réponse : aucun. Mille fois hélas, simple constat. Cela laisse indifférent leurs dirigeants, puisqu'ils savent pertinemment que leurs militants n'y comprennent rien et par conséquent les soutiennent.

Précision sur le relèvement de deux points de la CSG sur les «*revenus financiers*» annoncée dimanche par Sarkozy.

Nous attendons d'en savoir plus pour aborder cette question.

Elle touchera tout le monde : (...) c'est-à-dire bien sûr les patrimoines les plus importants, mais aussi ceux des petits épargnants, comme ceux par exemple qui complètent leurs petites retraites avec des revenus fonciers à travers des investissements locatifs», souligne Marylène Bonny-Grandil, avocat fiscaliste associée au sein du cabinet Altaxis.

- Concrètement, les «*revenus financiers*» ciblés par Nicolas Sarkozy à compter du 1er juillet 2012, devraient correspondre

à l'ensemble des produits de placements et revenus du patrimoine: obligations, actions, assurance vie, patrimoine immobilier... tous seront concernés. Au final, seuls les livrets d'épargne défiscalisés, comme le livret A et le livret de développement durable (LDD), ne seront pas taxés. (20minutes.fr 31.01)

Dans quelles conditions ?

A propos de la vente par Dassault de 126 Rafale à l'Inde, le montant total du contrat remporté s'élève à 9,1 milliards d'euros, soit 72 millions par appareil... plus de deux fois moins cher que le coût payé par la France (152 millions d'euros par Rafale) selon la Commission des Affaires Etrangères, de la Défense et des Forces Armées du Sénat. (Atlantico. fr 31.01)

Ce contrat stipule que l'Inde achètera directement 18 avions tandis que les 108 autres seront construits en Inde. (Reuters 31.01)

La négociation du contrat "va s'engager très prochainement avec le soutien total des autorités françaises. Il inclura d'importants transferts de technologie garantis par l'Etat français", ajoute le communiqué de l'Elysée. (AFP 31.01)

On comprend mieux pourquoi il coûtera moins cher ! Je ne suis pas contre les transferts de technologie (en général) bien au contraire, le savoir est universel ou devrait l'être. Le gouvernement indien ignore sans doute que Dassault a annoncé l'arrêt prochaine de la fabrication de cet avion. Peut-être que Dassault les fera fabriquer en Inde dans le futur, qui sait, ainsi l'Etat français pourra s'armer à moindre coût et continuer de guerroyer à travers la planète...

Actualité en titres

Médiumnité.

- Aucun pays noté "AAA" en 2035 sans maîtrise des coûts de santé, prédit Standard and Poor's - AFP

Un regret :

- Pour BHL, Marine Le Pen a "peut-être ruiné ses chances d'être au 2e tour" - AFP

Tout de suite les grands mots.

- 'Les patrons sont égoïstes. Ils en veulent toujours plus' - LeMonde.fr

- Un livre dénonce le train de vie «monarchique» de l'État - LeFigaro.fr

Qui veut la fin veut les moyens... ou l'inverse :

- Le clip grandiloquent de l'UMP... Sarkozy, «suicidaire le plus en forme de France» - 20minutes.fr

- Sarkozy: "Parfois, l'attente fait monter le désir" - L'Express.fr

- Dette grecque: Baroin laisse entendre que l'objectif pourrait être assoupli - AFP

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Des mesures "**déjà opérationnelles**".

Le ministre du Travail, Xavier Bertrand, a déclaré mardi sur RTL qu'il allait recevoir les partenaires sociaux dans la matinée pour la mise en oeuvre des mesures prises lors du sommet social du 18 janvier.

«Je reçois ce matin tous les partenaires sociaux ensemble pour la mise en oeuvre effective de ces mesures et, cet après-midi, je reçois tous les préfets, tous les sous-préfets, tous les acteurs dans les régions et dans les départements de façon à mettre tout cela en oeuvre maintenant», a affirmé le ministre au micro de RTL.

Pour Xavier Bertrand, «*les décisions prises lors du sommet pour l'emploi sont opérationnelles*». Il a cité la mesure qui consiste à supprimer pendant six mois les charges liées à l'embauche des jeunes de moins de 26 ans dans les entreprises de moins de 20 salariés, ainsi que l'activité partielle.

Interrogé sur les accords compétitivité-emploi, M. Bertrand a assuré que «*c'est une bonne idée qui permet d'adapter dans les entreprises le droit du travail, avec des garanties, à la souplesse et à la réalité de l'activité de l'entreprise*».

«*Il y a deux verrous: la loi et l'accord majoritaire dans l'entreprise. Cela fait de sacrés garanties pour les salariés, cela engagera le processus qui est une logique protectrice des salariés*», a-t-il indiqué. (liberation.fr 31.01)

Une précision de l'AFP :

Le ministre du Travail Xavier Bertrand a annoncé mardi "*la suppression de l'autorisation administrative préalable*" jusqu'à présent nécessaire à une entreprise pour engager un dispositif de chômage partiel.

Le ministre, qui a reçu mardi les partenaires sociaux sur l'activité partielle, a décidé "*la suppression de l'autorisation administrative préalable afin de simplifier le recours à l'activité partielle pour toute entreprise qui en a besoin*", explique un communiqué du ministère.

Actuellement, un employeur peut demander une aide s'il veut mettre en place une période de chômage partiel, mais il doit préalablement déposer une demande de convention auprès de l'administration qui a ensuite 20 jours pour notifier sa décision. Dans un premier temps, le gouvernement avait envisagé simplement de réduire ce délai.

Xavier Bertrand a précisé qu'un décret concrétisant la suppression de l'autorisation serait pris "*dans les prochaines semaines*". Selon le ministère du Travail, "*l'avis du comité d'entreprise devra être transmis à l'administration qui, en cas d'avis négatif, exercera une vigilance particulière*".

En outre, M. Bertrand a indiqué avoir signé le décret permettant aux entreprises de former leurs salariés en activité partielle, "*afin que ces périodes non travaillées soient utilisées au maximum par les salariés pour se former*".

Par ailleurs, devant les préfets et autres acteurs territoriaux de l'emploi, Xavier Bertrand a défendu le dispositif "zéro charge" pour les jeunes de moins de 26 ans, affirmant que "*des dizaines de milliers de créations d'emplois étaient à la clé*".

En vertu de cette mesure réactivée lors du sommet de crise du 18 janvier, les entreprises de moins de 10 salariés qui embaucheront au cours des six prochains mois un jeune en CDI ou en CDD de plus d'un mois seront exonérées de charges patronales pendant un an.

Appelant les préfets à "*une mobilisation totale*" pour l'emploi des jeunes, le ministre a précisé avoir signé lundi le décret sur ce dispositif "*zéro charge*", tout en soulignant qu'il est opérationnel depuis le 18 janvier. (AFP 31.01)

1.2- Un intérêt bien compris.

Hervé Gattegno, rédacteur en chef au "Point".

L'enterrement discret du projet de loi sur les conflits d'intérêts.

C'est à la fois l'histoire d'un anniversaire et... d'un enterrement. Il y a un an à quelques jours près, le 26 janvier 2011, Nicolas Sarkozy se faisait remettre en grande pompe un rapport qui préconisait l'instauration de nouvelles règles précises en matière de déontologie dans la vie publique. Il promettait alors que ce rapport ferait date, qu'il inspirerait un texte de loi et qu'on allait voir ce qu'on allait voir en matière d'État irréprochable et de République exemplaire. Seulement l'urgence s'est relativisée au fil des mois. Un projet de loi a quand même été présenté au conseil des ministres le 27 juillet 2011 puis transmis à l'Assemblée. Depuis, plus rien. Le texte ne sera pas examiné avant la fin de la session parlementaire. C'est ce qu'on appelle un enterrement de première classe.

Qu'est-ce qu'il y avait de si terrible dans ce rapport dont le gouvernement n'a pas voulu ?

Des principes et des règles - ce qui manque trop souvent dans la vie publique en France. Un cadre strict pour empêcher les situations dans lesquelles une personne chargée de l'intérêt public peut prendre des décisions qui croisent ses intérêts privés. Par exemple le départ d'un conseiller de l'Élysée pour une entreprise sur laquelle il a travaillé, les avis donnés par des experts sur les autorisations de médicaments... En clair, c'était un code de déontologie pour les ministres, les hauts fonctionnaires, les magistrats - au total, le rapport visait 4 000 agents publics qui devaient s'engager à éviter toute situation litigieuse. Le projet de loi avait

déjà beaucoup réduit cet objectif. À l'arrivée, il n'y aura rien du tout. On a préféré les mauvaises habitudes aux bonnes résolutions.

Mais le gouvernement aura beau jeu de répondre qu'avec la crise, il y a bien d'autres priorités...

C'est un tort. Depuis 1988, tous les gouvernements ont fait adopter des lois qui ont fait progresser la transparence et l'éthique dans la vie publique - qu'il s'agisse du financement des partis, de la fin des fonds secrets ou de la surveillance des marchés publics. Tous sauf celui de François Fillon, donc, et malgré les serments de Nicolas Sarkozy. C'est d'autant plus regrettable que ces textes-là ne coûtent rien ou presque à mettre en oeuvre. Les lois sur la transparence ne creusent pas la dette. Au contraire, elles aident à combler un déficit : le déficit de confiance des citoyens envers ceux qui les représentent et qui les dirigent. Hélas, tout porte à croire que cet argument-là a été négligé. (lepoint.fr 31.01)

Quelle confusion, cette mesure aurait coûté au gang du CAC 40 dont les ministres et bien des hauts fonctionnaires agissent dans l'ombre comme des lobbyings, ce ne sont quand même pas les grandes entreprises capitalistes qui doivent combler ce déficit mais les travailleurs, franchement !

1.3- A la cour on ne connaît pas la crise.

Avec un montant de 362,2 millions d'euros en 2012, le budget de Matignon est plus de trois fois supérieur à celui de l'Élysée (112,8 millions d'euros). En hausse de 12,2 % par rapport à celui de l'année précédente.

Ainsi, les effectifs (105 personnes) et le budget (26,5 millions) du service d'information du gouvernement (SIG) ont littéralement explosé : les dépenses de fonctionnement du SIG sont passées de 4,9 millions d'euros en 2007 à 16,5 millions en 2010, et près de 20 millions en 2011 et 2012.

"M. Fillon dispose d'un appartement de 7 pièces pour une surface totale de 309,72 m²". Son prédécesseur, Dominique de Villepin, disposait d'un appartement de 90 m². Matignon n'avait jamais fait état de ces travaux d'aménagement.

M. Fillon est aussi un grand voyageur : plus de 700 heures de déplacements aériens et une dépense moyenne de plus de 4 millions par an. (lemonde.fr 31.01)

1.4- Le populisme aura peut-être son candidat officiel

Le candidat ayant réalisé le plus petit score de l'élection présidentielle de 1995 en France, Jacques Cheminade, a recueilli les 500 signatures d'élus nécessaires à sa candidature, a-t-on appris mardi dans son entourage.

Cet économiste atypique, classé par certains à l'extrême droite mais qui a appelé en 2007 à voter pour la socialiste Ségolène Royal et se définit lui-même comme "*gaulliste de gauche*", confirmera qu'il est en lice et détaillera son programme lors d'une conférence de presse à Paris dans l'après-midi.

Jacques Cheminade avait obtenu 0,28% des voix en 1995 et avait vu ses comptes de campagne rejetés par le Conseil constitutionnel.

Comme en 1995, Jacques Cheminade, aujourd'hui âgé de 70 ans, dénonce le "*cancer spéculatif*" et rêve d'un monde "*sans la City ni Wall Street*".

Né en Argentine de parents auvergnats, diplômé de HEC et ancien élève de l'Ena puis fonctionnaire au ministère des Finances, il a d'abord suivi un parcours classique avant de tomber sous le charme de l'économiste américain Lyndon LaRouche, qui prône une réorganisation totale du système financier.

"*Nous sommes en guerre*", annonce Jacques Cheminade sur son site de campagne. "*Un conglomérat d'intérêts financiers opérant depuis la City de Londres et Wall Street domine le monde. Sa loi est le profit à court terme, la possession, la cupidité et le saccage social.*"

Son programme, qui varie peu depuis des années, repose sur une séparation entre les banques d'affaires et celles de dépôt et de crédit. Il se prononce également pour un "*crédit productif public*" de financement de grands travaux. (Reuters 31.01)

2- Egypte

Plusieurs milliers de manifestants ont marché mardi en direction du parlement égyptien, au Caire, pour réclamer la fin du pouvoir militaire, et certains ont laissé éclater leur colère à l'encontre des Frères musulmans, qu'ils accusent de collusion avec l'armée.

Certains adhérents du mouvement de jeunesse des Frères musulmans avaient formé un cordon dans la rue menant au parlement, afin d'empêcher la progression des manifestants.

"*Le peuple veut la chute des Frères musulmans*", scandaient les manifestants, reprenant un slogan d'ordinaire utilisé contre le Conseil suprême des forces armées (CSFA), qui détient le pouvoir depuis la chute du président Hosni Moubarak le 11 février 2011. (Reuters 31.01)

3- Algérie

Les forces de sécurité algériennes ont eu recours aux canons à eau et aux gaz lacrymogènes mardi pour disperser des habitants d'une banlieue d'Alger qui protestaient violemment contre l'incurie de la justice, selon eux, après le meurtre d'un habitant.

Plusieurs centaines de personnes ont lancé des pierres et des cocktails Molotov en direction des gendarmes à Cheraga, à une dizaine de kilomètres à l'ouest de la capitale. Les manifestants ont brièvement bloqué une artère traversant ce faubourg, ont constaté des journalistes de Reuters.

Les gendarmes ont repoussé les manifestants, qui se sont rendus dans un faubourg voisin, Sidi Hassan, où les affrontements se poursuivaient en fin de journée. (Reuters 31.01)

4- Sénégal

La police sénégalaise a dispersé mardi soir à Dakar un rassemblement de milliers d'opposants venus contester la candidature du chef de l'Etat Abdoulaye Wade à la présidentielle de février, après des violences qui avaient fait trois morts en trois jours.

A l'appel de l'opposition et de la société civile, regroupées au sein du Mouvement du 23 juin (M23), des milliers de personnes se regroupées dans l'après-midi sur la place de l'Obélisque, l'une des principales esplanades au coeur de la capitale.

Malgré quelques adolescents un peu échauffés, la manifestation s'est déroulée sans aucun incident jusque vers 18H30, sous la surveillance d'un cordon d'environ 150 policiers anti-émeute. (AFP 31.01)

Social

1- UE

Le taux de chômage dans la zone euro a grimpé en fin d'année dernière à son plus haut niveau depuis la création de la monnaie unique, selon les chiffres publiés mardi par Eurostat.

En données ajustées des variations saisonnières, le taux de chômage parmi les 17 pays utilisant l'euro est ressorti à 10,4% au mois de décembre, comme attendu par les économistes interrogés par Reuters.

C'est un niveau inégalé depuis juin 1998, avant l'introduction de l'euro en 1999.

"*Nous attendons une poursuite de la hausse dans les mois à venir, ce qui est inquiétant*", commente Martin van Vliet, économiste chez ING.

"*Regardez la Grèce, où le chômage est autour de 20%, et l'Espagne où il est à 23%. A un moment, ça pourrait mener à des mouvements sociaux.*"

Le reflux du chômage en Allemagne, qui atteignait 7,4% en janvier 2011 (6,7% en janvier 2012 -ndlr), devrait cependant marquer le pas en raison du ralentissement économique, estiment des économistes.

En données brutes, le nombre de chômeurs a repassé la barre des trois millions de personnes en Allemagne en janvier, à 3,082 millions contre 2,780 millions en décembre. (Reuters 31.01)

Commentaire d'un internaute.

- "*Enfin ça dépend des villes. 15,7% de chômage à Berlin. Bravo pour une capitale ! Croyez-moi l'exemple allemand n'est pas le bon, on s'en rendra compte mais bien trop tard.*"

2- France

2.1- Offre "**sérieuse**". Pôle emploi dans le rôle de maquerou

Au chômage depuis un an, Danielle Casadamont n'aurait sans doute jamais cru recevoir ce type d'offre d'emploi dans sa boîte mail : « *Recherche strip-teaseuse, 12 euros de l'heure. Au sein d'un établissement privé vous interprétez des œuvres chorégraphiques avec des techniques classiques du strip-tease topless, du mercredi au samedi. Horaires: de 21h à 5h du matin.* »
Educatrice spécialisée âgée de 53 ans, Danielle dit ne pas savoir si elle « *correspond aux critères* ». « *Vous savez, je n'ai plus un corps de jeune fille* », plaisante-t-elle. Mais si elle en rit maintenant, sur le coup, cette annonce l'a surtout mise en colère. « *Ce qui me perturbe, c'est la déontologie de Pôle Emploi. S'ils nous proposent de nous foutre à poil pour gagner notre vie, où est la limite, ça suffit!* », s'est-elle exclamée à l'antenne de RTL ce mardi.

A Pôle Emploi, on explique qu'il s'agit d'une « *offre sérieuse* » qui n'a pas pu se retrouver dans les mails de Danielle Casadamont par hasard. La quinquagénaire n'aurait tout simplement pas affiné suffisamment ses critères de recherche. « *Si elle a reçu cette offre, c'est parce qu'elle avait demandé de recevoir toutes les offres d'emploi disponibles à moins de trente kilomètres de chez elle, sans préférence pour le domaine d'activité et le type de contrat* », selon un porte-parole de Pôle emploi cité par Le Figaro. « *À aucun moment, un conseiller ne s'est dit 'je vais envoyer cette offre à cette femme en particulier'* », ajoute-t-il, précisant que le système est entièrement automatisé. Toutefois, le porte-parole reconnaît que les conseillers incitent les demandeurs d'emploi à filtrer le moins possible leur recherche. « *On ne peut qu'encourager à élargir le champ car autrement, la personne à la recherche d'un emploi pourrait laisser s'échapper un travail.* » (Elle.fr 31.01)

Commentaire d'une internaute :

- "*ça ne me surprend pas du tout, une de mes amies, assistante de direction avec un excellent CV s'est vu proposer de relever des compteurs à gaz...*"

Sur le trottoir ?

2.2- Mobilisation hier des profs

Plusieurs milliers d'enseignants ont défilé mardi à Paris à l'appel de syndicats qui ont également lancé un mouvement de grève pour dénoncer les 14.000 suppressions de postes à la rentrée et exiger le retrait du projet de réforme de l'évaluation.

Le ministère a annoncé un taux de grévistes de 15,55% dans le primaire et de 12,41% dans le secondaire.

Selon le SNUipp-FSU (principal syndicat du premier degré), l'appel était suivi dans 52 départements, avec un taux moyen global de grévistes de 40%. Selon le Snes-FSU (principal syndicat du secondaire), la grève était suivie par 42% des enseignants.

A Paris, la manifestation nationale a réuni entre 9.000 personnes selon la police et 20.000 selon les organisateurs. Derrière la banderole de tête, réclamant "*Retrait du projet d'évaluation et arrêt des suppressions de postes*", Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU, première fédération dans l'éducation, s'est félicitée d'une mobilisation "*très significative*".

"*Le taux de grévistes est important et ce n'était pas gagné*", a-t-elle dit à l'AFP.

Sur les 14.000 postes qui doivent être supprimés à la rentrée, 6.550 vont l'être dans le secondaire et 5.700 dans le primaire. Au total, entre 2007 et 2012, 80.000 postes auront disparu.

La mobilisation "*permet de dire aussi au futur gouvernement: +vous voyez, il n'est pas question de réactiver les projets de ce type +. C'est un changement profond de culture, qui nécessite des négociations dans un vrai dialogue social*", a dit Frédérique Rolet, co-secrétaire générale du Snes. (AFP 31.01)

Un "*changement profond de culture*" dans le cadre d'"*un vrai dialogue social*" avec les représentants de l'Etat des capitalistes...

2.3- Mobilisation au Crédit Mutuel-CIC

Une intersyndicale du Crédit Mutuel-CIC a appelé à une nouvelle journée de grève nationale le 7 février pour réclamer notamment une revalorisation salariale, après une journée de mobilisation mardi suivie, selon les syndicats, par près de 10% des salariés.

Entre 4 500 et 5 000 salariés ont manifesté dans une douzaine de villes de France, dont plusieurs centaines à Paris-siège du CIC-, Marseille, Toulouse et Nantes, entraînant quelques fermetures d'agences.

A Strasbourg, ils étaient 900 selon la police et plus de 1 500 selon les syndicats, réunis à l'appel d'une intersyndicale (CFDT-CFTC-CGT-FO-UNSA) devant le siège de la principale fédération du Crédit Mutuel, pour demander une revalorisation salariale de 2,9% (soit 1,7% supplémentaire par rapport à la hausse de 1,2% octroyée au 1er janvier), ainsi qu'une amélioration des conditions de travail.

«C'est la négociation salariale (achevée en décembre, ndlr) qui a mis le feu aux poudres», a estimé Jean-Claude Martinez, responsable FO au sein du CIC. «La direction a décidé unilatéralement d'une augmentation salariale de 1,2% au 1er janvier, c'est largement insuffisant pour maintenir le pouvoir d'achat», a-t-il poursuivi, regrettant que «dans une banque mutualiste, les dirigeants se comportent en véritables capitalistes».

(Normal non, la banque incarne au plus haut niveau le capitalisme, pour un peu ce "syndicaliste" l'ignorerait ! Exactement comme la plupart des délégués syndicaux de la fonction publique ignorent que leur employeur, l'Etat, est avant tout au service des capitalistes, ce qu'il a toujours été d'ailleurs. Cela en dit long sur le niveau de la conscience de classe misérable des syndicalistes en général, ne parlons pas de celui des syndiqués, question : à qui la faute ? - ndlr)

L'intersyndicale a également demandé une amélioration de la gestion des ressources humaines et des conditions de travail.

Dans les agences, «les conditions de travail se dégradent, on impose sans cesse des temps forts commerciaux aux employés, avec des objectifs de vente irréalistes», a expliqué Philippe Ringler, délégué syndical CFDT au Crédit Mutuel. Des «rencontres» ont eu lieu mardi dans différentes régions avec la direction.

«Chaque rendez-vous sollicité par des représentants syndicaux a été honoré dans les régions», a déclaré de son côté la direction du Crédit Mutuel-CIC se refusant à tout autre commentaire.

Faute d'avancées dans les discussions, l'intersyndicale a décidé de reconduire le mouvement, appelant à une nouvelle journée de grève mardi prochain, a indiqué Thierry Haag, délégué syndical CFDT du groupe. (liberation.fr 31.01)

2.4- Non comptabilisés parmi les chômeurs.

Seuls 28 % des jeunes ayant bénéficié de l'accompagnement Civis (contrat d'insertion dans la vie sociale) au plus fort de la précédente crise, en 2009 et 2010, ont trouvé un emploi durable, selon une étude publiée, mardi 31 janvier, par le ministère de l'emploi.

Créé en 2005, le Civis est un accompagnement apporté à un demandeur d'emploi de 16 à 25 ans sans qualification ou d'un niveau bac + 2 non validé. Il est suivi régulièrement par un référent présent en mission locale qui doit l'aider à trouver un emploi durable (CDI ou CDD de plus de six mois).

Le dispositif est de plus en plus populaire puisque 213 000 jeunes sont entrés en Civis en 2010, soit une hausse de 13 % par rapport aux 187 700 l'ayant intégré en 2009. Néanmoins, 'les perspectives à la sortie du dispositif se sont dégradées', souligne la direction des études du ministère, la Dares, puisque 'seuls 28 % des sortants' du programme ont accédé à un emploi durable, contre 37 % en 2008 et 40 % en 2007.

En janvier 2010, le gouvernement visait l'objectif de 200 000 entrées en contrats d'insertion dans la vie sociale en 2010 avec 40 % d'accès à un emploi durable à sa sortie. Au 4e trimestre 2010, le taux de chômage des moins de 25 ans atteignait 22,2 %, rappelle la Dares. Depuis sa création, près de 800 000 jeunes sont sortis du Civis. Parmi eux, 34 % ont pu trouver un CDI ou un CDD de plus de six mois (hors contrats aidés du secteur non marchand). (lemonde.fr 31.01)

Ajoutez les quelques 800 000 stagiaires, les quelques centaines de milliers d'apprentis, les millions en CDD, en intérim, en formations, etc. plus tous les travailleurs radiés de Pôle emploi, et il faut ajouter quelques millions de chômeurs aux statistiques officielles.

3- Allemagne

Nokia Siemens Network envisage, dans le cadre de sa restructuration, de supprimer plus de 4.000 postes en Allemagne et en Finlande.

Le numéro deux mondial des équipements de réseaux mobiles dit tabler sur la suppression de 2.900 postes en Allemagne et 1.200 en Finlande, dans le cadre d'un vaste programme de restructuration du groupe visant à réduire ses effectifs de près d'un quart et d'économiser près d'un milliard d'euros par an.

Nokia Siemens, coentreprise de réseaux montée en 2007 entre le finlandais Nokia avec l'allemand Siemens, peine depuis sa

création à dégager des bénéfices dans un secteur dominé par le géant suédois Ericsson et marqué par l'arrivée de nouveaux concurrents chinois. (Reuters 31.01)

Quel "modèle" social !

Economie

1- UE-BCE

Les banques européennes comptent emprunter auprès de la Banque centrale européenne (BCE) fin février deux à trois fois plus qu'elles ne l'avaient fait en décembre, lorsque l'institut d'émission leur avait accordé 489 milliards d'euros, rapporte le Financial Times mardi.

"Les banques ne seront pas aussi timides lors du deuxième round (le 29 février, ndlr). Nous aurions dû faire plus la première fois", a déclaré au quotidien financier le patron d'une banque de la zone euro sous couvert d'anonymat.

Trois patrons de groupes bancaires - eux aussi sous couvert de l'anonymat - ont également indiqué au journal qu'ils comptaient emprunter de deux à trois fois plus cette fois-ci, soit au total 1.000 milliards à 1.500 milliards. (AFP 31.01)

Suivez le guide, aux Etats-Unis, le guichet de la Fed est ouvert pour une durée de temps et une somme indéterminée, elle n'est pas belle la vie de banquiers ?

2- France

2.1- Relation de cause à effet.

Le moteur de la croissance a calé en fin d'année. En décembre, les dépenses des ménages ont baissé de 0,7%. Les économistes ne s'attendaient pas à un tel plongeon. Du coup, sur un an, le recul de la consommation atteint 3,1%, selon les chiffres de consommation publiés ce mardi par l'Insee.

La hausse du chômage, le ralentissement de la hausse des salaires, le regain d'inflation et la perspective d'une hausse des impôts après la présidentielle font peser une incertitude sur le comportement des ménages cette -année.

La hausse de la TVA prévue le 1er octobre pourrait néanmoins chambouler le scénario de consommation de 2012. Les Français pourraient être tentés d'anticiper certains de leurs achats.

Au total, aussi faible soit-elle, la consommation pourrait de nouveau être en 2012 un des rares soutiens à la croissance. La France risque en effet de ne pouvoir compter ni sur l'investissement des entreprises (l'Insee le voit reculer sur les six premiers mois de l'année), ni sur son commerce extérieur. (lefigaro.fr 31.01)

2.2- La survie de la planète exige le renversement du capitalisme.

Prolonger la durée de vie des centrales nucléaires françaises au-delà de 40 ans semble inévitable sauf à accepter des investissements difficilement réalisables ou une baisse de la consommation d'électricité, selon un rapport de la Cour des comptes publié mardi.

Vingt-deux des 58 réacteurs français, représentant environ 30% de la puissance nette du parc, atteindront leur quarantième année de fonctionnement d'ici à la fin 2022, rappelle la Cour.

"Par conséquent", résume-t-elle dans un communiqué, "dans l'hypothèse d'une durée de vie de 40 ans et d'un maintien de la production électronucléaire à son niveau actuel, il faudrait un effort très considérable d'investissement équivalent à la construction de 11 (réacteurs de type) EPR d'ici la fin de 2022".

"La mise en oeuvre d'un tel programme d'investissement à court terme paraît très peu probable, voire impossible, y compris pour des considérations industrielles." (Reuters 31.01)

Le capitalisme n'a plus les moins de sa survie, encore moins de satisfaire les besoins de l'ensemble de la population, alors il doit disparaître, immédiatement !

3- Portugal

Le rendement du papier portugais à deux ans s'est tendu mardi matin de 36 points de base (pdb) pour atteindre 21,61%, tandis que le coût des credit default swaps (CDS), un mécanisme d'assurance contre le risque de défaut d'un emprunteur, atteignait lui aussi un nouveau record.

Il fallait déboursier 4,2 millions d'euros pour assurer 10 millions d'euros de dette portugais à plus de cinq ans.

Certains investisseurs redoutent que Lisbonne réclame un renflouement additionnel pour compléter le plan de 78 milliards d'euros élaboré l'an dernier par le Fonds monétaire international et l'Union européenne.

La crainte est également forte que le Portugal finisse lui aussi par devoir restructurer une dette publique qui représente environ 105% de son produit intérieur brut. (Reuters 31.01)

4- Etats-Unis

La chute des prix de l'immobilier a pris un tour inquiétant aux Etats-Unis en novembre, selon l'enquête Case-Shiller publiée mardi par Standard and Poor's.

En données corrigées des variations saisonnières, les prix des logements vendus dans les vingt plus grandes métropoles du pays ont reculé de 0,7% par rapport au mois précédent.

C'est le cinquième mois consécutif de baisse, et elle est d'une ampleur égale à celle déjà constatée en septembre et en octobre. Pour retrouver une hausse des prix en données corrigées, il faut remonter à avril.

En données brutes, il suffirait que les prix baissent de 1% pour atteindre le point bas des prix lors de la crise immobilière, touché en mars 2011. Ils sont aujourd'hui redescendus à leur niveau de début 2003.

Sur un an, ils affichent une baisse de 3,7%, alors que les analystes tablaient sur 3,2%.

"Malgré le maintien de taux d'intérêt bas et une amélioration de la croissance (...) au quatrième trimestre, les prix des logements continuent de baisser", a constaté Standard and Poor's dans un communiqué.

La chute des prix de l'immobilier a pris un tour inquiétant aux Etats-Unis en novembre, selon l'enquête Case-Shiller publiée mardi par Standard and Poor's.

En données corrigées des variations saisonnières, les prix des logements vendus dans les vingt plus grandes métropoles du pays ont reculé de 0,7% par rapport au mois précédent.

C'est le cinquième mois consécutif de baisse, et elle est d'une ampleur égale à celle déjà constatée en septembre et en octobre. Pour retrouver une hausse des prix en données corrigées, il faut remonter à avril.

En données brutes, il suffirait que les prix baissent de 1% pour atteindre le point bas des prix lors de la crise immobilière, touché en mars 2011. Ils sont aujourd'hui redescendus à leur niveau de début 2003.

Sur un an, ils affichent une baisse de 3,7%, alors que les analystes tablaient sur 3,2%.

"Malgré le maintien de taux d'intérêt bas et une amélioration de la croissance (...) au quatrième trimestre, les prix des logements continuent de baisser", a constaté Standard and Poor's dans un communiqué. (AFP 31.01)

[Haut de page ↗](#)

Le 2 février

CAUSERIE

J'ai perdu 2h30 ce matin au bureau d'immigration pour le renouvellement de mon visa, du coup j'ai dû cavalier pour actualiser le site. Mon visa est périmé depuis la fin août, j'ai fait les choses en temps et en heure pourtant, je vous passe les détails, la bureaucratie indienne est l'une des pires du monde paraît-il, je confirme, c'est à devenir fou !

Quelques réflexions à bâtons rompus

1- On pourrait s'étonner de la violence verbale de Sarkozy envers les banquiers et les spéculateurs. En réalité, il aura servi leurs intérêts du premier jusqu'au dernier jour de sa mandature, les intéressés le savent très bien et lui en sont gré de s'être "sacrifié" pour eux, ils ne lui reprocheront pas malgré tout d'essayer de garder la face avant de se retirer ou de tout tenter pour essayer de combler son handicap, tâche impossible selon de Villepin hier.

C'est uniquement une posture en direction d'électeurs qui n'ont pas grand chose dans la tête, qui n'ont jamais rien appris ou qui l'ont oublié aussi vite qu'ils l'ont appris, il sait qu'ils sont légion et il s'adresse à eux pour sauver la face comme l'on dit.

2- Du PS au FdG, ils ont tellement les mains sales qu'ils feraient mieux de balayer devant leurs portes et de la fermer au lieu de s'attaquer maladroitement à M. Le Pen. Ils lui ont reproché d'avoir participé à un bal en Autriche en présence de membres de l'extrême droite. Celle-ci a répliqué que cela ne leur causait pas de problèmes hier de compter dans les rangs de l'Internationale socialiste des dictateurs tels Ben Ali ou Moubarak.

Elle aurait pu leur rappeler que "*l'Internationale socialiste a organisé une réunion extraordinaire à Beyrouth le 16 décembre 2006 où elle a accueilli des représentants de partis fascistes et leur a apporté son soutien.*" Parmi lesquels :

- "Dory Chamoun, ancien membre (avec son père Camille Chamoun) de la Ligue anticommuniste mondiale ; une organisation criminelle dont firent partie la plupart des dictateurs pro-US durant la Guerre froide [2]. La France y était représentée par François Duprat, alors président-fondateur du Front national.

Amine Gemayel, « leader suprême de la Phalange » (sic) ; un parti créé par son père Pierre Gemayel, sur les conseils d'Adolf Hitler, et sur les modèles de Benito Mussolini et de José Antonio Primo de Rivera.

Samir Geagea, tortionnaire et criminel de guerre, amnistié par une loi spéciale votée à l'initiative de Saad Hariri. Entre autres crimes, M. Geagea assassina Tony Frangié et sa famille (1978), puis Dany Chamoun (1990), frère cadet de Dory Chamoun. Jusqu'à son incarcération, Samir Geagea participait aux réunions du Front national. Il conserve comme avocat le député frontiste Wallerand de Saint-Just." (<http://www.voltairenet.org/article12431.html>)

Précisons toutefois que le PS français n'avait pas participé à cette réunion entre gens de bonne compagnie contrairement au PSOE, au PASOK et au RDC de Ben Ali, et d'autres partis de l'Internationale socialiste.

Bref, match nul. On peut ajouter qu'aucun dirigeant du PS n'ignorait ces faits et qu'à l'époque Mélenchon était adhérent de ce parti. Le gouvernement grec en 2012 est à l'image de l'Internationale socialiste en 1986, l'union nationale du PASOK à l'extrême droite soutenue par le parti communiste, rien de changer, rien de nouveau non plus depuis la capitulation de la social-démocratie en 1914...

Ces philistins s'emploient à faire la démonstration de leur impuissance face à l'extrême droite dont ils favorisent la montée, comme leurs prédécesseurs dans le passé.

3- En Tunisie et en Egypte la contre-révolution islamo-impérialiste est à l'oeuvre.

4- La désinformation atteint des sommets sur la situation en Syrie, en Russie et d'autres pays. Hier aux infos du soir sur TV5onde Asie, j'ai entendu un membre du CNS, le CNT syrien, expliquer très sérieusement qu'il exigeait le départ d'Assad, qu'il n'existait pas d'autres alternatives parce que les partis politiques étaient interdits en Syrie, pour qu'enfin des élections puissent avoir lieu, etc. alors que les partis politiques existent en Syrie, le parti communiste par exemple, et quant aux élections, si je ne me trompe pas des élections municipales (notamment) ont eu lieu récemment.

Ainsi les médias nationaux et internationaux ouvrent généreusement leurs colonnes à la pire réaction ou se font ouvertement les porte-parole des va-t-en-guerre contre des Etats souverains.

A ce propos, compte tenu des éléments en notre possession, je me demande si nous ne devrions pas soutenir la Syrie contre les monarchie du Golfe et les impérialistes occidentaux.

Question délicate s'il en est, déjà que la plupart des militants ne comprennent pas grand chose à ce qui se passe en France sous leurs yeux et préfèrent reprendre à leur compte aveuglément les positions de leurs dirigeants, cela évite de réfléchir, qui sait à quelle conclusion on pourrait parvenir n'est-ce pas, alors là pour le coup ils ne se donneront même pas la peine de lire la suite et nous claquerons la porte au nez. Entre nous, ce n'est pas en adoptant une telle attitude qu'on infléchira notre position, bien au contraire.

Je me suis même demandé si cela n'avait pas été une erreur politique de ne pas avoir soutenu Kadhafi, compte tenu de la position adoptée par Marx et Engels lors de la première partie de la guerre franco-prussienne consacrée à défendre l'unité de l'Allemagne, il y a fort à parier qu'ils auraient résolu cette question de la même manière, à ma connaissance, mais vous me reprendrez si je me trompe, Otto von Bismarck n'était pas vraiment un démocrate modèle, il fut notamment l'auteur d'une loi antisocialiste et sous son règne Marx et Engels durent s'exiler, je ne pense pas non plus qu'ils aient eu un penchant sadomasochiste.

On pourrait nous répliquer que Marx et Engels commirent là une erreur politique, qu'ils versèrent dans une forme de nationalisme, etc. C'est la France qui agressa l'Allemagne, Bismarck ne fit que se défendre. Assad est dans le même cas de figure, à ceci près qu'il n'a pas les moyens militaires pour répliquer et engager une guerre contre les puissances impérialistes qui veulent mettre à sa place un régime fantoche à leur botte. L'état des forces en présence est totalement déséquilibré et sans l'appui de la Russie, la Syrie serait déjà passée sous domination américaine, britannique et française. Nous sommes en présence d'une guerre déclarée par des Etats dominants à un Etat dominé mais indépendant ou souverain. Or le prolétariat d'un pays ne peut mener sa lutte de classe que dans un pays débarrassé de la tutelle impérialiste, d'où le principe internationaliste de prendre la défense du pays dominé. Au passage, on comprendra pourquoi il a tant de mal à l'imposer en Tunisie et en Egypte.

Nous aurions eu plus de difficulté à adopter ce principe concernant la Libye, dans la mesure où contrairement à la Syrie la lutte de classe était bannie, les partis et syndicats interdits. La chute de Kadhafi devait à terme permettre à la lutte de classe de s'imposer, on a pu constater ces dernières semaines, qu'encore en gestation elle prenait de plus en plus la forme d'une opposition croissante des masses au CNT et à la mainmise de l'impérialisme français et autres sur les ressources du pays. La loi électorale qui vient d'être adoptée va être suivi par la fondation de partis politique, attendons la suite, un peu de patience. Soutenir la Libye aurait abouti à maintenir cadencée la lutte de classe dans ce pays, alors qu'on ne peut le souhaiter à aucun peuple, tel est l'élément décisif qui justifia notre position.

Si maintenant on devait définir une position en tenant compte de la manière dont chaque militant ou travailleur interprète la situation dans un pays ou dans le monde, il serait impossible d'adopter la moindre position. Elle peut s'inscrire à contre-courant de ce que pense la majorité ou la quasi-totalité des militants ou des travailleurs, peu importe.

A ce que je sache, sur l'Irak et l'Afghanistan, nous avons unanimement adopté la position que j'ai évoquée sur la Libye, à savoir condamnation de l'intervention militaire impérialiste, ce qui revenait (indirectement) à soutenir l'Irak de S. Hussein et l'Afghanistan des talibans, au nom de la détermination des peuples à disposer d'eux-mêmes, patati patata... Alors pourquoi ne pas avoir assumé cette position jusqu'au bout s'agissant de la Libye et aujourd'hui de la Syrie, et demain peut-être de l'Iran ? C'est cela que je reproche le plus à mes adversaires, plus que leur position elle-même, leur manque de courage, leur hypocrisie, leur incapacité à défendre leur propre position dès lors qu'ils ont fait l'impasse sur les éléments que j'ai évoqués plus haut.

Ceci dit, l'histoire et le contexte ne sont pas les mêmes dans tous ces pays, il existe des différences ou des nuances dont il faut tenir compte avant de prendre position. Ce n'est pas toujours facile, j'en conviens, surtout si on privilégie la recherche d'un consensus entre tous les militants sachant que c'est impossible.

Il ne faut pas non plus confondre la situation de la Syrie face à l'agression impérialiste avec les guerres mondiales inter-impérialistes du XXe siècle. En Syrie les partis officiels de l'opposition se sont prononcés pour la défense de l'unité et de la souveraineté de la Syrie face à un complot ourdi par Washington, Jérusalem, Riad, Paris et Londres qui à terme devrait mettre le pays à feu et à sang, entraîner d'énormes destructions et se transformer en guerre civile entre syriens afin d'installer à Damas un régime à leur botte, prélude à une remise en ordre au Liban et à une offensive militaire contre l'Iran.

La Syrie n'a attaqué aucun pays. Sa position est purement défensive, et l'immense majorité de la population rejette le CNS ou cette pseudo-opposition financée par l'impérialisme britannique. Les masses syriennes opposées à Assad ont désigné leur principal ennemi : les bandes paramilitaires qui sévissent dans le pays et armées par les monarchies du Golfe, l'Etat sioniste et la même coalition qui s'était formée contre la Libye. Jusqu'à preuve du contraire, le régime n'a pas engagé le massacre de ces opposants, au contraire il a libéré des centaines de prisonniers et il a promulgué des réformes qui vont dans le sens d'une plus grande "démocratisation", concession qu'il a dû leur accorder justement en échange d'un consensus nationale anti-impérialiste, simple constat.

L'expérience que nous avons acquise avec la Libye nous a enseigné la prudence ou plutôt la patience avant de prendre position. Tout d'abord s'informer de la situation réelle sur le terrain et des rapports entre les classes, à l'intérieur de ces classes, mais aussi sur l'histoire de ce pays, sa composition ethnique ou religieuse, tribale, sachant que le pays est certes indépendant, mais le régime encore semi-féodal, les masses profondément arriérées, soumise à un pouvoir qui s'accommode mal des règles de la démocratie, je me souviens qu'il n'y a pas si longtemps on appelait le père Assad le boucher, un pays encore largement sous-développé et dépendant financièrement de ses liens avec la Russie notamment, donc un pays qui n'a pas atteint un stade de développement économique compatible avec l'exercice de la démocratie bourgeoise comme c'est le cas en France par exemple...

Donc on ne peut pas exiger de ce pays qu'il soit un modèle de démocratie pour le soutenir contre son agresseur impérialiste, auquel cas on ne prendrait la défense d'aucun pays dominé dans le monde. On doit se passer de cet argument pour justifier de

le soutenir, on n'a pas le choix et tant pis pour ceux qui ne le comprendraient pas.

Assad n'est pas vraiment un chantre de la défense de la souveraineté de la Syrie sous la tutelle économique de la Russie notamment, bien que la survie des couches de la bourgeoisie qu'il incarne se confond avec elle, ce sont les masses profondément anti-impérialistes qui sont à la pointe du combat pour la défendre.

Marx et Engels ont soutenu Bismarck qui incarnait l'unité de l'Allemagne, une menace pour les puissances impérialistes française et britannique. Ils ont cessé de le soutenir quand il est passé d'une guerre défensive à une guerre offensive contre la République en France. Marx et Engels ont assumé leurs positions respectives, ils se sont donnés les moyens politiques de les justifier auprès du mouvement ouvrier allemand et internationale, leurs positions furent dictées uniquement par les intérêts généraux du prolétariat allemand et français.

Comment faire comprendre à des militants apparemment bornés ou ignorants que Marx et Engels aient pu soutenir un jour le bourreau de la Commune de Paris, j'y ai renoncé car je suis une merde pour eux à côté de Marx et Engels, d'ailleurs je ne comprends pas pourquoi ils se connectent à ce site qui colporte des théories foireuses, ils perdent leur temps.

Marx et Engels n'ont pas eu à fournir d'autres justifications du moment qu'ils se tenaient sur le terrain de classe du prolétariat. Maintenant rien n'empêche les militants qui estiment avoir développé un niveau de conscience supérieur de les traiter de vulgaires opportunistes ou de fieffés réactionnaires pour avoir soutenu Bismarck, cela ne nous choquerait pas après tout ce qu'on a pu entendre ou lire, cela nous laisse totalement indifférent.

En comparaison nos dirigeants sont de vulgaires manoeuvriers, rongés par tant de contradictions et de reniements qu'ils sont incapables de livrer leurs réelles intentions qui au demeurant ne sont jamais très claires, au point de n'apparaître qu'implicitement, à condition de se demander ce que recouvre leur position puisqu'ils ne tiennent pas à nous le livrer eux-mêmes, laissant toujours planer un doute, un mystère, chacun étant conduit à en penser ce qu'il voudra, ce qui présente comme avantage de ne jamais pouvoir en discuter puisqu'il y aura autant d'interprétations que de militants, d'éviter ainsi une confrontation des idées qui les forcerait à argumenter leur position... Assez d'hypocrisie !

S'ils en avaient eu le courage ils auraient clairement affirmé qu'ils soutenaient Kadhafi, cela leur aurait valu de violentes critiques et cela les aurait obligé à s'expliquer devant les militants, à défendre leur position. Or, ils en ont été incapables ou n'en ont pas eu la volonté, et en étant incapables de le faire ils ont rendu un fier service à Sarkozy, qui pouvait se prévaloir d'avoir cloué le bec à toute forme d'opposition à son agression contre la Libye, cette opposition étant neutralisée, désarmée politiquement du moment qu'elle était dans l'impossibilité d'avancer des arguments en faveur de la défense de la Libye. Voilà ce qui arrive quand on ne va pas au bout de ses analyses, quand on se réfugie derrière un principe qu'on n'est même pas foutu d'assumer. C'est aussi ce qui arrive quand un parti privilégie les intérêts de son appareil au détriment des intérêts des travailleurs, quand les uns entrent en contradiction avec les autres, au passage on se demandera comment un parti a pu en arriver là, ce que cela recouvre, quelle en est la signification politique.

Je ne change rien à la position que j'avais adoptée sur la Libye, il semblerait à ce jour que les faits m'aient donné raison, peut-être aurait-il mieux valu défendre ouvertement la Libye de Kadhafi au détriment des couches progressistes qui avaient commencé à se dresser pour le renverser car celles-ci n'étaient pas mûres pour instaurer un régime démocratique (bourgeois) dans ce pays, cela se discute, en principe on défend une révolution même si elle est vouée à l'échec, c'est ce que j'ai fait, c'est ce que fit Marx lors de la Commune de Paris par exemple. Par contre j'estime que la défense de la Syrie contre l'agression impérialiste occidentale et sioniste sera justifiée aussi longtemps qu'Assad ne retournera pas son armée contre l'opposition soutenue par des pans entiers du prolétariat syrien, à ne pas confondre avec la soi-disant opposition armée par Washington et dans laquelle les masses ne se reconnaissent pas.

Avouons pour terminer que chacun peut être induit en erreur tant ces questions sont complexes où tant de facteurs entrent en ligne de compte. L'essentiel, c'est d'une part l'orientation générale dans laquelle s'inscrit une position, parfois maladroitement il faut en convenir, d'autre part, de rectifier ses erreurs quand on en a pris conscience.

INFOS EN BREF

Politique

1- Sénégal

Les forces de sécurité sénégalaises sont de nouveau intervenues mercredi pour disperser plusieurs centaines de manifestants à Dakar, au lendemain de la mort d'un étudiant lors d'un rassemblement contre la candidature du chef de l'Etat sortant Abdoulaye Wade à l'élection présidentielle du 26 février.

Des jeunes manifestants qui criaient "*Wade démission !*" ont incendié un bus sur l'une des artères principales de la capitale puis

ont lancé des pierres sur les policiers qui ont riposté avec des gaz lacrymogènes et des grenades assourdissantes.

Les forces de l'ordre ont poursuivi les protestataires jusque sur le campus d'une université, ont précisé des témoins. (Reuters 01.02)

2- Syrie

2.1- Le Conseil de sécurité s'est réuni vendredi soir à la demande de la Ligue arabe pour tirer les conclusions du rapport des observateurs. Cependant, le texte du rapport n'ayant pas été distribué par la Ligue, la séance s'est focalisée sur une proposition de résolution présentée par le Maroc bien qu'écrite par les Européens. Elle a été rejetée par la Russie.

Samedi, les ministres des Affaires étrangères du Conseil de coopération du Golfe se sont réunis à Istanbul avec leur homologue turc pour étudier une possible reconnaissance diplomatique du Conseil national syrien suivi d'une intervention militaire arabo-turque. Dimanche soir, le secrétaire général du Conseil de coopération du Golfe, Abdul Latif Al-Zayani, est arrivé à Bruxelles pour rencontrer son homologue de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen.

L'armée syrienne a poursuivi ses opérations pour libérer les villes encore aux mains de la Légion wahhabite.

Le secrétaire général de la Ligue arabe a décidé de son propre chef de geler la mission des observateurs (qui vient d'être reconduite pour un mois par le Comité des ministres ad hoc de la Ligue avec l'accord de la Syrie). Nabil Al-Arabi a en effet considéré que ses observateurs étaient en danger après que le chef spirituel des salafistes syriens, cheikh Adnan Al-Arour ait déclaré sur les ondes d'Al-Arabiya qu'il était licite d'assassiner les observateurs arabes.

La presse occidentale et du Golfe fait l'impasse complète sur la non-présentation du rapport des observateurs de la Ligue arabe au Conseil de sécurité, sur les préparatifs de guerre arabo-turcs, et sur l'appel au meurtre du cheikh Adnan Al-Arour. Elle présente la position russe au Conseil de sécurité comme une posture anti-américaine de Vladimir Poutine en campagne électorale. Elle présente le gel de la mission des observateurs comme une mesure de protection non vis-à-vis des salafistes, mais des troupes loyalistes. Surtout, elle concentre son attention sur le massacre survenu à Homs jeudi dernier et qu'elle n'avait pas couvert alors. Se fiant à un témoignage loufoque, elle attribue ce massacre aux forces loyalistes alors qu'il est intervenu dans un quartier contrôlé par les rebelles. Il s'agit avant tout, pour les services de communication occidentaux, de présenter le conflit comme une lutte entre un Etat et des enfants. Pour renforcer cette image, certains articles sont illustrés par des photos d'enfants protestataires avec des armes à la main.

- Le photjournaliste Mani rapporte dans Le Monde le témoignage d'un habitant d'Homs. Il déclare avoir compris qu'un massacre était en cours rue Al-Ansar et avoir « *décidé de rejoindre la maison visée en perçant des trous dans les murs des maisons contiguës. Il assure avoir pu voir, à travers des ouvertures pratiquées dans les murs, le massacre des enfants. Il déclare que les assaillants étaient sept hommes en uniforme militaire appartenant aux forces loyalistes* » (sic).

- La correspondante au Caire du Monde, Claire Talon, présente la capitale égyptienne comme le nouveau sanctuaire des opposants syriens. Elle cite quatre personnalités : Mahmoud Hamad (qui avait déclaré sur Al-Jazeera avoir vu, de ses yeux vu, l'aviation syrienne bombarder Damas), l'actrice Louise Abdelkrim (qui décrit ses nuits sans sommeil à Damas peuplés des hurlements des hauts parleurs scandant le prénom du président), Imad Ghalioun (le cousin du président du CNS), et Helen Al-Dayem (qui évalue à 50 000 le nombre de Syriens récemment tués par le régime).

- Le chroniqueur du Figaro René Girard met en garde contre un renversement de Bachar el-Assad qui provoquerait une situation à l'irakienne. Les Syriens n'ont rien à gagner à un changement de régime, indique-t-il, car l'anarchie serait pire que la dictature.

- Gudrun Harrer –qui doit ignorer la situation des droits de l'homme au Qatar– explique dans Der Standard (Autriche) que la Ligue arabe est devenue une organisation progressiste active sous l'influence de l'émir éclairé de Qatar.

- Le patriarche orthodoxe de Syrie, Ignacio IV, explique dans ABC (Espagne) que les chrétiens de Syrie ne soutiennent pas Bachar el-Assad par peur des salafistes, mais de leur projet. Les chrétiens veulent continuer à vivre parmi les musulmans et pensent qu'el-Assad est le meilleur président de la région.

- Ce week-end, l'ex-observateur Anouar Malek s'exprimait dans la presse espagnole, laquelle n'est pas plus curieuse que ses consœurs occidentales sur son passé et sa personnalité.

- Le reporter du Financial Times Europe, Michael Peel, a constaté qu'il n'y avait que quelques douzaines de manifestants anti-gouvernement à Alep, mais que l'économie était fortement touchée : coupures d'électricité et pénurie d'essence.

- Colum Lynch analyse dans le Washington Post le veto russe comme une « *putinisation* » de la politique étrangère russe. L'auteur n'examine pas les arguments de Moscou qui ne lui semblent pas dignes d'intérêt, mais s'interroge sur ce qui lui paraît être une stratégie de Poutine pour accroître son influence.

- The Daily Star (Liban) note que le nombre de réfugiés syriens enregistrés par les Nations Unies au Liban atteint désormais 6 290. Cependant, le journal ne relève pas que nombre de ces personnes vivaient au Liban depuis longtemps et se sont faits enregistrer comme « réfugiés » pour bénéficier d'une aide matérielle. Dans le même article, le journal rapporte que cheikh Zakaria Masri a organisé une manifestation à Tripoli (nord du Liban) contre la Russie, la Chine et le Hezbollah, au cours de laquelle il a stigmatisé Bachar el-Assad comme croyant à l'athéisme et cherchant à l'imposer. (Réseau Voltaire 29.01)

2.2- La presse occidentale et du Golfe, qui déplorait jusqu'ici la faiblesse de l'Armée syrienne libre, affirme soudainement qu'elle est sur le point de prendre Damas. Le président el-Assad aurait été contraint de déployer des troupes dans la capitale pour sauver son régime, tandis que de durs combats se dérouleraient dans la banlieue.

Cette fable vise à la fois à créditer l'idée que les groupes armés seraient composés de nombreux déserteurs (et non pas principalement de mercenaires wahhabites), et que les troubles gagneraient enfin la capitale. Surtout, elle sert à divertir un peu plus longtemps l'attention du public du contenu du rapport de la Ligue arabe. En effet, ce document dément la théorie occidentale du soulèvement populaire réprimé dans le sang.

Ces efforts de communication préparent l'opinion publique à la prochaine réunion du Conseil de sécurité à laquelle doivent participer les ministres des Affaires étrangères français et britanniques qui avaient réussi à faire légaliser l'intervention de l'OTAN en Libye.

- C'est désormais Hala Kodmani qui analyse la crise syrienne dans Libération (le quotidien d'Edouard de Rothschild). C'est une des sœurs de la porte-parole du Conseil national syrien, Bassma Kodmani, élevée comme elle à l'ambassade d'Arabie saoudite à Paris. Elle fut secrétaire de Bouthros-Ghali à la Francophonie, puis devint rédactrice en chef à France24. (Réseau Voltaire 30.01)

2.3- La presse occidentale et du Golfe rend compte de durs combats dans les faubourgs de Damas. Cartes à l'appui, elle affirme que les révolutionnaires seraient sur le point de prendre la capitale. L'épouse et les enfants du président el-Assad n'auraient pas réussi à atteindre l'aéroport pour fuir et auraient été contraints de rebrousser chemin. Le sort de la famille du tyran ne tardera pas à ressembler à celui des Kadhafi a commenté Haitham Maleh, un des dirigeants de l'opposition pro-occidentale.

En réalité, les combats ont eu lieu dans des localités éloignées de la capitale, aucun groupe armé important n'étant entré dans les banlieues de Damas. La route de l'aéroport n'a jamais été fermée et les el-Assad n'ont jamais cherché à l'emprunter. Cette fable est juste destinée à ouvrir une campagne visant à utiliser contre son pays l'estime dont jouit Asma el-Assad en Europe, notamment en Italie et en France. Ainsi Haitham Maleh a assuré sur BaradaTV (télévision basée à Londres et financée par la CIA) que la belle jeune femme, une sunnite originaire de Homs, était prisonnière de son tyran alaouite de mari

La Russie a proposé de faciliter à Moscou des discussions informelles entre l'administration el-Assad et les différentes oppositions (souverainiste et pro-occidentale). Le Conseil national de transition a accepté sous réserve de la démission préalable du président el-Assad, ce qui est une manière de refuser puisqu'en cas de démission elle n'aurait plus d'interlocuteur.

- Le Monde revient sur la disparition à Beyrouth de Chébil Al-Ayssami, ancienne figure baasiste syrienne, qui s'était rallié en 1968 à Saddam Hussein. Pour sa famille comme pour le quotidien français, il n'y a aucun doute, il a été enlevé au Liban par les services secrets syriens qui ont la mémoire longue.

- Le Monde publie également un appel d'artistes syriens « pour délivrer la Syrie et retrouver le droit de vivre et de créer ». L'article comprend plusieurs erreurs factuelles visant à noircir l'administration el-Assad et dénie l'existence de toute activité artistique dans le pays. Surtout, il semble ignorer que les takfiristes qui ambitionnent de prendre le pouvoir sont opposés à toute forme d'art, hormis religieux.

- Ahmad Hijazi, numéro 2 de l'Armée libre syrienne, révèle dans Le Temps (Suisse) son inquiétude que Bachar el-Assad utilise bientôt des armes chimiques contre son propre peuple. Le thème des armes de destruction massive était apparu dans le Washington Times, selon lequel la guerre contre l'administration el-Assad permettrait de terminer le travail entrepris en Irak et retrouver les armes de destruction massive que Saddam Hussein avait caché en Syrie avant l'invasion états-unienne. Ce thème est également présent depuis plusieurs semaines dans la presse israélienne qui s'est inquiétée du manque de masques à gaz en cas d'attaque syrienne. On le trouve aussi dans la dernière livraison de Jane's Defence Weekly.

- Olan Micalessin dénonce dans Il Giornale la volonté d'Hilary Clinton d'appliquer à la Syrie son plan libyen. Vu le résultat de la première opération, elle serait bien inspirée de se souvenir du dicton latin : l'erreur est humaine, persévérer est diabolique.

- Le Kleine Zeitung (Autriche) s'apitoie sur le sort de la pauvre Asma el-Assad, jadis analyste à la City (Deutsche Bank, puis JP Morgan), aujourd'hui prisonnière du « régime ».

- Il Libero s'inquiète de ce qui attend le contingent italien de la FINUL en cas de guerre en Syrie. Il deviendrait probablement la cible

du Hezbollah libanais.

- ABC (Espagne) observe la guerre médiatique. Si pendant une demi-heure les autorités ont interrompu le trafic sur la route de l'aéroport, jamais elle n'a été coupée par des combats. Dans le même quotidien, Florentino Portero observe que la situation n'est pas à proprement parler une guerre civile puisqu'elle implique de nombreux étrangers et attire les jihadistes du monde entier.

- Dans le Financial Times Europe, Michael Peel rapporte que les habitants de Damas achètent de l'or pour se prémunir contre la chute de la livre.

- Le néo-conservateur Amir Taheri, dont la réputation d'intoxicateur n'est plus à faire, révèle dans le New York Post, que la Russie et l'Iran pourraient accepter la destitution d'el-Assad s'il était remplacé par la vice-présidente Najah al-Attar plutôt que par le vice-président. Rien dans l'article n'étaye cette imputation. Au passage, il invente que la Cour pénale internationale enquête sur cette dame. L'essentiel est d'essayer de semer la zizanie dans le gouvernement syrien en faisant des offres d'emploi.

- The Saudi Gazette annonce que le Conseil de coopération du Golfe a demandé aux entrepreneurs de la région de diminuer leurs relations commerciales avec la Russie pour la punir de son arrogance et de se tourner de préférence vers l'Inde et la Chine.

- Gareth Evans, l'ancien ministre australien des Affaires étrangères et actuel président du think tank de Georges Soros, International Crisis Group, se désespère dans The Australian de la fin du consensus autour de la « *responsabilité de protéger* ». Les Etats du BRICS n'ont pas apprécié que l'OTAN y fasse référence pour obtenir l'aval du Conseil de sécurité, puis changer le régime en Libye. Le Brésil a ainsi proposé que ce concept soit amendé en spécifiant que les grandes puissances doivent aussi se montrer responsables pendant qu'elles prétendent protéger les populations civiles. Il n'y aura pas d'accord diplomatique sur la Syrie tant qu'on aura pas rétabli un accord sur ce concept. (Réseau Voltaire 31.01)

Social

France

Outre la maîtrise de la langue française et l'adhésion à une « *charte des droits et des devoirs du citoyen français* », les étrangers voulant devenir français - ils étaient plus de 108.000 en 2009 - devront « *justifier d'une connaissance de l'histoire, de la culture et de la société françaises correspondant au niveau des connaissances attendu dans ces matières d'un élève* » de 6e.

Un test qui doit se présenter sous la forme d'un QCM -questionnaire à choix multiples - de dix questions à remplir lors d'un entretien avec un agent de la préfecture où le dossier de naturalisation est déposé. Le Figaro a pu consulter une soixantaine de ces questions de culture G qui ont été testés auprès de 2 000 candidats à la naturalisation. Comme:

- De ces trois personnalités, laquelle n'est pas un chanteur?

Claude François
Michel Platini
Charles Trénet (liberation.fr 01.02)

J'imagine il y a 19 ans auparavant mon épouse devant répondre à ce genre de questions débiles, Claude François et Charles Trénet sont morts depuis belle lurette, et quant à Michel Platini, un footballeur à la retraite que même les nouvelles générations en France ne connaissent pas ! Ces "*personnalités*" sont finalement à l'image du régime...

[Haut de page ↗](#)

Le 3 février

CAUSERIE

Délire mégalomane.

"*Je suis plutôt bien placé, tout en n'étant pas candidat. Je me consolide à 24 %, malgré la campagne médiatique favorable à Hollande. Ceux qui sont sûrs de gagner ont toujours perdu*", a clamé Nicolas Sarkozy, mercredi soir, lors d'une réunion à l'Élysée, entouré de quadras de l'UMP.

"Pour la première fois dans l'histoire de la Ve République, le bilan d'un président sortant peut être un argument électoral", affirme Henri Guaino, conseiller spécial du président, qui énumère les pays européens où la crise a été beaucoup plus dévastatrice qu'en France.

"Une fois que Nicolas sera en campagne, nous verrons des images de ferveur, des salles pleines et des drapeaux flotter. Pour l'heure, on le voit plutôt sortir des conseils européens avec des valises sous les yeux", considère un ami (du président -ndlr). (lepoint.fr 02.02)

Leur moral et la nôtre.

Selon cette enquête d'opinion Ipsos-Logica Business Consulting réalisée pour le Monde et l'association Lire la société, 2% considèrent que «tous» les politiques respectent ces grandes règles, 20% jugeant que «la plupart» le font. (liberation.fr 01.02)

Avant de continuer une précision. Dans la suite de cet article Libération s'efforce de redorer le blason du personnel politique fidèle aux institutions de la Ve République. Une gageure évidemment, qui tourne à la manipulation frauduleuse ... mais ne peut éviter de se terminer sur le constat que le personnel de la Ve République est plutôt minable. Comment s'y prennent-ils ?

Pour commencer, les personnes interrogées donnent leur avis davantage en partant de la conception de la morale en politique telle qu'ils ont l'habitude de la côtoyer, telle qu'on leur a enseignée et, on peut ajouter sans prendre le risque de se tromper, telle qu'il la pratique eux-mêmes en général dans la vie quotidienne, en pensant avant tout à leur intérêt individuel plutôt qu'en terme d'intérêt collectif, dans le cas contraire cela reviendrait à leur prêter un niveau de conscience politique qu'elles n'ont pas.

Du coup, une fois le premier constat établi, il font preuve d'une relative mansuétude envers un personnel politique qui leur ressemble finalement, ceci explique cela. Inutile de dire que le journaliste de Libération qui a pondu cet article ne s'en est pas aperçu puisqu'il est lui-même gangrené par cette morale qui consiste à donner bonne conscience à celui qui s'en réclame.

Apparemment le questionnaire était suffisamment évasif pour ne pas dire élastique de façon à ce que finalement le pourcentage de pourris n'apparaisse pas clairement ou qu'il soit minoré, tout du moins au départ, car cela va se gâter sur la fin, "*la plupart*", "*seuls certains*" seraient au-dessus de tout soupçon, combien au juste, il vaut mieux que personne se pose la question et ne le sache vraiment !

Plus fort encore. Cet article se poursuit ainsi :

- Questionnées sur les qualités qu'elles privilégient chez les gouvernants, elles mettent en tête ex-aequo à 40% «*leur conviction pour les idées et les causes qu'ils défendent*» et «*leur sens de l'intérêt général*».

Il y avait quelque chose de pernicieux dans cette question. Les personnes interrogées ont-elles privilégié le respect de leurs propres convictions par les carriéristes de la politique, dans le sens sont-ils honnêtes avec eux-mêmes, ou se sont-elles prononcées en fonction des idées qu'ils défendent et que ces personnes partagent ?

Mauvaise question sachant que la plupart des gens s'illusionnent sur les convictions qu'elles leur prêtent ou plutôt sur les convictions qu'elles tendent à leur prêter spontanément, car démêler le vrai du faux est un exercice que peu de gens sont capables de mener à bien en réalité. Souvent elles ne savent même pas ce qu'elles veulent au juste. Plus loin on verra qu'ils sont plutôt pragmatiques. Par expérience ils ont un a priori négatif. Mauvaise question, parce que la signification ou le contenu de l'intérêt général n'a pas été précisé. Pratique pour attribuer aux gouvernants une qualité qui leur fait défaut ou qui correspond en réalité à des intérêts particuliers ou ceux de la classe dominante, ce qui ne devait absolument pas paraître dans ce sondage.

Comme quoi ils jouent sur la confusion qui règne dans la tête des gens :

- Cependant, dans le classement des éléments les moins acceptables chez les politiques, vient en tête (31%) «*la défense d'intérêts privés plutôt que l'intérêt général*», puis «*les promesses non tenues*» (29%).

Or, le statut et les privilèges dont bénéficient les députés, les sénateurs et les ministres, sans parler du cumul des mandats, etc. s'apparentent à un intérêt privé sans avoir besoin d'aller chercher plus loin. Quant aux promesses, lesquelles, qui s'y retrouvent quand on sait qu'ils pratiquent l'art du double langage comme personne ? Et puis l'intérêt que l'on porte à une promesse dépend de notre propre situation, de nos besoins, et pas forcément de son contenu réel sur lequel on s'illusionne volontiers.

Toujours plus fort.

- Mais les Français ne semblent pas exiger de leurs responsables politiques un désintéressement pour l'argent et les carrières du privé: seuls 18% en font un élément apprécié.

Pourquoi "*exiger de leurs responsables politiques un désintéret pour l'argent et les carrières du privé*", quand ils savent que c'est impossible ? On frôle la question stupide, inutile.

Mais où voulaient-ils en venir avec ce sondage ? On y arrive, patience.

- Les changements de camp entre gauche et droite ne sont inacceptables que pour 10%.

Normal, c'est du pareil au même et ils l'ont bien compris. Tiens, il semblerait qu'un éclair de lucidité ait jailli. Pas de précipitation, attendez de lire la suite.

- Les Français, selon cette enquête, veulent entendre la vérité de la bouche de leurs dirigeants : 80% jugent qu'ils ont intérêt à le faire.

Cela tombe bien, Sarkozy, Hollande et Bayrou se sont engagés à leur tenir "*un langage de vérité*" au cours de la campagne électorale, nous y voilà. Gauche et droite interchangeable pour 80%, une importante majorité, de là à suggérer que l'union nationale serait une solution plébiscitée par les "Français il n'y a qu'un pas !

Quelle vérité ? Celle de la fatalité : que nos droits sociaux sont devenus incompatibles avec la compétitivité des entreprises, qu'il va falloir apprendre à s'en passer et qu'il n'existe pas d'alternative. Une fois qu'on vous a balancé cette vérité et que vous considérez qu'il n'en existe pas d'autres, vous êtes bon pour l'adopter à votre tour et ainsi de suite, c'est ainsi qu'une vérité qui au départ ne concernait qu'une infime minorité sera finalement reprise par une majorité, et s'il vous plaît colportée gracieusement par celle-ci, et en plus cela ne coûte rien !

Si 80% des gens interrogés "*veulent entendre la vérité de la bouche de leurs dirigeants*", cela veut dire également qu'ils leur prêtent une honnêteté qu'ils n'ont pas, c'est là que ce sondage contribue à redorer le blason de cette racaille.

Là ils ont peut-être été trop loin, du coup la fin de cet article part en vrille ou plutôt la réalité effleurée au début de cet article, puis écornée par la suite, revient au galop :

- En matière de financement de la vie politique, une énorme majorité disent que la situation soit est restée la même depuis vingt ans (29%), soit s'est dégradée (45%). Seuls 20% perçoivent une amélioration.

Idem pour "*la sincérité en politique*" : 50% pensent que c'est pire, 39% que c'est pareil, 9% que c'est mieux.

Pour ce qui est de la confusion entre intérêts personnels et responsabilités politiques, 58% voient une aggravation, 32% une stabilité, 7% une amélioration.

Bref, entre 74 et 90% estiment qu'ils sont tous plus ou moins pourris, là pour le coup on est vraiment proche de la vérité !

Je tiens à préciser que j'ai traité ces questions en respectant l'ordre dans lequel elles figuraient dans cet article, car j'aurais pu moi-même me livrer à une manipulation en les inversant pour parvenir à une conclusion établie à l'avance.

Confusion, espoir et lucidité se côtoient finalement dans la tête de la population en général, avec un avantage tout de même à la lucidité, comme quoi il ne faut jamais perdre espoir...

Quand le PS fait allégeance à l'émir du Qatar, autrement dit à Washington

L'ancien Premier ministre français, Laurent Fabius, est attendu vendredi 3 février 2012 à Doha (Qatar), en qualité d'envoyé spécial du candidat socialiste à l'élection présidentielle, François Hollande. Il sera reçu par l'émir Hamad ben Khalifa al-Thani. L'entretien portera sur la position de François Hollande face à la guerre contre la Syrie et sur le possible soutien de l'émir au candidat socialiste.

L'émir Hamad avait déjà noué des liens étroits avec Nicolas Sarkozy et son épouse Carla Bruni –à laquelle il ne manque jamais une occasion de prêter un avion privé–, ainsi qu'avec le maire de Paris, Bertrand Delanoë, et le ministre de la Culture, Frédéric Mitterrand –qui l'ont aidé à obtenir des dérogations pour aménager l'hôtel Lambert (Île Saint-Louis) acquis à la famille Rothschild–.

L'émir Hamad multiplie les investissements en France. Après avoir placé à son service de hautes personnalités, comme l'avocat d'affaire et ex-Premier ministre Dominique de Villepin, il a acheté des parts dans les médias (groupe Lagardère) et dans un club de football (le Paris Saint-Germain). Il a par ailleurs annoncé, le 9 décembre 2011, la création d'un fonds de 50 millions d'euros destiné à de jeunes leaders issus des quartiers français « *en difficulté* ».

En rivalité avec l'Arabie saoudite, l'émirat wahhabite est devenu le principal financier d'Al-Qaeda et des Frères musulmans. L'émirat a engagé 5 000 mercenaires pour composer des Forces spéciales qui ont combattu au sol en Libye, en violation de la résolution de l'ONU. Il a depuis transféré ces troupes en Syrie, ainsi qu'environ 1 500 membres d'Al-Qaeda en Libye sous le commandement d'Abdelhakim Belhaj, pour constituer l'Armée syrienne libre à laquelle se sont joints quelques centaines de déserteurs syriens.

Pour terroriser les populations, les combattants d'Al-Qaeda se sont caractérisés par le recours à des crimes spectaculaires (ils égorgent les hommes ou leur coupent les membres, tandis qu'ils coupent les seins des femmes, parfois ils écorchent les corps).

L'émir Hamad est propriétaire de la chaîne satellitaire Al-Jazeera qui s'est récemment caractérisée par la diffusion de fausses images d'actualité —en réalité des images de fiction tournées en studio— ; une propagande de guerre destinée à servir ses ambitions en Libye et en Syrie. Le groupe Al-Jazeera entend s'implanter progressivement en France avec le prochain lancement d'Al-Jazeera Sports.

En 2006 déjà, François Hollande déclarait que la diplomatie du « Qatar va plutôt dans le sens de la stabilité et de la recherche de la paix ». (Réseau Voltaire 31.01)

Pendant ce temps-là, D. Gluckstein se tourne une nouvelle fois... vers le PS !

On a du mal à y croire, mais c'est pourtant vrai.

Après avoir mis en évidence que M. Aubry et M. Sapin soutenaient la mise en coupe réglée de la législation du travail annoncée par Sarkozy le 29 janvier, il écrit (IO n°185 dans l'éditorial) : "*Sapin, Aubry, Hollande sont à la tête d'un parti dont le nom—« socialiste »— évoque l'histoire du mouvement ouvrier.*" Suit la démonstration que l'histoire du mouvement ouvrier s'inscrit en contradiction avec les positions défendues par Aubry et Sapin.

Bien, et alors, que suggère-t-il au juste, quelle conclusion doit-on en tirer : qu'ils vont rentrer dans le rang, qu'ils pourraient rentrer dans le rang, qu'ils ne rentreront jamais dans le rang ? Nul ne le sait, chacun en pense ce qu'il veut, c'est cela faire preuve d'audace et de courage de nos jours. Non répliquera-t-il, de démocratie, ah j'allais l'oublier celle-là, pratique, non ?

Le PS évoque-t-il le mouvement ouvrier, l'a-t-il évoqué un jour, a-t-il cessé de l'évoquer, quand, à quelles occasions ? Est-il étranger, associé, hostile au mouvement ouvrier, comment, de quelle manière, dans quel objectif politique ?

On ne peut pas se contenter d'un constat, il faut analyser les faits jusqu'au bout, les caractériser politiquement, sinon cela sert à quoi de réfléchir, de discuter, de militer. A se faire plaisir, c'est déjà cela !

Sapin, Aubry, Hollande devraient-ils "*évoquer l'histoire du mouvement ouvrier*" ou est-ce une manière de montrer qu'ils y sont étrangers, faudrait-il encore le préciser, c'est une des interprétations possibles de cette phrase. Deux propositions indépendantes, une principale et une subordonnée relative introduite par dont, les deux sont vraies, reste à savoir ce qu'elles peuvent évoquer, ce que Sapin, Aubry et Hollande peuvent évoquer dans la tête des travailleurs, des larbins des marchés, Fabius est au Qatar à cirer les pompes de l'émir, Gluckstein est-il au courant qu'ils nous feront boire la ciguë de la crise jusqu'à la lie s'il le faut, regardez en Grèce, en Espagne, hier en Grande-Bretagne, au Portugal, les débris de la social-démocratie s'associent à la gestion de la crise pour le compte des banquiers. Ils sont dans leur rôle, faudrait-il en douter un instant ?

Relier deux propositions indépendantes considérées comme vraies par un pronom relatif n'en font pas forcément pour autant une vérité. Première proposition, "Sapin, Aubry, Hollande sont à bien à la tête d'un parti", seconde proposition, "le nom —« socialiste »— évoque bien l'histoire du mouvement ouvrier", tandis que *dont* a pour antécédent *parti*, il s'agit du nom du parti, *socialiste* s'applique au nom du parti et non à Sapin, Aubry, Hollande.

Le substantif *nom* figure dans les deux propositions sous des référents différents, dans la première le nom de trois dirigeants du PS, dans la seconde le nom de leur parti *socialiste*, de là à penser qu'il y aurait un lien ou une parenté entre les deux est une interprétation explicitement suggéré, pour ne pas dire encouragé. Une fois le rapprochement réalisé entre ces dirigeants et le nom de leur parti, de là à penser qu'ils auraient vraiment un lien avec le socialisme il n'y a qu'un pas, alors qu'en réalité ils y sont étrangers. Cette figure de style s'apparente à un syllogisme : le nom de ce parti évoque le socialisme, ces trois dirigeants appartiennent à ce parti, donc ils sont socialistes ou censés l'être (comme si c'était possible, sic !) et la boucle est bouclée.

Pour terminer sur ce sujet, quel enseignement tire-t-ils de l'attitude du PS ? : "*Comment comprendre l'alignement des Sapin, Aubry, Hollande sur cette exigence, sinon comme conséquence de leur soumission au carcan antidémocratique de l'Union européenne, de la troïka et du capital financier ?*", mais pourquoi ? Mystère !

Parce qu'il se refuse à nous révéler les conclusions de son analyse, parce qu'il refuse de caractériser clairement le PS pour ce

qu'il est, ce qui confirme ce qui a été dit plus haut, parce qu'il continue de considérer que le PS fait partie intégrante du mouvement ouvrier, ce que nous récusons. Ce qui se comprend parfaitement, car il a cité "*l'Union européenne, la troïka et (le) capital financier*", contre lesquels le PS pourraient s'attaquer à la marge, mais pas le capitalisme en tant que tel qu'il a oublié dans son énumération. Après tout Hollande n'a-t-il pas affirmé qu'il allait mener la vie dure à la finance, ses satellites du Front de gauche n'ont-ils pas applaudi des deux mains, eux aussi ils se disent prêts à s'attaquer "*au carcan antidémocratique de l'Union européenne, de la troïka et du capital financier*", mais en aucun cas aux fondements du capitalisme qui sont à l'origine de la crise actuelle.

On a des idées, mais on n'a pas de pétrole, cela ne vous rappelle rien ? Aujourd'hui, c'est celui qui a du pétrole qui a des idées et les impose aux autres qui en manquent cruellement ou en font un mauvais usage, des idées comme du pétrole d'ailleurs.

Gluckstein affirme qu' "*on ne peut appeler négociation le chantage par lequel les patrons pourraient exiger des syndicats qu'ils cassent eux-mêmes les droits collectifs et baissent les salaires*", c'est exact, sans toutefois préciser que Thibault, Chérèque et Mailly notamment avaient déjà déclaré qu'ils étaient prêts à "négocier" avec le patronat, à condition que le gouvernement leur en laisse le temps.

Dans ces conditions, pourquoi rappeler plus loin que "*la démocratie, c'est l'indépendance des organisations ouvrières libres d'agir et de négocier*" au moment même où il n'y a rien à négocier avec le gouvernement et le patronat, où les dirigeants syndicaux devraient refuser de participer à cette mascarade de sommet où tout est déjà décidé avant son ouverture, Sarkozy, Fillon et Bertrand ne s'en sont pas cachés par la suite. Comme quoi leur présence suffisait à légitimer les mesures annoncées par Sarkozy, la preuve, une d'entre elle sur l'exonérations des PME de cotisations sociales est entrée en vigueur avec effet rétroactif au 18 janvier 2012, pour un peu ils l'auraient datée de la veille ! Au point où ils en sont...

Enfonçons le clou, non l'indépendance des syndicats ne consistent pas à privilégier systématiquement la négociation avec le patronat ou le gouvernement, il ne le dit pas ouvertement, mais il sait pertinemment que c'est ce qui se passe dans la réalité, car en procédant de la sorte ils se font les fossoyeurs du syndicalisme.

Le syndicalisme consiste à prendre en compte les besoins exprimés par les travailleurs, à les présenter sous forme de revendications au patronat ou au gouvernement, et en fonction de leur réponse organiser la mobilisation des travailleurs pour les faire aboutir, et c'est seulement parvenu à ce stade qu'il est envisageable de négocier la fin d'une grève sur la base des propositions faites par le patronat ou le gouvernement, à condition et à condition seulement que les travailleurs en aient donné le mandat à ses représentants en assemblée générale.

Ce qui caractérise aujourd'hui la situation politique, c'est justement la faculté récurrente des dirigeants à pratiquer la collaboration de classes en participant à de pseudo négociations, qui ont pour seules objectifs de légitimer les mesures antisociales du gouvernement, afin qu'elles puissent être appliquées sans provoquer de vagues, pour interdire aux masses exploitées de se mobiliser.

Or le POI n'entend pas organiser une campagne pour exiger des dirigeants syndicaux qu'ils refusent de négocier avec le patronat, il appelle au retrait de ces mesures reprenant la même méthode confinant à l'impuissance et au désarmement des travailleurs que lors de la contre-réforme des retraites. Le POI dénonce le consensus UMP-PS, mais lorsqu'il s'agit de dénoncer celui qui existe entre les appareils syndicaux et le patronat ainsi que le gouvernement, il bat en retraite.

Or la question qui est posée aujourd'hui à tous les syndiqués ainsi qu'aux travailleurs, c'est la nécessité de briser l'alliance passée par la CGT avec la CFDT qui incarne les revendications du Medef et qui permet à toutes les lois anti-ouvrières de passer depuis 2006, via une intersyndicale jaune qu'il faut faire voler en éclat, condition préalable à un combat efficace dans l'unité pour le retrait de ces mesures. Dire uniquement "*retrait*" sans exiger la rupture des relations des syndicats avec le gouvernement et le patronat n'a aucun sens, cela revient à s'interdire de se donner les moyens de pouvoir combattre sur cet objectif, c'est comme dénoncer les méfaits du capitalisme qui n'engage à rien sans s'attaquer à ses fondements.

Le retrait de ces mesures ne peut être envisagé sérieusement qu'à partir du moment où les dirigeants syndicaux auront rompu leurs relation avec le gouvernement, autrement dit, à partir du moment où ils se situeront sur le terrain de classe des exploités et non sur celui des exploités qu'incarne leur présence à ces soi-disant "*négociations*".

Que ce soit avec l'UMP ou le PS tout est cadencé, impossible de changer de destin, les uns disent "*nous allons vous imposer de nouveaux sacrifices pour votre bien*", les autres nous disent que "ces sacrifices sont inévitables et que personne n'y est pour rien", qu'on n'y peut rien en somme... Vous n'avez même pas le loisir de "*rêver*", au point que même les illusions deviennent un luxe inabordable, l'évolution du capitalisme mondial les a tuées, c'est dangereux pour le régime car les illusions cèdent la place aux certitudes, aux convictions, à l'action, cette fois incontrôlées.

Actualité en titres

Anonymous démasqués :

- Hollande «*enfariné*»... Mélenchon et les «*quatre Dalton*» - 20minutes.fr

Le niveau monte :

- Bayrou accuse l'UMP et le PS de préférer des «*mensonges*» - LeFigaro.fr

- «*Con comme une bête*» : le match Alévêque-Zidane au tribunal - Liberation.fr

Pas nous !

- La presse regrettera Sarkozy... et réciproquement - LePoint.fr

Conversion :

- Comment Sarkozy va tenter de récupérer le vote gay par la peur de l'Islam - Lexpress.fr

Sarkozy recalé :

- Naturalisations: un test d'histoire et de culture désormais exigé - Liberation.fr

Vivement demain !

- Sarkozy attend des jours meilleurs pour réformer la dépendance - Reuters

Récidive

- Génocides: Sarkozy déposera un autre texte en cas de blocage - L'Express.fr

Histoire de vases communicants :

- Hollande-Sarkozy: qui est le plus compétitif ? - Lexpress.fr

- François Bayrou, le candidat anti-dépense - LePoint.fr

- De la graisse de canard pour carburant - Reuters

C'est pas faute d'avoir essayé pourtant :

- Harlem Désir : «*C'est un enjeu pour nous de savoir s'adresser au monde ouvrier*» - Publicsenat

La bulle :

- Facebook lance la plus grosse entrée en Bourse de la net-économie - AFP

Ça baigne pour eux...

- Combien méritent vraiment de gagner les patrons de banques ? - Atlantico.fr

- Fichiers HSBC volés : les «*évadés fiscaux*» peuvent souffler - Liberation.fr

- Orange réalise une marge de l'ordre de 35% dans la téléphonie mobile en France - AFP

Une fois :

- La Belgique, 1er pays en zone euro à retomber en récession - Reuters

S'ils le disent...

- Les taliban prêts à reprendre le contrôle de l'Afghanistan ? - Reuters -
- L'opposition syrienne accuse l'Iran de fournir des hommes de main à Damas - LeMonde.fr -
- L'Iran peut produire quatre bombes nucléaires, selon le renseignement militaire israélien - AFP

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Le coup de grâce ! Voilà qui va contribuer à faire monter la cote de popularité de Sarkozy !

L'ancien ministre du Travail Eric Woerth est convoqué la semaine prochaine chez les juges d'instruction bordelais en charge de l'affaire Bettencourt, a-t-on appris mercredi de sources concordantes.

Selon une source proche du dossier, il devrait être mis en examen pour financement illégal de parti politique et abus de faiblesse aux dépens de Liliane Bettencourt. Il est soupçonné d'avoir obtenu de celle-ci des fonds en quantité illégale pour le financement de la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007. (Reuters 01.02)

1.2- Pour La Talonnette, c'est "doublement plié" !

Dominique de Villepin donne ses conseils à Nicolas Sarkozy. Le candidat à l'élection présidentielle était l'invité d'En route vers la présidentielle, ce mercredi matin, sur Public Sénat et Radio Classique.

Alors, l'affaire est-elle pliée pour Nicolas Sarkozy ? « *Le point de départ, c'est que c'est réglé. Nicolas Sarkozy a perdu. S'il veut gagner, il faut qu'il parte de ce constat-là* », affirme l'ex-premier ministre, en référence à la campagne victorieuse de Jacques Chirac, en 1995, où l'ancien Président était d'abord distancé dans les sondages. « *Quand on est le challenger, c'est le point de départ absolu. C'est à partir de ce constat qu'on peut gagner. (...) Si on veut en plus se bercer d'illusions, imaginer que les choses ne sont pas ce qu'elles sont, (...) c'est doublement plié*

», ajoute Dominique de Villepin. Il souligne la difficulté du chef de l'Etat : «

Les seuls Présidents qui ont été réélus l'ont été au sortir de cohabitations. (...) Le Président ne peut pas jouer sur l'échec d'un premier ministre sortant. Ça accroît les risques pour lui ».

Alors qui va gagner ? « *Aujourd'hui, on voit bien qu'il y a un rejet profond de Nicolas Sarkozy. Il joue plutôt en faveur du candidat de la gauche* », note-t-il. « *Est-ce pour autant une garantie de victoire de ce candidat ou est-ce une victoire par défaut ? L'histoire reste à écrire* ».

Ce qui « *frappe* » Dominique de Villepin, « *c'est qu'il n'y a pas de campagne. (...) Cette confrontation (des projets et des candidats) n'a pas lieu* », regrette-t-il. (publicsenat.fr 01.02)

1.3- Le scoop !

Jean-Pierre Chevènement a annoncé mercredi qu'il se retirait de la course à l'élection présidentielle, sans se prononcer pour l'instant pour un autre candidat.

Agé de 72 ans, l'ancien ministre ne rêvait certes pas d'un destin présidentiel et avait expliqué, en se lançant dans l'arène en novembre, vouloir faire "*bouger les lignes*".

François Hollande, estime Stéphane Rozès, a su, en insistant lors de son discours du Bourget sur sa vision de la République et de la France, donner à Jean-Pierre Chevènement la réponse qu'il attendait. Le candidat socialiste n'a d'ailleurs pas tardé à saluer la décision de son ancien compagnon de route, qu'il a qualifiée de "*sage*". (Reuters 01.02)

2- Etats-Unis

Avant de s'expliquer auprès des journalistes voyageant à bord de son avion de campagne. L'Américain multimillionnaire Mitt Romney, candidat à l'investiture républicaine pour la présidence des Etats-Unis, a confié ce mercredi "*ne pas trop s'en faire*" pour les plus pauvres de ses concitoyens.

"*Je ne m'en fais pas trop non plus pour les plus riches, ils s'en sortent bien*", a lancé le candidat républicain qui a déclaré des revenus de 20 millions de dollars pour 2010. (lexpress.fr 02.02)

3- Egypte

Les affrontements se poursuivaient jeudi soir entre la police égyptienne et les manifestants qui protestaient au Caire contre la mort de 74 personnes la veille après un match de football à Port-Saïd, un drame qui a relancé le mouvement de protestation contre le pouvoir militaire.

Les policiers antiémeutes ont fait usage de gaz lacrymogène contre les manifestants qui lançaient des pierres et tentaient de s'approcher du ministère de l'Intérieur, cible de vives critiques en raison de l'inertie des forces de sécurité face aux affrontements entre supporteurs lors du match mercredi soir.

"*Ils savent protéger un ministère, mais pas un stade !*", lançaient des manifestants, dont la colère était surtout dirigée contre le maréchal Hussein Tantaoui, le chef du Conseil suprême des forces armées (CSFA) au pouvoir depuis la chute de Hosni Mubarak il y a un an.

"*Le peuple veut l'exécution du maréchal! Dégage!*", criaient-ils.

Les heurts se sont étendus à la ville de Suez (nord-est), où de violents affrontements également liés aux événements de Port-Saïd opposaient policiers et manifestants autour du siège de la direction de la sécurité, faisant quatre blessés selon la Mena.

Des milliers de supporteurs du très populaire club cairote Al-Ahly mais aussi des citoyens ordinaires avaient défilé dans la journée au Caire.

Les violences au stade de Port-Saïd ont commencé après le coup de sifflet final du match au cours duquel Al-Masry, un club de Port-Saïd, a fait subir à Al-Ahly sa première défaite (3-1) de la saison. Des centaines de supporteurs d'Al-Masry ont alors envahi le terrain et ont commencé à jeter des pierres et des bouteilles sur ceux d'Al-Ahly.

Les "Ultras" d'Al-Ahly, groupe de supporteurs parmi les plus fervents et les plus organisés, ont participé à la révolte contre M. Mubarak début 2011 et pris part aux manifestations hostiles à l'armée et la police, ce qui alimente sur les réseaux sociaux les soupçons d'une "*vengeance*" à leur encontre.

Le Premier ministre Kamal al-Ganzouri, nommé par les militaires, a annoncé le limogeage de la direction de la fédération égyptienne de football, ainsi que la démission du gouverneur de Port-Saïd et des principaux responsables de la sécurité de cette ville du nord du pays.

Le chef du Parlement, Saad al-Katatni, issu des Frères musulmans, première force politique du pays, a estimé lors d'une séance houleuse que "*la révolution est face à un grand danger*". "*Ce massacre est dû à une négligence énorme de la Sécurité*", a-t-il dit, sans aller jusqu'à demander la chute du gouvernement.

Des députés ont en revanche réclamé le "*limogeage*" du cabinet, en faisant porter au CSFA "l'entière responsabilité" de ces événements et en l'appelant à partir.

De nombreux Egyptiens évoquaient une "*conspiration contre la révolution*". "*C'est clairement un complot*", soutient Mohammed, un habitant de Port-Saïd, où le calme est revenu. "*C'était préparé d'avance*", ajoute-t-il. (AFP 02.02)

4- Pakistan

Le Premier ministre du Pakistan va être inculpé le 13 février pour outrage à la Cour suprême pour avoir refusé depuis deux ans de relancer une procédure judiciaire en Suisse pour des détournements de fonds présumés par le très impopulaire président Asif Ali Zardari, dont le pouvoir est déjà vacillant.

La fermeté de la Cour met davantage en difficulté un chef de l'Etat et un gouvernement très impopulaires, accusés de corruption et de mauvaise gouvernance et confrontés à l'hostilité croissante de la toute puissante armée, le tout sur fond de crise économique aiguë.

Une inculpation contraindrait à la démission le Premier ministre Yousuf Raza Gilani, qui n'est pas lui-même impliqué dans le fond de "l'affaire des comptes suisses" de M. Zardari, un scénario qui affaiblirait encore davantage le pouvoir du chef de l'Etat et pourrait déclencher des élections législatives anticipées, alors qu'elles sont prévues en 2013.

Le juge qui présidait l'audience, Nasir-ul-Mulk, a déclaré à la Cour qu'il y avait matière à poursuivre M. Gilani malgré l'insistance du gouvernement à invoquer l'immunité judiciaire dont jouit le chef de l'Etat en exercice.

"L'audience est ajourné au 13 février pour rédiger les chefs d'accusation. La présence du Premier ministre sera requise devant la Cour", a ajouté le juge Mulk.

La Cour suprême avait annulé en 2009 un décret d'amnistie générale de 2007 exonérant M. Zardari de poursuites notamment dans une affaire de détournements présumés de fonds publics dans les années 1990 transférés sur des comptes en Suisse. Elle avait alors sommé le gouvernement de demander à la justice suisse de rouvrir les procédures judiciaires, ce qu'il n'a jamais fait.

"Nous avons le droit de faire appel et ce sera à la Cour de juger si elle suspend ou non son jugement le cas échéant", a commenté jeudi l'avocat de M. Gilani, Aitzaz Ahsan, ajoutant: "Nous déciderons quand nous aurons une copie du jugement".

Le 19 janvier, le Premier ministre avait comparu en personne devant la Cour suprême qui avait ajourné l'audience pour laisser le temps au gouvernement de se plier à son injonction ou rendre ses arguments pour prouver que l'immunité présidentielle s'appliquait dans le cas des "comptes suisses".

"Ecrire une lettre aux autorités suisses (pour qu'elles rouvrent la procédure) ne pose pas de problème", avait toutefois expliqué son avocat Aitzaz Ahsan, assurant que l'immunité présidentielle préserverait alors M. Zardari.

La Cour suprême en a manifestement jugé autrement jeudi.

Or, en 2010, le procureur de Genève avait déjà estimé qu'il ne pourrait rouvrir le dossier tant que M. Zardari serait président, en raison de cette immunité.

L'affaire remonte à 2007, lorsque le président d'alors, le général Pervez Musharraf, en grande difficulté, avait conclu une alliance secrète avec l'ex-Premier ministre Benazir Bhutto, leader de l'opposition de retour d'exil, pour un futur partage du pouvoir à l'occasion des législatives de 2008.

Pour cela, il avait décrété une amnistie générale exonérant plus de 8.000 personnes --dont Benazir Bhutto et son époux Asif Ali Zardari-- de toutes poursuites pour corruption. Le couple était notamment sous le coup d'enquêtes pour des détournements présumés de fonds publics du temps où elle était Premier ministre (1988-90 et 1993-96) et lui ministre.

Après l'assassinat de Mme Bhutto dans un attentat en décembre 2007, et la large victoire de son parti aux législatives de février 2008, M. Zardari avait été élu président par le Parlement.

En 2009, la Cour suprême avait annulé le décret d'amnistie de 2007. (AFP 02.02)

Social

1- France

1.1- Suppression d'emplois... pour demeurer "**numéro un mondial du secteur**".

Le cimentier français Lafarge, numéro un mondial du secteur, a annoncé jeudi la suppression de 460 emplois, dont 90 en France, pour faire face à la crise et adapter ses structures à sa réorganisation annoncée en novembre dernier.

Les réductions de postes dans l'Hexagone devraient toucher uniquement des postes administratifs et non pas de production. Elles devraient se faire sur la base d'un "*plan de départs volontaires*" et "*sans aucun licenciement contraint*", selon le groupe.

Lafarge compte 76.000 salariés dans 78 pays et a réalisé en 2010 un chiffre d'affaires de 16,2 milliards d'euros. Il doit présenter ses résultats 2011 le 17 février. (AFP 02.02)

1.2- Suppression d'emplois chez Nouvelles Frontières.

Les mauvaises nouvelles s'accumulent chez Nouvelles Frontières, après l'annonce jeudi d'un plan social plus lourd que prévu et

celle, la semaine passée, d'une enquête judiciaire sur les comptes du voyageur.

Pour commencer l'année 2012, Nouvelles Frontières a fusionné au 1er janvier avec les autres activités françaises du britannique TUI Travel, à savoir Marmara, Tourinter, Aventuria et la compagnie aérienne Corsairfly.

Cette fusion, qui a créé "*TUI France*", est loin de faire l'unanimité en interne, mais elle est dictée par l'urgence de la situation de Nouvelles Frontières: chroniquement malade depuis plusieurs années, le voyageur a connu des pertes historiques en 2011, et l'idée était de l'adosser à des camarades françaises plus en forme, dont la "*pépite*" Marmara.

La fusion devait s'accompagner d'un plan social de 400 personnes touchant surtout Nouvelles Frontières. Mais 400 postes supprimés ne suffiront visiblement pas à redresser la barre, puisqu'il est désormais question de 484 réductions de postes: la direction, qui invoque des conditions économiques tendues. (AFP 02.02)

1.3- Mouvement social chez Dassault en Gironde.

Les salariés des usines girondines de Dassault ont manifesté jeudi pour réclamer des augmentations de salaires dans un contexte social tendu dans tous les sites du groupe malgré la perspective d'un contrat de vente de 126 Rafale à l'Inde.

Les "*Dassault*" des usines de Martignas-sur-Jalle (457 salariés) ont rejoint en fin de matinée leurs collègues du site de Mérignac (1.247 salariés), où ils ont manifesté à l'intérieur du périmètre industriel sous le soleil et par grand froid.

Lors de la négociation annuelle obligatoire, "*aucune organisation syndicale n'a signé l'accord portant sur des augmentations de salaire de 0,8% pour les non cadres. Aujourd'hui nous nous battons dans toutes les usines pour que la direction revienne à la table de négociations*", a indiqué Cyril Courel, délégué CGT à Mérignac.

"*Au départ on demandait 5% d'augmentation générale et 5% de rattrapage sur les dernières années. Nous revendiquons aussi de meilleures conditions de travail et pour l'emploi car rien ne nous garantit que les départs à la retraite seront compensés par des embauches*", a ajouté le syndicaliste.

Le principe de débrayages d'une heure plusieurs fois par semaine dans l'ensemble du groupe depuis le 30 janvier a été retenu par les syndicats. (Reuters 02.02)

2- Italie

Après les pharmaciens, les marins-pêcheurs ou les chauffeurs de taxi, les avocats italiens se sont joints au mouvement de révolte contre les mesures de libéralisation annoncées par le gouvernement de Mario Monti et appellent à une grève et à des rassemblements les 23 et 24 février.

A l'occasion de l'ouverture de l'année judiciaire, ils ont déjà organisé des manifestations symboliques pour dire leur opposition aux réformes qui prévoient de déréglementer plusieurs secteurs protégés afin de favoriser, face à la crise financière, concurrence et création d'emplois.

A Venise, ils ont boudé la semaine dernière la cérémonie officielle en déposant leurs robes d'avocat sur leurs chaises vides. A Naples, ils se sont bâillonnés et ont tourné le dos au représentant de l'Etat qui devait prendre la parole.

Malgré cette grogne, le directeur de cabinet de Mario Monti, Antonio Catricala, a assuré à Reuters que le gouvernement mènerait à bien les réformes promises. "*Ce ne sont que de petits groupes d'opposants*", a-t-il dit.

Il y a environ 240.000 avocats en Italie, pour une population de 60 millions d'habitants, contre 54.000 en France pour une population un peu supérieure.

La profession est la mieux représentée au Parlement italien.

La semaine dernière, le principal syndicat d'avocats s'est offert des pages entières de publicité dans la presse pour dénoncer les réformes qui, selon lui, ne feront qu'augmenter les frais pour les justiciables.

"*Il ne faut pas transformer des professionnels en entrepreneurs et en hommes d'affaires*", plaident les avocats.

Ils protestent notamment contre la disparition des honoraires fixes et le développement des procédures de conciliation qui pourront se faire sans l'aide d'un avocat.

Actuellement, la durée moyenne pour boucler une procédure civile en Italie est de près de sept ans et demi. Pour les dossiers criminels, elle est de près de cinq ans. Neuf millions de dossiers sont en attente, dont 5,5 millions au civil. (lexpress.fr 01.02)

3- Portugal

Les transports publics urbains étaient perturbés jeudi au Portugal par une grève de 24 heures pour protester contre la restructuration du secteur, prévue dans le programme d'austérité du gouvernement.

A Lisbonne aucune rame de métro ne circulait depuis minuit et le transport fluvial était arrêté aux heures de pointes, tandis qu'à Porto, la principale ville du nord du pays, un peu moins de la moitié des bus circulait. En revanche, les trains et les bus de la capitale étaient peu touchés par ce mouvement.

Cette grève, la troisième depuis novembre, a pour but de «*protester contre le plan stratégique des transports et toutes les mesures prévues dans ce plan pour les salariés de ces entreprises, qui vont de la réduction du nombre de postes à la baisse des salaires*», a expliqué José Oliveira, coordinateur de la Fédération des syndicats des transports (FECTRANS), à l'agence Lusa.

Ce plan stratégique pour les transports comporte également «un ensemble d'impacts négatifs pour la population, qui comprend notamment la hausse des prix du transport et la réduction des services», a-t-il fait valoir.

«*En l'espace d'un an, le gouvernement a augmenté les prix des transports de 26%, alors que la majorité des travailleurs ont perdu du pouvoir d'achat et que le coût de la vie grimpe en flèche*», a rappelé Armenio Carlos, secrétaire général de la CGTP, la principale confédération syndicale du pays.

«*La grève est un droit mais elle n'évitera pas la restructuration des transports*», a affirmé mercredi Alvaro Santos Pereira, ministre de l'Economie. (liberation.fr 02.02)

Economie

1- Espagne

Le gouvernement espagnol approuvera vendredi une réforme du secteur bancaire, exigeant de lui un nouvel effort de 50 milliards d'euros pour s'assainir une fois pour toutes des excès hérités de la bulle immobilière, avec comme souci de ne pas peser sur le déficit public.

L'objectif est "*de provoquer des fusions pour créer des entités plus viables*" et que "*l'assainissement soit rapide et profond*", a expliqué jeudi le ministre de l'Economie Luis de Guindos, pour parvenir à un secteur "*plus sain et mieux dimensionné*".

Car les banques du pays sont fragilisées depuis l'éclatement de la bulle en 2008, ayant sur les bras des crédits risquant de ne pas être remboursés, ainsi qu'un stock d'immeubles et de terrains saisis.

Ces actifs considérés comme "*problématiques*" - car à la valeur incertaine - représentaient 176 milliards d'euros en juin 2011, un chiffre qui a sûrement grimpé depuis.

Pour couvrir les pertes éventuelles au moment de revendre ces actifs, les banques ont mis de côté un tiers de cette somme, mais les autorités jugent que ce n'est pas suffisant.

Désormais "*les provisions pour actifs problématiques augmentent jusqu'à 80% (de la valeur de ces actifs, nldr) selon les cas et une provision générique de 7% est créée pour le reste du crédit promoteur*", c'est-à-dire même celui qui est considéré comme sain.

"*Ce processus devra être réalisé en un an*" et "*sans aucune aide publique*" même si le Fonds spécial d'aide au secteur, le Frob, pourra éventuellement intervenir, a indiqué le ministre.

"*Ce que vise cette réforme c'est d'améliorer la confiance et la crédibilité du secteur financier espagnol*", "*pour qu'il puisse à nouveau financer la croissance économique et la création d'emploi*", a insisté M. de Guindos, dans un pays au bord de la récession et avec un chômage record (22,85%).

Sur les 50 milliards d'euros prévus dans le processus, la majorité - 35 milliards - prendra la forme d'une provision "*prise sur les résultats*", a expliqué le ministre.

Les banques espagnoles, qui publient leurs résultats ces jours-ci, ont d'ailleurs déjà commencé à piocher dans leurs

bénéfices: Santander, première banque cotée en zone euro, a sacrifié celui du quatrième trimestre (-98%) en mettant de côté plus de 3 milliards, tandis que CaixaBank a vu son bénéfice 2011 reculer de 13% après une provision "extraordinaire" d'un milliard.

Pour les entités fusionnant entre elles, le gouvernement accordera un délai de deux ans pour assainir les actifs immobiliers: elles pourront alors solliciter une aide remboursable du Frob, via l'émission d'obligations convertibles.

"La capacité du Frob augmentera à 15 milliards d'euros", contre 9 milliards actuellement, pour y répondre, a indiqué le ministre.

Car "50 milliards d'euros est une quantité colossale", note Daniel Pingarron, analyste à la maison de courtage IG Markets, et "il est très possible qu'actuellement le secteur bancaire espagnol ne dispose pas de 50 milliards pour faire cette réforme".

Surtout que "la récession a changé un peu le scénario", les banques ne pouvant plus compter sur de juteux bénéfices pour réaliser des provisions, souligne José Carlos Diez, économiste en chef du courtier Intermoney.

Le gouvernement, dont la priorité est de réduire son déficit, avait au départ écarté toute intervention publique, ayant déjà prêté au secteur plus de 15 milliards, mais il a donc finalement changé son fusil d'épaule, même s'il assure que "la réforme n'aura pas d'impact sur le déficit public".

Ce processus "bénéficie aux grands du secteur, dont la position est plus confortable, et qui sont, comme on dit en Espagne, avec la canne à pêche", prêts à avaler les petites banques et caisses d'épargne, note Alberto Roldan, analyste à Inverseguros. (AFP 02.02)

2- Grèce

Les négociations menées par les autorités grecques avec leurs créanciers pourraient encore prendre du temps, peut-être même des "semaines", et sont "difficiles", selon les déclarations de responsables européens jeudi.

Parallèlement aux discussions avec les créanciers privés sur l'effacement de 100 milliards d'euros de dette, le gouvernement négocie avec les créanciers institutionnels du pays (UE-BCE-FMI) l'obtention d'un deuxième prêt international de 130 milliards d'euros, dont le principe a été adopté en octobre par la zone euro en échange de mesures d'ajustement structurel de l'économie grecque.

"Les négociations sont très difficiles" et le "coût" des décisions qui seront prises "ne sera pas anodin pour le peuple", a déclaré le porte-parole du gouvernement grec Pantélis Kapsis à la télé privée Méga.

Du côté des créanciers privés, le patron de Deutsche Bank, Josef Ackermann, a affirmé jeudi qu'un accord était "très proche", avant d'ajouter toutefois que c'était une question de "jours ou de semaines".

M. Ackermann a estimé jeudi que les banques allaient perdre "70% ou plus" dans l'opération.

L'opération doit être réalisée via un échange d'anciennes obligations par de nouveaux titres, et un accord doit être trouvé d'ici la fin de la semaine afin que l'opération puisse aboutir début mars, selon une source européenne.

Si l'accord avec le privé ne permet de ramener la dette publique qu'à 125% du PIB, comme l'a laissé entendre le ministre français des Finances, François Baroin, alors les créanciers publics de la Grèce devront remettre au pot pour l'abaisser à 120%.

Une rallonge de 15 milliards d'euros a été évoquée. Mais le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble a estimé jeudi que les créanciers publics de la Grèce n'avaient "pas besoin" de contribuer davantage.

Les créanciers privés "ont gagné suffisamment avec les taux" élevés sur les obligations grecques, et doivent maintenant accepter des pertes, a-t-il justifié. (AFP 02.02)

3- Etats-Unis

3.1- Fed : "protéger le système financier américain".

La crise financière européenne continue de menacer la reprise américaine et la Réserve fédérale fera tout ce qu'il faudra pour éviter qu'elle ne pénalise la première économie mondiale, a déclaré jeudi son président Ben Bernanke s'exprimant devant le Congrès.

"Le risque demeure que l'évolution de la crise en Europe ou ailleurs mène à une détérioration des perspectives économiques, ici", a-t-il dit devant la Commission budgétaire de la Chambre des représentants.

"Nous sommes régulièrement en contact avec les autorités européennes et nous continuerons de surveiller étroitement la situation. Nous prendrons toutes les mesures possibles pour protéger le système financier américain et l'économie."

De nombreux analystes s'attendent à ce que la Fed, qui a déjà acquis pour 2.300 milliards de dollars d'obligations, élargisse encore son bilan dans les mois à venir. (Reuters 02.02)

3.2- Fed : Tailler encore davantage dans les budgets sociaux.

Le président de la banque centrale américaine (Fed), Ben Bernanke, a donné un nouveau sens de l'urgence budgétaire aux Etats-Unis en exhortant les députés à faire de l'assainissement des finances de l'Etat fédéral américain "une priorité absolue".

"Pour permettre la stabilité économique et financière, la politique budgétaire des Etats-Unis doit être ramenée sur une trajectoire viable en assurant au minimum que le ratio de la dette au produit intérieur se stabilise, voire mieux, qu'il baisse au fil du temps", a dit M. Bernanke.

Le président de la Réserve fédérale tient le même discours aux élus depuis bientôt deux ans: la hausse des dépenses de protection sociale provoquée par le vieillissement de la population et la prolongation des cadeaux fiscaux accordés sous la présidence de George Bush fils (2001-2009) sont "intenable" pour le budget.

"Nous ne pouvons pas compter sur la croissance économique pour nous sortir de notre situation de déséquilibre budgétaire", a-t-il redit.

Pour M. Bernanke, à l'heure où la Fed juge toujours la reprise très lente, il revient aux élus de prendre les "mesures de correction" qui s'imposent pour éviter que les Etats-Unis ne connaissent le sort de pays comme "la Grèce et le Portugal".

"Si les investisseurs perdent confiance dans la politique budgétaire d'un pays, les taux montent, et il n'y a rien que la banque centrale puisse faire contre cela", a-t-il averti, prédisant des "conséquences économiques graves" pour le pays si rien ne change.

Selon les dernières prévisions du Fonds monétaire international publiées en janvier, la dette publique américaine croît plus rapidement que celles d'autres pays avancés: le ratio de la dette au PIB devrait atteindre aux Etats-Unis cette année la moyenne des pays avancés (107,6%) et passer à 112,0% en 2013. (AFP 02.02)

[Haut de page ↗](#)

Le 4 février

CAUSERIE

Essayons de comprendre.

Il n'existe aujourd'hui dans ce pays aucun parti ouvrier en mesure de prendre la direction du mouvement ouvrier et d'entraîner les masses au combat pour imposer quoi que ce soit au gouvernement ou au patronat. Cependant voici sur quelle ligne politique sont le POI, le NPA et LO :

- POI, IO n°85 page 9 : "*Par le libre débat et l'action commune, dégager les moyens d'imposer une politique de rupture*".

Autrement dit ces partis ne partent pas de la réalité telle qu'elle existe, mais de la réalité telle qu'ils se la représentent pour ne pas dire qu'on nage en plein délire ou plutôt aventurisme. Ils sont, nous sommes dans l'impossibilité d'imposer quoi que ce soit à personne, penser le contraire c'est s'illusionner. S'ils s'illusionnent, il faut se demander pourquoi, on est bien obligé d'en déduire que leur ligne politique repose sur une analyse qui ne correspond pas à la réalité. Ce n'est pas nouveau, moyennant quoi, non seulement ils sont inaudibles, ils demeurent incapables de construire le parti qui nous fait tant défaut.

A moins de décréter que, si avant, pendant et après la crise on ne peut pas construire le parti, il vaudrait mieux abandonner tout simplement cet objectif, autrement dit, le socialisme dans sa version marxiste-léniniste était une magnifique utopie et tournons la page, collaborons au socialisme dans sa version réformiste qui prête au capitalisme la vertu suprême de le réaliser progressivement, bref, endossons consciemment le capitalisme comme le seul avenir de l'homme et de l'humanité...

A ce propos, hier après-midi je me suis fait cette réflexion :

Si je comprends bien, hors période de crise ouverte du capitaliste, on nous explique qu'il a été impossible de construire le parti au cours des 3, 5 ou 7 décennies qui se sont écoulées depuis la fin de la Seconde guerre mondiale sous différents prétextes, pour un peu ce serait la faute à pas de bol, le stalinisme ou les militants qui ont été successivement recrutés se sont faits la paire à la première occasion, estimant sans doute que leur engagement politique ne devait pas aller au-delà de la bataille à laquelle ils avaient participé, autrement dit sans avoir assimilé qu'elle n'était qu'une étape du combat pour le socialisme, à qui la faute sinon à leurs dirigeants.

Et en période de crise comme c'est le cas depuis bientôt 4 ou 5 ans, ce n'est pas possible non plus, cette fois parce que les travailleurs sont désespérés, désemparés, abattus par l'avalanche de coups qui leur tombent dessus, bref, ils sont tellement démoralisés et paumés qu'ils ne croient plus en rien et par conséquent il est impossible d'en tirer quoi que ce soit.

Donc, quel que soit le cas de figure, la construction du parti est impossible tant on ferait face à des obstacles insurmontables. Nous ne pouvons pas partager cette conclusion évidemment.

Les partis sociaux-démocrates se sont construits en Grande-Bretagne, en Allemagne et en France (notamment) à l'époque de la phase ascendante du capitalisme, quand il y avait du "*grain à moudre*", exactement comme pendant les décennies allant de 1945 à 1975 environ. Rappelons que lors de sa phase ascendante le capitalisme a connu un nombre de crises encore plus nombreuses qu'au XXe siècle, en moyenne tous les dix selon Marx. Dans la seconde moitié du XIXe siècle il existait un nombre considérable de théories se réclamant du socialisme ou assimilables au socialisme, il existait autant de tendances, courants et organisations pour les défendre. Précisons, exactement comme aujourd'hui. Cela n'a pas empêché les partis sociaux-démocrates, puis les partis communistes de se construire.

Les partis sociaux-démocrates participaient aux processus électoraux, ils avaient de nombreux élus, parfois même ils avaient des ministres dans des gouvernements bourgeois ou ils votaient au parlement des lois présentées par le parti de l'ordre. Leur trahison les 3 et 4 août 1914 ainsi que leur collusion au cours des années précédentes avec les différents régimes en place en Europe n'a pas été un obstacle à la construction de partis communistes et à la fondation de l'Internationale communiste. A cette époque le socialisme aurait pu être totalement discrédité et disparaître, c'est la révolution russe de 1917 qui l'a sauvé et lui a redonné une nouvelle jeunesse en revenant aux fondamentaux du socialisme... Avec le stalinisme, il a reçu un terrible coup sans toutefois disparaître, l'opposition de gauche emmenée par Trotsky assurant la continuité du socialisme, du marxisme.

La dégénérescence de l'Etat ouvrier sans remettre en cause les rapports de classe résultant de la révolution allait poser un cruel dilemme aux dirigeants se réclamant de la IVe Internationale : fallait-il continuer de défendre cet Etat ouvrier en tant qu'acquis de la révolution russe de 1917, conformément au principe selon lequel toute avancée sociale ou politique devait être défendue, ou au contraire fallait-il abandonner sa défense sous prétexte qu'il n'était plus qu'un Etat bureaucratique et despotique aux mains d'une caste criminelle, qui à l'échelle mondiale allait donner une image monstrueuse du socialisme avec les conséquences désastreuses qu'on pouvait imaginer sur le mouvement ouvrier international, bref, s'en faisant le fossoyeur permanent au risque que les travailleurs identifient le socialisme au stalinisme aussi longtemps que l'URSS existerait et au-delà et finissent par s'en détourner totalement rendant la construction de nouveaux partis communistes quasiment impossible, ce qui fut le cas, sans qu'à ce stade on puisse établir avec certitude une relation de cause à effet. Personnellement, j'ai déjà franchi ce pas pour ceux qui se connectent depuis quelque temps sur le site.

Ce fut une monstrueuse erreur politique de défendre l'Etat ouvrier dégénéré de l'URSS après la seconde guerre mondiale dont nous payons encore le prix aujourd'hui. Absolument personne ne peut affirmer que Trotsky l'aurait commise ou cautionnée s'il avait vécu plus longtemps. Trotsky avait précisé peu de temps avant sa mort que si la clique du Kremlin au pouvoir faisait un pas de plus à droite, il reconsidérerait cette question. Or, par la suite ce n'est pas un pas de plus à droite que fit le stalinisme mais de grandes enjambées !

Comme argument il y a mieux encore. Lénine se méfiait du penchant chez Trotsky à vouloir concilier ce qui ne pouvait pas l'être ou plutôt ne devait pas l'être, au point qu'il n'osera pas en faire son "*héritier*" officiel dans son testament politique contrairement à certaines interprétations (POI-CCI). Ici la question qui était posée était de savoir comment concilier la défense de l'Etat ouvrier bureaucratique avec le combat contre le stalinisme. Etait-ce possible, quelles en seraient les conséquences pratiques, serait-on en mesure de les gérer, cela n'allait-il pas constituer un nouvel obstacle à la construction du parti, à l'idée que les travailleurs et les militants se font du socialisme, s'y retrouveraient-ils ou n'y comprendraient-ils rien, quels en seraient les avantages et les inconvénients, dans quels domaines ?

Lénine maîtrisait parfaitement le marxisme, il avait intégré comme personne les enseignements de Marx et Engels, Trotsky l'affirmera dans ses Leçons d'Octobre. Demandons-nous alors comment Marx et Engels avaient réagi dans des circonstances qui n'avaient rien de comparable mais qui par la méthode mise en oeuvre nous aide à répondre à cette question.

Ils ont soutenu Bismarck au début de la guerre franco-prussienne au nom de la défense de l'unité (pas tout à fait achevée si je ne me trompe pas) de l'Allemagne, puis ils l'ont combattu quand il s'est attaqué à la République en France. Ils ont soutenu la

Commune de Paris bien qu'ils savaient à l'avance qu'elle était vouée à l'échec. Ils ont combattu à la fois la loi antisocialiste de Bismarck et ses mesures sociales destinées à l'amélioration du sort des ouvriers qui à l'époque était épouvantable.

Et pourquoi ont-ils refusé de soutenir ces mesures pourtant progressistes et si nécessaires aux ouvriers ? Parce qu'elles étaient promulguées par l'ennemi de la classe ouvrière, parce que Bismarck comptait s'en servir pour affaiblir la social-démocratie allemande. Non seulement ils n'ont pas soutenu Bismarck, mais ils ont dénoncé l'usage qu'il comptait faire de ces mesures, par ailleurs Marx et Engels considéraient qu'il n'y avait pas lieu de s'afficher avec Bismarck, de lui concéder une qualité progressiste qu'il n'avait pas et dont il pourrait se prévaloir par la suite contre le parti ouvrier.

Comment interpréter l'attitude de Marx et Engels, qu'est-ce qui les guidait au juste, c'est la seule question qui nous intéresse ici. Il est incontestable qu'ils faisaient passer au second plan l'amélioration de la condition ouvrière pour lui privilégier le parti et son objectif, le socialisme. Ils considéraient que l'amélioration du sort de la classe ouvrière était du domaine exclusif de son combat, de sa mobilisation et de son parti et de ses syndicats. Vous comprendrez au passage l'origine de notre farouche opposition à la politique des syndicats qui consistent à négocier en premier et à mobiliser éventuellement par la suite, permettant ainsi au parti de la réaction et au patronat de se prévaloir d'avancées sociales ou d'y être associés. En cela nous sommes fidèle au marxisme. Partant de là, nous pouvons affirmer tranquillement qu'aucun parti ouvrier peut se prévaloir d'incarner la continuité du marxisme.

Pour revenir à notre sujet du début, si aucun parti ouvrier dans l'état actuel de leur force n'est en mesure d'imposer un changement de politique au gouvernement, cela signifie que tout progrès social devrait venir d'ailleurs, d'autres partis, des syndicats qui comme chacun sait n'ont pas vraiment la même conception de la lutte de classe que Marx et Engels. Quand on prétend imposer quelque chose à quelqu'un et qu'on n'en a pas les moyens, il faut bien admettre que l'on conçoit que d'autres s'en chargeront à notre place pour peu qu'on fasse suffisamment pression sur eux par exemple.

Quant aux conséquences qui en découleront, contrairement à Marx et Engels, ils s'en foutent éperdument ou n'en ont pas conscience. Les travailleurs demeureront enchaînés au capitalisme (et aux institutions) et se contenteront du sort qui découlera de la collaboration de classe entre le gouvernement, le patronat et les dirigeants syndicaux, certaines couches de travailleurs les remerciant de les avoir épargnés, d'autres de leur avoir distribué quelques miettes, leur concédant qu'ils leur ont évité le pire, ils devront finalement leur salut au capitalisme, tandis que la majorité d'entre elles n'aura que ses yeux pour pleurer au regard de leur situation qui ne cessera de se dégrader, pendant que le combat pour renverser le capitalisme passe littéralement à la trappe.

Marx et Engels privilégiaient la construction du parti et l'objectif de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, le socialisme, ils considéraient que l'amélioration de la condition ouvrière devait résulter uniquement du combat de la classe ouvrière et qu'il devait être subordonné à son objectif final, la prise du pouvoir, la tactique devait être subordonnée à la stratégie. Nos dirigeants rejettent cette conception de la lutte de classe. Sans prétendre avoir épuisé cette question en quelques lignes, on se demandait pourquoi on n'avait pas réussi à contruire le parti depuis 1945, on a là une partie de la réponse.

S'agissant de la défense de l'Etat ouvrier dégénéré, le stalinisme s'en nourrissant, la question était de savoir ce qui faisait obstacle à la construction de nouveaux partis communistes, la réponse est claire, les deux dans la mesure ou ils étaient inséparables, de la même manière que les travailleurs allaient identifier le socialisme au stalinisme, et comme l'expérience l'a démontré en URSS mais aussi dans l'ensemble de ses satellites, on pourrait même aller plus loin et affirmer partout dans le monde, dans ces conditions il était impossible qu'une opposition se développe au point de renverser la caste bureaucratique au pouvoir en URSS et ses satellites, comme il était difficile mais pas impossible à de nouveaux partis communistes de se contruire ailleurs dans le monde, à condition de rompre avec le stalinisme et cesser de soutenir un Etat qui ne pouvait plus servir que de point d'appui au combat contre la révolution socialiste mondiale, ce en quoi le maoïsme et le castrisme a fait la démonstration. Il n'y a qu'en cas d'agression militaire impérialiste contre l'URSS, la Chine ou Cuba, que nous aurions assoupli notre position, cela pourrait faire l'objet d'une autre causerie, on pourrait la résumer ainsi : A bas le stalinisme, à bas l'impérialisme, tout le pouvoir aux travailleurs ! (exclus du pouvoir aussi bien en URSS qu'aux Etats-Unis ou en France)

Dès lors que la défense d'un Etat ouvrier dégénérée présente plus d'inconvénients que d'avantages dans le combat que l'on mène pour construire de nouveaux partis communistes, pour la révolution socialiste mondiale, il vaut mieux l'abandonner à son sort que d'assurer sa survie puisqu'il est voué de toutes manières à disparaître en l'absence de conditions indispensables pour renverser la bureaucratie au pouvoir ou assurer la victoire d'une révolution politique.

Des claques qui se perdent.

«Ils voulaient plus de monde autour de Nicolas Sarkozy.» Un cadre du chantier de Mennecy (Essonne) a confié à Europe 1 que la visite du chef de l'Etat, jeudi, aurait été scénarisée avec la venue de *«plusieurs dizaines de personnes n'appartenant pas au chantier, [...] des fournisseurs, des partenaires, des chefs de chantiers et même des inconnus parfois travaillant à l'autre bout du département francilien»*.

Les ouvriers et les faux ouvriers auraient été même priés de faire semblant de travailler devant la presse. Une consigne donnée alors qu'à cause de la température glaciale ce jour, il leur était interdit de travailler. Aucun n'aurait dû se rendre sur le chantier. D'ailleurs, dès la fin de la visite, tous les ouvriers sont rentrés chez eux. (slate.fr et libération.fr 03.02)

Le maître au secours de son serviteur.

Le PDG du numéro un mondial du luxe LVMH, Bernard Arnault, s'est défendu vendredi de tout interventionnisme politique dans la reprise d'un site de Lejaby et affirmé qu'un de ses fournisseurs l'avait informé en premier des difficultés de l'entreprise, avant le président Nicolas Sarkozy.

Sofama se propose de reprendre la totalité des 93 employés qui fabriquaient de la lingerie féminine sur le site de Lejaby. Si l'offre aboutit, l'usine d'Yssingeaux se transformera en maroquinerie. (Reuters 03.02)

Actualité en titres

[Illégitime le bonapartisme : raison de plus pour s'en débarrasser !](#)

- Être candidat à l'Élysée, ce n'est pas un droit ! - LePoint.fr

[Pas d'état d'âme : que la bête meurt...](#)

- Présidentielle : les politiques caressent les chasseurs dans le sens du poil - Liberation.fr

- Sarkozy «*souffre d'un défaut d'affection des Français*»... - 20minutes.fr

... comme elle est :

- Kosciusko-Morizet : «*Sarkozy n'est pas le même qu'en 2007*» - LeFigaro.fr

[Le sauveur suprême.](#)

- Comment (le candidat) Sarkozy a sauvé Lejaby - LePoint.fr

- LVMH se défend d'agir en service commandé pour Lejaby - Reuters

[Business is business.](#)

- La vague de froid, propice à la vente de soupes, radiateurs et doudounes - AFP

- Rosneft livre un bénéfice 2011 en hausse de 20% - Reuters

[Il y a des hauts, il y a des bas...](#)

- Dette grecque: signaux contradictoires sur l'avancée des négociations - AFP

... et pour cause :

- La zone euro pourrait devoir prêter 145 milliards à la Grèce - Reuters

[Les souteneurs](#)

- La Chine n'a pas l'intention "d'acheter l'Europe" en crise - AFP

- Angela Merkel est-elle en train de vendre l'Europe à la Chine ? - Atlantico.fr

- Wen Jiabao : "La Chine n'a ni les moyens ni les capacités d'acheter l'Europe !" - LePoint.fr

[Chinoiseries.](#)

- Autriche: France Télécom vend sa filiale à un groupe chinois - AFP

- Le Portugal entame son plan de privatisations avec succès, grâce aux Chinois - AFP

- Taïwan : il meurt dans un cybercafé, personne ne s'en rend compte - LePoint.fr

Quelle coïncidence !

- Etats-Unis: l'assainissement budgétaire, priorité "*absolue*" pour la Fed - AFP

- Wall Street a choisi Mitt Romney - Reuters

- Mitt Romney reçoit le soutien du milliardaire Donald Trump - L'Express.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- Slovaquie

Des milliers de Slovaques, bravant un froid glacial, ont défilé à Bratislava et dans cinq grandes villes pour protester contre un scandale de corruption qui a ébranlé le gouvernement sortant de centre-droit avant les élections législatives de mars.

La foule a scandé des slogans tels que "*trahison nationale*" et a jeté des oeufs et des bananes sur les édifices publics lors de la dispersion de la manifestation sur la principale place de la capitale slovaque.

Depuis décembre, le dossier, baptisé "*Gorila*", fait les gros titres de l'actualité dans le pays. D'après des fuites parues dans les journaux, des responsables politiques slovaques auraient entretenu des liens troubles avec le groupe financier Penta, durant les années 2005-2006.

Cette affaire de corruption a entamé la crédibilité des partis de centre-droit et a profité aux partis populistes, qui pourraient faire pour la première fois leur entrée au Parlement à l'issue des élections de mars selon les sondages. (Reuters 03.02)

2- Egypte

Cinq personnes ont été tuées vendredi en Egypte au cours de nouveaux affrontements entre forces de l'ordre et manifestants réclamant le départ du pouvoir militaire, dans une nouvelle flambée de violences après le drame du match de football meurtrier à Port-Saïd.

Les protestataires sont descendus dans les rues à travers le pays pour exiger que les généraux au pouvoir remettent immédiatement les rênes du pays aux civils, après une nuit de manifestations au cours de laquelle deux personnes étaient par ailleurs mortes à Suez (nord-est).

D'après le ministère de la Santé, 1.051 personnes ont été blessées dans les affrontements de vendredi dans la capitale.

La fumée des gaz lacrymogènes flottait sur le centre-ville, où se trouve le ministère de l'Intérieur et où les heurts entre policiers et manifestants ont repris.

Les manifestants, dont certains étaient des "Ultras" --de fervents fans de football très organisés-- ont brandi face à la police une pancarte proclamant: "*Ceux qui ne méritaient pas de mourir sont morts par la main de ceux qui ne méritent pas de vivre*".

Les manifestants ont lancé des pierres sur les forces de l'ordre, dont les véhicules chargeaient avant de se retirer. Des policiers anti-émeutes ont matraqué des manifestants qui s'étaient avancés à quelques mètres du ministère.

De l'autre côté de la rue, le bâtiment de l'Autorité des taxes était en feu, a indiqué la télévision d'Etat sans plus de détails.

Non loin de là, des centaines de personnes rassemblées sur l'emblématique place Tahrir scandaient des slogans hostiles au régime militaire qui gère le pays depuis la chute du régime de Hosni Moubarak il y a un an.

A Suez, la police a fait usage de gaz lacrymogène et tiré à la chevrotine pour tenter de disperser les manifestants, selon un journaliste de l'AFP qui a vu des ambulances évacuer les blessés sous une pluie de pierres.

Des milliers de personnes ont aussi manifesté contre l'armée à Alexandrie et Port-Saïd (nord).

Le Conseil suprême des forces armées (CSFA), dirigé par le maréchal Hussein Tantaoui et chargé de la délicate transition démocratique, a accusé *"des mains étrangères et intérieures de viser le pays"*.

Dans un communiqué publié sur Facebook, il a appelé *"toutes les forces politiques et nationales de cette grande nation à adopter un rôle historique (...) et à intervenir pour rétablir la stabilité"*.

Régulièrement accusé de mal gérer cette transition, le CSFA est tenu pour responsable des 74 morts et des centaines de blessés mercredi au stade de Port-Saïd après la première défaite de la saison pour le célèbre club cairote Al-Ahly face aux locaux d'Al-Masry (3-1).

Le drame de Port-Saïd *"a eu lieu alors que les services de sécurité sont restés debout sans rien faire"*, écrit Ibrahim Mansour, un éditeur du journal indépendant Al-Tahrir, estimant que le CSFA *"a fait la preuve de son échec"*.

Les Egyptiens sont de plus en plus exaspérés par le pouvoir militaire, qu'ils accusent de violations des droits de l'Homme, et réclament depuis des mois la fin des procès de civils devant des tribunaux militaires, une refonte du ministère de l'Intérieur et le respect des libertés et de la justice sociale.

Preuve de la dégradation de la sécurité dans la capitale, des hommes armés ont attaqué et incendié vendredi un poste de police dans l'est du Caire, libérant les détenus après de violents affrontements avec les policiers, a indiqué une source des services de sécurité. (AFP 03.02)

Etats-Unis

Le secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta, juge que la possibilité d'un raid israélien contre les installations nucléaires iraniennes dès le mois d'avril gagne en crédibilité, rapportent des médias américains jeudi.

"Panetta pense qu'il existe une forte probabilité qu'Israël frappera l'Iran en avril, mai ou juin - avant que l'Iran n'entre dans ce que les Israéliens qualifient de 'zone d'immunité' pour commencer à assembler une bombe nucléaire", écrit le Washington Post.

"Très prochainement, redoutent les Israéliens, les Iraniens auront stocké suffisamment d'uranium enrichi dans des entrepôts souterrains profondément enterrés, et seuls les Etats-Unis pourraient alors les stopper militairement", poursuit le journal sous la plume d'un de ses éditorialistes, David Ignatius. Le journaliste ne cite pas de source, mais écrit de Bruxelles, où Leon Panetta assiste à une réunion des ministres de la Défense de l'Otan.

Le Washington Post écrit encore que le report de manoeuvres militaires communes entre Américains et Israéliens initialement programmées pour ce printemps peut être vu comme le signe d'une attaque israélienne en préparation.

Jeudi, dans une rare déclaration publique, le chef des renseignements militaires israéliens, le général Aviv Kochavi, a estimé que l'Iran avait *"accumulé quatre tonnes d'uranium enrichi à 3,5% et près de 100 kilos à 20%"*.

Une bombe atomique nécessite de l'uranium enrichi à 90% mais selon des experts occidentaux, franchir ce seuil ne requiert pas de compétences techniques supplémentaires.

"Si (le guide suprême iranien Ali) Khamenei donne l'ordre d'accélérer la fabrication d'une première bombe, nous estimons qu'il ne faudra qu'un an pour y parvenir", a affirmé le général Kochavi.

"Si les sanctions ne peuvent empêcher l'Iran de poursuivre son programme nucléaire militaire, il sera nécessaire d'envisager une action", a prévenu pour sa part le ministre israélien de la Défense, Ehud Barak. (Reuters 03.02)

Social

1- France

1.1- Mouvement social dans l'hôtellerie de luxe parisienne

La protestation contre les *"conditions de travail détestable"* dans l'hôtellerie de luxe parisienne a gagné le Concorde Montparnasse et l'hôtel Bristol, après les mouvements qui ont touché le Concorde La Fayette et le Novotel des Halles, a-t-on appris vendredi de sources syndicales.

"C'est le onzième jour de grève au Concorde Montparnasse pour dénoncer le statut et les conditions de travail détestables et nettement inférieures à celles des hôtels parisiens de luxe", a affirmé à l'AFP Claude Levy, délégué CGT de l'hôtellerie de luxe à Paris.

L'hôtel quatre étoiles compte 70 salarié en CDI et 50 personnes étaient en grève vendredi à l'appel d'une intersyndicale CGT, CFDT et FO, selon lui.

"Il y a une attaque en règle dans l'hôtellerie de luxe parisienne et nous avons de grosses inquiétudes pour des établissements comme le Ritz et le Crillon, où il y a plusieurs centaines d'emplois en jeu", a ajouté le syndicaliste.

L'hôtel de prestige Le Ritz, place Vendôme, va fermer en juin pour 27 mois de travaux. Pour Didier Del Rey de la CGT, la direction "veut profiter de la situation pour dénoncer tous les accords d'entreprise et se séparer de la plupart de ses 481 salariés".

L'hôtel de Crillon, qui emploie environ 360 personnes, doit également fermer cet été pour travaux. "La direction refuse un accord sur le maintien de l'emploi", affirme un communiqué d'une intersyndicale CGT-CFDT et FO.

"Au Bristol nous avons manifesté parce que la direction veut dénoncer des accords d'entreprise. Il y a également une dégradation des conditions de travail", a assuré Costel Papescu, du syndicat CGT. Le palace parisien compte près de 500 salariés.

"Au Concorde La Fayette, ils nous ont annoncé qu'ils voulaient annualiser le temps de travail, même chose pour le Louvre-Hôtel", a déploré le syndicaliste.

Fin 2011, les femmes de chambres et gouvernantes du Novotel Les Halles ont fait grève pendant plus d'un mois. "Nous avons obtenu des avancées importantes avec une augmentation d'environ 200 euros par mois, la requalification de CDD en CDI ainsi que du temps partiel en temps complet".

L'hôtellerie-restauration française compte 800.000 salariés qui bénéficient d'une prime dite TVA, de 2% du salaire brut annuel plafonné à 500 euros pour la restauration et à 250 euros pour l'hôtellerie. Cette prime devrait être supprimée au moment du passage de la TVA de 5,5% à 7%, selon Claude Levy. (AFP 03.02)

1.2- Grève dans le secteur aérien

Les syndicats de l'aérien, fortement opposés à une proposition de loi encadrant davantage les conflits, ont lancé un large appel à la grève de lundi à jeudi, notamment auprès des pilotes et hôtesses ou stewards, ce qui devrait occasionner des perturbations dans les aéroports.

Le principal syndicat de pilotes, le SNPL, les syndicats Unac, SNPNC et Unsa d'hôtesses, ainsi que les fédérations FO, CFDT, Unsa et CGT de l'aérien appellent les personnels des compagnies et de leurs prestataires (agents en escale, aviateurs, bagagistes, etc.) à se mobiliser.

"Nous appelons à la grève, du 6 au 9 février inclus, dans toutes les compagnies aériennes françaises, en métropole et hors métropole", a indiqué vendredi soir à l'AFP Yves Deshayes.

"Le gouvernement a choisi de passer en force, nous n'avons pas d'autre choix aujourd'hui que d'entrer en conflit", a-t-il ajouté en faisant état d'un rendez-vous avec le gouvernement cette semaine et d'"une fin de non-recevoir sur nos préoccupations".

Le SNPL a précisé que parmi les personnels au sol certains feraient grève et que d'autres seraient "dans l'action via d'autres moyens" comme des rassemblements.

La proposition de loi du député UMP Eric Diard a été adoptée en première lecture le 24 janvier à l'Assemblée et saluée par le ministre des Transports Thierry Mariani comme un progrès pour "le droit des passagers".

Le texte prévoit notamment d'imposer aux grévistes l'obligation de se déclarer individuellement 48 heures à l'avance, une mesure jugée "inacceptable" par les syndicats qui y voient une atteinte au droit de grève.

Les syndicats de l'aérien ont formé un front inédit. "De mémoire de syndicaliste, il n'y a jamais eu une telle unité syndicale du monde aérien dans un conflit", a souligné Yves Deshayes.

Le SNPL, qui avait réuni vendredi ses instances nationales, a entériné la reconduction de la grève au-delà du 9 février,

immédiatement ou à un autre moment en février.

"On ne va pas appeler à une grève dure de quatre jours au sol, mais il y aura un temps fort le lundi 6 et après on décidera au jour le jour", a indiqué David Ricatte, responsable CGT à Air France.

Pour Yves Deshayes (SNPL), *"au moment où Air France dénonce tous les accords collectifs d'entreprise, le gouvernement veut restreindre le droit de grève, je crois que les salariés ont pris conscience du piège et que la mobilisation sera très forte"*. (AFP 03.02)

2- Espagne

La libéralisation de l'avortement aura duré 18 mois en Espagne. Le ministre de la Justice, Alberto Ruiz Gallardón, a en effet annoncé son intention de revenir sur la loi adoptée en juillet 2010 par le gouvernement socialiste de José Luis Rodríguez Zapatero.

La gauche avait fait de l'avortement un droit, une possibilité ouverte aux femmes pendant les 14 premières semaines de grossesse sans qu'elles aient à justifier leur demande. Le gouvernement conservateur de Mariano Rajoy souhaite désormais que l'IVG redevienne une exception légale, comme c'était le cas entre 1985 et 2010.

En théorie, l'IVG était illégale entre 1985 et 2010, sauf pour trois exceptions: en cas de viol, de grave malformation du fœtus, et en cas de danger pour la santé physique ou psychologique de la mère. En réalité, c'est cette dernière raison, le risque de troubles mentaux pour la femme, qui était invoquée dans plus de 90 % des cas. Une soupape sociale qui rendait l'avortement légal de facto.

En libéralisant l'avortement en 2010, le gouvernement Zapatero disait vouloir mettre un terme à cette hypocrisie, sans pour autant encourager la pratique. (lefigaro.fr 03.02)

3- Hongrie

La compagnie aérienne hongroise Malev a annoncé vendredi avoir cessé ses opérations faute de liquidités, un mois après avoir été forcée par l'Union européenne (UE) à rembourser à l'Etat une aide financière jugée indue.

"Depuis 05H00 GMT le 3 février, après avoir opéré pendant 66 ans de façon presque ininterrompue, Malev ne décolle plus", a déclaré la compagnie dans un communiqué diffusé sur son site internet.

Le refus du personnel au sol de l'aéroport de Tel-Aviv en Israël de préparer un avion de la compagnie, le seul appareil de Malev cloué au sol en dehors de la Hongrie, est la raison immédiate de l'annonce de l'arrêt des opérations de la compagnie, a expliqué Lorant Limburger, directeur exécutif de Malev, au cours d'une conférence de presse.

"En raison de la décision de l'Union européenne, le gouvernement hongrois ne peut plus injecter d'argent dans la compagnie, et comme nous n'avons pas d'autre partenaire tangible disponible, les activités de Malev sont devenues impossibles à cause du manque de liquidités", a expliqué de son côté le patron de Malev, Lazslo Berenyi.

"Tous (nos clients) nous ont demandé des paiements en avance, des demandes qui se sont incroyablement accélérées. Aucune compagnie ne peut réaliser des paiements en avance sur des mois", a-t-il ajouté.

La veille, le tribunal de Budapest avait ordonné un moratoire extraordinaire pour la compagnie et l'avait placée sous l'autorité d'une société de supervision chargée de s'occuper de sa gestion jusqu'à ce qu'un repreneur ou un partenaire lui soit trouvé.

A la suite de l'annonce de l'arrêt des activités de Malev, le Premier ministre conservateur hongrois Viktor Orban a affirmé à la radio MR1-Kossuth que Malev pouvait être relancée si l'on arrivait *"à se débarrasser des squelettes hérités du passé"*.

La situation financière de Malev s'est dramatiquement aggravée après que début janvier, la Commission européenne eut exigé du gouvernement hongrois que ce dernier récupère une aide accordée entre 2007 et 2011 à la compagnie dans le cadre de sa privatisation puis de sa nationalisation.

La Commission, gardienne de la concurrence en Europe, avait considéré que cette aide d'Etat était illégale, car *"Malev n'aurait pas pu obtenir ce financement sur le marché aux conditions accordées par la Hongrie"*. Le montant en question est de 38 milliards de forints (126 millions d'euros).

La société hongroise a plusieurs fois été privatisée dans le passé, mais sans succès, avant de repasser dans le giron de l'Etat en février 2010.

Elle emploie 2.600 personnes et assure 40% du trafic de l'aéroport international de Budapest. En 2010, elle a affiché une perte de 24,6 milliards de forints (85 millions d'euros), mais avait promis une amélioration de sa situation financière pour 2011. (AFP 03.02)

4- Maroc

Environ cent cinquante personnes, des policiers et des civils, ont été blessées, vendredi 3 février, lors d'affrontements à Taza, une ville située dans une région pauvre du Maroc, en proie à des accès sporadiques de violences.

Plusieurs journaux marocains ont fait état de ces affrontements entre la population et les forces de l'ordre, souvent violents, qui ont commencé mercredi, sur fond de problèmes sociaux et de chômage des jeunes. Ces journaux montraient en 'une' des photos de véhicules incendiés et d'édifices publics endommagés. (lemonde.fr 03.02)

Economie

1- Portugal

Tenu de privatiser à tout va pour réduire son niveau d'endettement et éviter le sort de la Grèce, le Portugal a déjà encaissé plus de la moitié des recettes prévues par son plan d'aide UE-FMI, essentiellement grâce à l'investissement d'entreprises publiques chinoises.

Sur les quelque 5 milliards d'euros que le Portugal espère obtenir avec l'ensemble de son programme de privatisations, plus de 3 milliards ont déjà été assurés par la vente de participations publiques dans les électriciens EDP et REN aux groupes chinois Three Gorges et State Grid, respectivement.

Le gouvernement a décidé jeudi de vendre 25% du gestionnaire du réseau électrique REN au chinois State Grid, pour 387,15 millions d'euros, et une participation de 15% au groupe omanais Oman Oil pour 205,06 millions d'euros.

Cette opération représente "*un deuxième grand succès du programme de privatisations portugais*" après la vente en décembre de 21,35% d'Energias de Portugal (EDP) à China Three Gorges pour 2,7 milliards d'euros, a estimé José Maria Ricciardi, président de BES Investimento, qui a conseillé State Grid dans le rachat de REN.

Si State Grid et Oman Oil ont fait les seules offres définitives pour REN, Three Gorges est devenu le premier actionnaire d'EDP en l'emportant sur l'allemand EON et les brésiliens Eletrobras et Cemig.

Les deux opérations ont été assorties d'un engagement de la part des Chinois à assurer le financement des sociétés dont ils ont pris le contrôle.

L'intérêt chinois pour les actifs énergétiques portugais s'était déjà manifesté en novembre, avec le rachat par Sinopec de 30% de la branche brésilienne du groupe pétrolier et gazier Galp Energia, pour 3,54 milliards de dollars (2,6 milliards d'euros).

Avec trois opérations en trois mois, la Chine a remplacé l'Angola, ancienne colonie portugaise riche en pétrole, au rang de premier investisseur étranger au Portugal, notait le quotidien Diario de Noticias.

Selon Rui Santos, économiste à la banque BPI, le verre peut être vu "*à moitié plein ou à moitié vide*". D'une part, "il a été possible en pleine crise financière de trouver des investisseurs prêts à investir au Portugal. D'autre part, "*la vente d'actifs dans un marché actionnaire déprimé implique nécessairement un sacrifice de recettes*".

Après la vente du joyau EDP, la suite du programme de privatisations s'annonce plus délicate car "*l'Etat doit maintenant relever le défi de vendre des entreprises moins rentables ou qui affichent des pertes*", telles que la compagnie aérienne TAP, ajoute M. Santos.

"*Ce programme de privatisations rend le Portugal plus pauvre et les Chinois plus riches*", tranche Paul de Grauwe, professeur d'économie à l'université de Louvain, en Belgique.

En cédant EDP notamment, Lisbonne a fait "*un cadeau aux Chinois*" et s'est privé d'une source de revenus futurs, victime de "*la stupidité des Européens qui forcent les pays à vendre des actifs très rentables à des prix de solde*", explique l'économiste. (AFP 03.02)

2- Canada

Les Canadiens sont sortis indemnes de la crise des prêts hypothécaires à risque traversée par le voisin américain, mais aujourd'hui

le niveau record d'endettement des ménages et la flambée des prix des appartements font surgir le spectre d'une bulle immobilière.

"*Bien que la situation du Canada soit différente de celle des Etats-Unis en 2006, la vague continue de construction d'appartements et les prix des maisons à des niveaux incompatibles avec la croissance des revenus des ménages soulèvent des questions...*", notait cette semaine l'économiste en chef de la Banque de Montréal, Sherry Cooper.

Depuis 2006, les prix des appartements et maisons ont progressé de 30% au Canada avec une pointe de 54% à Vancouver, métropole de la côte Pacifique où le prix moyen d'un appartement avoisine 780.000 dollars canadiens (590.000 euros), selon les données de l'Association canadienne des courtiers immobiliers.

Les villes cosmopolites de Toronto et Vancouver sont les deux principales sources de préoccupations sur le marché immobilier canadien. Un pavillon dans un secteur recherché de Vancouver peut facilement dépasser le million de dollars, un appartement sans cachet à Toronto se négocie à un demi-million.

"*Défiant toute logique, le marché de l'immobilier résidentiel au Canada a surpassé les attentes en 2011*", résumait récemment le plus grand courtier immobilier du pays RE/MAX.

"*Le secteur immobilier au Canada continue de caracolier en tête dans le groupe des pays développés*", profitant de taux presque plancher, note la banque Scotia.

Si les prix ont flambé, les propriétaires se sont endettés. Selon la Banque du Canada, l'endettement des ménages atteint actuellement un niveau record, à 153% du revenu disponible, un niveau flirtant avec celui des Etats-Unis lors de l'éclatement de la bulle immobilière.

Et les prêts immobiliers représentent les deux-tiers de l'endettement total des ménages, selon la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL), premier assureur hypothécaire du pays.

Une éventuelle hausse du taux directeur ou des pertes massives d'emplois, avec une économie mondiale atone, pourraient faire dévisser le secteur immobilier, les propriétaires les plus vulnérables devenant incapables d'assumer le service des hypothèques contractées sur des résidences achetées au prix fort.

Dérive des crédits immobiliers? Les banques canadiennes proposent actuellement des taux hypothécaires concurrentiels à 2,99% sur fond d'un gel attendu jusqu'en 2013 du taux directeur de la banque centrale à 1%, ce qui facilite l'accès à la propriété malgré la flambée des prix.

Dans des documents internes publiés cette semaine dans la presse, le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), le régulateur du secteur au Canada, s'inquiète du comportement "*de plus en plus libéral*" des grandes banques canadiennes qui concèdent des prêts hypothécaires à des particuliers sans que ces derniers aient à prouver leurs revenus.

Certains prêts, accordés notamment aux travailleurs autonomes et immigrants récemment arrivés au Canada "*présentent quelques similitudes avec les crédits +subprime+ sur le marché américain*", indiquait le BSIF. "*C'est un sujet d'inquiétude*", a reconnu le ministre des Finances, Jim Flaherty.

Dans la foulée de la crise des "*subprime*", Ottawa a resserré les conditions d'accès du crédit en ramenant de 40 ans à 30 la durée maximale d'une hypothèque, et en imposant une mise de fonds initiale de 5%. (AFP 03.02)

[Haut de page ↗](#)

Le 5 février

CAUSERIE

Je vous recommande vivement de télécharger et de lire les trois derniers articles mis en ligne dans la rubrique économie. Quel bonheur d'avoir trouvé des portails qui nous fournissent des données aussi précieuses pour notre combat ! Il ne se passe pas une semaine sans que l'on dispose de nouveaux éléments pour étayer notre argumentation pour démolir de fond en comble le capitalisme mondial, je trouve cela formidable. A nous ensuite de les intégrer dans notre stratégie. A vrai dire, ils ne font que la conforter.

Vous comprendrez peut-être mieux pourquoi il y a de quoi enrager de constater que malgré tout on ne parvient pas faire un pas

en avant vers notre objectif, il faut dire que nos dirigeants ont l'esprit ailleurs et ignorent superbement ces données qui constituent un réquisitoire sans appel du capitalisme mondial.

Je ne sais pas quel effet produit sur vous la lecture de ces articles, personnellement je suis au bord de la suffocation, car dans tous les domaines la situation est plus insupportable que celle qu'on nous décrit quotidiennement dans les médias, mille fois pire que ce que nous nous figurions au regard des éléments qui étaient déjà en notre possession. Si je ne voulais pas me faire passer pour quelqu'un de naïf, je dirais que je suis stupéfait par ce que j'apprends, cela dépasse l'entendement, comme par exemple la garantie apportée par quatre banques américaines à la somme colossale de 15 000 milliards de dollars en possédant 97% des CDS dans le monde. Il suffit que l'une d'entre elle fasse défaut et c'est l'économie mondiale qui explose, ce n'est pas rien !

Je ne sais pas si nous prenons vraiment la mesure de ce que cela signifie. A ce propos, j'ai peut-être manqué de partialité envers D. Gluckstein qui pointait la finance parce qu'il ne visait pas les fondements du capitalisme, l'effondrement de la finance peut précipiter la révolution qui devra se poser la question des fondements du capitalisme pour pouvoir satisfaire les besoins et aspirations des travailleurs, dans le cas contraire on se retrouverait au même niveau que le FdG qui ne vise que la finance de manière délibérée, alors que nous devons aussi ou plutôt commencer par liquider les institutions politiques, qui servent de caution juridique au régime et lui permettre de se considérer légitime pour mettre en oeuvre une politique antisociale et réactionnaire. Je ne suis pas certain que ce soit la priorité de Gluckstein qui a cité l'Union européenne, la troïka et le capital financier, mais pas les institutions de la Ve République à laquelle toute soumission est inacceptable et non négociable.

Et puis qu'on le veuille ou non, c'est bien seulement au cours du processus de production des marchandises que le profit des capitalistes est créé et non par les places financières, à Fed ou Wall street. Donc dès lors qu'on entend s'attaquer au profit des capitalistes, c'est impossible sans remettre en cause les rapports sociaux de production qui en sont à l'origine. Certes ce sont les rapports entre l'économie virtuelle ou spéculative et l'économie réelle ou marchande qui domine l'économie mondiale et concourt ainsi à sa dislocation, mais sans l'extraction de la plus-value dans l'économie réelle, l'économie virtuelle ne pourrait tout simplement pas exister ou n'aurait aucun sens.

Pour poursuivre l'analyse de l'éditorial de D. Gluckstein, citons le passage suivant :

"Ce que veulent les travailleurs — et cela, quelle que soit leur position sur l'élection présidentielle—c'est non seulement chasser Sarkozy, mais en finir avec sa politique. Donc bloquer tout de suite, maintenant, les plans de régression sociale."

Nous sommes d'accord là-dessus évidemment, mais mettez-vous un instant à la place d'un travailleur qui lit ces lignes, que va-t-il en penser ?

Lui, il a dans la tête le contexte actuel, il sait pertinemment qu'aucun parti ouvrier n'aura réellement la volonté de mobiliser les travailleurs, de la même manière qu'il ira peut-être voter en 2012 mais sans illusions. Dès lors, il va penser que le dirigeant qui a écrit cela ne doit pas avoir toute sa tête ou qu'il est complètement à côté de la plaque, bien qu'il ait raison reconnaît-il, car c'est effectivement ce qu'il faudrait faire, sauf que l'on ne vit pas au conditionnel mais dans la réalité, et sans moyen pour la modifier il ne saisit pas où veut en venir l'auteur de cet éditorial, il se dit qu'il y manque quelque chose qui permettrait de le relier à la réalité, mais quoi il n'en sait rien. Peut-être le constat que justement on ne dispose pas de l'outil indispensable pour changer le cours des choses, le parti quoi.

Il faut dire les choses telles qu'elles sont et ne pas tourner autour du pot, c'est mon principe. Pendant plus de 60 ans on s'en est remis au PS et au PCF pour mobiliser les travailleurs et obtenir une amélioration de la condition ouvrière, aujourd'hui ce n'est plus possible parce que la crise du capitalisme aidant ils se doivent de monter au créneau pour le défendre ainsi que les institutions, révélant au passage leur véritable nature de partis contre-révolutionnaires totalement subordonnés au vieux monde.

Du coup on se retrouve totalement démunis pour combattre l'offensive des capitalistes, par conséquent ils peuvent appliquer leur politique antisociale et profondément réactionnaire avec la complicité de ces partis. Ils ont donné naissance à des partis (PG) ou des regroupements politiques (le Front de gauche, le M'PEP) qui à leur tour sont incapables de rompre avec le capitalisme, ce qui explique pourquoi leurs dirigeants s'obtiennent à refuser d'appeler dans l'unité avec d'autres partis (POI, NPA, LO) à la mobilisation générale de la classe contre le gouvernement et les institutions.

C'est le résultat de la stratégie du front unique privilégiée pendant les 6 ou 7 dernières décennies écoulées qui a consisté à mettre en scène ces partis (PS-PCF), à redorer leurs blasons, à les faire passer pour autre chose que ce qu'ils étaient réellement, ce qui n'avait qu'une incidence mineure hors période de crise, à l'exception toutefois pour les millions de travailleurs vivant dans la pauvreté il faut souligner, mais qui s'est révélée dévastateur en période de crise quand la véritable nature de ces partis reprit le dessus.

C'est comme si ces partis avaient soudain retiré le tapis sous les pieds des travailleurs qui se sont retrouvés suspendus dans le vide ; jusque là ils avaient utilisé le canal de ces partis pour se mobiliser, ce canal faisant dorénavant défaut, ils se retrouvent seuls face à un mur infranchissable, on pourrait lui donner un nom, silence ou consensus, autour d'une terrible fatalité contre laquelle rien ni personne n'y peut rien, finissant ainsi leur travail de sape conduisant à la démoralisation et ensuite au désespoir

un grand nombre de travailleurs, condition requise pour assurer la pérennité du régime auquel ces partis doivent leur propre survie et ainsi la boucle est bouclée.

Dans ces conditions, il est impossible d'imposer quoi que ce soit au gouvernement ou au patronat, sauf à se leurrer sur ses propres forces ou croire au miracle. Le faire croire relève de la mégalomanie ou de la supercherie doivent penser les travailleurs. Il vaudrait mieux leur dire la vérité en face et tenter de recruter les plus déterminés d'entre eux qui sont capables de saisir la stratégie qu'on leur propose...

Argumentaire pour comprendre les rapports qui prédominent en régime capitaliste.

Il y a au moins deux semaines, un soir en buvant un jus de fruit avant de me mettre à table, j'ai pris quelques notes sur un cahier d'écolier, depuis je n'ai jamais trouvé le temps de vous les livrer. Ce sont des idées en vrac jetées rapidement sur le papier.

Comment se traduisent les inégalités qui sont à l'origine du capitalisme ?

Par un rapport de force entre exploiters, patrons ou propriétaires d'un côté, exploités, travailleurs ou locataires de l'autre. On retiendra pour exploiters, les patrons ou actionnaires des grandes entreprises qui produisent en masse des marchandises ou des services, et qui par leurs positions dominant le marché ou lui dictent leurs lois.

Qui est maître de la situation ou impose ces rapports ? Qui propose et qui dispose ?

Qui a le plus besoin de l'autre ? Qui ne peut pas se passer de l'autre ?

Qui impose ses droits ou besoins ? Qui se voit imposer des devoirs ?

Qui impose son diktat, ses conditions à l'autre ? Qui les subit ?

Qui est en position dominante, qui est dominé ?

Qui détient la richesse, les moyens de les produire ? Qui ne possède rien en dehors de sa force de travail, manuelle ou intellectuelle ?

Qui détient le pouvoir ? Qui n'en a pas ?

Qui impose sa volonté à l'autre ? Qui la subit ?

Qui dispose du privilège d'avoir le choix d'accepter ou de refuser les rapports auxquels il est soumis ? Qui ne l'a pas ?

La réponse à toutes les premières questions est le patron, le propriétaire qui profite de la situation pour imposer sa loi.

Le patron veut exploiter au maximum son employé pour garder le maximum de profit dans sa poche, le propriétaire veut encaisser le loyer le plus élevé possible pour tirer le maximum de son investissement. L'employé veut obtenir le salaire le plus élevé possible et le locataire veut payer le loyer le plus bas possible.

On comprend donc immédiatement que les intérêts des patrons, actionnaires ou propriétaires sont antinomiques, opposés à ceux des travailleurs comme salariés ou locataires.

Dans tous les cas de figure, c'est le salarié ou le locataire qui doit se plier aux rapports ou conditions qui lui sont imposés. Il peut les refuser, auquel cas il ira grossir l'armée de réserve des patrons, les chômeurs, ou il ira dormir dans la rue ou sous un pont. De son côté, avec plus de 5 millions de chômeurs, les patrons ne seront jamais à court de main d'oeuvre, et avec la crise du logement, les propriétaires trouveront toujours à louer leurs habitations.

Qu'est-ce qui permet de justifier ces rapports, cette différence de traitement ? Rien ni personne. Par contre, la Constitution leur fournit le cadre juridique légal nécessaire à leur légitimité, du point de vue de la classe dominante, l'Etat n'étant pas neutre ou au-dessus des classes mais au service d'une classe, de celle qui détient le pouvoir économique. Et le fonctionnement des institutions codifié dans la Constitution ne sert qu'à perpétuer ces rapports.

Un salarié dispose de deux recours possible.

Il peut se syndiquer pour tenter de compenser ce rapport de force qui lui est défavorable, en se mobilisant avec son syndicat il peut espérer défendre ou améliorer son salaire et ses conditions de travail, mais il n'est pas à l'abri d'une fermeture ou d'un plan

de licenciements ou même d'une baisse de salaire et une nette détérioration de ses conditions de travail, c'est le sens des dernières mesures annoncées par Sarkozy, dans tous les cas de figure, sa situation demeurera précaire.

Quant à ses revendications sociales qui ont un caractère collectif, elles ne pourront pas être satisfaites par le biais du syndicalisme car elles sortent du cadre de l'entreprise et relèvent du législatif, des institutions, de la Constitution, elles se situent sur le plan politique, c'est donc sur ce plan qu'il lui faudra agir pour espérer les voir satisfaites un jour.

Son second recours consiste donc à s'engager sur le plan politique, ce qui lui permettra d'envisager également d'en finir une fois pour toute avec la précarité, avec ces rapports sociaux de production qui lui sont défavorables.

Cela concerne la totalité des travailleurs manuels et intellectuels des secteurs publics et privés.

Vous voyez qu'il est possible de décrire très simplement la situation à laquelle sont confrontés la totalité des travailleurs, s'agissant des fonctionnaires, on remplacera le patron par l'Etat des patrons, antithèse de l'Etat des travailleurs. Ce qui est important dans une démonstration de ce genre, c'est que chaque travailleur s'y reconnaisse ou se dise : c'est bien ainsi que les choses se passent, je peux en témoigner, etc. Si maintenant on veut les aider à comprendre comment fonctionne le capitalisme et la société à partir d'une lecture du *Capital* de Marx ou à travers de grands discours, on aura tout faux.

Ce qui ressort nettement de ces rapports, c'est que les travailleurs ne disposent d'aucun pouvoir, ils subissent la dictature du capital.

Mais bon, j'ai l'impression de prêcher dans le désert ! J'ai dû mettre moins de 30 minutes pour écrire ces lignes, d'un jet pratiquement.

C'est plutôt cela qui est désespérant à la longue plutôt que la situation en elle-même. C'est sans doute pour cette raison que bien des militants ne voient que les aspects négatifs de la situation et finissent par perdre patience ou ne parviennent plus à faire la part des choses, alors que la situation porte en elle sa négation qui ne sera pas forcément une guerre mais une révolution.

Or, avec un tel état d'esprit on ne s'y prépare pas vraiment, on ne met pas vraiment toutes les chances de notre côté, au lieu de saisir la colère qui s'empare de millions de travailleurs, on s'emploie à la minimiser, on ne la prend pas au sérieux, on s'en détourne, pourquoi, parce qu'on a perdu la foi comme dirait Marx, on n'y croit plus, dans quoi : dans les masses, dans le socialisme finalement.

Actualité en titres

Charité bien ordonnée comme par soi-même :

- La patronne de Hewlett-Packard a gagné 16,5 millions de dollars l'an dernier - AFP

Quelle chance ils ont quand même !

- Nicolas Sarkozy en visite dans un centre d'hébergement du Val-de-Marne - AFP

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- En famille.

Face à la première secrétaire du Parti socialiste, Martine Aubry, jeudi 2 février sur France 2 dans l'émission "Des paroles et des actes", François Fillon s'est appliqué à tordre le cou à ce qu'il appelle une "contrevérité" de la gauche. "Aucun cadeau n'a été fait aux riches, a-t-il assuré. Je suis blessé quand j'entends qu'on a baissé les impôts sur les plus riches."

Sur ce sujet, il a renvoyé la gauche à ses propres responsabilités : "Quand vous étiez ministre, le capital était imposé à dix points de moins que ce qu'il est aujourd'hui", a-t-il lancé à Mme Aubry. Il a également rappelé qu'"en 2000, Laurent Fabius a abaissé la fiscalité des stock-options".

M. Fillon, a expliqué qu'"on ne peut pas dire que nous n'avons rien fait sur les paradis fiscaux". "Nous avons pris des décisions que vous n'avez jamais prise, a-t-il expliqué. Sur les stocks-options, nous avons mis en place une fiscalité très lourde." "Il y a une grande injustice dans la présentation du Parti socialiste", a-t-il conclu. (lemonde.fr 03.02)

Il n'a pas eu besoin de baisser les impôts des plus riches, ils les déclarent dans un paradis fiscal : la Suisse ! (lire l'article dans le site *Les familles françaises les plus riches exilées en Suisse*).

Nous conservons à l'esprit que Mitterrand fit flamber la Bourse satisfait de sa politique conforme aux intérêts des actionnaires du CAC 40. Depuis, par le biais d'exonérations et d'arrangements fiscaux le taux réel d'imposition des entreprises du CAC 40 tourne autour de 10%... au mieux, car dans le cas de Total c'est encore plus fort, non seulement cette entreprise ne paie pas d'impôt sur les bénéfices, mais en plus elles bénéficient des mêmes avantages que les autres entreprises, autrement son taux d'imposition est négatif ! Total réalise des bénéfices, ne paie pas d'impôt dessus, bénéficie d'avantages (exonérations de cotisations sociales) pour réaliser encore plus de bénéfices, et cerise sur le gâteau, au titre de la recherche empoche de l'argent de l'Etat, du contribuable.

1.2- UMP-FN unis !

Le ministre de l'intérieur aurait ainsi abordé dans son intervention la place de la civilisation française: "*Nous devons protéger notre civilisation*" a-t-il affirmé avant d'ajouter: "*contrairement aux socialistes, je pense que toutes les civilisations ne se valent pas.*" Des propos "qui n'auraient pas du quitter le huit clos de cette salle de l'Assemblée nationale. La presse est toujours interdite par l'UNI lors de cette "*convergence annuelle*", rappelle le site.

Ces propos, rapportés par un site internet lié à une école de journalisme de Paris, « Fréquence ESJ », auraient été tenus samedi à l'Assemblée nationale lors d'une réunion à huis clos avec le syndicat étudiant UNI, liée à la droite radicale. Tristan Maupoil, rédacteur en chef du site, assure par ailleurs que plusieurs militants de l'UNI lui ont confirmé ces propos.

Une chose est sûre: la droite de gouvernement s'est visiblement sentie comme chez elle à la réunion de l'UNI. A commencer par un vieux routier de la droite décomplexée, Eric Raoult, responsable de l'UNI Paris I et Paris Assas en 1979...

La thématique de la civilisation a toujours été l'un des sujets fétiches du FN. (liberation.fr 04.02)

2- Egypte

Des affrontements ont opposé samedi pour le troisième jour consécutif au Caire la police à des manifestants qui persistent à réclamer le départ du pouvoir militaire, accusé d'inaction face aux violences ayant fait 74 morts après un match de football.

Au Caire, des colonnes d'épaisse fumée s'élevaient au-dessus des ruelles menant au ministère de l'Intérieur, où les manifestants ont lancé des pierres sur les policiers anti-émeutes et où les ambulances ont fait des aller-retours pour évacuer les blessés.

Depuis le début des manifestations et des affrontements jeudi au lendemain du drame du football à Port-Saïd (nord), douze manifestants ont été tués au Caire et à Suez (est) et 2.532 personnes blessées, dont des policiers et des manifestants, selon le ministère de l'Intérieur.

Certaines victimes sont mortes asphyxiées par les gaz lacrymogènes, selon des sources médicales. Parmi les blessés se trouvent 211 policiers, dont un général qui a perdu un oeil. Selon la chaîne nationale Nile News, un de ses journalistes a également été blessé à un oeil par un tir de chevrotine.

Dans l'après-midi, des manifestants ont essayé de s'interposer entre leurs camarades et la police qui tirait des gaz lacrymogènes et à la chevrotine, mais les affrontements ont repris dans le centre du Caire, à quelques mètres de la Place Tahrir.

En fin de soirée, la situation s'est calmée mais la tension était palpable parmi les centaines de personnes encore dans les rues. (AFP 04.02)

3- Syrie

3.1- La Russie et la Chine ont opposé samedi leur veto lors d'un vote au Conseil de sécurité de l'Onu sur un projet de résolution soutenant le plan de la Ligue arabe qui prévoit la mise à l'écart du président syrien Bachar al Assad.

Les Russes ont fait valoir que la résolution visait Assad mais non ses adversaires armés. Lavrov a estimé que le texte était partial.

Selon les amendements consultés par Reuters, la Russie souhaitait notamment que l'opposition syrienne soit condamnée au même titre que le régime pour les violences. (Reuters 04.02)

3.2- Les Occidentaux et les monarches du Golfe sont choqués par la rebuffade que leur ont infligée la Russie et la Chine au

Conseil de sécurité. Cette amertume prend deux formes : d'une part, les médias déplorent que les grandes puissances se divisent alors que « les massacrent continuent » ; d'autre part, ils accusent Moscou de privilégier ses intérêts stratégiques et commerciaux par rapport aux droits humains. Tous font l'impasse sur la position de Pékin, pourtant tout aussi claire que celle de Moscou, mais qu'ils ne parviennent pas à relier à des intérêts directs.

Certains commentateurs développent des arguments pour convaincre la Russie et la Chine de changer de position. Cependant, ces éditoriaux semblent plus destinés à montrer aux lecteurs occidentaux que l'on a tout tenté en vain. En effet, les arguments choisis ne peuvent qu'être mal ressentis par leurs destinataires : ces commentateurs leur reprochent de manquer de principes, alors que c'est précisément au nom de leurs principes que Russes et Chinois ont posé leur veto.

En définitive, tout laisse à penser qu'après avoir envisagé ces derniers jours de déchaîner les foudres de l'OTAN, les Occidentaux ne souhaitent pas risquer un conflit mondial et préfèrent clore le dossier. Si cette interprétation devait se confirmer, il leur resterait à mettre en scène cette sortie de crise pour éviter qu'elle n'apparaisse comme une reculade, illustrant la fin de leur domination unipolaire.

- Dans Le Monde, Christophe Ayad prend au pied de la lettre les confessions vidéos des cinq ingénieurs iraniens détenus par l'Armée syrienne libre, ce qu'il refuserait de faire pour autre otage détenu dans le monde. Il s'agirait donc de Gardiens de la révolution agissant sous couverture, ce que confirmerait leur tenue vestimentaire et la présence sur la vidéo d'un fusil de sniper. Au passage l'auteur informe ses lecteurs avec quelques semaines de retard de la parution de la « preuve de vie » des otages dans un reportage de Paris-Match (voir notre enquête : « Le fiasco des barbouzes français à Homs », par Boris V.). Christophe Ayad admet que les ingénieurs étaient alors vêtus en civils. Il s'ensuit que leurs vêtements dans la vidéo sont une mise en scène. L'auteur ne relève pas qu'il en est de même pour le fusil Dragonov. En effet, dans le même reportage de Paris-Match, ce fusil est utilisé par des membres de la brigade qui a enlevé les Iraniens.

- Toujours dans Le Monde, Peter Harling de l'International Crisis Group (ICG) observe qu'il est impossible de dire comment évolueront les révolutions arabes. Pour éviter le pire, il convient avant tout, poursuit-il, de diminuer la tension. Par conséquent, ce n'est pas le moment d'attaquer la Syrie. Après celle de Gareth Evans, cette tribune libre est la seconde en trois jours écrite par l'ICG et diffusée par Project Syndicate (deux organisations de George Soros) pour remettre la guerre de Syrie à plus tard.

- La Tribune de Genève assure qu'il faut laisser le temps aux Russes pour qu'ils acceptent un compromis. Une fois l'élection présidentielle passée, Poutine pourrait lâcher el-Assad. Il est donc urgent d'attendre.

- Dans le Diario de Noticias, Lumena Raposo, reprend les imputations d'El Pais : la Syrie aurait libéré un théoricien d'Al-Qaida, Mustafa Setmariam Nasr al-Suri, pour irriter les Etats-Unis.

- L'éditorial du National Post met en garde contre l'engrenage que représenterait une guerre contre la Syrie et préconise d'attendre que le régime tombe de lui-même, ce qui ne saurait tarder. Le quotidien néo-conservateur canadien publie également une lettre d'un président d'université assurant que Bachar el-Assad n'est pas un tyran, mais un réformiste captif de ses généraux. Il serait donc contre-productif de demander sa démission.

- Mona Amami rapporte dans USA Today que le soutien du Hezbollah à l'administration el-Assad est susceptible de lui aliéner une partie de l'opinion publique arabe. La conclusion induite est toujours la même : les États-Unis n'ont pas intérêt à renverser tout de suite le régime syrien.

- Le responsable de la rubrique Iran dans le New York Times, Rick Gladstone, imagine qu'un renversement du président el-Assad aurait de lourdes conséquences pour l'Iran. À la condition que ce changement de régime vienne de l'intérieur.

- De nombreux médias, dont L'Orient-Le Jour, reprennent à leur compte des citations extraites du rapport des observateurs de Ligue arabe, sorties de leur contexte. Ils en concluent que les observateurs étaient incompétents et sans moyens de travail et font l'impasse sur le fond de leur travail.

- Dans une déclaration à L'Orient-Le Jour, le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, invite les chrétiens de Syrie à se désolidariser d'un régime qui n'a pas d'avenir. Il y a une certaine maladresse à menacer une communauté confessionnelle en lui offrant de sauver ses intérêts matériels si elle renie ses principes.

- Michael Young s'interroge dans le Daily Star : pour faire usage de leur veto, les Russes regardent-ils les mêmes télévisions que nous ? La réponse qui ne lui vient pas à l'esprit est évidemment, les Russes ont d'autres sources d'information et par conséquent une autre vision des événements.

- La presse chinoise consacre de gros titres au veto, soulignant que Beijing défend des principes fondamentaux (souveraineté des peuples, non-ingérence dans les affaires intérieures) selon l'esprit et la lettre de la Charte des Nations-Unies dont les Occidentaux font peu de cas. (Réseau Voltaire 02.02)

3.3- La presse occidentale et du Golfe maintient le cap que la Maison-Blanche lui a fixé depuis l'affrontement qui a opposé les membres de l'OTAN à la Chine et à la Russie au Conseil de sécurité. Chacun attendu la réunion suivante en se ménageant une porte de sortie. Contrairement à l'habitude, lorsque le Bureau des communications globales tente de créer un consensus autour d'un argumentaire, les éditorialistes ont une conclusion qu'ils doivent démontrer par eux-mêmes.

Le ton est donné par un éditorial du conservateur Charles Krauthammer du Washington Post, largement reproduit aussi bien par la presse US que par des journaux européens et du Golfe. Après avoir comparé en importance la chute possible de Bachar el-Assad à celle du Mur de Berlin –la première ouvrant la voie à la fin de l'Iran comme la seconde avait scellé le sort de l'URSS–, et avoir tenu un discours martial, l'auteur préconise... de renforcer les sanctions. Les grandes victoires viendraient d'elles-mêmes à qui sait attendre.

- Dans Le Figaro, Georges Malbrunot dresse un portrait élogieux de Burhan Ghalioun, président du Conseil national syrien, et de Haytham Manna, président du Comité national de coordination, mais c'est pour mieux souligner leur division et leur absence de représentativité populaire.

- De nombreux quotidiens reproduisent une dépêche de l'AFP écrite à l'occasion du 30e anniversaire du massacre de Hama. Ce qui caractérise ce texte, c'est l'absence de contextualisation (il ne s'agissait pas de la répression d'un parti politique, mais du rétablissement de l'ordre durant une tentative avortée de coup d'État des Frères musulmans, ce sont donc ces derniers qui ont provoqué les violences), et l'amalgame avec la situation actuelle (cette fois les putschistes sont appuyés financièrement et militairement par les monarchies absolues du Golfe).

- La Tribune de Genève reprend à son compte les commentaires de Foreign Policy sur le rapport des observateurs. Ils ignorent le contenu des observations et se concentrent sur les remarques relatives aux observateurs démissionnaires qu'ils extrapolent abusivement à leurs collègues. Il s'agit de faire accroire que l'ensemble des observateurs seraient incompétents et que, par conséquent, le contenu de leurs observations ne mériterait aucune attention.

- Le Diario de Noticias compare Asma el-Assad à Lady Macbeth. Comme le personnage shakespearien qui sombre dans la folie après avoir commis un meurtre, l'épouse du président serait emportée par le flot des crimes imputés à son époux.

- Divers journaux dénoncent les ventes d'armes russes à la Syrie. Defence Technology International indique que Moscou a livré à Damas deux ensembles Yakhonts de 18 camions lanceurs, équipés chacun de deux missiles supersoniques capables de couler des navires jusque dans le port d'Haifa.

- Le directeur adjoint des pages éditoriales du Washington Post, le belliciste Jackson Diehl, met en garde contre le bluff de Mme Clinton : les déclarations sur la chute imminente du régime syrien ne convainquent pas les Russes et, au contraire, les renforcent dans leur analyse que les Occidentaux n'ont pas de stratégie.

- Le Jerusalem Post et quelques autres se donnent du courage en annonçant que l'Armée syrienne libre se renforce en nombre et en armement. Mais ces articles ne peuvent être illustrés que par des photos montrant tout au plus quelques combattants.

- L'universitaire syrien Marwan Kabalan attire l'attention des lecteurs de Gulf News sur l'inquiétude russe face au rôle que les USA font jouer à la Turquie. Moscou ne veut pas qu'Ankara devienne le gendarme du Moyen-Orient ce qui raviverait ses ambitions dans le Caucase et en Asie centrale.

- The Saudi Gazette reproduit le script de l'entretien accordé par le secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil Al-Arabi, à CNN. Al-Arabi ne croit pas à une intervention militaire internationale dans la mesure où la Syrie a une armée forte et où son territoire ne recèle pas d'hydrocarbures. Personne ne prendra le risque d'un conflit coûteux sans perspective de retour sur investissement. (Réseau Voltaire 04.02)

Economie

Etats-Unis

La Securities and Exchange Commission (SEC) a fait preuve d'une étrange mansuétude avec, par exemple, JPMorganChase, Goldman Sachs ou Bank of America...

Même si la SEC a intensifié ses enquêtes de Wall Street dans la dernière décennie, l'agence a à plusieurs reprises permis aux plus grandes entreprises d'éviter des peines spécifiquement destinées à s'appliquer aux cas de fraude.

Par l'octroi de dérogations, la SEC a laissé des géants financiers comme JPMorganChase, Goldman Sachs et Bank of America continuer à avoir des avantages réservés aux entreprises les plus fiables. Il est donc toujours aussi facile pour eux de

lever des fonds auprès d'investisseurs, par exemple, d'éviter la responsabilité contre les poursuites si ils se trompent dans leurs prévisions financières.

Une analyse des enquêtes de la SEC, portant sur la dernière décennie, par le New York Times montre que, dans près de 350 cas, l'agence a donné aux grosses institutions de Wall Street et à d'autres institutions financières des passes droites évitant les sanctions. Cela comprend aussi des dérogations à ces entreprises de procéder à des ventes d'obligations et de gérer des fonds communs de placement.

JPMorganChase, par exemple, a été cité dans six cas de fraude au cours des 13 dernières années, dont une portant sur 228 millions de dollars l'été dernier. La compagnie a néanmoins obtenu au moins 22 dérogations. Bank of America et Merrill Lynch, qui ont fusionné en 2009, se sont rendu coupable de 15 cas de fraudes et ont reçu au moins 39 dérogations.

Seule une douzaine de sociétés (Dell, General Electric et United Rentals, entre autres) ont du subir les foudres de la SEC après l'émission d'informations trompeuses au sujet de leurs entreprises. Citigroup a été la seule grand banque de Wall Street a en faire partie. En 11 ans, six cas de fraude ont été découverts et elle a reçu 25 dérogations avant de perdre la plupart de ses privilèges en 2010. (Atlantico.fr 04.02)

[Haut de page ↗](#)

Le 6 février

CAUSERIE

A propos du site

En janvier 2012.

Visites : 3 078, moyenne : 99,29 par jour ; Téléchargements : 3 622, volume 1,24GB.

Actualité en titres

[A vendre.](#)

- La Chine va-t-elle racheter l'Europe? - 20minutes.fr

- Goldman Sachs veut croître en Europe - Reuters

INFOS EN BREF

Politique

Grèce

Georges Papandreou, Antonis Samaras et Georges Karatzaferis - respectivement leaders du parti socialiste, de la Nouvelle Démocratie (droite) et du Laos (extrême droite), représentés au sein du gouvernement de coalition grec, se retrouveront lundi pour tenter de trouver un accord politique sur les réformes demandées par les bailleurs de fonds du pays à qui la Grèce doit donner une réponse rapide si elle veut éviter un défaut de paiement en mars.

Ils ne sont pas parvenus dimanche soir à surmonter leurs objections aux nouvelles mesures d'austérité demandées par l'Union européenne et le Fonds monétaire international et à s'engager publiquement à appliquer les impopulaires réformes, condition demandée pour débloquer un nouveau prêt d'au moins 130 milliards d'euros.

Aucun accord global n'a été trouvé au terme de cinq heures de réunion. Le Premier ministre Lucas Papademos a indiqué que la réunion reprendrait lundi.

Il a néanmoins fait valoir les avancées. Selon lui, un consensus a été trouvé sur des mesures destinées à réduire les dépenses publiques de 1,5 point de PIB, sur la mise en place de réformes permettant d'abaisser les coûts de production (salariaux et non salariaux) et destinées à relancer la compétitivité, et enfin sur un schéma de recapitalisation des banques, prévoyant

des mesures destinées à sauvegarder l'intérêt public ainsi que l'autonomie opérationnelle des banques.

A leur sortie, les deux leaders de droite n'ont cependant pas mâché leurs mots sur le contenu des réformes qu'on leur demande d'avaliser.

La troïka "*demande encore plus d'austérité, que le pays est incapable de supporter*", a déclaré le leader de la Nouvelle Démocratie (droite) Antonis Samaras. "*Je me bats pour empêcher ça*", a-t-il dit.

Le leader d'extrême-droite Georges Karatzaferis a fait valoir qu'il ne voulait "*pas contribuer à l'explosion d'une révolution*" en acceptant les mesures demandées, qui comporteraient selon la presse un abaissement de 20% du salaire minimum mensuel, actuellement à 750 euros.

Or le temps presse: Athènes doit rembourser 14,5 milliards d'euros de prêts le 20 mars, faute de quoi le pays sera en cessation de paiements. Et samedi soir, le ministre des Finances Evangélos Vénizélos avait estimé que les négociations devaient se conclure dimanche soir pour que la Grèce puisse éviter la banqueroute à cette date-là.

Les opposants aux réductions salariales font valoir qu'elles vont exacerber la récession en Grèce, où le PIB devrait chuter de 6% en 2011.

Le FMI tout particulièrement insiste sur des mesures de compression salariale dans le secteur privé pour relancer l'économie via un gain de compétitivité.

Poul Thomsen, chef de mission du FMI en Grèce a notamment plaidé cette semaine pour une réduction du salaire minimum, chiffon rouge pour les syndicats, affirmant qu'à 751 euros brut par mois il était supérieur de 35% à celui du Portugal et de 20% à celui de l'Espagne.

Devant l'opposition des partis aux demandes de la troïka, le Premier ministre Lucas Papademos aurait menacé de démissionner au début du week-end, selon des rumeurs de presse, non confirmées par son porte-parole.

Les demandes de la troïka portent aussi sur la poursuite des réductions d'effectifs dans le secteur public, la mise en place d'une grande réforme fiscale et d'une réforme de la justice notamment.

La Commissaire européenne à la pêche Maria Damanaki, de nationalité grecque, a déclaré à l'hebdomadaire To Vima que le pays était sur une "*voie désastreuse*".

"Nous parlons beaucoup et faisons peu. Nous acceptons des calendriers que nous ne tenons pas. Nous avons ainsi créé l'image d'un état systématiquement pas fiable" a-t-elle dit. (AFP 05.02)

On sait qu'en cas de faillite de l'Etat grec, ce sont principalement les banques américaines et accessoirement allemandes qui sont visées car elles détiennent les CDS, ces garanties sur les obligations d'Etat...

Economie

Grande-Bretagne

Le directeur général de la banque Barclays, Bob Diamond, devenu un symbole en Grande-Bretagne des excès de la finance, pourrait toucher un bonus compris entre 2 (Sunday Times) et 3 (Sunday Telegraph) millions de livres (entre 2,4 millions et 3,6 millions d'euros), selon la presse britannique de dimanche.

La banque britannique, qui doit annoncer vendredi ses résultats annuels, va enregistrer un bénéfice 2011 avant impôts de 6 milliards de livres (7,2 milliards d'euros) indique également le Sunday Telegraph, citant des analystes.

Un résultat à peu près comparable à celui de 2010 (bénéfice avant impôt de 6,06 milliards de livres, bénéfice net de 3,56 milliards de livres).

En 2011, Bob Diamond s'était vu accorder un bonus annuel de 6,5 millions de livres (environ 7,6 millions d'euros). Surnommé par la presse britannique "*le banquier aux 100 millions de livres*" pour avoir été un grand bénéficiaire de bonus avant la crise financière, il avait renoncé à son bonus en 2009. (AFP 05.02)

Etats-Unis

La directrice générale du groupe informatique américain Hewlett-Packard a gagné quelque 16,5 millions de dollars en 2011, dont 16,1 millions en actions, selon des documents remis vendredi soir aux autorités boursières, la SEC.

Meg Whitman, qui ne reçoit qu'un salaire symbolique d'un dollar depuis qu'elle a pris ses fonctions en septembre dernier, a reçu diverses compensations de quelque 370.000 dollars en numéraire, notamment pour couvrir ses frais de déplacements.

Son prédécesseur Leo Apotheker, débarqué en septembre après moins d'un an à la tête du groupe, a touché 30,4 millions de dollars, dont 780.000 dollars de salaire, un bonus de 6,4 millions et 17,6 millions en actions, précisent ces documents remis à la SEC pour être approuvés par les actionnaires lors de l'assemblée générale annuelle prévue le 12 mars. (AFP 05.02)

Chine

Les sociétés chinoises ont récemment multiplié les rachats d'entreprises en Europe, dans des secteurs très divers comme l'eau, l'énergie ou les yachts de luxe, des investissements plus attractifs que les obligations d'Etat en pleine crise de la dette.

Ces acquisitions tous azimuts sont décidées sur de purs critères de rentabilité sans cibler un secteur en particulier et cadrent avec la volonté de Pékin de diversifier le portefeuille d'actifs chinois à l'étranger.

"En cette période de grandes tensions économiques et financières, il y a assurément quelques bonnes affaires pour les entreprises chinoises pleines de liquidités", selon Alistair Thornton, analyste chez IHS Global Insight à Pékin.

Sany, le géant chinois des engins de chantier pour BTP, a ainsi annoncé il y a une semaine le rachat de Putzmeister, un fleuron de la technologie allemande dans ce secteur, pour environ 500 millions d'euros, selon une source proche du dossier.

Quelques jours avant, le fonds souverain chinois CIC, riche de quelque 410 milliards de dollars, a annoncé une prise de participation dans la compagnie des eaux britannique Thames Water.

En janvier également, le groupe Shandong Heavy Industry a donné son accord pour reprendre 75% du constructeur italien de yachts de luxe Ferretti, criblé de dettes.

"Ces sociétés ont signé des contrats stratégiques pour elles, mais ce n'est pas l'entreprise Chine qui orchestre une stratégie d'ensemble", a expliqué à l'AFP Mark Williams, économiste chez Capital Economics basé à Londres.

"La plupart des achats récents effectués par la Chine sont en tous points semblables à ceux de n'importe quel grand investisseur", selon lui.

Confrontées à une concurrence de plus en plus vive sur leur marché intérieur, les entreprises chinoises sont néanmoins poussées à aller chercher des opportunités ailleurs.

Elles profitent aussi de la nécessité pour certains Etats européens de renflouer leurs caisses, comme dans le cas de China Three Gorges qui a acquis en décembre 21,35% de Energias de Portugal pour 2,7 milliards d'euros.

Le géant chinois du fret maritime, Cosco, qui opère déjà deux terminaux sur le port du Pirée en Grèce, a également manifesté son intérêt pour accroître ses affaires dans ce pays au bord de la faillite.

Les achats chinois sont enfin facilités par des emprunts à faible taux d'intérêt offerts par les banques d'Etat.

Le montant total des acquisitions chinoises reste toutefois largement en deçà de celui d'autres puissances économiques comme les Etats-Unis ou le Japon, relativise Jonathan Holslag, chercheur à l'Institut d'études sur la Chine contemporaine de Bruxelles.

"En incluant Hong Kong, la Chine a peut-être investi environ 40 milliards de dollars en Europe depuis 2007... mais cela ne représente qu'1% à 2% du total des investissements" étrangers sur ce continent, selon lui.

La Chine détiendrait pour plus de 550 milliards de dollars de dette souveraine européenne. (AFP 05.02)

[Haut de page ↗](#)

Le 7 février

CAUSERIE

Nationaliste et social-patriotisme au programme du M'PEP

Par le Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP), le 6 février 2012. (<http://www.m-pep.org/spip.php?article2506>)

Les militants de gauche auront été probablement traumatisés à la lecture du sondage publié dans le journal L'Humanité du 3 février 2012. On y apprend que les intentions de vote en faveur de Marine Le Pen atteignent 25% chez les sympathisants de FO, 22% chez les sympathisants de la CGT (à égalité avec Jean-Luc Mélenchon), 13% chez les sympathisants de Sud.

La gauche a peur d'évoquer franchement certains thèmes comme la sortie de l'euro, le protectionnisme, le démantèlement de l'Union européenne, produire et acheter français, la démondialisation... Ce sont les axes politiques que le M'PEP défend. Pour autant, le M'PEP et le Front national disent-ils la même chose puisque ce dernier, apparemment, utilise également ce vocabulaire ? En réalité, la souveraineté nationale est un principe politique qui peut-être invoqué pour mener une politique de gauche, de droite ou d'extrême droite. Il ne faut donc surtout pas l'abandonner au Front national. Le M'PEP est un mouvement qui est pour la souveraineté populaire et nationale, car seule l'application de ces deux principes permettra de mener de véritables politiques de gauche.

(Non, ce sera la révolution socialiste liquidant les institutions de la Ve République et élevant la classe ouvrière au rang de classe dominante, donc disposant de tout le pouvoir (dictature du prolétariat), qui seule permettra de s'attaquer aux fondements du capitalisme et de mener une politique conforme aux besoins des masses exploitées.

Rappelons que la Constitution de la Ve République revendique également l'exercice de la "*souveraineté populaire*" et se veut le garant de la "*souveraineté nationale*". Quand on a réellement pour objectif la liquidation de la Constitution et des institutions, on ne peut pas reprendre à son compte le cadre qui sert à la légitimer aux yeux de la population, alors qu'il ne sert qu'à perpétuer sa soumission à l'ordre établi. -ndlr)

La question de la souveraineté nationale, posée à travers la « construction » européenne, le dogme libre-échangiste et la mondialisation, clive le paysage politique français autant que la différence droite-gauche, mais selon un axe transversal à celui-ci. Les mouvements qui se présentent comme favorables à la souveraineté nationale, à droite (DLR, UPR, FN...), à gauche (M'PEP, MRC, POI, PRCF...), ou hors de ce clivage (NAR...), évoquent la restauration de la souveraineté nationale pour permettre à la France de reprendre son destin en main.

(La "*France*" sans distinction de classes, c'est apporté son soutien à l'ordre établi que l'on prétend combattre. -ndlr)

(Ensuite le M'PEP vend la mèche. -ndlr)

(après avoir exposé un certains nombre de mesures économiques et sociales -ndlr) Si ces mesures sont une nécessité, elles ne sont pas une finalité. Pour la gauche, elles ne sont qu'une étape parmi d'autres pour rompre avec l'ordre libéral et avec le capitalisme.

(Sauf que c'est là prendre le problème à l'envers et dévoiler les véritables intentions politiques des dirigeants du M'PEP : au total ils exposent 27 mesures qui ne seront jamais appliquées parce qu'il n'y figure pas la liquidation de la Constitution et des institutions de la Ve République, préalable incontournable avant pour pouvoir s'attaquer au capitalisme.

C'est ignorer que c'est la Constitution qui fixe le cadre (juridique) légal dans lequel s'exerce les rapports sociaux de production en faveur des capitalistes et au détriment des travailleurs, à travers les institutions qui ont précisément cette fonction, elles servent à légitimer le capitalisme, la Constitution fixe ces rapports (déjà existants, les institutions s'emploient à les entretenir, à les protéger, à les pérenniser, il est dès lors facile de comprendre que si on ne fait pas sauter ce cadre, il sera impossible de remettre en cause les fondements du capitalisme, un gosse de 10 ans pourrait le comprendre du premier coup en lui expliquant aussi simplement, notez bien sans rien renier ou ajouter à la réalité, en s'y conformant strictement.-ndlr)

(Leur gauche n'est pas la nôtre, vous allez comprendre tout de suite pourquoi. -ndlr)

La gauche veut mettre fin à la guerre économique – dont les responsables sont les détenteurs de capitaux et les victimes les salariés – pour lui substituer un système de coopération entre les nations.

(On retrouve le même argumentaire qu'au POI, il manque le mot "*libre*", des "*nations libres*", qui ne seraient pas libérées du capitalisme, une nouvelle mouture du socialisme dans un seul pays en quelques sortes chère à Staline. Non, la guerre économique fait partie intégrante du capitalisme, elle ne prendra fin qu'avec lui et non par une "*coopération entre les*

nations" demeurées capitalistes. - ndlr)

(Pourquoi ne peuvent-ils pas aller plus loin dans leur analyse ? Parce qu'ils n'en ont jamais eu l'intention. -ndlr)

Au cours des trente dernières années, la gauche a désinvesti le principe politique de la souveraineté nationale. Ce désinvestissement correspond au « tournant de la rigueur » opéré par le gouvernement Mauroy - c'est-à-dire au moment de la conversion du Parti socialiste au libéralisme en 1982-1983.

(Voilà un regret qui tombe à point. Pour eux cette "conversion" daterait de 1982-1983, ce qui signifie que précédemment le PS défendait "*le principe politique de la souveraineté nationale*" de la même manière que le général-président de Gaulle, Pompidou ou Giscard, donc qu'il était déjà sur la même longueur d'onde que la réaction. Rien de changer en somme, sauf que le M'PEP ne s'en rend pas compte, normal à cette époque le PC défendait lui aussi "*le principe politique de la souveraineté nationale*" en guise d'internationalisme ! -ndlr)

Le principe d'une « gouvernance » économique supranationale permettant la mise en œuvre des dogmes libéraux était en effet incompatible avec le maintien de la souveraineté politique des nations. Un principe pourtant défendu historiquement par la gauche !

(Faux ou plutôt la "*gauche*" tel un caméléon s'est adaptée au fil du temps aux besoins des capitalismes, à l'évolution du capitalisme mondiale... Par ailleurs, l'Union européenne n'était qu'un moyen comme un autre et plutôt un bouc émissaire commode pour arriver à ses fins. Ils ont opté pour ce schéma, ils auraient pu parvenir au même résultat Etat par Etat, à l'exception du dernier référendum (2005), c'est bien Etat par Etat qu'ils ont avancé pendant plus de 45 ans en soumettant leurs mesures ou traités dans chaque pays au référendum ou en procédant pas la voie parlementaire, non, dites-moi si je me trompe.

Actualité en titres

Un soutien de poids...

- Merkel vient soutenir Sarkozy à Paris en pleine campagne présidentielle - AFP

... ou un boulet !

- L'atout Angela Merkel pourrait-il se révéler être un boulet pour Nicolas Sarkozy... - Atlantico.fr

Ah l'ordre ! Sarkozy vite !

- Pour François Hollande, «*Claude Guéant ferait mieux de s'occuper de sécurité*» - 20minutes.fr

- Hamon demande à Sarkozy de se déclarer candidat "*le plus vite possible*" - AFP

Pression...

- Nicolas Sarkozy et Angela Merkel mettent la Grèce sous pression - Reuters

... décompression

- La Grèce se prépare à une nouvelle grève générale contre l'austérité - Liberation.fr

Rien ne va plus...

- «*La désillusion des classes populaires est à la mesure des espérances*» Liberation.fr -

... mais non, mais non :

- Psychologie positive, le bonheur à portée de main - LeMonde.fr

Va-t-en-guerre. Intoxication massive

- Syrie : les Etats-Unis ferment leur ambassade à Damas - Liberation.fr

- Londres rappelle son ambassadeur à Damas - Reuters
- Syrie: Juppé reçoit le chef du CNS et parle avec des responsables arabes - AFP
- Washington renforce les sanctions contre l'Iran - Liberation.fr
- Pentagone : la hiérarchie militaire syrienne subit des défections 'notables' - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- Roumanie

Le chef des services de renseignement roumains, Mihai Razvan Ungureanu, a été désigné lundi Premier ministre en remplacement d'Emil Boc, qui a démissionné sur fond d'impopolarité croissante face aux mesures d'austérité.

"La variante sur laquelle la coalition au pouvoir est tombée d'accord est de nommer Mihai Razvan Ungureanu au poste de Premier ministre désigné", a déclaré le président roumain Traian Basescu dans une allocution.

"La première priorité du nouveau gouvernement sera de rétablir graduellement le pouvoir d'achat des Roumains qui ont payé la facture des mesures de stabilisation macroéconomique", a indiqué le président, alors que des milliers de Roumains avaient manifesté dans la rue leur mécontentement durant le mois de janvier.

M. Ungureanu, un historien de 43 ans, qui fut ministre des Affaires étrangères entre 2004 et 2007, va disposer de dix jours pour former sa nouvelle équipe et obtenir la confiance au Parlement.

Les bailleurs de fonds ont loué dimanche les réformes réalisées par le gouvernement d'Emil Boc.

Pour obtenir un prêt de 20 milliards d'euros en 2009, en pleine récession, M. Boc avait appliqué une cure d'austérité drastique en taillant les salaires du secteur public de 25%, gelant les retraites, et supprimant des dizaines de milliers de postes de fonctionnaires, ce qui avait provoqué une chute dramatique du niveau de vie.

Le salaire moyen en Roumanie est de 350 euros.

Confronté à une dramatique chute de popularité en raison de ces mesures, M. Boc a préféré jeter l'éponge lundi pour "détendre la situation politique et sociale du pays". (AFP 06.02)

2- Egypte

Un manifestant a été tué lundi 6 février au cours de la cinquième journée consécutive d'affrontements entre policiers et manifestants au Caire, en Egypte, où des militants ont appelé à la désobéissance civile.

La mort du manifestant à l'aube, rapportée par le ministère de la santé, porte à 13 le nombre de morts depuis le début jeudi des violences.

Les affrontements, qui s'étaient poursuivis durant la nuit avant de s'interrompre dans la matinée, ont repris en début d'après-midi, avec des échanges de pierres entre forces de l'ordre et protestataires. Les rues autour du ministère de l'intérieur étaient couvertes de fumée, la police tirant régulièrement des gaz lacrymogènes, selon un journaliste de l'AFP. Selon des témoins, la police a également tiré à la chevrotine contre les manifestants dans des rues proches de la place Tahrir menant au ministère.

De jeunes prennent part aux manifestations devant le ministère de l'intérieur au Caire, le 6 février 2012. (lemonde.fr 06.02)

3-Syrie

La réunion du Conseil de sécurité a été précédée d'une puissante campagne de presse visant à décourager la Russie de soutenir la Syrie. Elle s'articule autour de deux thèmes :

- Le régime torture des enfants, assure Human Rights Watch (HRW) ;

- Le régime est responsable de « l'horrible massacre », cette expression toute prête désignant l'assassinat de plus de 200 personnes à Homs.

Le rapport de HRW ne comporte aucun nom de victime. Il ne donne aucune mobile aux tortures qu'il rapporte. Il impute aux tortionnaire d'exiger que leurs victimes abjurent leur foi et adore Bachar el-Assad, ce qui est un classique de la littérature takfiriste accusant les alaouites de ne pas être musulmans. Il donne désigne comme centre de tortures non pas des bâtiments précis, mais des administrations dont certaines ont effectivement pratiqué des tortures dans les années 70-80, c'est-à-dire à l'époque de la dictature.

Les victimes de Homs sont des personnes, civils et militaires, qui ont été enlevées par des groupes armés, à caractère politique ou mafieux, et exécutées. Sur les photos d'agence, on voit plusieurs cadavres les mains ligotées, il ne peut donc s'agir de personnes abattues par des snipers ou tuées par des tirs de mortier au cours d'une manifestation, ainsi que le prétend l'Observatoire syrien des Droits de l'homme (OSDH).

Tous les médias qui accusent l'administration el-Assad d'être responsable de ces crimes utilisent la même expression : « horrible massacre », qui joue le rôle d'un slogan. Gulf News évoque « *le choc et l'horreur* », par référence à la technique militaire « *du choc et de la stupeur* ». Il s'agit de crimes dont l'ampleur place les témoins dans une forme d'hébétude qui les empêche à la fois d'analyser la situation et de réagir.

Réagissant spontanément à ces nouvelles, des expatriés syriens auraient attaqué quatre ambassades de leur pays à l'étranger. Les ambassades au Royaume-Uni et au Koweït ont effectivement été saccagées sans que les autorités locales n'interviennent.

- Marie Jégo explique dans Le Monde que si la Russie soutient la Syrie, c'est parce qu'elle méprise la vie humaine et que Vladimir Poutine est un produit paranoïaque de la Guerre froide.

- Mani, l'envoyé spécial du Monde à Homs témoigne de ce que « l'horrible massacre » résulte d'un bombardement des forces loyalistes contre le quartier de Khaldiyyé. Cependant, sans craindre la contradiction, il admet que des barrages sont tenus dans ce quartier-cible par... les forces loyalistes.

- Georges Malbrunot célèbre dans Le Figaro le 30e anniversaire du massacre de Hama (1982). A la différence de ses confrères, il rapporte le contexte, cependant il s'abstient de rappeler qu'il était alors dans la ville en qualité d'agent de liaison des services secrets militaires français auprès des putschistes.

- A Brême, les Verts allemands lancent une campagne de collecte de fond pour les révolutionnaires syriens, sous le titre « *adoptez une révolution* », explique le Tageszeitung.

- Dans le Corriere della Sera, le journaliste et néanmoins collaborateur de la CIA Guido Olimpio établit un parallèle entre la visite annoncée de Sergey Lavrov à Damas et celle d'Evgueni Primakov à Saddam Hussein (1991). A l'époque, l'envoyé russe avait endormi la confiance du leader irakien pour faciliter l'intervention militaire internationale.

- Dans Il Giornale, la vice-présidente de la Chambre italienne des députés et figure majeure du lobby pro-israélien en Europe, Fiamma Nirenstein, s'inquiète de la banalisation des Frères musulmans.

- Dans ABC, Daniel Iriarte s'interroge sur mystère Asma el-Assad. La première dame, qui a fait si belle impression en Europe, peut-elle être complice de son criminel de mari, ou est-elle sa prisonnière ?

- Le Sunday Telegraph affirme que la Syrie a relâché le cerveau des attentats du 7 juillet 2005 à Londres. D'origine syrienne, Mustafa Setmariam Nassar aurait été un des compagnons d'Oussama Ben Laden. Il a déjà été inculpé pour complicité dans les attentats du 11 septembre 2001 aux USA, pour ceux de 2004 à Madrid et ceux de 2005 à Londres. Enlevé par les Etats-Unis, il aurait été séquestré à Guantanamo ou à Diego Garcia, puis extradé en Syrie, ce que rien ne permet de confirmer, et récemment relâché.

- Le Times of India indique que New Delhi a cessé de supporter Damas lorsqu'il a considéré que la théorie d'une subversion infiltrée de l'étranger était une fiction. (Réseau Voltaire 05.02)

4- ALBA

La gauche latino-américaine reste décidément très attachée au principe de souveraineté nationale. Réunis à Caracas à l'occasion de leur XIe sommet, les pays de l'Association bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA) ont applaudi le veto opposé

par la Russie et la Chine à la résolution de l'ONU contre le gouvernement de Bachar Al-Assad. Dans un communiqué publié dimanche 5 février, ils ont condamné les actes de violences "commis contre le peuple syrien par des groupes en armes appuyés par des puissances étrangères", ainsi que "la politique systématique d'ingérence et de déstabilisation" menée par l'Occident.

Créée en 2004 à l'initiative du président vénézuélien, Hugo Chavez, l'ALBA réunit outre le Venezuela, Cuba, la Bolivie, l'Equateur, le Nicaragua et trois petites îles des Caraïbes. Sur une proposition du président équatorien, Rafael Correa, les chefs d'Etat ont par ailleurs menacé de ne pas assister au prochain Sommet des Amériques, si le gouvernement de Raul Castro n'y était pas invité. Le sommet doit réunir en avril en Colombie tous les chefs de l'Etat du continent, y compris Barack Obama. (lemonde.fr 06.02)

5- Etats-Unis

Une enquête menée par le Bureau d'investigation du journalisme (The Bureau of Investigative Journalism), basé à Londres, dénonce des frappes d'avions-cibles américains sur des civils au Pakistan. Les drones de la CIA, destinés normalement à surveiller les talibans présumés qui se cachent dans les zones tribales, au nord-ouest du Pakistan, auraient, à plusieurs reprises, ciblé des sauveteurs qui venaient en aide à des civils touchés par une première frappe selon le New York Times de dimanche.

Le rapport des journalistes du Bureau d'investigation de Londres a été révélé sur le Sunday Times et sur le site du Bureau of Investigative Journalism, quelques jours après le discours du président Barack Obama le 30 janvier dernier, au sujet de la campagne des drones au Pakistan, dans lequel il déclarait que l'action des drones "*n'avait pas causé un grand nombre de pertes civiles*". En réponse à ces déclarations, le rapport dénonce la mort d'au moins 50 personnes tuées alors qu'elles tentaient d'aider des civils qui assistaient à des funérailles.

L'enquête du Bureau qui a commencé l'année dernière, dresse un bilan accablant pour le gouvernement américain. Ainsi, deux-cent soixante frappes auraient été effectuées par des drones américains depuis la prise de fonction du président Obama début 2009. Jusqu'à 535 civils auraient été tués dans des attaques, dont plus de 60 enfants. L'équipe de journalistes fonde les conclusions de son rapport sur des entretiens avec des villageois témoins des frappes, ou encore des blessés ou des membres de la famille des personnes tuées.

Si le gouvernement américain a nié les allégations formulées dans le rapport, il a néanmoins reconnu que plusieurs dizaines de civils avaient été tués par inadvertance. "Pour la plupart, ils ont été frappés car ils ont été affiliés à Al-Qaïda même s'ils ne figuraient pas sur notre liste de terroristes actifs". (lexpress.fr 06.02)

Social

1- France

1.1- Les fossoyeurs du syndicalisme à l'oeuvre. Le patronat comblé !

Les partenaires sociaux ont bouclé lundi des négociations sur la simplification du dispositif de chômage partiel, souhaitée par le gouvernement

A l'issue d'une réunion au siège parisien du Medef, la CFDT, la CFE-CGC, la CFTC et FO ont indiqué qu'elles signeraient ce projet d'accord inter-professionnel, la CGT n'ayant pas encore pris sa décision définitive.

Du côté du patronat, le Medef, l'UPA et la CGPME devraient aussi donner leur aval.

Malgré des désaccords, tous ont souligné la nécessité de faire preuve de pragmatisme en ces temps de crise, le chômage partiel permettant aux entreprises de faire face à des baisses d'activité sans licencier.

Cet accord simplifie l'un des deux systèmes d'indemnisation prévus en cas de chômage partiel: l'Activité partielle de longue durée (APLD), jusqu'à présent moins utilisée que l'allocation classique.

Les entreprises pourront ainsi faire appel à l'APLD pour une période de chômage partiel de deux mois, au lieu de trois mois minimum comme jusqu'à présent.

Par ailleurs, l'Unédic va indemniser le salarié dès la première heure chômée et non plus à partir de la 51e heure. Ainsi l'Etat et l'Unédic indemniseront l'employé à hauteur de 7,23 euros dès la première heure (7,84 euros pour les entreprises de moins de 250 salariés), contre 5,23 actuellement, une aide bienvenue pour l'employeur.

Cet accord "*simplifie le dispositif*", surtout pour les petites entreprises, a indiqué le négociateur de la CFDT Laurent Berger.

"On est quand même loin de ce que l'on cherchait, à savoir l'unification des dispositifs du chômage partiel", a regretté de son côté Maurad Rabhi, de la CGT.

De plus, "à aucun moment dans ce texte, on a pu mettre la contrepartie qui avait été négociée en 2009, qui était la préservation de l'emploi", a-t-il affirmé.

Lorsqu'une entreprise a recours à l'APLD, elle s'engage à préserver les emplois le double du temps pendant lequel ses salariés ont été au chômage partiel. Par exemple, un employé connaît une inactivité de trois mois, l'entreprise s'engage à le garder au moins six mois.

Cet accord sera expérimenté jusqu'en septembre et une suite lui sera donnée "au vu du bilan". Pour le mettre en place, l'Unédic va dégager 80 millions d'euros, qui s'ajouteront aux 40 millions restants d'une enveloppe de 150 millions dédiée au chômage partiel débloquée en 2009.

Ce texte intervient alors que le gouvernement a annoncé la semaine dernière la suppression de l'autorisation administrative préalable.

Jusqu'à présent un employeur qui voulait avoir recours au chômage partiel devait déposer une demande à l'administration qui avait 20 jours pour notifier sa décision. (AFP 06.02)

Sarkozy et Parisot doivent être aux anges pour avoir fait mieux que leurs homologues allemands, ils ont réussi à éviter que la clause de "la préservation de l'emploi" soit prévue dans cet accord pourri. Pendant combien de temps encore les dirigeants du POI, du NPA et de LO vont continuer de soutenir cette pourriture de dirigeants syndicaux ?

1.2- A propos du chômage

Quelque 2,565 millions demandeurs d'emploi ont été indemnisés en décembre 2011, un nombre en hausse de 1,1% sur un mois et de 4,2% sur un an, selon des données publiées lundi par Pôle emploi.

Toutes allocations confondues - allocations chômage, formation, et préretraites comprises - le nombre des personnes indemnisées par Pôle emploi a augmenté de 1,3% sur un mois et de 3,9% sur un an.

Ainsi au total, 2,760 millions de personnes ont été indemnisées en décembre 2011, chiffre incluant les 6.000 personnes en préretraite (-1,6% sur un mois) et les 189.700 en formation ou conversion (+4,7%).

Parmi les personnes en formation, 19.900 ont bénéficié du nouveau Contrat de sécurisation professionnelle (CSP) réservé essentiellement aux licenciés économiques. Ce dispositif remplace deux autres, le CTP et la CRP, dont le nombre de bénéficiaires a chuté sur un an de respectivement 36,6% et 38,2% à 7.500 et 40.000.

Le directeur général de Pôle emploi a par ailleurs indiqué dans un entretien au journal Les Echos publié lundi que l'organisme allait recevoir d'ici juin 300.000 chômeurs de longue durée pour leur proposer une "solution", de formation notamment.

Comme l'avait souhaité Nicolas Sarkozy lors du sommet social de mi-janvier, "une solution sera proposée à chacune d'elles pour favoriser le retour à l'emploi, grâce en particulier à un effort important de formation".

Pour mettre en oeuvre ce plan en faveur des personnes très éloignées de l'emploi, M. Bassères se donne moins d'un mois, "d'ici au 1er mars", pour recruter le renfort de 1.000 CDD d'un an répartis dans les quelque 900 agences, également annoncé par le chef de l'Etat mi-janvier. (AFP 06.02)

Ou comment faire baisser artificiellement le nombre de chômeurs. Ils ont l'air plutôt pressé, cela aurait-il quelque chose à voir avec le candidat Sarkozy ?

1.3- Comment faire payer des impôts aux travailleurs les plus pauvres et augmenter ceux qui se situent juste au-dessus?

La mauvaise surprise pourrait concerner 100.000 à 200.000 foyers. Selon Le Parisien-Aujourd'hui en France, des ménages non imposables jusqu'à présent risquent notamment de devoir payer l'impôt sur le revenu cette année. Le responsable est le deuxième plan de rigueur annoncé par le gouvernement au mois de novembre dernier et qui a gelé le barème de l'impôt.

Auparavant, les tranches d'imposition qui servent d'assiette à la taxation, étaient revues chaque année pour tenir compte de l'inflation qui augmente le coût de la vie. En figeant pour deux ans au moins les tranches d'imposition, toutes les personnes dont les revenus ont augmenté en 2011 risquent potentiellement de subir les conséquences de la réforme s'ils se retrouvent avec

des revenus imposables supérieurs à 5963 euros, le seuil de la première tranche à 5,5 %. Pour le gouvernement, les sommes que ces foyers devront acquitter seront relativement faibles car le fisc ne réclame pas le paiement de l'impôt quand celui-ci est inférieur à 61 euros. Le Parisien-Aujourd'hui en France souligne néanmoins que cette soudaine imposition pourrait avoir des conséquences plus graves pour les ménages car beaucoup d'aides comme celles accordées pour la cantine scolaires et les transports sont liées à l'absence d'imposition. Des familles pourraient donc perdre ces avantages.

Autre effet mécanique du gel du barème, d'autres ménages déjà imposés pourraient, eux, franchir le seuil de la tranche supérieure d'imposition et donc devoir payer davantage. Ce surplus d'impôts n'est pas encore visible sur les avis que les contribuables ont reçu en ce début d'année pour payer le premier tiers. La mauvaise surprise viendra en septembre, lors du paiement du reliquat. Selon les calculs du syndicat national unifié des impôts (Snui) cités par le quotidien, les hausses s'étaleront de 1,17 % pour un couple aisé sans enfant à 12,57 % pour un célibataire. Le gouvernement attend en tout cas 1,7 milliard d'euros supplémentaires de rentrées fiscales pour 2012 et le double pour 2013.

Enfin, les plus riches seront également touchés, car le barème de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) a aussi été figé. Le gouvernement table sur 44 millions d'euros d'ISF supplémentaire en 2012 et 88 millions d'euros de plus en 2013. (lefigaro.fr 06.02)

Vive l'équité et le partage des richesses : 1,7 milliard d'euros supplémentaires ponctionnés aux travailleurs, 44 millions d'euros d'ISF supplémentaire versés par les privilégiés.

1.4- Racket. Hausse du prix du tabac

Le prix du tabac va augmenter de 7,6% au 1er octobre avec le relèvement de la TVA de 1,6 point, combiné à une hausse des prix de 6% prévue antérieurement, selon le ministère de l'Economie. (AFP 06.02)

2- Grèce

Les deux grandes centrales syndicales grecques, GSEE pour le privé et Adedy pour le public, ont affuté leur riposte, en décidant lundi l'organisation d'une grève générale de 24H mardi, assortie d'une manifestation dans le centre d'Athènes à la mi-journée.

Les nouvelles mesures "sont la chronique d'une mort annoncée (...), l'objectif est de mettre à bas tout le droit du travail et de baisser les salaires de 20 à 30% en plus des coupes déjà opérées", a déclaré le président de la GSEE, Iannis Panagopoulos.

Avec l'Adedy, la GSEE avait déjà organisé six grèves générales en 2011, sans réussir à faire fléchir les bailleurs de fonds.

L'opposition de gauche, communiste et radicale, est pour sa part montée au front en annonçant des manifestations dès lundi soir. (AFP 06.02)

Brésil

Près de mille soldats et une quarantaine de policiers d'élite ont encerclé lundi le siège du Parlement de Salvador de Bahia (nord-est du Brésil) où s'est retranché un groupe de policiers militaires en grève avec leurs familles.

Selon la presse locale, la grève des policiers militaires --(PM, chargés du maintien de l'ordre au Brésil)-- entamée il y a six jours pour réclamer de meilleurs salaires a entraîné une vague de pillages et de braquages à main armée et au moins 89 homicides, la plupart à Salvador, la capitale de l'Etat, à deux semaines du carnaval qui attire des dizaines de milliers de touristes.

Le dirigeant de la grève, Marcos Prisco, a prévenu lundi que son groupe "résisterait" et que "si l'armée envahissait le bâtiment, il pourrait y avoir une catastrophe", d'après le site G1 de O Globo.

Lundi matin des proches des grévistes ont tenté de forcer le cordon de sécurité de l'armée mais ont été repoussés avec des balles en caoutchouc, selon des images montrées par la TV Globo News.

Quarante hommes du Commando des opérations tactiques (COT) sont arrivés dimanche soir à Salvador, l'une des douze villes hôtes de la Coupe du monde de football 2014.

Ces policiers d'élite ont onze mandats d'arrêt contre les dirigeants grévistes retranchés dans le parlement.

Les autorités ont ordonné l'arrestation de douze leaders du mouvement de grève, dont l'un a été interpellé dimanche pour "incitation à la violence, formation de bandes organisées et vol de biens publics", a indiqué le gouvernement de l'Etat de Bahia.

3.500 militaires de l'armée de terre, de la Marine et de la Force nationale de sécurité ont été envoyés depuis vendredi dans cet Etat pour rétablir la sécurité, à la suite du refus des policiers de mettre un terme à leur grève, déclarée illégale par la justice.

"Je ne peux pas contrôler la réaction" des policiers grévistes, a dit le leader des grévistes à G1.

"Cela pourra être une troupe armée contre un autre troupe armée", a menacé le leader Prisco.

"Ce sont des dizaines de policiers armés qui demandent une amnistie (pour les dirigeants grévistes) et qui ont occupé une partie du parlement de Salvador depuis mercredi, quand a commencé la grève" pour de meilleurs salaires, a expliqué à l'AFP Robinson Almedia, porte-parole du gouvernement de Bahia, le quatrième Etat le plus peuplé du Brésil avec 13,6 millions d'habitants.

La grève, suivie selon les autorités par un tiers des 31.000 policiers, a entraîné une recrudescence des meurtres et des agressions.

En 2001, la police militaire de Bahia avait déjà observé une grève d'une semaine pour réclamer une augmentation de salaires. (AFP 06.02)

Economie

1- France

Le montant des crédits immobiliers accordés par les banques a enregistré un très fort recul en janvier, avec une baisse de 25,7 % par rapport au mois correspondant de 2011, selon une étude de l'Observatoire Crédit logement/CSA publiée lundi 6 février.

D'un mois à l'autre, l'effondrement est en effet brutal : - 49,4 % entre décembre 2011 et janvier 2012 (après déjà une chute de 34,1 % entre décembre 2010 et janvier 2011). "C'est un coup de massue. La chute est comparable à 2009, au moment de la crise des subprimes américains", souligne Michel Mouillart, professeur d'économie à l'université Paris-Ouest et expert du secteur.

Pour M. Mouillart, deux décisions spécifiques au secteur s'ajoutent aux "craintes concernant la montée du chômage, le pouvoir d'achat et les perspectives économiques défavorables". "Tout d'abord la forte diminution du taux (de 22 % à 13 %) de l'avantage fiscal pour les investisseurs achetant un logement neuf et, en plus, la suppression du prêt à taux zéro pour les acquéreurs d'habitations anciennes", explique M. Mouillart.

Pour l'ensemble de l'année 2012, les crédits immobiliers accordés les banques devraient s'élever à seulement 130 milliards d'euros, soit une baisse de près de 20 % par rapport à 2011 (160 milliards), loin du record absolu de 2007 (170,2 milliards), estime M. Mouillart.

Ce renversement de tendance survient après une explosion de ces crédits depuis le début du siècle qui avait contribué à la bonne tenue du marché immobilier en France : 70,8 milliards en 2001, 87,3 en 2003, 143,7 en 2005 et 170,2 en 2007.

Les taux d'intérêt des crédits immobiliers ont continué à monter en janvier 2012 et se sont établis en moyenne à 3,97 % contre 3,94 % en décembre 2011 et 3,86 % en novembre, soit un bond de plus de 70 points de base par rapport au plus bas niveau depuis 1945 (3,25 % en moyenne) atteint en novembre 2010, selon Crédit logement. (lemonde.fr 06.02)

2- Grèce

Un des mécanismes mis en place par le gouvernement grec pour récupérer l'argent que lui doivent certains citoyens a été de publier, au mois de janvier, une liste nominative de plus de 4 000 personnes. Réunies, ces personnes devraient à l'Etat près de 30 milliards d'euros.

Depuis la publication de cette liste, la plupart de personnes arrêtées pour ce motif ont été libérées sous caution ou condamnées à de faibles peines. Près de 500 font encore l'objet d'un mandat d'arrêt.

Le journal grec Ethnos a annoncé, dimanche 5 février, avoir retrouvé l'un des principaux débiteurs de l'Etat grec, un homme qui devrait à lui seul, selon les calculs du ministère des finances, pas moins de 10,8 millions d'euros.

Il s'agit de Stelios Parasyris, un berger crétois de 65 ans, qui possède une cinquantaine de moutons et, assure-t-il, pas beaucoup d'argent.

L'Etat grec affirme que Parasyris a frauduleusement empoché 30 millions de drachmes, soit près de 88 000 euros, en 1995. La somme qu'il doit est obtenue en y ajoutant les amendes, pénalités et autres intérêts. Le berger assure avoir déjà

remboursé l'équivalent de trois fois ce qu'il avait détourné. '*Si tous les gens sur la liste sont aussi pauvres que moi, je ne vois guère d'avenir pour ce pays*', a-t-il déclaré au quotidien. (lemonde.fr 06.02)

L'Etat grec a dégotté le mouton à cinq pattes : le berger bouc émissaire. Au fait, panurge vient du grec panourgos, cela s'adresse à l'Etat grec. Pas étonnant que face aux exigences exorbitantes de la troïka, hier, Panis Béglitis, porte-parole de l'ex-Premier ministre Papandréou ait déclaré qu'il était prêt «*à faire preuve du même sens des responsabilités*» qu'auparavant, nous n'en avons jamais douté, cela vaut pour Hollande évidemment.

3- Brésil

Le Brésil a donné en concession à trois consortiums privés, dont l'un inclut la société française Egis, la gestion de trois aéroports pour la somme record de 14 milliards de dollars (10,7 milliards d'euros), a annoncé lundi la Bourse de Sao Paulo.

Trois consortiums ont obtenu, lors d'une vente aux enchères à la Bourse, la concession sur plus de vingt ans de deux aéroports de l'Etat de Sao Paulo et celle de l'aéroport de Brasilia.

L'entreprise française d'ingénierie Egis, détenue à 75% par la Caisse des dépôts, fait partie du consortium qui a remporté la concession de Viracopos, l'aéroport de Campinas à 120 km de Sao Paulo.

Viracopos a été concédé pour 30 ans au consortium formé par les Brésiliens Triunfo Participações, UTC Participações et le Français Egis, via sa filiale Egis Airport Operation, qui détient une part minoritaire du consortium.

Le trafic aérien au Brésil augmente de 15% par an, a souligné M. Barbier.

La concession de l'aéroport international de Guarulhos (Sao Paulo), le plus important du pays, a été remportée par le groupe formé par la société brésilienne d'investissement Invepar, le constructeur brésilien OAS et l'opérateur sud-africain ACSA (Airports company South Africa), avec une offre de plus de 9,4 milliards de dollars (7,17 milliards d'euros). La concession s'étend sur vingt ans.

L'aéroport de Brasilia a été concédé pour 25 ans au consortium Inframérica Aeroportos, comprenant le Brésilien Engevix et l'Argentin Corporación América pour 2,6 milliards de dollars.

En août, l'aéroport Sao Gonçalo d'Amarante, près de Natal (nord-est), avait été le premier du pays à être privatisé. Il était déjà allé au consortium Inframérica Aeroportos.

Les trois aéroports représentent 30% du trafic passager du Brésil.

Selon le quotidien économique Valor, vendredi dernier, les trois aéroports prévoient un retour d'investissement de 6,46% par an. (AFP 06.02)

4- Japon

Le constructeur d'automobiles japonais Mitsubishi Motors a annoncé, lundi 6 février, qu'il prévoyait d'arrêter de produire des véhicules en Europe, dans son usine de Born, aux Pays-Bas, après 2012. Confirmant des informations divulguées quelques heures plus tôt par la presse, Mitsubishi Motors justifie ce choix par le fait que la conjoncture en Europe n'est pas satisfaisante pour continuer d'y fabriquer des automobiles.

Le groupe, qui assure que "*le marché européen reste important pour lui*", prévoit d'approvisionner le Vieux Continent depuis la Thaïlande et le Japon.

Mitsubishi Motors est le deuxième constructeur d'automobiles japonais à décider la fin de la production en Europe après Daihatsu, une filiale de Toyota, spécialisée dans les petites voitures de moins de 660 cc. (lemonde.fr 06.02)

5- Chine

5.1- La Chine pourrait devenir cette année le premier marché à l'exportation de l'Union européenne, devant les Etats-Unis, a estimé lundi l'ambassadeur de l'UE alors que la demande intérieure doit progresser dans la deuxième économie mondiale.

Les exportations chinoises vers l'UE n'ont progressé que de 14,5% en 2011, contre 25,6% pour les importations, selon les statistiques des douanes chinoises qui montrent toutefois aussi que l'UE continue à accuser un important déficit dans ses

échanges avec la Chine. Celui-ci s'est élevé à 145 milliards de dollars l'an dernier.

L'Union européenne est le premier marché pour les exportations chinoises dans le monde, mais Pékin tente de limiter sa dépendance vis-à-vis des exportations et de stimuler sa demande intérieure, ce qui doit entraîner une hausse des importations. (AFP 06.02)

5.2- Une aggravation de la crise économique en Europe est le principal danger pour la Chine, qui reste très dépendante des variations de la demande mondiale, a indiqué le Fonds monétaire international dans un rapport lundi.

"L'économie mondiale est dans un état précaire et les risques se sont fortement accrus. Le plus remarquable est celui d'une intensification de la spirale négative entre les pressions sur le financement des Etats et des banques dans la zone euro", a écrit le FMI dans un rapport sur la Chine.

"Si le risque de volatilité financière émanant de l'Europe devait se matérialiser, cela tirerait la croissance de la Chine à la baisse", a-t-il affirmé.

Dans le pire des cas imaginé dans les prévisions mondiales publiées par le FMI en janvier, la croissance mondiale baisserait de 1,75 point de pourcentage par rapport au scénario le plus probable, et celle de la Chine *"d'environ 4 points de pourcentage"*.

Dans son scénario le plus probable, le FMI table sur une croissance de 8,2% cette année pour la deuxième économie mondiale, l'une des plus élevées de la planète. (AFP 06.02)

[Haut de page ↗](#)

Le 8 février

CAUSERIE

En raison du séjour en Inde de mon épouse pour une période de trois à quatre mois, pendant cette période l'actualisation du site sera ralentie. Elle arrivera à Pondichéry sur les coups de 3h30 du matin. Il se peut que je rajoute des articles en ligne en fin de journée car je vais veiller tard ou plutôt ne pas me coucher. Si je ne m'endors pas devant l'écran, je préparerai la nuit prochaine la causerie du 9. En réalité, je vis à un rythme effréné et je suis déjà complètement crevé, mais bon, c'est pour la bonne cause...

Adversaire, pas ennemi.

A propos de la polémique sur les dernières sorties de Guéant.

- *«La France est une démocratie, un Etat de droit dans lequel la parole libre ne saurait servir à salir, même un adversaire politique»*, selon un communiqué de Matignon. (liberation.fr 07.02)

Rectifions : La France n'est pas une démocratie représentant les intérêts de la majorité de la population ni un Etat de droit dans lequel la parole devrait être libre, car celle de l'ennemi de la classe dominante qu'incarne cet Etat est censurée, baillonnée, mise à l'index et finalement n'a pas droit de citer.

Seuls les partis institutionnels (UMP et PS ainsi que leurs satellites respectifs) peuvent s'exprimer dans les médias nationaux ou à la tribune du Parlement, qui constituent les deux faces de la même pièce à laquelle ils sont tous très attachés, le régime en place.

Par contre les ennemis de ce régime, ceux qui le dénoncent et combattent pour le renverser ne disposent que de leurs faibles moyens pour se faire entendre, autrement dit leur voix est volontairement étouffée comme celle de la vérité sur toutes les questions économiques, sociales ou politiques concernant l'ensemble des masses laborieuses.

Depuis les 3 et 4 août 1914, la social-démocratie et ce qu'il en reste a toujours opté pour la guerre plutôt que pour la révolution, elle a toujours choisi aux moments décisifs de l'histoire le camp du capital contre le camp du travail, le camp de la réaction et de la répression, récemment encore ne comptait-elle pas dans ces rangs (Internationale socialiste) les tyrans Ben Ali et Moubarak, ainsi elle a démontré qu'elle avait délibérément adopté l'idéologie bourgeoise qui dans son développement a donné naissance à la forme moderne de la barbarie, le fascisme et le nazisme.

Et quand les sociaux-libéraux, qui sont les derniers fourvoyeurs de la social-démocratie, refusent d'endosser ce rôle et de

reconnaître leur responsabilité, cela donne lieu à de misérables vociférations, dont celle à laquelle nous avons assisté hier à l'Assemblée nationale sur fond de campagne électorale.

M. Letchimy (PS) doit faire partie de ceux qui soutiennent que les Etats-Unis, Israël et les monarchies du Golfe sont des modèles de démocratie, il a dû soutenir la guerre contre les peuples irakiens, afghans, libyens, comme il doit soutenir le plan de guerre contre la Syrie et l'Iran, Guantanamo ne le gêne pas plus que les prisons secrètes de la CIA en Europe, le sort des Palestiniens non plus, depuis 1947-48 l'Etat sioniste n'a pas respecté une seule résolution de l'ONU, cela non plus ne le gêne pas, par contre l'Iran et la Syrie sont sommés de les appliquer sous peine de se voir bombardés, etc.

On aurait pu évoquer la colonisation, la poursuite de la guerre du Vietnam quand le PS était au pouvoir, la guerre d'Algérie, etc. On aurait pu ajouter famines et génocides, la Somalie et une grande partie des peuples africains qui s'entre-déchirent ou crèvent de faim du fait de la spéculation sur les produits agricoles pratiquée par les banquiers et les multinationales...

La rupture des relations avec la dictature américaine et l'ONU ne figure pas au programme du PS, pas davantage de ses satellites d'ailleurs. Par n'importe quel bout par lequel on le prend, on s'aperçoit que le PS est un parti pourri jusqu'à la moelle, donc par conséquent, quand il s'aventure à donner des leçons d'humanisme au parti de l'ordre, il lui fournit un bâton pour se faire battre, qu'on ne compte pas sur nous pour prendre sa défense.

Le PS est le complice permanent de la barbarie impérialiste, voilà la vérité.

Un mot sur la question des civilisations

S'agissant des civilisations, les plus développées disparaissent, quand une fois développées leurs forces productives elles s'avèrent incapables de passer à un mode de production supérieur, tel est l'enseignement que l'on a pu tirer des multiples exemples du passé.

La nôtre, qui coïncide avec l'impérialisme stade suprême du capitalisme, est condamnée à connaître le même sort si nous ne sommes pas capables de passer au socialisme, à ceci près qu'avec le développement massif à l'échelle mondiale des armes atomiques, bactériologiques, chimiques et autres, c'est la civilisation humaine et toute vie sur terre qui est de nos jours menacée de disparition.

Différentes civilisations se côtoient aujourd'hui ou plus exactement des civilisations correspondant à des stades de développements des forces productives différents. Dans le passé, c'est toujours la civilisation la plus avancée qui a disparu. A notre époque ce n'est pas un hasard si ce sont les pays pratiquant une politique antisociale où les inégalités (Etats-Unis, Chine, Vietnam, Inde, Brésil, Mexique, Afrique du Sud, etc.) sont les plus importantes où règnent des dictatures ou des régimes semi-féodaux, des monarchies absolues (Golfe), qui servent de modèle aux pays les plus développés sur le plan économique, social et politique, et qui tirent l'ensemble des droits sociaux et politiques du prolétariat à l'échelle mondiale vers le bas. Dès lors, il n'est pas exagéré d'affirmer que la civilisation humaine est déjà en pleine décomposition.

C'est le destin qui est réservé à l'humanité entière si nous ne parvenons pas à passer à un mode de production supérieur, le socialisme. Le capitalisme s'est imposé une fois seulement que le mode de production de type féodal s'était imposé à l'échelle mondiale et pas seulement dans un pays ou sur un continent.

Question ou hypothèse à creuser : Y a-t-il lieu de penser qu'il sera impossible de passer au socialisme aussi longtemps que le capitalisme ne sera pas développé sur tous les continents à un niveau comparable à celui qui existe des les pays dits développés de nos jours ? J'avais déjà émis cette hypothèse en 2005 sans y réfléchir depuis.

A quel moment, à quel stade du développement du capitalisme dans le monde la nécessité du passage au socialisme s'imposera ou la civilisation sera-t-elle menacée de disparition ? On reviendra plus tard sur cette question, disons rapidement que selon certains critères retenus jusqu'à présent, les forces productives étaient suffisamment développées depuis le début du XXe siècle pour permettre ce passage au socialisme, sauf que cela ne s'est pas produit. On a attribué cette impossibilité à des facteurs subjectifs ou politiques, le stalinisme et le retard pris par la conscience de classe du prolétariat qui s'est caractérisé par son incapacité à prendre le pouvoir dans la foulée de la révolution russe de 1917. On s'est contenté d'une analyse purement politique, or ce fut une terrible erreur, cela ne permit pas de comprendre réellement l'évolution du capitalisme mondiale pas plus que la situation en générale et les tâches politiques qui devaient en découler.

Si on voulait se donner la peine de réfléchir davantage à cette question, sans en être totalement convaincu pour le moment parce que de mon côté non plus je n'ai pas pris le temps d'y réfléchir, je suis pratiquement certain qu'on parviendrait à découvrir le lien qui existe entre l'absence de maturité de la conscience du prolétariat et l'absence de maturité du capitalisme mondial, l'un alimentant l'autre, l'un interdisant l'autre...

Le capitalisme s'est développé en Europe du XVIII au XXe siècle au détriment des pays et des peuples qu'ils pillaient et

exploitaient, c'est de la sorte qu'il a pu faire face à la lutte de classe et financer des avancées sociales, se forger une certaine légitimité auprès des peuples européens, ce qui lui a permis à la fois de développer une classe moyenne et une aristocratie ouvrière, de combattre le socialisme et d'assurer sa stabilité politique, malgré des crises à répétition qui le conduiront au bord de l'effondrement et dont il sortira par l'intermédiaire de deux guerres mondiales...

On comprendra que tout mouvement politique tendant à freiner ce développement ait un caractère réactionnaire, cela inclut ceux qui dénoncent le productivisme, les adeptes de la démondialisation, les altermondialistes, qui voudraient interdire à des pays comme la Chine de se développer et à sa population de consommer davantage, alors que dire du continent africain qui devrait demeurer éternellement sous-développé alors qu'il est à l'origine de la civilisation humaine. On comprendra aussi au passage pourquoi les maîtres du monde s'opposent au développement des forces productives et s'emploient à les détruire, notamment... (A suivre)

Le masque commence à tomber.

On se souvient des bloggeurs tunisiens et égyptiens présentés comme des opposants "*spontanés*" aux régimes en place, pour ensuite apprendre qu'ils étaient en relation avec le Foreign Office britannique ou des agents de la CIA... On se souvient aussi de ces Américains se faisant passer pour des Syriens victimes du régime et finalement démasqués.

On a voulu nous faire croire que le mouvement dit des indignés qui a vu le jour dans différents pays étaient indépendants des régimes en place, jusqu'à ce qu'on apprenne que des magnats de Wall street y étaient associés sans même attendre le soutien du milliardaire Warren Buffet. Dans les deux cas mais en plus grossier, la même farce que le Forum social mondial financé par les multinationales américaines, donc des banquiers, la référence incontournable pour les altermondialistes et leur parti en France, le NPA.

On a appris avant-hier que les écologistes allemands apportaient leur soutien à la Ligue arabe, dont le plan concocté pas Washington consiste à mettre en place à Damas un régime fantoche à la botte de l'impérialisme américain, préalable à l'encercllement de l'Iran avant une attaque militaire sur ce pays pour prendre le contrôle de son pétrole, la deuxième ou troisième réserve mondiale de pétrole si je ne me trompe pas, et ainsi fermer les robinets en direction de la Chine, le premier client de l'Iran. Bref, les braves écologistes, qui se veulent progressistes et humanistes, montent au créneau et leur véritable nature s'étale à la face du monde : réactionnaire.

A l'ère de la communication en temps réel à l'échelle mondiale, le secret le mieux gardé ne fait pas long feu et les auteurs de manipulations en tous genres de l'opinion publique qui se situent au plus haut sommet des Etats doivent redoubler d'imagination et de moyens pour continuer leur sale besogne d'intoxication et de désinformations systématique, l'un des derniers en date Anonymous.

Récemment dans un article le Réseau Voltaire les avait rangés dans le même panier de crabes que ces bloggeurs manipulés par les agences de renseignements occidentaux quand ces derniers ne faisaient pas eux-mêmes le boulot. Voilà qu'ils se mettent au service de l'impérialisme américano-européen et des monarchies du Golfe dans l'affaire syrienne.

Mais apparemment le coup a foiré lamentablement, ils auraient piraté des conversations téléphoniques du président syrien et de son entourage pour finalement n'avoir rien d'autres à se mettre sous la dent que ce qu'on savait déjà. N'ayant rien trouvé qui puisse servir la thèse guerrière de Washington, ils se sont acharnés sur pas moins de 78 adresses téléphoniques ou électroniques, en vain. Et par quel canal ces "*révélations*" nous sont-elles parvenues, je vous le donne en mille par la voie d'un média de l'Etat sioniste.

- Selon des révélations du journal israélien Haaretz, le collectif Anonymous a joué les justiciers masqués ce week-end, s'introduisant dans les serveurs mails du ministère des Affaires présidentielles.

Les hackers ont accédés à 78 comptes appartenant à des membres du cabinet de Bashar al-Assad, dont ceux du ministre des Affaires présidentielles, Fadlallah Azzam, et du conseiller média du président syrien, Bouthaina Shaaban. Plusieurs comptes étaient protégés par le mot de passe « 12345 », selon le Haaretz. (20minutes.fr 07.02)

Haaretz précise ensuite que "*plusieurs centaines de courriers ont été dérobés*", diable, ce serait un comble s'ils ne pouvaient pas s'en servir contre le régime syrien. En désespoir de cause, voici un extrait de ce qui a été publié par *Haaretz* et que 20minutes.fr a reproduit :

- «*L'opinion américaine peut facilement être manipulée si elle entend que des erreurs ont été commises et que nous sommes maintenant en train de les réparer*», écrit notamment l'attachée de presse de la Syrie à l'ONU.

Cela peut signifier également que l'opinion américaine peut facilement avoir été manipulée par les médias américains favorables à une guerre contre la Syrie.

- Rejeter la faute sur les médias qui ont «*dénaturé et déformé les faits*» au début des affrontement.

Normal, puisque c'est la stricte vérité.

C'est tout ? Et ensuite ? Ensuite, quoi, rien, l'article de 20minutes.fr s'arrête là, à croire que celui d'*Haaretz* n'était pas mieux étayé pour prouver qu'Assad massacre aveuglément le peuple syrien.

Un mot très vite sur la situation en Grèce.

Entendu avant-hier soir aux infos sur TV5Monde Asie.

Je n'ai pas eu le temps de relever son nom, un ministre grec participant aux "*négociations*" avec la troïka a expliqué aux journalistes, qu'il ne voulait pas se faire le complice de mesures d'austérité supplémentaires impossible à supporter par la population grecque et qui risquaient de conduire à une révolution, en Grèce avant qu'elle se répande dans toute l'Europe. A la virgule près ce sont ces propos. On comprend pourquoi ils ne parviennent pas à un accord... Un spectre hante l'Europe...

Entendu hier soir aux infos sur TV5Monde Asie.

Le journaliste a relevé à sa grande surprise, pour ne pas dire qu'il en était tétanisé car il n'en ignore pas les dessous, que l'appel à la grève générale était massivement suivi dans tous le pays, alors qu'il n'avait été lancé par les syndicats que 24h avant. J'en ai déduit que la situation était explosive comme jamais.

Actualité en titres

Appel d'offre ou les voix du marché :

- Mamère: "*Fortes chances*" d'une participation écologiste à un "*gouvernement de gauche*" - AFP

- Fonctionnaires : Hollande ira plus loin que le «un sur deux» dans certaines administrations François Vignal - Public Sénat

Les voies du Seigneur sont impénétrables :

- Pédophilie : le pape plaide pour '*un profond renouveau de l'Eglise*' - LeMonde.fr

Sans blague :

- Est-il possible de prévenir le suicide des enfants ? - LeMonde.fr

- '*C'est un fort sentiment d'exploitation qu'éprouvent les personnes détenues*' - LeMonde.fr

Mimétisme.

- La France rappelle pour consultations son ambassadeur en Syrie - Reuters

- Les monarchies du Golfe retirent leurs ambassadeurs de Syrie - Reuters

INFOS EN BREF

Social

1- France

1.1- Grève dans les transports aériens contre la remise en cause du droit de grève

Plus de 50% des pilotes étaient en grève mardi, avec des pointes à 70% chez Air France, d'après le SNPL, qui évoque un mouvement "*bien suivi*".

À la mi-journée, environ un tiers des pilotes étaient en grève chez Transavia, filiale "*low cost*" d'Air France, un tiers aussi chez Britair

et un quart chez EasyJet, de même source.

La grève, organisée par les syndicats français de pilotes de ligne et la majorité des organisations de stewards, hôtesses et personnels au sol, doit durer jusqu'à jeudi inclus.

Le ministre chargé des Transports Thierry Mariani a soutenu lors des questions à l'Assemblée que le projet du gouvernement ne remettait pas en question le droit de grève. Il avait déjà prévenu lundi sur RTL que le gouvernement irait "*jusqu'au bout*" sur ce dossier. (Reuters 07.02)

1.2- Mouvement social chez les inspecteurs du travail.

Romain Lecoustre, 32 ans, a mis fin à ses jours, le 18 janvier. Huit mois plus tôt, Luc Beal Rainaldy, 52 ans, en avait fait de même. Tous deux travaillaient pour l'inspection du travail. C'est pour leur rendre hommage qu'environ trois cents agents de contrôle de l'inspection du travail – sur une administration qui en compte 2 200 – se sont réunis, mardi 7 février, devant le cabinet de leur ministre, dans le 7^e arrondissement de Paris. Ils ont ensuite manifesté jusqu'aux locaux de la Direction de l'administration générale et de la modernisation des services (Dagemo), où se déroulait un comité d'hygiène et de sécurité ministériel (CHSM) consacré au suicide de Romain Lecoustre.

"Nous sommes les fonctionnaires d'un ministère qui devrait donner l'exemple à toute la France. Pourtant notre situation professionnelle est aujourd'hui pire que dans le privé, c'est inadmissible", hurle un manifestant dans un porte-voix.

Romain Lecoustre avait déjà fait une tentative de suicide au cours de l'été 2011. Il avait parlé à ses proches des raisons de ce premier appel à l'aide : une agression verbale lors d'un contrôle sur le terrain et des relations tendues avec sa hiérarchie.

Pour l'intersyndicale (CFDT-CGT-FO-SNU-TEF/FSU-SUD-UNSA) du ministère du travail, qui a appelé à la grève nationale, ces deux suicides (auxquels s'ajouteraient au moins deux autres sur les trois dernières années) symbolisent les dysfonctionnements d'une administration qui pâtit des réformes en cours dans le cadre de la révision générale des politiques publiques.

"Jusqu'à quand le bulldozer de la réforme de l'Etat va-t-il continuer et rallonger la liste des victimes ? Ça suffit !", crient les manifestants. Venus de différentes régions, ils ont manifesté derrière une banderole noire sur laquelle on pouvait lire : "*Suicides au ministère du travail. Administration coupable.*"

Les syndicats, qui dénoncent l'arrivée imminente de la prime de fonction et de résultats, réclament l'arrêt des suppressions de postes, l'abandon immédiat de tous les objectifs chiffrés fixés annuellement aux agents et l'arrêt de la dévalorisation et de la déstabilisation des agents comme mode de relations hiérarchiques.

La mobilisation a en tout cas été forte au sein de l'inspection du travail, avec un agent sur quatre en grève selon les chiffres du ministère. (lemonde.fr 07.02)

2- Grèce

Alors que les dirigeants grecs se réunissent pour donner leur réponse aux mesures drastiques exigées par les bailleurs de fonds d'Athènes, environ 20.000 personnes manifestent dans la capitale et à Salonique, dans le nord.

«Non aux conditions de travail médiévales, ne baissons pas la tête, faisons preuve de résistance!» ont scandé les manifestants, rassemblés sur la place Syntagma, dans le centre d'Athènes.

Le mouvement a été lancé à l'appel des principaux syndicats du pays, GSEE (privé) et Adedy (public) pour dénoncer une politique qui menace d'entraîner le pays dans une spirale destructrice.

La grève touche tous les secteurs: écoles, ministères, hôpitaux, médias publics, banques. Aucun train ne circule dans le pays, et les salariés des transports urbains ont également marqué des arrêts de travail. En revanche, le trafic aérien ne connaît pas de perturbations. (20minutes.fr 07.02)

3- Allemagne

Le syndicat IG Metall réclame des hausses de salaires de 6,5%, les fonctionnaires et salariés de la chimie devraient s'aligner: les Allemands veulent leur part du gâteau, alors que l'évolution de leurs salaires est plus que jamais scrutée par leurs partenaires européens.

IG Metall, qui a annoncé sa revendication mardi, représente les employés de la métallurgie. Cette branche, dans laquelle

les négociations débuteront mi-mars, rassemble quelque 3,4 millions de salariés, et des secteurs de l'industrie aussi variés et cruciaux pour l'économie du pays que l'automobile ou les machines-outils.

Une hausse conséquente des salaires, dans un secteur qui s'est dans l'ensemble très bien remis de la crise de 2009, "est une nécessité économique, et assurerait aux salariés une participation juste" à la croissance de l'industrie, a argumenté le chef d'IG Metall, Berthold Huber.

L'accord dans la métallurgie sert traditionnellement d'étalon pour les autres branches. Le syndicat Verdi va publier jeudi sa revendication pour les fonctionnaires des communes et de l'Etat fédéral, qui devrait être du même ordre que celle d'IG Metall.

La fédération des fabricants de machines-outils VDMA s'est empressée de qualifier la revendication d'"exagérée" et "coupée de la réalité".

Du côté de la fédération des employeurs, Gesamtmetall, on s'est déjà employé à réfréner les attentes, soulignant que les perspectives n'étaient plus aussi roses qu'il y a à peine quelques mois.

Mais l'économie allemande se porte tout de même mieux que la plupart de ses voisines. Et au vu de la pénurie de main d'oeuvre qui touche certains secteurs, et alors que le gouvernement pousse à un alignement des salaires des intérimaires sur ceux du reste des salariés, des hausses importantes de rémunérations paraissent inévitables.

Ralph Solveen, de Commerzbank, table ainsi sur des hausses de l'ordre de 3,5% à 4% dans la métallurgie mais aussi dans la chimie. Ce secteur aussi a bien redressé la tête après la crise, et ses quelque 500.000 salariés, dont l'accord actuellement en vigueur expire fin mai, veulent en cueillir les fruits.

Cette année, au sein de la zone euro, l'Allemagne "devrait être en tête" du rythme de hausse des salaires en zone euro, prédit M. Solveen, quand partout ailleurs l'heure est à la restriction budgétaire voire à la récession.

L'Allemagne se démarque, avec des perspectives meilleures que ses partenaires européens. L'idée fait son chemin que c'est "la main d'oeuvre qui a rendu possible ces succès" et qu'elle doit en être récompensée, selon M. Huber.

Les Allemands se sont serrés la ceinture pendant des années. Une modération salariale qui fait débat aujourd'hui, sur fond de crise de la dette et de recherche fébrile de ses causes et ses remèdes.

L'Allemagne s'érige, et est érigée par certains de ses partenaires dont la France, en modèle de compétitivité en raison de cette retenue salariale.

Pour l'Organisation internationale du travail (OIT), la politique allemande de compression des salaires est au contraire "la cause structurelle" de la crise que traverse la zone euro, selon une étude publiée fin janvier.

Pour M. Solveen, "l'Allemagne va petit à petit perdre en compétitivité-prix au sein de la zone euro" alors que ses salaires grimpent et que, largement sous la pression de Berlin, les pays très endettés s'attellent à réformer leur marché du travail.

Mais "ce processus devrait être plutôt long", relève-t-il, et la concurrence des pays d'Europe de l'Est voisins, tout comme un solde migratoire appelé à redevenir positif, vont maintenir un couvercle sur les coûts du travail. (AFP 07.02)

Pour un peu Merkel ne pourra pas venir soutenir Sarkozy parce qu'elle devra affronter un mouvement de grève massif en Allemagne !

4- Israël

Les autorités israéliennes ont approuvé mardi 7 février un projet de construction d'un camp de rétention pour les immigrés clandestins dans le désert du Néguev, dans le sud d'Israël, a indiqué le ministère de la défense. Selon ce texte, un budget de 250 millions de shekels (51 millions d'euros) a été dégagé à cet effet, et d'ici fin juin quelque 3 000 personnes pourront être accueillies dans ce camp qui pourra à terme en abriter jusqu'à 11 000.

Le Parlement a adopté en janvier une loi permettant de placer les clandestins africains en détention pendant une période pouvant aller jusqu'à trois ans sans procès.

Le gouvernement a par ailleurs décidé en janvier d'accélérer la construction d'une barrière longue de 240 km à la frontière israélo-égyptienne. Selon des statistiques présentées au gouvernement, il y avait 52 487 immigrants illégaux en Israël fin 2011. En 2011, quelque 16 816 Africains sont entrés clandestinement en Israël depuis l'Egypte, dont 2 931 pour le seul mois de décembre. (lemonde.fr 07.02)

4- Maldives

Le premier président démocratiquement élu dans l'archipel des Maldives, Mohamed Nasheed, a démissionné ce mardi après des semaines de troubles politiques qui ont abouti à une mutinerie de policiers, l'armée assurant qu'il ne s'agit pas d'un coup d'Etat.

«*Ce sera mieux pour le pays, dans la situation actuelle, si je démissionne. Je ne veux pas diriger le pays d'une main de fer. Je démissionne*», a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse télévisée.

Des policiers rebelles se sont joints ce mardi à des manifestations d'opposants qui affectent la capitale, Malé, depuis trois semaines.

Le porte-parole de l'armée, le colonel Abdul Raheem Abdul Latheef, a déclaré que des troupes avaient utilisé des gaz lacrymogènes et des balles de caoutchouc lors de heurts avec les manifestants et la police qui s'étaient rassemblés devant le siège de l'armée dans la capitale.

«*Les heurts sporadiques ont débuté après minuit et se sont poursuivis jusqu'à 8 heures*», a-t-il précisé.

Des policiers rebelles ont aussi pris le contrôle de la télévision d'Etat et ont commencé à diffuser une chaîne d'opposition. L'armée a démenti qu'un coup d'Etat se soit produit dans l'archipel, mais elle a indiqué avoir conseillé au Président de démissionner.

«*Ce n'est pas un coup d'Etat. Absolument pas*», a affirmé le porte-parole de l'armée, Abdul Raheem Abdul Latheef, par téléphone depuis Malé, peu après que le chef de l'Etat a annoncé sa démission.

L'opposition réclamait la tête du Président au motif qu'il avait ordonné l'arrestation le mois dernier du président de la Cour d'assises, accusé par le pouvoir de mauvaise conduite et d'avoir favorisé des figures de l'opposition. La cour suprême et le procureur général ont demandé sa libération, en vain.

Un communiqué du gouvernement mis en ligne sur le site internet du Président a indiqué que «*le gouvernement des Maldives, au côté de toutes les institutions étatiques, travaillera à assurer la paix et la stabilité à Malé*».

«*Le gouvernement des Maldives appelle au soutien et au calme de la population pour stabiliser la situation*», selon le texte.

Mohammed Nasheed, plusieurs fois emprisonné lorsqu'il était dans l'opposition, était arrivé au pouvoir en 2008 pour un mandat de cinq ans. Il était le premier président élu démocratiquement dans cet archipel de 1 200 îles de l'océan Indien plébiscité par les touristes fortunés en quête d'exotisme.

Il créa en exil son parti, le Parti démocratique des Maldives, avant de revenir sur l'île en héros et de remporter 54% des voix en 2008.

Mais son gouvernement a été régulièrement accusé de corruption et de mauvaise gestion financière. Des manifestations, réprimées, avaient déjà éclaté au printemps 2011.

Un fort taux de chômage parmi les jeunes, une hausse de l'extrémisme islamiste et un ralentissement de l'activité touristique en raison d'une situation économique mondiale délicate ont alimenté le mécontentement à l'égard de l'administration de M. Nasheed. (libération.fr 07.02)

Il a été précisé aux infos du soir sur TV5Monde Asie, qu'immédiatement après sa démission il allait être emprisonné dans l'attente de son jugement pour corruption.

Economie

1- France

La France a enregistré en 2011 un déficit commercial de près de 70 milliards d'euros, un record qui soulève la question de la tendance à l'érosion continue des exportations de produits industriels et celle de la compétitivité de la France.

Le déficit du commerce extérieur a atteint 69,59 milliards d'euros contre 51,52 milliards en 2010, ont annoncé mardi les Douanes. Il dépasse largement le précédent record, de 56,2 milliards en 2008.

En 2011, les exportations françaises ont atteint 428,80 milliards d'euros mais leur progression a ralenti à 8,6% après +14% en 2010. Les importations ont représenté 498,39 milliards d'euros, continuant de "*progresser à un rythme rapide*" avec +11,7% en

2011 après +14,1% l'année précédente.

Avec une facture énergétique elle aussi massive, l'Allemagne s'apprête à annoncer mercredi *"un excédent commercial d'environ 160 milliards d'euros"* en 2011, a souligné mardi le secrétaire d'Etat chargé du Commerce extérieur, Pierre Lellouche.

"Il y a une tendance beaucoup plus inquiétante et structurelle de dégradation du commerce extérieur français depuis 10 ans avec un problème de compétitivité", a souligné Philippe Martin, de l'Institut d'études politiques de Paris.

La facture énergétique s'était élevée en 2008 à 59 milliards, à peine moins que l'an dernier et *"c'est donc la dégradation du déficit industriel (de presque 10 milliards d'euros en l'espace de 3 ans) qui explique la quasi-intégralité du creusement du déficit commercial français depuis 2008"*, explique pour sa part Alberto Balboni du cabinet Xerfi.

Pour M. Martin, le mal est dans la compétitivité hors prix: qualité des produits, adaptation à la demande locale, innovation.

Autre faiblesse structurelle, surtout par rapport au voisin allemand: le nombre réduit d'exportateurs et leur taille, caractérisée par un petit nombre de très grosses sociétés telles que le groupe EADS et un manque criant d'entreprises moyennes.

Le nombre total de sociétés exportatrices, de plus de 130.000 en 2000 est tombé à 117.000 en 2011.

Comme en témoigne l'année 2011, l'avantage comparatif de la France se concentre sur quelques secteurs: l'agro-alimentaire, le luxe et l'aéronautique, la plupart des autres restant sur l'entrée et le milieu de gamme.

Une tendance *"liée à l'adoption, au cours des années 2000, d'un modèle économique basé sur le dynamisme de la consommation des ménages et des services, accélérant la perte de compétitivité à l'exportation et la désindustrialisation de l'économie française"*, analyse M. Balboni.

"Il faut se débarrasser" de *"l'idée selon laquelle la machine économique de la France va se nourrir d'une consommation intérieure faite à base de redistribution d'argent emprunté"*, qui *"nous mène droit dans le mur"*, a lancé pour sa part mardi M. Lellouche. (AFP 07.02)

2- Suisse

Les groupes suisses Glencore et Xstrata ont officialisé mardi leur projet de fusion très attendue, destinée à créer un géant mondial des matières premières pesant 90 milliards de dollars en Bourse et qui sera en mesure de rivaliser avec les autres acteurs du secteur.

L'union des deux groupes suisses, qui avait été en partie dévoilée jeudi, va donner naissance à un mastodonte générant un chiffre d'affaires de 209,4 milliards de dollars (159,3 milliards d'euros) et un résultat brut d'exploitation de 16,2 milliards.

La nouvelle entité, baptisée Glencore Xstrata, se classera parmi les quatre premiers groupes miniers au monde, derrière l'anglo-australien BHP Billiton, le brésilien Vale et l'anglo-australien Rio Tinto.

"Une fusion entre Glencore et Xstrata offre une opportunité unique de créer un nouveau modèle d'affaires dans notre secteur pour répondre à un environnement changeant", a estimé le patron de Xstrata, Mick Davis, cité dans un communiqué.

Pour Ivan Glasenberg, le directeur général de Glencore, la fusion, d'un coût de 61,9 milliards de dollars, *"permettra de réaliser une valeur immédiate et durable"*.

Les deux groupes, domiciliés dans les paradis fiscaux de Baar et de Zoug, étaient en discussions depuis 2006, a expliqué M. Glasenberg dans un entretien à l'AFP.

Alors que Glencore profitera des matières premières de Xstrata, ce dernier bénéficiera du réseau de vente de Glencore, qui s'appuie sur 8.000 fournisseurs et 54 bureaux à travers le monde, a illustré M. Glasenberg.

Les deux groupes devraient aussi recueillir le feu vert des autorités de la Concurrence.

Les spécialistes de la banque helvétiques tablent sur des synergies dans les activités de marketing du charbon, du cuivre et du zinc.

Partie de presque rien, Glencore, qui détient 34% de Xstrata, fait figure d'acteur majeur du secteur. Il ne se contente pas d'être un géant du négoce, mais détient également une grande partie de ses actifs miniers, énergétiques et agricoles.

Le groupe, qui a lancé avec succès en mai 2011 son introduction à la Bourse de Londres et de Hong Kong, possède également ses propres installations portuaires, des entrepôts et une flotte de navires. Il a dégagé l'année dernière un bénéfice net en hausse de 7% à 4 milliards de dollars.

Xstrata a quant à lui dégagé un bénéfice net annuel en progression de 22% à 5,7 milliards de dollars. (AFP 07.02)

Des entreprises suisses domiciliées dans des paradis fiscaux ont été introduites à la Bourses de Londres. Conclusion : Londres et Zurich sont des paradis fiscaux.

3- Etats-Unis

3.1- Le Baltic Dry Index est un indicateur économique avancé, qui donne le prix du fret maritime. Quand l'économie tourne à plein, les navires sont tous en rotation et le prix du fret augmente. A l'inverse, quand l'économie est au ralenti, de nombreux cargos cherchent des clients et sont prêts à baisser les prix du transport. Le BDI est à 647 \$ aujourd'hui, il vient de marquer un plus bas d'au moins 5 ans, puisque le plus bas de 2008 avait été atteint à 663 le 5 décembre.

Sans matières premières, l'industrie ne peut pas tourner. Or la commande de matières premières anticipe la fabrication, qui elle-même anticipe la distribution et la consommation. Si on regarde l'indice du prix du freight en containers au départ de la Chine (China Forwarders Freight Index), les tarifs sont actuellement 60% en dessous des prix de 2008, 32% en dessous des prix de 2010 et 16% en dessous des prix 2011. Ce deuxième indice montre le flux de produits semi-finis destinés à l'industrie et de produits finis destinés à la consommation. Si l'indice s'est très légèrement relevé depuis le plus bas de fin décembre, il est totalement illusoire de parler de reprise économique de l'industrie ou de la consommation.

Ce serait un miracle, si des usines avaient embauché sans augmenter leurs commandes de matières premières ou de pièces détachées, et plus encore si les circuits de commerce avaient étoffé leur personnel, avant même une augmentation de la fabrication ou de l'importation de produits de consommation. Quant au secteur tertiaire, les financières ont plutôt tendance à licencier en ce moment et la publicité n'est pas à la fête.

L'Administration américaine a donc bidouillé les chiffres avec talent, en supprimant les demandeurs d'emploi de trop longue durée et en requalifiant les travailleurs à temps partiel, qui auraient repeint le garage du voisin. Quant au Medias qui s'extasiaient sur la reprise américaine, ils continuent à créer un Monde purement virtuel à l'usage de la masse moutonnaire. Les journalistes n'ont plus le droit de faire leur travail d'analyse et de conseil si jamais l'envie leur en prenait d'être honnête, alors sans vergogne, ils vont à la soupe.

Manifestement, cela ne doit pas les déranger d'avoir un nez qui s'allonge à l'infini (et au-delà). (liesi 06.02)

3.2- Quarante Etats américains ont signé une proposition d'accord amiable de 25 milliards de dollars avec les principaux émetteurs de prêts hypothécaires du pays pour solder les poursuites liées au scandale des saisies immobilières erronées, écrit le Los Angeles Times mardi.

La Californie (ouest) et l'Etat de New York (est) ne font pour l'instant pas partie des signataires, ajoute le quotidien sur son site internet.

Cet accord très attendu permettrait d'indemniser des propriétaires immobiliers qui estiment que leurs biens ont été saisis à tort, et mettrait fin à toute une série d'enquêtes et procès liés aux pratiques douteuses des banques et émetteurs de prêts hypothécaires aux Etats-Unis.

Ce scandale avait éclaté aux Etats-Unis à l'automne 2010, avec les révélations que des banques telles que Bank of America ou JPMorgan Chase avaient saisi des biens au cours de procédures entachées d'erreurs: validation de documents sans vérifications ("robot-signing"), signatures hors de la présence obligatoire d'un notaire, etc. (AFP 07.02)

[Haut de page ↗](#)

Le 9 février

CAUSERIE

Comment comprendre une telle différence de traitement ?

D. Gluckstein écrit dans l'éditorial du n° 186 d'*Informations ouvrières* : " *Que font les grands partis de « gauche » ? Hollande ne manque aucune occasion de prêter allégeance à l'Union européenne*", et plus loin : " *Les dirigeants du Parti communiste français (...) déclare, ce 5 février, qu'il faut défendre l'euro « point d'appui pour résister au poids du dollar »*", ce qui est exact, il a raison de le dénoncer.

Question : Les dirigeants ou cadres du POI présents au sein de l'appareil de Force ouvrière ne votent-ils pas les résolutions de la direction confédérale qui est sur la même longueur d'onde que le PS et le PCF. Vérifions-le.

Quelle position défend Mailly dans son éditorial du 8 février, exactement la même que celle que dénonce Gluckstein dans son éditorial : " *Qu'on me comprenne bien, il ne s'agit pas de remettre en cause l'euro, mais de remettre la monnaie à sa place: celle d'un instrument au service d'une politique économique et sociale de progrès. Il est grand temps que l'Union européenne se mette au service des travailleurs et du progrès social*", comme si elle avait été créée dans cet objectif-là, comme si c'était possible.

Et mêlant les actes à la parole, logiquement Mailly annonce que FO participera à la journée d'action de la CES du 29 février, le syndicat maison de l'UE, autrefois on appelait ce genre de syndicat (chez Citroën notamment) un syndicat patronal ou jaune : " *c'est aussi pourquoi nous nous inscrivons dans la journée décidée par la CES – le 29 février – pour contester l'austérité et exiger une politique basée sur l'emploi et la justice sociale*".

La Confédération européenne des syndicats (CES) a appelé mercredi à Bruxelles à " *une journée d'action européenne*" le 29 février, à la veille d'un sommet des dirigeants européens consacré au nouveau traité visant à renforcer la discipline budgétaire au sein de l'UE. " *Le mot d'ordre de la journée d'action sera +Trop, c'est trop ! Les mesures d'austérité ne sont pas la seule réponse à la crise+*", a déclaré Bernadette Ségol, la secrétaire générale de la CES, après une réunion extraordinaire de son comité de direction.

Le " *seul objectif de ce traité est de réduire au maximum les déficits publics quels qu'en soient les impacts sociaux. On ne peut pas continuer à imposer des mesures qui ne marchent pas, qui enfoncent les pays dans la crise et appauvrissent de plus en plus de monde*", a dénoncé Mme Ségol.

" *C'est au contraire une politique de relance par l'investissement qui doit être privilégiée*", a-t-elle précisé.

Les principaux délégués de la CES -Brendan Barber (patron du syndicat britannique TUC), Bernard Thibault (CGT française) et Annelie Buntenbach (DGB allemande)- sont montés mercredi midi sur une tribune dressée devant le bâtiment du Conseil européen pour " *démontrer l'unité des syndicats européens*" sur ce dossier. Ils avaient été auparavant reçus par le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy.

" *Le diagnostic que font tous les syndicats est unanime quant à la dégradation sociale dans l'ensemble de l'Europe*", a déclaré M. Thibault, qui représentait les syndicats français membres du CES (notamment la CFDT et FO).

Le choix de la forme (manifestations, grèves...) que prendra la Journée d'action du 29 février a été laissé aux différentes confédérations nationales. (Reuters 25.01)

La CES est un syndicat formidable, non ? Pas vraiment.

Pour vérifier que l'agence Reuters n'avait rien oublié au passage, je me suis connecté au portail de la CES. Et effectivement de la déclaration de la secrétaire générale de la CES, ils ont occulté le passage suivant qui indique clairement quel contenu politique la CES compte donner à cette journée d'action contre laquelle nous sommes évidemment :

" *Pour les syndicats européens, ce traité doit comporter un volet social fort. Même si l'équilibre budgétaire est nécessaire, la rigueur seule accroît les déséquilibres. C'est une politique de relance par l'investissement qui doit être privilégiée*" (www.etuc.org), comme si l'UE avait eu un jour un caractère social, antisocial assurément ! Autrement dit, compte tenu du fait que " *l'équilibre budgétaire est nécessaire*" est incompatible avec la satisfaction des revendications collectives des travailleurs, cette journée d'action aura pour seul objectif de légitimer ce traité et la politique ultra réactionnaire adoptée par tous les gouvernement de l'UE.

Comment fonctionne la colloration de classes de la CES. En associant en permanence dans ses préoccupations les intérêts des capitalistes et ceux des travailleurs, comme si la satisfaction des uns ne se faisaient pas obligatoirement au détriment des autres. Un autre exemple pour l'illustrer, il est daté du 12 janvier 2012 : Bernadette Ségol, Secrétaire générale de la CES, a déclaré :

" *Nous doutons sérieusement que la proposition de Traité international du Sommet de décembre dernier soit suivi d'effets positifs pour l'économie et pour les travailleurs*", vous retrouvez bien les intérêts du capital sous le vocable de " *l'économie*" au côté des travailleurs, comme si leurs intérêts étaient complémentaires au lieu d'être antinomiques et inconciliables, tout le reste n'est que du baratin pour mieux embrouiller militants et travailleurs.

Question : que foutent les syndicats dans la CES créée de toutes pièces par l'UE, sinon collaborer avec l'UE. A bas la CES et l'UE !

Ajoutons quelques mots.

Il faut choisir monsieur Mailly : entre le respect de "*l'équilibre budgétaire*" revendiqué par la CES et qui se traduit dans la pratique par la mise en oeuvre d'une politique d'austérité, donc la négation de la satisfaction de nos revendications sociales, mieux l'arme de guerre du capital utilisée conjointement avec la dette de l'Etat pour liquider tous nos droits, ou son rejet, auquel cas votre syndicat ne peut pas s'associer à cette initiative de la CES.

On ne peut pas à la fois revendiquer "*l'équilibre budgétaire*" des Etats et combattre ses conséquences négatives pour les travailleurs, c'est l'un ou c'est l'autre.

Ce constat est valable pour le POI qui dans un communiqué du 6 février a reproduit les propos de Hollande dont voici un extrait (IO n°186 page 8) : "*j'ai dit que nous respecterons nos engagements en matière de discipline budgétaire*" (RTL)". Que constatons-nous une fois de plus ? Le POI dénonce ou occulte ce qui l'arrange au grès des intérêts de son appareil au lieu d'être guidé uniquement par les seuls intérêts des travailleurs, puisqu'il fait l'impasse sur la position de FO identique à celle du PS (notamment).

C'est à l'aune de ce grand écart que l'on jugera la soi-disant indépendance de FO et du POI par rapport au capital et son agence européenne par la même occasion.

On comprend pourquoi D.Gluckstein termine son éditorial en reprenant à son compte la stratégie éculée des stalinien qui consiste à séparer le combat contre la politique du gouvernement de l'objectif de renverser le régime en place laissant ainsi la porte ouverte à toutes les formes possibles d'opportunisme, dont celle que nous avons relevée plus haut : "*La défense et la reconquête de la démocratie passe par la lutte résolue pour chasser la troïka et ses plans, et, au-delà, pour chasser les institutions de l'Union européenne et de la Ve République*". C'est l'objectif de la liquidation des institutions qui fournit l'axe et le contenu politique du combat contre "*la troïka et ses plans*" et non l'inverse, sans cet objectif c'est prendre le risque de mener un combat sans direction politique précise, il peut dès lors prendre n'importe quel contenu, y compris réactionnaire.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais il me semble qu'il soit plus facile pour les travailleurs de matérialiser ou de saisir concrètement ce que signifie liquider les institutions de la Ve République, plutôt que le FMI ou l'UE... Quand il écrit "*et au-delà*", c'est là qu'il dérape, car la liquidation de la Ve République n'est pas une option à réaliser éventuellement, si possible et dans le cas contraire tant pis, ce sera pour plus tard, non, c'est la condition à remplir sans laquelle une véritable démocratie ne verra jamais le jour.

Désolé, le combat pour la révolution socialiste ne se découpe pas en rondelles au gré de chacun. De plus, il est et il exprime à la fois un processus dialectique dans lequel les rapports entre les différents éléments qui le composent ne permettent pas de les interchanger ou de les remplacer par d'autres en fonction de notre propre sensibilité politique ou plutôt pour tenir compte de la maturité politique de chacun, auquel cas il n'y a plus ni théorie révolutionnaire ni révolution en perspective. C'est à ceux qui cherchent la voie pour en finir avec le capitalisme et ses institutions politiques d'adopter le programme de la révolution socialiste mondiale, et non au programme de s'adapter aux différents niveaux de conscience politique que l'on peut rencontrer.

Soyons honnête, avouons qu'au moins la position exprimée par le POI permet la discussion comparativement avec le NPA et LO, ce qui ne veut pas dire que ses dirigeants nous permettraient de nous exprimer pour défendre loyalement la nôtre, encore moins qu'ils seraient prêts à une confrontation de nos idées respectives.

Comme le monde est décidément tout petit...

Après le président des riches, le président des flambeurs !

Hollande et Hallyday ont dîné ensemble.

La rencontre a eu lieu le 23 janvier mais l'information n'a filtré que ce midi. Elle figure sur le site Internet de l'Express. Au lendemain du meeting du Bourget, François Hollande et Johnny Hallyday ont dîné ensemble chez une connaissance, à Paris. Johnny Hallyday est un ami du chef de l'Etat. (20minute.fr 08.02)

Hollande et Sarkozy vont se croiser au dîner du CRIF.

Nicolas Sarkozy est l'invité d'honneur du dîner du Conseil représentatif des institutions juives de France. C'est le rendez-vous annuel de la communauté juive et c'est ce soir. Y participera également François Hollande, lui aussi convive. (20minute.fr 08.02)

Les "**parrains**" se goinffrent pour se donner bonne conscience.

Lundi soir se tenait dans les salons du Louvre en présence de F. Hollande, le dîner des parrains de SOS racisme, association fondée en 1983. Au menu : foie gras, suprême de volaille, filet de capitaine et cheesecake en dessert.

Mais surtout, avant dégustation, un tour des tables rondes, à la manière d'un heureux marié. Une poignée de main et un sourire à chaque convive, des photos à tout bout de champ. Une campagne se joue partout, tout le temps, même dans un dîner pour la bonne cause - mais tout de même très mondain, avec éclairage violet de boîte de nuit.

La foule est éclectique. Il y a bien sûr Pierre Bergé, parrain historique de SOS Racisme, et Dominique Sopo, l'actuel président. Il y a Harlem Désir, qui présida l'association tout comme Malek Boutih, qui lui n'est pas présent. En revanche, Julien Dray, qui fonda SOS Racisme en 1983.

Il y a leurs camarades du PS, David Assouline, Laurence Rossignol, Henri Weber. Il y a l'ex-candidat à la primaire, le président du PRG Jean-Michel Baylet, et puis l'essayiste Caroline Fourest et encore le médiatique psychanalyste Gérard Miller.

Le candidat croise aussi ici Geneviève de Fontenay. En robe noire et blanche, coiffée d'un large chapeau assorti, elle fait des pieds et des mains pour atteindre Hollande, se glisser sur un cliché à ses côtés, et lui faire la bise. Dans un autre style, Hollande discute ensuite avec Anne Lauvergeon, ancienne patronne d'Areva, mais surtout ancienne sherpa de François Mitterrand, aujourd'hui membre du conseil de surveillance du quotidien Libération.

Sur le revers de sa veste, Hollande porte le badge en forme de main jaune "Touche pas à mon pote". (Le bougre, c'est qu'il a la reconnaissance du ventre pour appartenir à un parti qui s'est accommodé, donc soutenu la colonisation. - ndlr)

Hollande n'a pas croisé Jean-Louis Borloo qui était là en début de soirée, mais il a dû filer à la maternité, parce qu'il est devenu grand-père ce lundi. (lepoint.fr 07.02)

Quel dommage, ce n'est que partie remise Jean-Louis !

Ce qui ne passe pas pour moi dans cette soirée très mondaine, c'est le foie gras ! Cette canaille baigne ouvertement dans la luxure et se gave au point de devenir insensible aux petites choses de la vie quotidienne qui suffisent à faire le bonheur des gueux que nous sommes. Ils gâchent tout ce qu'ils touchent, même ce qu'ils ne touchent pas ils le salissent, chacun sait qu'ils n'en ont rien à foutre du racisme, foutez-les dans une HLM dans le 93 et en moins de temps qu'il le faut pour le dire ils adhéreront aux thèses d'extrême droite versions FN ou Likoud.

Ils s'approprient et instrumentalisent toutes les causes sociales à la façon de hobbies, le féminisme, l'homosexualité, le racisme, l'antisémitisme, etc... à leur profit personnel, sinon à quoi bon franchement. A gerber !

On est là pour apprendre ensemble camarades, car j'en apprend tous les jours autant que vous en actualisant le site.

Depuis que j'ai le Grand Robert de la langue française dans mon disque dur, il est ouvert en permanence. Je n'ai pas réalisé cet investissement pour me faire plaisir ou passer pour plus intelligent que je le suis, mais pour gagner du temps et mieux goûter le plaisir que le maniement de la langue procure.

J'ai conservé un tel complexe de culpabilité à cause de ma nullité en orthographe à l'école que j'hésite, je butte sur plein de mots qu'en réalité je connais par coeur, car depuis je me suis enfin mis à lire, à 19 ans, il y a donc 38 ans, et j'ai quand même un peu progressé. Sauf que voilà, maintenant sur le Net on lit tous les jours n'importe quoi, du coup je me surprends à hésiter là où hier cela n'était plus le cas et je consulte le dico entre 5 et 10 fois par jour, plutôt 5 que 10, mais je me suis pris au jeu, car j'y trouve du plaisir. C'est cela que j'ai envie de partager avec vous, et non une tranche de foie gras qui pourrait nous inspirer autre chose de plutôt cocasse que la panse de ce parterre de nantis et leurs serviteurs.

Une petite citation que devrait vous faire penser à quelqu'un, c'est au mot *dégueuler*. De la chienlit (désordre, de Gaulle en mai 68) ou chie-en-lit au chiendent (embarras), la distance est aussi réduite que pour aller de la salle à manger au cabinet d'aisance situé sous le siège des convives pour leur rendre la vie plus facile et agréable, et puis ces gens-là sont pressés.

- (Le nain) tituba jusqu'à la cuisine et, sur le carreau, dégueula. Après les premiers jets, Théo le guida jusqu'aux cabinets. Bien malade, le nabot. L'estomac vidé, il se jeta sur son lit (...) R. Queneau, le Chiendent, page 404.

Cela produit-il un tel effet une cuisante raclée électorale ?

Ambiance "**à chier**" à l'UMP.

Nouvelle gaffe par SMS de Nadine Morano?

Erreur d'aiguillage de message SMS pour Nadine Morano, relève le site Pure Medias, citant *Le Canard Enchaîné*. La ministre de l'Apprentissage se serait trompé de destinataire, en voulant avertir Christian Estrosi que le Premier ministre François Fillon lui avait «*chié dans les bottes*» lors d'une réunion.

Elle aurait envoyé le SMS en question, non à Christian Estrosi, mais au Premier ministre... qui lui répond: «*Tu pourrais parler avec un peu plus de respect du chef du gouvernement*», ...ce à quoi Nadine Morano aurait répondu: «*Non, je le pense. Je t'ai trouvé très dur*», avant que François Fillon lui écrive : «*Nadine Morano aurait-elle quelques soucis à maîtriser son téléphone (ou sa «pensée»)*»? Bref, l'entente règne entre les deux membres du gouvernement. (20minute.fr 08.02)

Précédemment elle s'en était prise à Eva Joly.

«*Le problème d'image d'Eva Joly ne vient pas que de son accent, c'est aussi physique. On sent du coup qu'il n'y a pas de communicant derrière. Contrairement à Ségolène Royal, qui en 2007 est allée jusqu'à la médecine esthétique et la correction dentaire*». (20minute.fr 08.02)

A côté l'accent et le physique d'A. Merkel sont irréprochables ! Nous, nous en tapons complètement, c'est minable !

Actualité en titres

Heureusement que les miracles ne durent qu'un temps...

- Sarkozy au dîner du CRIF : «*Israël est un miracle*» - Liberation.fr

J'avais des hauts, j'avais des bas, j'ai même eu, ce que je ne voulais pas...

- Une croissance nulle en France au 1er trimestre 2012, selon la Banque de France - AFP

- La dette publique de la France révisée à la hausse pour cette année - AFP

- Taxe sur les transactions financières : un projet réduit à peau de chagrin - LePoint.fr

- Anniversaire de crise pour le Traité de Maastricht - 20minutes.fr

Quelle foutue poisse, bordel !

Mal baisées :

- Une pub «*sexiste*» s'attire les foudres des féministes - 20minutes.fr -

- Paris : le love shop du IVe qui dérange des catholiques - LeFigaro.fr -

- Ouverture du "*procès des sex toys*" devant le tribunal correctionnel de Paris - AFP

- Morano : «*Le problème de Joly n'est pas que son accent, c'est aussi physique*» - Liberation.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Bordeaux, c'était le mauvais plan !

L'ancien ministre UMP Eric Woerth a été mis en examen mercredi soir pour trafic d'influence passif dans un des volets de l'enquête sur l'héritière de L'Oréal Liliane Bettencourt, a annoncé le parquet de Bordeaux.

L'enquête porte sur un éventuel abus de faiblesse sur la personne de Liliane Bettencourt, première actionnaire de L'Oréal, troisième fortune de France et quinzième du monde, et l'éventuel usage frauduleux de son argent. (Reuters 08.02)

1.2- En famille : haro sur la Sécu !

Le premier président de l'organisme de contrôle des comptes publics, Didier Migaud, a souhaité devant la presse que les moyens permettant d'atteindre les objectifs de réduction du déficit public soient précisés.

Il a par ailleurs invité les autorités à réduire de 15 milliards d'euros les niches fiscales, ces dérogations qui amputent les recettes publiques.

«Il faut que notre pays s'éloigne aussi rapidement que possible de la zone dangereuse dans laquelle il est entré, en raison de son niveau d'endettement, a dit Didier Migaud. Il importe d'assurer la crédibilité des engagements de la France en matière de finances publiques, ce qui suppose de préciser le plus possible les modalités retenues pour les tenir.»

«Les déficits récurrents de nos régimes de protection sociale, sans équivalent dans les autres pays d'Europe, sont des anomalies et doivent être éliminés», a-t-il poursuivi. L'effort de redressement doit concerner toutes les entités publiques - Etat, sécurité sociale, collectivités territoriales - et à la fois les dépenses et les recettes, mais davantage les dépenses que les recettes», a ajouté Didier Migaud.

La Cour estime que la dépense publique a augmenté de 1,4% en 2011, moins que la moyenne de 2,2% constatée de 2000 à 2010. Ce ralentissement de la dépense a toutefois peu contribué à la réduction du déficit structurel. *«En fait, la quasi-totalité de l'amélioration structurelle a reposé en 2011 sur les hausses de prélèvements obligatoires», a dit Didier Migaud.*

«Le solde primaire en 2012, c'est-à-dire après versement des intérêts de la dette, demeurerait négatif en France, de 1,7% du PIB, alors qu'en Allemagne, il serait positif à hauteur de 1,3%», a dit Didier Migaud. «La décroissance du ratio de dette sur PIB de l'Allemagne se poursuivrait donc, revenant à 81% du PIB, alors que la dette française poursuivrait encore son augmentation, à presque 90%.»

L'effort doit porter à la fois sur l'Etat - qui finance plus de 1.300 dispositifs d'intervention -, les collectivités locales et les comptes sociaux (santé, retraite, chômage etc.), estime la Cour. *«Des contraintes fortes doivent peser sur les dépenses de sécurité sociale. Elles représentent 46% des dépenses publiques et ne peuvent plus être financées à crédit», a dit Didier Migaud. Le rythme trop élevé d'augmentation de ces dépenses «exclut le retour à l'équilibre avant un terme très éloigné».*

«Mettre en œuvre des réformes structurelles pour infléchir durablement la progression des dépenses sociales, sans remettre en cause la qualité de la protection sociale, est un impératif premier et essentiel», l'effort devant, selon la Cour, porter en priorité sur l'assurance maladie. Aux côtés des niches sociales, que la Cour préconise de réduire de 10 milliards d'euros, elle estime qu'il faut amplifier la réduction des niches fiscales pour la porter à 15 milliards d'euros. (20minutes.fr 08.02)

1.3- Les riches "**c'est bien, faut les garder**" !

Intervenant lors d'un colloque de l'UMP sur la lutte contre les délocalisations, le patron du groupe Dassault et propriétaire du Figaro a qualifié l'ISF de *«catastrophe économique qui a fait partir des milliers d'industriels et qui vont encore essayer de partir maintenant parce qu'ils ont peur des socialistes»*. *«Ceux qui restent vont partir à cause de Hollande», a-t-il ajouté, comme s'il prédisait la victoire du socialiste à l'élection présidentielle. «Qui va faire la croissance, qui va faire les emplois, c'est pas les pauvres. Alors les riches c'est bien, faut les garder», a-t-il déclaré. (20minutes.fr 08.02)*

Saloperie de pauvres, fainéants, profiteurs !

Dassault devait penser aux usines d'armement qu'il serait plus rentable d'installer directement là où doivent se dérouler les conflits armés, les guerres civiles, les génocides, bref là où la barbarie capitaliste doit se déchaîner. Après tout si c'est la seule machine industrielle qui permet (encore) de produire et de détruire en un temps record, allons-y ! Y compris les producteurs pour parfaire le boulot ! Ce n'est ni produire ni consommer qui est le plus important pour eux, mais uniquement le fric, le fric, le fric et le pouvoir qui va avec !

Nous, le moment venu, aux riches nous leur réserverons le sort qu'ils méritent de telle sorte que la question de les garder ou non sera définitivement résolue, et à moindre frais s'il vous plaît, n'oublions pas que la révolution est le moyen le plus économe pour changer le monde, le seul en réalité, mais cela nous ne risquons pas de l'oublier.

1.4- On rase gratis !

Le gouvernement a présenté mercredi son projet de TVA sociale, dernier chantier fiscal du quinquennat censé doper la compétitivité et l'emploi.

Mesure emblématique du collectif budgétaire pour 2012 présenté en Conseil des ministres, cette réforme sera débattue à partir de lundi à l'Assemblée nationale, pour une adoption parlementaire définitive prévue fin février ou début mars.

Le président Sarkozy, qui récuse désormais l'appellation de TVA sociale, a décidé in extremis d'adopter cette réforme, qui consiste à alléger à compter du 1er octobre les charges patronales finançant la politique familiale, pour 13,2 milliards d'euros en année pleine (3,6 milliards dès 2012).

Ces cotisations familiales payées par les employeurs seront supprimées pour les salaires entre 1 et 2,1 fois le Smic, et allégées, de manière dégressive, entre 2,1 et 2,4 fois le Smic. Selon Bercy, 14 millions de salariés sont concernés.

L'objectif affiché est de baisser le coût du travail et donc stimuler la compétitivité d'une industrie française en perte de vitesse, au moment où la réindustrialisation et la lutte contre les déficits commerciaux records de la France sont au coeur de la campagne électorale.

Le ministère du Budget a ainsi assuré que les allègements de charges ciblent 80% des effectifs de l'industrie, dont 75% de ceux de l'automobile, et 97% de ceux de l'agriculture. La baisse atteint 120 euros par mois pour un salaire de 1,6 fois le Smic et 158 euros pour un salaire de 2,1 fois le Smic.

Bercy estime aussi que la réforme se traduira par la création de 100.000 emplois en trois ans, un chiffre qui est loin de faire l'unanimité parmi les économistes.

Pour compenser le coût de cette mesure, le gouvernement entend augmenter de 19,6% à 21,2% le taux normal de la TVA. Cette mesure, qui rapportera 10,6 milliards d'euros par an en rythme de croisière, entrera en vigueur le 1er octobre.

Les répercussions de la TVA sociale sur les prix fait débat parmi les économistes, même si la plupart s'attendent à un certain regain d'inflation.

Bercy a tenté mercredi d'étayer l'hypothèse selon laquelle la réforme n'aura pas d'impact "*significatif*" sur les prix.

D'une part, 60% de la consommation des ménages sont exonérés de TVA ou bénéficient d'un taux réduit qui restera inchangé. Les 40% restants se décomposent entre trois quarts de produits fabriqués en France et un quart de produits importés. Or le gouvernement fait le pari que le "*made in France*" ne verra pas ses prix grimper, puisque les entreprises bénéficieront d'allègements de charges.

Seuls les produits importés soumis à la hausse de la TVA, c'est-à-dire 10% de la consommation des ménages, pourraient donner lieu à un renchérissement, assure Bercy, tout en faisant le pari que la concurrence très forte limitera cette inflation. (AFP 08.02)

2- Argentine

La présidente argentine Cristina Fernandez a dénoncé mardi une militarisation britannique de l'Atlantique Sud, où sont situés les îles Malouines, que revendique Buenos Aires.

"*Ils (les Britanniques) sont en train de militariser à nouveau l'Atlantique sud*", a déclaré Fernandez lors d'un discours à la Casa Rosada, siège de l'exécutif, à Buenos Aires.

La tension monte entre la Grande-Bretagne et l'Argentine à plus de deux mois du 30e anniversaire de la guerre des Malouines.

Le conflit de 1982 a été déclenché par l'invasion de la colonie britannique (Falklands en anglais et Malvinas en espagnol) par un corps expéditionnaire de la marine argentine. L'armée britannique avait répliqué. Quelque 650 marins argentins et 255 Britanniques ont été tués dans les dix semaines de combats, qui se sont achevés par la capitulation des Argentins le 14 juin 1982.

Trente ans ont passé mais l'Argentine revendique toujours la souveraineté sur ces îles de l'Atlantique-Sud.

"*J'ai demandé à notre chancelier (ministre des Affaires étrangères) de faire part formellement au Conseil de sécurité des Nations unies et aussi à l'Assemblée des Nations unies de la militarisation de l'Atlantique Sud, qui fait peser un grave risque sur la sécurité internationale*", a poursuivi la présidente.

Londres, qui refuse d'abandonner la souveraineté de ces îles où vivent 3.000 personnes, a expliqué que le déploiement du HMS Dauntless était une opération de routine et qu'il remplacerait un navire de guerre.

"Nous ne pouvons pas interpréter d'une autre manière (...) l'envoi d'un destroyer (...) accompagné par l'héritier du trône (le prince Williams), qu'on aurait aimé voir en habits civils plutôt qu'habillé en militaire", a dit Fernandez, qui a vécu en Patagonie, région méridionale de l'Argentine, située à 480 km de l'archipel des Malouines. (Reuters 08.02)

3- Syrie

3.1- Résolution du XIème sommet de l'ALBA-TCP sur la République Arabe Syrienne.

Les chefs d'États et de gouvernements de l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique (ALBA) réitèrent leur condamnation de la politique systématique d'ingérence et de déstabilisation contre notre sœur la République Arabe Syrienne, qui a pour but d'imposer par la force un changement de régime au peuple Syrien.

Les pays membres de l'ALBA condamnent les actes de violence armée que des groupes paramilitaires appuyés par des puissances étrangères ont lancés contre le peuple syrien, et formulent le vœu que la société syrienne retrouve le calme et la paix.

Les pays de l'ALBA réitèrent leur appui à la politique de réforme nationale initiée par le Gouvernement du président Bashar Al Assad, qui cherche à trouver une solution politique à la crise actuelle, dans le respect de la souveraineté du peuple syrien et de l'intégrité territoriale de ce pays arabe frère. (Réseau Voltaire 06.02)

3.2- Moscou et Pékin ont surtout voulu protéger Téhéran

Toujours sous le choc du double veto russe et chinois, la presse atlantiste et du Golfe accuse Moscou et Pékin de relancer la Guerre froide tout en s'interrogeant sur les moyens de contourner la décision du Conseil de sécurité.

Tous estiment que Russes et Chinois ont été échaudés par l'affaire libyenne. Toutefois, à la réflexion, il apparaît que Moscou et Pékin ne cherchent pas à présenter la facture de Libye, ni à protéger l'administration el-Assad elle-même, mais à prévenir la réédition de ce type d'opération dans un autre pays. En toile de fond, c'est de l'Iran dont on parle implicitement ; un Etat dont le basculement serait grandement préjudiciable à la Russie et à la Chine.

- Dans Le Figaro, Georges Malbrunot présente la Syrie comme un pays sous contrôle des militaires russes. Il assure que le ministre des Affaires étrangères Sergey Lavrov est venu à Damas négocier le Niet ! à l'ONU en échange de la réouverture de la base d'écoute soviétique du Mont Qassioum. C'est faux pour deux raisons : D'une part, ce sont les Syriens qui sont demandeurs depuis longtemps. Au cours des dernières années, ils ont multiplié les offres gratuites à l'armée russe, afin que sa présence protège le pays, et ce sont les Russes qui ont décliné ces propositions. D'autre part, en matière d'écoutes, les besoins techniques ne sont plus les mêmes aujourd'hui qu'à l'époque soviétique.

- Libération innove en matière de reportages : le quotidien reproduit des témoignages recueillis par téléphone, sans vérification aucune. Rien d'étonnant à ce manque de professionnalisme : la journaliste Hala Kodmani n'est autre que la sœur de la porte-parole du Conseil national syrien.

- Junge Welt prend position pour le dialogue contre la guerre en Syrie. Le quotidien marxiste relaie la campagne des l'Association internationale des médecins contre la guerre.

- Le Tageszeitung rapporte que, si tous les Européens sont d'accord sur les sanctions, ils ne les mettent pas pour autant toujours en œuvre. Ainsi la Suède protège ses marchés et ferme les yeux sur les exportations de matériels de télécommunication par Ericsson.

- Pour Anna Zafesova, dans La Stampa, le soutien de la Russie à la Syrie est purement à usage intérieur en campagne électorale. Mais alors, quid de la Chine ?

- El Pais présente la stratégie de remplacement des Etats-Unis : ils vont former un groupe des amis de la Syrie avec les Etats qui le souhaitent. Ce geste manifestera aux Etats arabes qu'ils n'ont pas été abandonnés. En réalité, il s'agit plutôt de verrouiller l'influence US dans la région et d'éviter que de nouveaux Etats soient tentés de prendre Moscou et Pékin comme protecteurs.

- The Globe and Mail assure que le Canada poursuit la bataille diplomatique. Le Premier ministre Stephen Harper, qui se rend en Chine, ne manquera pas de discuter du cas syrien avec le Premier ministre. Il s'agit surtout de masquer qu'Ottawa ne fermera pas son ambassade à Damas, malgré les objurgations de Washington.

- Dans le New York Times, Will Englund évite de se livrer aux habituelles imprécations anti-Russes. Il évoque, parmi les possibles mobiles du veto, l'influence de l'Arabie saoudite et du Qatar sur les mouvements islamistes en Russie.

- Alors qu'Haaretz publie un dessin satirique suggérant qu'une chute d'el-Assad serait préjudiciable au Hezbollah, Amos Harel envisage un autre scénario : les armes chimiques de la Syrie pourraient échoir dans l'arsenal du Hezbollah.

- L'analyste A. G. Noorani explique, dans The Hindu, que rien ne pourra être fait pour les Syriens tant que planera le spectre du « changement de régime » forcé. Personne ne croit les dirigeants occidentaux lorsqu'ils disent qu'ils n'ont pas de telles intentions et leurs garanties sur le papier n'ont aucune valeur depuis qu'ils ont violé la résolution pertinente de l'ONU pour renverser Kadhafi.

- L'éditorialiste du Times of India souhaite que son pays s'engage dans la crise syrienne et joue le négociateur. Mais cela supposerait que New Delhi s'affirme comme puissance réellement indépendante. A contrario, le sens de l'éditorial est de se démarquer des États-Unis, sans pour autant s'aligner sur la Russie et la Chine.

- Le Moscow Times note que non seulement Sergey Lavrov a réagi vigoureusement à la campagne anti-Russe en la qualifiant d'hystérique, mais Evgeni Primakov a accusé les États-Unis d'utiliser le contexte du Printemps arabe pour renverser les régimes qui leur déplaisent.

- Le ministère chinois des Affaires étrangères a rejeté les accusations occidentales selon lesquelles il avait désormais du sang sur les mains, note China Daily. Il a déclaré avoir usé de son veto par souci de justice, ce qui revient à dire que les Occidentaux poursuivent un but injuste. (Réseau Voltaire 07.02)

Social

1- Espagne

Des milliers de fonctionnaires ont manifesté, mardi 7 février, dans les rues de Madrid sous le mot d'ordre '*Le public appartient à tous, non aux coupes*', contre les nouvelles mesures de rigueur budgétaire prévues par le gouvernement régional de droite.

Scandant '*Les services publics ne sont pas à vendre !* et portant des banderoles avec les mots '*Ne payons pas leur dette*', environ 10 000 manifestants, infirmières, enseignants ou pompiers ont défilé à l'appel des principaux syndicats, dénonçant les coupes budgétaires qui visent en particulier l'éducation et la santé. '*Les hôpitaux fonctionnent à moitié parce qu'il n'y a pas de personnel. Les lits sont vides*', lançait une manifestante, aide-soignante et représentante du syndicat CSIT.

"Ils ont réduit les salaires, allongé la journée de travail. Toute la protection sociale est en danger, dans l'éducation, la santé, l'aide à la dépendance, ajoute un employé administratif. S'ils maltraitent les employés du secteur public, c'est tout le bien-être social qui souffre." Des pompiers en tenue noire, casqués, avaient rejoint le cortège. *"Nous n'avons pas de budget pour acheter des équipements et réparer les véhicules. Tout cela affecte notre sécurité et celle des citoyens"*, confiait l'un d'eux.

Les syndicats affirment également que les congés maladie seront moins bien indemnisés, avec une perte de salaire pouvant aller jusqu'à 500 euros. (lemonde.fr 08.02)

2- Finlande

Nokia a annoncé mercredi son intention de supprimer 4.000 emplois dans ses usines de Finlande, de Hongrie et du Mexique, à la faveur du transfert de l'assemblage de ses smartphones en Asie.

L'annonce porte à plus de 30.000 les suppressions de postes prévues sous l'égide de Stephen Elop, directeur général de Nokia depuis septembre 2010.

Sur les nouveaux postes supprimés, 2.300 le seront en Hongrie, un millier en Finlande et le reste au Mexique, a précisé le groupe dans un communiqué.

L'usine finlandaise de Salo, pierre angulaire du succès de Nokia dans les années 1990, était la dernière usine d'assemblage de téléphones portables en Europe occidentale, la plupart des acteurs du secteur ayant délocalisé leur production en Asie.

"C'était inévitable", commente Steve Brazier, directeur général de Canalys, société de recherche en technologie. *"Qu'on l'aime ou qu'on le déteste, il faut reconnaître à Stephen Elop qu'il conduit efficacement le changement"*.

Sa coentreprise d'équipements de réseaux mobiles, Nokia Siemens, a de son côté annoncé en novembre 17.000 suppressions de postes, soit près du quart de ses effectifs.

Le groupe comptait 130.000 employés à la fin 2011, en incluant Nokia Siemens. (Reuters 08.02)

Economie

1- France

L'Etat français et la Caisse des dépôts (CDC) vont chacun prendre 31% du capital de Dexma (Dexia Municipal Agency), filiale de Dexia spécialisée dans le refinancement des prêts aux collectivités territoriales, indique mercredi soir l'AFP.

La commission de surveillance de la CDC, qui s'est réunie en milieu d'après-midi, a validé cette prise de participation qui intervient dans le cadre du démantèlement de Dexia, poursuit l'agence, qui cite le député UMP Michel Bouvard, également président de cette commission de surveillance.

La Poste, qui doit aussi prendre une participation minoritaire dans Dexma, réunit jeudi un conseil d'administration.

Outre la reprise de Dexma, la Banque postale et la CDC vont également créer ensemble une nouvelle structure dédiée aux collectivités locales dont le lancement est prévu à la mi-2012.

D'après les estimations de Dexia Crédit Local, quelque 10 milliards d'euros pourraient manquer en 2012 pour assurer les financements dont les collectivités locales françaises ont besoin, les banques désertant ce marché en raison de la crise et des nouvelles règles prudentielles.

Dans ce contexte, certaines collectivités locales sont contraintes d'abandonner ou de reporter leurs projets d'investissement. (Reuters 08.02)

2- Japon

L'excédent de la balance des paiements courants du Japon a fondu en 2011 à son plus bas niveau en 15 ans, soulevant des doutes sur la capacité du pays à financer sa lourde dette publique sans recourir à l'extérieur.

La balance des paiements courants du Japon affiche pour 2011 un excédent de 9.629 milliards de yens (94 milliards d'euros), en baisse de 44% par rapport à l'année précédente, son recul le plus marqué jamais enregistré.

L'excédent représente environ 2% du produit intérieur brut (PIB) japonais et repose notamment sur quelque 14.000 milliards de yens d'investissements étrangers.

"Il est difficile à croire que le pays devienne un pays déficitaire (...) Mais si le yen s'apprécie nettement et le pays perd en compétitivité au niveau mondial, son heure risque de venir plus tôt que prévu", averti Tatsushi Shikano, économiste pour Mitsubishi UFJ Morgan Stanley Securities. (Reuters 08.02)

[Haut de page ↗](#)

Le 10 février

CAUSERIE

Pourquoi Mélenchon cartonne ?

Parce qu'il met en pratique ce que je m'épuise à expliquer en vain, que ce n'est pas en tenant un discours formaté de théoricien de la lutte de classe destiné à une élite ou des militants professionnels que l'on peut conquérir la classe ouvrière, elle n'y comprend rien ou rejette cette formule trop éloignée d'elle. Il suffit de voir ce que cela donne avec Arthaud et Poutou pour en avoir confirmation.

Un discours simple et qui va droit au but en peu de mots, avec des phrases courtes qui suggèrent plus qu'elles ne disent, peu importe si l'auditoire s'y retrouve contrairement à la terminologie que l'on trouve dans la tribune libre du site et qui est indigeste, contre-productive, même moi elle m'emmerde au dernier degré en tant que travailleur, un peu moins en tant que militant de base, je la supporte seulement quand je l'aborde sous un regard critique en tant que militant conscient, c'est seulement à ce niveau-là qu'elle m'intéresse dans tous les autres cas, ces articles ou tracts sont inaudibles, à mourir d'ennui, une horreur !

Le plus grave, c'est que cela fait 30, 40, 70 ans que cela dure sans que les dirigeants en question n'aient rien remarqué d'anormal, rien ne les choque apparemment, ils sont satisfaits d'eux-mêmes c'est l'essentiel, ils laissent ainsi le terrain libre à Mélenchon qui ne loupe pas une occasion de s'en remettre à l'ONU, hier encore à Montpellier à propos de la Palestine, ou à l'UE, il vient d'annoncer qu'il allait saisir la Cour européenne des droits de l'homme sur les sondages (source : 20minutes.fr 09.02), question indépendance au moins avec lui la question ne se pose même pas, elle est réglée d'emblée.

Est-ce une question d'amour-propre franchement mal placé, sont-ils totalement sclérosés comme nous l'avons suggéré à plusieurs reprises pour les faire réagir, sont-ils définitivement incapables de se mettre à la portée des travailleurs, sont-ils à ce point-là devenus étrangers à la classe ouvrière ?

Mélenchon sait ce que son auditoire veut entendre et il lui sert sur un plateau et ça marche, peu importe que son orientation politique soit contre-révolutionnaire sur le fond, la plupart des travailleurs n'y prêtent pas attention, et y prêteraient-ils attention qu'ils seraient incapables de se positionner avec le niveau de connaissances ou de conscience politique qui est le leur, ils sont avant tout pragmatiques.

Au lieu de louer l'ONU, vous leur diriez que c'est un refuge de gangsters qui veut mettre la planète à feu et à sang et qu'il faut rompre avec, qu'ils applaudiraient des deux mains cette manière de condamner l'ONU. Mais voilà, comme nous nous privons de la manière la plus simple d'aborder les travailleurs, on loupe du même coup la deuxième séquence laissant un boulevard au populisme.

Il peut balancer à Montpellier à une foule bourrée d'illusions : *«Prenez la parole, prenez le pouvoir, n'attendez rien des autres»*, sans lui fournir le mode d'emploi ou comment parvenir à prendre le pouvoir, peu importe, elle ne s'en aperçoit pas, ça marche, pour un temps seulement certes, celui d'une élection, cela suffit à Mélenchon, il n'a pas d'autre objectif, c'est son gagne-pain ! Dans notre cas, nous pourrions accrocher dix fois, cent fois plus de travailleurs, pas pour les conforter dans leurs illusions ou leur ignorance mais pour leur présenter notre méthode sans changer de registre.

Des témoignages de participants à ce meeting confirment ce que je ne cesse de répéter, à savoir que la situation est propice au recrutement de masse, à l'action, à la construction du parti. Un participant a dit : *"je viens pour ses idées. Ce qu'il propose me redonne de l'espoir"* (libération. fr 09.02). Un autre a dit : *"lui, on comprend quand il parle."* (id) Un autre encore : *"Avec Mélenchon, on retrouve du débat politique, il éduque. Frapper la finance, défendre l'ouvrier, changer le monde: il avance des solutions et n'est pas seulement un contestataire"* (id). Comme quoi la source est là et ne se tarit pas.

Toutes ces remarques confirment que des millions de travailleurs cherchent une issue politique, en tout cas se posent la question. Ils n'en ont rien à foutre de vos tournures intellectuelles qui ne satisfont que leurs auteurs finalement. Ce sont vos rapports à la classe qu'il faut revoir, votre conception de la lutte de classe qu'il faut adapter à la société d'aujourd'hui, comment faut-il leur dire pour qu'ils le comprennent, ouvrez les yeux et vos oreilles, écoutez ce que vous disent les travailleurs, sortez de votre huis clos entre militants ou dirigeants.

Il faut aussi des dirigeants avec un minimum de charisme, ce qui ne garantit pas qu'ils seraient prêts à vous écouter, Mélenchon envoie régulièrement vertement balader ceux qui lui posent des questions auxquelles il ne souhaite pas se soumettre, pourquoi, mais parce qu'il n'est pas clair Mélenchon, pour quelle raison voudriez-vous que ce soit d'autres ? Est-ce que j'enverrais chier un militant qui me reprocherait ne pas avoir milité pendant 20 ans, de combattre l'opportunisme sous tous ses masques ou je ne sais quoi ? Bien sûr que non. Mélenchon soigne son image et veut se faire passer pour ce qu'il n'est pas, il n'a pas le choix et quelque part il est malhonnête, il est corrompu par le régime qui le nourrit, c'est le choix qu'il a fait en rompant avec le trotskysme il y a plus de 30 ans, il sait très bien qu'il n'y a rien à attendre de l'ONU et de l'UE, ce qui n'est pas le cas de ses alliés du PCF et de la Gauche unitaire.

Tout flatteur vit aux dépens de celui qui l'écoute, c'est le propre du parasite, Mélenchon le sait et en use et en abuse. Il a le talent de trouver le ton juste, son auditoire populaire ne lui en demande pas davantage, il se reconnaît dedans et cela lui suffit comme je l'ai fait remarquer plus haut.

Pour nous, l'essentiel c'est sa position politique, son programme. Pour nos dirigeants, ce serait plutôt la manière dont il s'y prend pour capter l'attention de son auditoire, ce qu'ils ne savent pas faire. C'est bien prétentieux dites-moi, je sais, on devrait fermer sa gueule ainsi on serait tous voués à connaître le même sort, quelle perspective, trop peu pour moi !

Dans le site, je mêle différents niveaux de langue comme l'on dit en linguistique, parfois populaire, parfois plus ou moins soutenu sans tomber dans l'emphase, je pourrais écrire mieux pour me faire passer pour un grand intellectuel, désolé, je ne me livre pas à un exercice de style, cela ne m'intéresse pas, je suis un prolo, j'ai un cerveau mais je vis aussi avec mes tripes, désolé, je n'ai pas encore réussi à m'en passer, je peux emprunter indifféremment le registre de Balzac, de Marx ou celui de l'usine ou passer de l'un à l'autre sans transition, par dérision envers ceux qui se prennent trop au sérieux ou dont la démarche intellectuelle consiste à ne retenir que leur interprétation de la réalité, comme si celle-ci s'était évanouie pour tous ceux qui y sont également confrontés et ne la voient pas ou plutôt ne la vivent pas de la même manière qu'eux.

Non, ce n'est pas faire preuve de laisser-aller ou adopter une posture particulière, franchement, est-ce que j'ai l'attitude de quelqu'un qui aurait quelque chose à vous vendre pour en tirer un profit personnel, il faut arrêter les conneries à un moment donné, c'est être fidèle à la manière dont chacun ressent la réalité. La division du travail entre tâches manuelles et intellectuelles n'a toujours pas été assimilée semble-t-il... Reproduire la manière dont on ressent les choses en tant qu'ouvrier, un vilain péché, ensuite les analyser ou en tirer des leçons, en voilà un procédé vraiment extraordinaire, pour le coup révolutionnaire !

Je peux dire ce que je pense, au point où nous en sommes.

Pour ajouter un mot à la causerie du 8 en attendant que je rédige la suite. La révolution russe était vouée à dégénérer du fait de son isolement, près d'un siècle plus tard, il n'existe même pas l'équivalent du parti bolchevik pour donner l'impulsion à la fondation d'une Internationale ouvrière, alors inutile de s'imaginer que l'on pourrait inverser le cours des choses ou que la situation pourrait ne pas devenir pire, sauf évidemment à croire aux miracles ou balancer par dessus bord les enseignements du marxisme. Terrible constat n'est-ce pas ? C'est de là que part ma réflexion et non de mon nombril de militant plus ou moins conscient qu'il n'existe pas d'issue politique ou seulement dans notre tête. Ils vont faire quoi demain les Grecs face au drame auquel ils sont confrontés, ils vont faire une révolution, avec quel parti, ils vont se faire massacrer une nouvelle fois, c'est à craindre. On pourrait leur livrer la recette magique de l'Assemblée constituante qui a fait ses preuves en Tunisie et en Egypte ou encore en Libye...

La situation est sans issue pour le prolétariat grec comme pour l'Etat, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y aurait rien à faire de notre côté. La Grèce préfigure ce qui est en train de mûrir à l'échelle mondiale et qui par deux fois au XXe siècle a conduit à la guerre. Dans ce contexte, les masses vont se radicaliser, plus vite que tous les partis comme d'habitude. La situation en Grèce est désespérée, cela dit, en cas de révolution et de guerre civile, rien ne dit que le prolétariat des autres pays européens resterait les bras croisés, il pourrait être pris par un mouvement de solidarité qui se traduirait par l'accélération de la construction du parti, elle s'imposerait en quelque sorte à tous, y compris à nos dirigeants, qui il faut l'espérer encore ne laisseraient pas filer cette formidable occasion, c'est une hypothèse crédible car chaque travailleur se reconnaîtrait dans le drame vécu par chaque travailleur grec. Si le temps travaille en notre faveur, il arrive un moment où il devient pressant de corriger nos erreurs, avant qu'il ne soit trop tard.

Mélenchon nous est sympathique au premier abord, mais il colporte des illusions criminelles que nous devons combattre. Sa méthode est correcte, mais malheureusement son orientation politique est défectueuse ou erronée. Avec une telle dette, un tel déficit, une telle concurrence internationale dans pratiquement tous les secteurs d'activité, il n'y a pas de place pour les demi-mesures. Il prétend vouloir affronter et régler ces trois problèmes, disons-le carrément, ce sera totalement impossible sans rompre avec le capitalisme et l'ensemble des institutions politiques du capital, en France, en Europe et dans le monde.

Pour conclure provisoirement, de deux choses l'une, soit on laisse les travailleurs aller au casse-pipe en leur cachant la vérité, soit on affiche la couleur en mettant la priorité absolue sur la construction du parti qui a elle seule conditionne la suite de la lutte de classe, partant du principe que nous combattons pour vaincre notre ennemi et non pour faire de la figuration. Bien entendu que la révolution socialiste demeure à l'ordre du jour, à nous de nous donner les moyens d'avancer résolument vers cet objectif. D'où vient le doute qui étreint de nombreux militants, sinon parce qu'ils doutent de notre victoire finale, ils ne doivent pas comprendre comment ce serait possible, ce qui est normal puisque dans l'état actuel des choses c'est impossible, ce qui ne veut pas dire que ce sera toujours le cas. Les représentants du capitalisme pavoisent et ils ont de quoi il faut bien l'avouer, mais demain *rira bien qui rira le dernier* (Lénine).

Rien n'est possible sans les masses, rien n'est possible sans le parti. Une fois qu'on a compris cela, on se dit qu'il ne reste plus qu'à trouver les moyens de conquérir les masses, ce qui passe par la construction du parti. Si on se détourne des masses ou qu'on demeure incapable de s'adresser à elles, on ne pourra jamais construire le parti, et si on s'acharne malgré tout à construire le parti, on construira un parti mais pas celui dont nous aurons besoin pour prendre le pouvoir. L'urgence pour la classe ouvrière, c'est de forger les outils dont elle a impérativement besoin pour affronter le capital, puis le vaincre. Voilà ce qu'il faut expliquer aux travailleurs en leur enlevant toutes illusions dans la "*révolution citoyenne*" ou par les urnes. (A suivre)

Le fin mot d'une polémique

On a appris que les dirigeants syndicaux étaient montés au créneau avant-hier contre l'article 40 de la loi dite "Warsmann" adopté par les députés le 31 janvier, qui porte sur la modulation du temps de travail qui est justement au coeur de la négociation des "*accords compétitivité-emploi*" que les partenaires sociaux doivent engager à partir du 17 février. (lemonde.fr 09.02). Lire dans cette page l'article en entier. Voici le commentaire que j'ai inclus à la suite de cet article.

- L'UMP a commis un horrible crime de lèse-majesté envers les bureaucrates pourris des syndicats qui crient au scandale, pas sur le fond mais sur la forme, pour faire oublier leur capitulation en rase campagne devant le gouvernement et le Medef : s'il vous plaît messieurs, à nous l'honneur, que dis-je, l'insigne privilège de rendre taillable et corvéable à merci les travailleurs...

Et le député PS, Alain Vidalies, qui semble-t-il connaît bien la musique d'expliquer à ses petits camarades de UMP de quelle manière

il faut s'y prendre pour ne pas froisser ces fossoyeurs du syndicalisme et parvenir tranquillement à leurs fins, leur rappelant qu'ils devaient leur donner la possibilité d'affronter leurs bases et d'en garder le contrôle. Mieux encore, il est préférable voire indispensable d'associer les syndicats à ce processus, afin qu'ils participent dans la joie et la bonne humeur à la mise en place de ces "*accords compétitivité-emploi*" dans les entreprises où ils sont présents, interdisant ainsi aux salariés et syndiqués de se mobiliser contre.

On voudrait nous faire croire que "*les confédérations de salariés sont hostiles au principe de ces accords*", alors qu'elles se précipitent pour en discuter le contenu avec le gouvernement et le patronat, pour la raison évoquée au paragraphe précédent. Chacun sait parfaitement que lors de ces "*négociations*" dans le cadre du "*dialogue sociale*", à l'arrivée chaque fois nos droits sociaux sont davantage rognés ou purement et simplement liquidés, c'est ce cadre dont monsieur Mailly réclame le respect, qu'il revendique.

Le gouvernement a agi de la sorte pour soulager la bonne conscience des dirigeants syndicaux qui pourront affirmer ensuite qu'ils n'y étaient pour rien, et qu'étant placés dorénavant devant le fait accompli, il n'y avait plus qu'à créer un "*rapport de force*" favorable aux travailleurs pour revenir sur cette disposition, sachant que ce n'est pas demain la veille qu'il verra le jour car faisant tout pour qu'il en soit ainsi et la boucle est bouclée. Cela les arrange bien, cela les soulage d'un poids énorme par rapport à leurs bases, ils devraient dire : merci à l'UMP d'avoir eu cette lumineuse idée, à charge de revanche, notre sens des "*responsabilités*" que le Président et le Premier ministre ont si souvent salué servant de garantie. Craignaient-ils que cela ne passe pas dans leurs syndicats respectifs ? C'est possible, peu importe en réalité, seul le résultat compte.

A ce propos, ce qui émeut ces grands humanistes, ce sont les conséquences négatives possibles sur la vie de famille des travailleurs, mais pas l'augmentation de la productivité, de l'exploitation associée à l'augmentation de la compétitivité des entreprises.

Ce n'est pas un hasard s'ils mettent en avant un argument qui ne concernera pas tous les travailleurs de la même manière, au lieu de mettre l'accent sur l'augmentation intolérable de l'exploitation qui les touchera tous indistinctement, ils favorisent ainsi un facteur de division supplémentaire parmi les travailleurs... pour le plus grand bonheur des patrons. Normal, puisqu'ils n'entendent pas combattre le capitalisme, encore moins le renverser, quelle horreur !

Actualité en titres

A qui profite la crise ?

- Hermès vers de nouveaux sommets en 2012 s'il gère la pénurie de stocks - AFP
- Le groupe Publicis annonce un bénéfice net record - AFP
- Dassault Systèmes prudent pour 2012 après un cru 2011 record - Reuters
- Daimler engrange de juteux bénéfices, narguant la crise de l'automobile européenne - AFP

Le syndrome de l'usurpateur complexé et réactionnaire.

- Présidentielle: Retour aux «*valeurs*» pour Nicolas Sarkozy - 20minutes.fr
- Un peu plus candidat, Sarkozy opère un virage droitier pour se démarquer de son concurrent PS - AFP
- Sarkozy veut s'attaquer aux chômeurs "*passifs*" en durcissant le système - AFP
- Sarkozy au "Figaro Magazine" : "*L'euthanasie légalisée risquerait de nous entraîner vers des débordements dangereux*" - LePoint.fr
- Sarkozy au "Figaro Magazine" : "*Je ne suis pas favorable à la régularisation des étrangers en situation irrégulière*" - LePoint.fr
- Le FN accuse Sarkozy de lui chiper l'idée des référendums - Liberation.fr

Enfin un moyen naturel de se débarrasser des déchets du capitalisme :

- Froid glacial et neige ont fait plus de 500 morts en Europe - AFP

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Diviser pour mieux régner.

Nicolas Sarkozy propose un tour de vis dans le système d'indemnisation des chômeurs pour coller directement aux besoins des entreprises, en pointant de nouveau du doigt l'"*assistanat*" dans lequel le système maintient, selon lui, les chômeurs.

En avril 2011, il expliquait déjà qu'il avait le devoir envers "*les salariés et les ouvriers qui travaillent dur*" de "*s'assurer que celui qui est au chômage et qui a des allocations grâce à la solidarité nationale fera tous ses efforts pour accepter une offre d'emploi*".

Et Nicolas Sarkozy prévient qu'en absence de "*consensus*" avec les partenaires sociaux, il pourrait alors organiser un référendum pour que les Français "*donnent leur opinion sur ce système d'indemnisation du chômage et sur la façon dont on doit considérer le travail et l'assistanat*".

Dans le projet du président, les formations qualifiantes imposées aux chômeurs seraient définies par un "*comité national*", composé de chefs d'entreprise et syndicalistes. Il serait chargé d'identifier les "*secteurs d'avenir créateurs d'emploi*". (AFP 09.02)

1.2- Dans la posture du recéleur.

L'ancien ministre UMP Eric Woerth a été de nouveau mis en examen jeudi dans l'enquête sur l'héritière de L'Oréal Liliane Bettencourt, cette fois pour "*recel*" de 150.000 euros qui auraient financé la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007.

Eric Woerth, 57 ans, avait déjà été mis en examen mercredi pour "*trafic d'influence passif*" au terme d'une première audition-fléuve d'une douzaine d'heures devant les juges bordelais. Il a encore été entendu jeudi pendant neuf heures.

Les nouvelles poursuites, annoncées par le parquet et son avocat, portent sur un versement supposé de 150.000 euros en espèces par Patrice de Maistre, gestionnaire de fortune de Liliane Bettencourt.

Selon des dépositions de Claire Thibout, ex-comptable de Liliane Bettencourt, l'argent aurait été destiné, aux dires de Patrice de Maistre, à financer la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007, dont Eric Woerth était le trésorier.

"*A l'issue de cette audition (...), Eric Woerth a été mis en examen du chef de recel à raison d'une présumée remise de numéraire qui lui aurait été faite par M. Patrice de Maistre*", explique le parquet dans un communiqué.

Les juges de Bordeaux qui conduisent l'affaire ont déjà saisi les comptes officiels de la campagne Sarkozy en 2007. (Reuters 09.02)

2- Grèce

Plus de 8 000 sympathisants de gauche ont ouvert le bal jeudi 9 février au soir d'une grève générale dans le centre d'Athènes pour protester contre les nouvelles mesures de rigueur réclamées par l'UE et le FMI en échange d'un nouveau prêt. L'appel à la grève a été lancé par les deux grandes centrales syndicales grecques, Adedy pour le public et GSEE pour le privé, et le syndicat communiste PAME.

Derrière une banderole frappée du slogan "*Dehors le gouvernement criminel et la troïka - aucun accord ne doit être signé*", le cortège le plus fourni était celui du Front syndical communiste PAME. La gauche radicale a organisé son propre défilé jusqu'au Parlement. GSEE et Adedy veulent masser les protestataires sur la place centrale Syntagma, à Athènes, épicentre depuis deux ans de la contestation contre la rigueur, souvent émaillée d'affrontements entre policiers et manifestants.

Les mesures qui se profilent après avoir reçu dans la nuit un accord de principe des trois partis de la coalition gouvernementale "*vont être le tombeau de la société grecque*", a dénoncé un communiqué de la GSEE et de l'Adedy. "*Le gouvernement n'a pas de légitimité pour les imposer*", a ajouté le texte.

Selon des fuites parues dans la presse, le train de mesures prévoit une baisse de 22% du salaire minimum (ainsi ramené autour de 586 euros bruts sur 14 mois). D'autres sources font état d'une réduction de 22% du salaire de base de chaque branche professionnelle, de coupes dans les retraites complémentaires et de 15.000 suppressions d'emplois dans l'année dans le secteur public.

Ces mesures ont poussé le secrétaire d'Etat au travail, Iannis Koutsoukos, à annoncer sa démission pour protester contre

les décisions "douloureuses arrachées au gouvernement par les créanciers du pays, UE et FMI. Les réformes convenues plus tôt dans la journée par les partis de la coalition gouvernementale ne sont pas seulement difficiles mais douloureuses pour les travailleurs", écrit M. Koutsoukos dans le communiqué où il annonce sa décision. (lemonde.fr et AFP 09.02)

Social

1- France

Le Mediator a "probablement" causé 3.100 hospitalisations et au moins 1.300 morts entre 1976 et 2009 en France, selon une étude sur la mortalité attribuable à ce médicament, la première publiée dans une revue scientifique internationale.

Il s'agit vraisemblablement d'une "sous-estimation", a déclaré à l'AFP le chercheur Mahmoud Zureik, coauteur de cette étude, publiée jeudi dans le journal spécialisé Pharmacoepidemiology & Drug Safety, qui conforte des données préliminaires déjà évoquées.

La parution de cet article est un élément de plus au dossier de l'affaire du coupe-faim des laboratoires Servier, qui fait l'objet de plusieurs procédures judiciaires en cours.

145 millions de boîtes de Mediator au total ont été vendues en France avant son retrait du marché, selon le fabricant.

Les auteurs, qui avaient déjà communiqué des estimations à l'agence du médicament (Afssaps) en 2010, réalisent avec cette publication une étude plus fouillée et précise.

Ils ont établi leurs calculs avec des données de l'Assurance maladie portant sur 303.336 patients ayant eu au moins un remboursement en 2006 pour le Mediator, 54% l'utilisant encore en 2007, 39% en 2008 et 31% en 2009.

Les chercheurs ont extrapolé le nombre d'hospitalisations pour insuffisance valvulaire entre 2006 et 2009, en partant de ceux qui avaient pris du Mediator en 2006, rapportés au nombre total d'utilisateurs du produit entre 1976 et 2009.

La moitié des gens hospitalisés ont été opérés et donc avaient des formes graves de valvulopathies, selon M. Zureik.

Pour évaluer la mortalité, les chercheurs ont retenu une étude américaine montrant qu'en cas d'atteinte valvulaire modérée à sévère, le risque de décès prématuré était de 43%.

"L'étude ne prend en compte que les gros consommateurs (54 boîtes prises sur deux ans et demi environ)", précise à l'AFP Mahmoud Zureik.

Elle n'englobe pas l'autre grave méfait du Mediator, l'hypertension artérielle pulmonaire (HTAP), ni les décès non précédés d'une hospitalisation pour valvulopathies.

Les chiffres, ajoutent les auteurs, sont probablement sous-estimés, principalement parce que les atteintes des valves cardiaques touchant des patients ayant consommé moins de 30 boîtes de Mediator (correspondant à une année et demie d'utilisation) ne sont pas prises en compte, faute de données disponibles.

Ainsi, près de la moitié des boîtes vendues en France ont été considérées comme dépourvues de risque, "alors qu'une exposition relativement courte pourrait causer la maladie des valves, comme le suggèrent des études sur les autres dérivés de fenfluramine", notent-ils. (AFP 09.02)

Cette ordure de Servier a causé la mort de plus de 1 000 personnes uniquement pour se faire du fric, et il est en liberté. Où est l'Etat de droit ? Un leurre. Les personnes atteintes de valvulopathie vont voir leur situation empirer au fil du temps, c'est inévitable, je connais bien la question, puisque mon épouse a été opérée une première fois en 1986, puis la dernière fois en 2006, cette fois avec la pause de deux valves mécaniques.

Les valves fragilisées soient par une bactérie, soit par un médicament dans le cas du Mediator, se rétractent jusqu'au point d'interrompre la circulation sanguine donc provoquant la mort, il faut donc opérer avant d'arriver à un âge trop avancé car ensuite l'opération s'avère encore plus risquée et généralement impossible à pratiquer, la personne est condamnée à en mourir. En fait, vous devenez handicapé à vie avec plein d'effets secondaires suite à cette opération, certes vous êtes en vie, mais c'est un cauchemar quotidien.

2- Grèce

Le taux de chômage en Grèce est passé à un nouveau record de 20,9% en novembre, contre 18,2% en octobre, a annoncé jeudi le service des statistiques ELSTAT, dans un marché de l'emploi frappé par la crise de la dette et les mesures d'austérité.

Les chiffres grecs du chômage ne sont pas ajustés des variations saisonnières.

Le nombre des chômeurs a atteint 1,02 million, en hausse de 48,7 % sur un an et de 14 % par rapport à octobre, a précisé un communiqué de l'ASE. Près d'un jeune sur deux de 15 à 24 ans est sans emploi (48 %). 24,5 % des femmes sont victimes du chômage.

Cette explosion, à un niveau jamais atteint depuis l'entrée dans la zone euro en 2000, a commencé début 2010 avec la débâcle financière de la Grèce et la cure d'austérité qui lui est depuis administrée, alors qu'elle est entrée dans sa cinquième année consécutive de récession. (Reuters et lemonde.fr 09.02)

3- Israël

Les banques, les ports et la Bourse étaient fermés jeudi en Israël au deuxième jour d'une grève générale organisée pour protester contre le recours à des salariés intérimaires dans le service public.

Selon la centrale syndicale Histadrut, qui regroupe des centaines de milliers de salariés du secteur public, le mouvement devrait également perturber la circulation des trains et toucher la Banque d'Israël.

Histadrut réclame l'intégration de 250.000 salariés intérimaires dans le secteur public. Le ministère des Finances refuse et propose à la place d'améliorer leurs conditions de travail et d'augmenter leurs salaires d'au moins 20%.

Un juge du tribunal du travail a donné aux deux parties jusqu'à jeudi matin pour trouver un accord. Selon la presse officielle, des discussions se sont tenues toute la nuit entre le gouvernement et les syndicats et les deux parties seraient proches d'un accord. (Reuters 09.02)

Economie

1- Grande-Bretagne

La Banque d'Angleterre (BoE) a annoncé jeudi, comme attendu, l'injection de 50 milliards de livres (59,9 milliards d'euros) dans l'économie britannique, après une première relance en octobre de son programme de soutien à une économie britannique toujours chancelante.

La banque centrale britannique a par ailleurs maintenu son taux d'intérêt directeur à 0,50%, niveau exceptionnellement bas auquel il est fixé depuis mars 2009.

Après une première relance de 75 milliards de livres en octobre, le montant total du programme de rachats d'actifs - dit d'"*assouplissement quantitatif*" - s'élève désormais à 325 milliards de livres.

Ce programme visant à injecter massivement des fonds dans le système avait été lancé en mars 2009 pour aider une économie britannique alors en pleine récession. La première tranche, graduellement relevée jusqu'à 200 milliards de livres, avait été épuisée en janvier 2010. (AFP 09.02)

2- Etats-Unis

La banque centrale des Etats-Unis (Fed) a annoncé mercredi avoir vendu à la banque américaine Goldman Sachs un portefeuille de titres adossés à des emprunts immobiliers d'une valeur nominale de 6,2 milliards de dollars.

Il s'agit de titres adossés à des emprunts immobiliers dont la Réserve fédérale avait délesté l'assureur AIG à l'automne 2008, en pleine crise financière.

Cette transaction va permettre de rembourser l'intégralité du capital restant dû au titre d'une des deux lignes de crédit encore ouvertes pour le compte d'AIG à la Fed, indique la banque centrale dans un communiqué.

La Fed indique avoir cédé ce portefeuille à la suite d'enchères auxquelles ont participé cinq établissements financiers. Elle ne précise pas le montant de la transaction, se bornant à indiquer qu'elle se fait à un prix conforme à l'intérêt public.

La banque centrale avait annoncé le 19 janvier avoir cédé à la banque helvétique Credit Suisse un portefeuille de titres similaires d'une valeur nominale de 7,0 milliards de dollars.

La Réserve fédérale avait délesté AIG de ces titres à l'automne 2008: ils avaient été apportés par le groupe d'assurance comme garantie en échange de liquidités dont il avait alors cruellement besoin.

AIG avait été sauvé d'une faillite qui s'annonçait imminente en septembre 2008 en étant nationalisé. Son renflouement a nécessité la mobilisation de plus de 180 milliards de dollars de fonds publics.

Après le règlement de la transaction annoncé mercredi, la Fed ne devrait plus avoir à récupérer début mars que 9,6 milliards de dollars (intérêts et capital) sur les sommes qu'elle a avancées pour le sauvetage d'AIG.

La banque centrale apparaît quasi certaine de sortir de l'aventure AIG avec un bénéfice comptable.

Ce n'est pas le cas du Trésor américain, qui doit récupérer de son côté 50 milliards de dollars. Selon un rapport de la Cour des comptes (GAO), publié le 9 janvier, il ne parviendra jamais à recouvrer l'intégralité de cette somme. (AFP 09.02)

La Fed retrouve ses billes avec un bénéfice en prime, à l'opposé du Trésor américain qui fera casquer les masses américaines ou sabrera dans les budgets sociaux, normal quoi !

[Haut de page ↗](#)

Le 11 février

CAUSERIE

Demain on reviendra sur la situation.

Quand les représentants patronaux des syndicats ouvriers se répartissent les rôles pour faire aboutir une revendication du Medef

Un article de l'AFP suivi d'une analyse.

- La question du consentement individuel des salariés est en effet au coeur des négociations qui démarrent le 17 février. Le gouvernement veut promouvoir des accords collectifs qui s'imposeraient à tous les salariés, accédant ainsi à une revendication du Medef.

Les accords dits de compétitivité-emploi visent à permettre à l'entreprise d'ajuster la durée de travail de ses salariés et donc les salaires, à la conjoncture, en échange d'une garantie de maintien des emplois.

La CFDT, pourtant prête à négocier un cadre juridique si le débat ne se limite pas à celui du coût salarial, a demandé mercredi au Premier ministre d'intervenir pour que le vote de l'article sur la modulation du temps de travail de la proposition de loi Warsmann (UMP) soit bloqué au Parlement.

Opposée à un accord national qui ferait "sauter le verrou de l'accord individuel du salarié", FO dénonce "un tour de passe-passe entre gouvernement et législateur", la CGT un "coup de force".

"On ne sera pas là pour négocier de la régression sociale", prévient Maurad Rabhi, qui représentera la CGT aux négociations. "A la différence du dispositif de chômage partiel, les accords de compétitivité font supporter le coût de la crise au salarié", s'insurge-t-il.

Parce que ces accords sont déjà possibles avec l'aval individuel des salariés, qui préfèrent conserver leur emploi même moins payés, la CFDT et la CFTC souhaitent négocier des garanties et des recours pour les salariés.

"On peut concevoir qu'un effort temporaire soit fait" en cas de passe difficile pour l'entreprise et "à la condition de sécuriser" les accords, explique Joseph Thouvenel (CFTC).

Mais les utiliser, comme le souhaite également le gouvernement, dans les phases de croissance d'activité, "serait un glissement vers le grand n'importe quoi, c'est-à-dire la déréglementation et l'ultralibéralisme", prévient M. Thouvenel. La CFTC

veut "*contractualiser*" l'engagement de l'entreprise avec des "*sanctions financières*" s'il n'est pas respecté.

"*Quand peut-on dire à un moment que c'est conjoncturel ou bien structurel?*", interroge Stéphane Lardy (FO).

La CFDT a écrit au Premier ministre qu'elle était "*prête à s'engager*" sur "*la question de la compétitivité des entreprises*".

Les syndicats se rejoignent pour dénoncer le calendrier serré imposé par l'Élysée. (AFP 10.02)

Ils avaient tenu le même discours ou emprunté la même méthode après l'annonce par Sarkozy de "*l'agenda*" devant aboutir à l'adoption de la dernière contre-réforme sur les retraites.

Le représentant patronal de la CGT résume comment avec ses collègues ils soutiennent le gouvernement.

Quand il dit "*on ne sera pas là pour négocier de la régression sociale*", alors que chacun sait que ce sera effectivement le cas, alors comment s'y prend-il pour le camoufler ? C'est très simple. Il compare ou met dans la balance les mesures déjà adoptées sur le chômage partiel et celles annoncées sur la "*compétitivité*", en prétendant que les premières bénéficieraient aux travailleurs tandis que les secondes favoriseraient les patrons, l'astuce, si l'on peut dire, consiste donc à suggérer très fort qu'il y aurait une sorte d'équité de traitement entre les travailleurs et les patrons.

Ces parasites se partagent les rôles.

La CGT et FO donne de la voix, pas pour exiger le retrait pur et simple de ces mesures réactionnaires, mais sur leurs modalités d'application, ce qui suffit à prouver qu'ils les approuvent à la suite de la CFDT et de la CFTC qui ne s'en cachent pas. Cela suffit à démontrer (si nécessaire) que les dirigeants des syndicats ouvriers ont tous sans exception adopté le capitalisme. Autrement dit, quand monsieur Mailly prétend que son syndicat serait "*indépendant*" après avoir fait la démonstration qu'il était soumis au capitalisme, il réalise de fait une escroquerie couverte par les dirigeants du POI (notamment).

Quand Stéphane Lardy (FO) demande "*quand peut-on dire à un moment que c'est conjoncturel ou bien structurel?*", il avoue au passage qu'il n'est pas contre ces mesures à condition qu'elles soient "*conjoncturelles*", ajoutons sur la base d'un diagnostic commun réalisé par les syndicats et le patronat, à la suite du représentant de la CFTC qui affirme "*concevoir qu'un effort temporaire soit fait*" se traduisant par la baisse du salaire des travailleurs mis arbitrairement au chômage partiel.

Question : les choses sont très claires dès lors qu'on se situe exclusivement sur le terrain de classe des exploités, quel parti ouvrier se livre à cette démonstration dans sa littérature hebdomadaire ? Répons : aucun. Question : sur quel terrain se situe-t-il alors ? Je vous laisse deviner.

A propos de la situation en Espagne.

Il s'agit là du (même) commentaire qui fait suite à l'article de l'AFP qui figure plus loin dans cette page.

Mariano Rajoy n'a pas trop à s'en faire et il le sait, puisque "*syndicats et patronat ont déjà noué un accord de modération salariale*", les dirigeants pourris des syndicats ont choisi leur camp et ils se rendront à son invitation lundi. Reste à savoir pendant combien de temps encore les travailleurs supporteront-ils un tel traitement, comme en Grèce et au Portugal...

L'évolution de la situation sociale et politique dans ces pays aboutit au fait pour les travailleurs, qu'ils ne pourront plus vivre comme avant et sans espoir que leur situation s'améliore dans le futur. Ce qui signifie qu'ils ont le choix entre accepter ces conditions et se résigner ou les refuser et les combattre, mais comment, dans quelle perspective politique?

Il ressort de la situation, que pour se prévaloir d'une certaine légitimité, la survie du capitalisme serait impossible sans le soutien du cadre juridique que lui fournisse les institutions, l'État. Le capitalisme et les institutions qui lui sont dévouées constituant les principaux obstacles au règlement de toutes les revendications sociales en suspens, la question qui est à l'ordre du jour est de les liquider ensemble, simultanément, ce que seul pourrait réaliser un gouvernement ouvrier révolutionnaire combattant pour l'établissement du socialisme à l'échelle mondiale.

Un gouvernement ouvrier révolutionnaire ne pouvant pas être le produit d'une génération spontanée, il faut combattre toutes les mesures antisociales prises par le gouvernement, non pas en espérant aboutir à leur retrait ou le faire croire aux travailleurs ce qui serait criminel, mais dans la perspective du renversement du régime, objectif dont peuvent se saisir immédiatement les éléments les plus avancés parmi les travailleurs, ce qui permet de poser la question de la construction des moyens pour atteindre cet objectif, dont le parti...

Ceux qui ne sont jamais parvenus à construire le parti en 70 ans, ont démontré qu'ils étaient incapables de lier ou subordonner

le combat pour des revendications sociales à la perspective politique de la chute du régime en place, à croire qu'ils avaient abandonné cet objectif ou qu'ils l'ont gravement négligé... Et ce n'est pas un hasard si aucun n'est en mesure de le faire aujourd'hui autrement que maladroitement dans des déclarations sans lendemain.

Haro sur le capitalisme et les institutions, voilà la seule réponse à la hauteur de la formidable agression orchestrée par leurs représentants contre les travailleurs. Est-ce exagéré, serait-ce faire preuve de gauchisme ? Qu'est-ce qui vous permettrait de porter un tel jugement ? Je vous mets au défi de le prouver. J'affirme que vous seriez dans l'incapacité de le justifier et voici pourquoi :

- (AFP 10.02) Le ministre de l'Economie Luis de Guindos a donné jeudi quelques indices sur la réforme, surpris par un micro à Bruxelles en train de dire au commissaire européen Olli Rehn: "*demain nous allons approuver la réforme du travail et vous allez voir qu'elle sera extrêmement agressive*". (la suite dans l'article plus bas)

Quand Olli Rehn affirme que la contre-réforme du droit du travail en Espagne sera "*extrêmement agressive*" il sait de quoi il parle, dès lors notre réponse doit se situer à la même hauteur et être "*extrêmement agressive*", toute appréciation formulée par un parti ouvrier qui serait en-deça serait marquée du sceau de l'opportunisme, de l'infâmie. Avis aux amateurs, ils sont nombreux, attention tout de même de ne pas vous marchez dessus... les intéressés se reconnaîtront.

Le saviez-vous ?

A propos du 11 septembre 2011. Bien que cela paraisse incroyable, il y a encore des militants pour refuser d'admettre que c'est bien l'administration américaine qui a planifié inutilement cet acte assimilable au terrorisme d'Etat. Un nouvel article de Mondialisation.ca du 10 février revient sur certains aspects du 11/9. Précisons qu'à ce jour (à ma connaissance), qu'aucun parti ouvrier en France n'a officiellement reconnu la responsabilité de la Maison Blanche dans cet acte barbare. Le combat pour que la vérité éclate fait partie intégrante du combat pour l'indépendance du mouvement ouvrier.

- Un autre exemple est celui de l'affirmation que les impacts d'avion, leur carburant, et les incendies qui en ont résulté ont provoqué l'effondrement des Tours Jumelles. En réalité, le carburant d'avion atteint au maximum les 1800 degrés Fahrenheit. L'acier ne commence à fondre qu'à partir de 2700 degrés F.

Pourtant, les rapports officiels affirment le contraire. Il disent aussi que les seules causes de l'effondrement des tours sont au nombre de trois ; l'impact des avions, les incendies, et la force de gravité. Mais les « *meilleures preuves* » contredisent cette explication officielle, et d'autres également.

L'effondrement du WTC7 revêt une importance toute particulière. Le National Institute of Standards and Technology (NIST) a initialement mis en cause les dommages structurels combinés aux incendies de fuel. Mais finalement, son rapport final ne mentionne que les incendies [comme cause de l'effondrement].

Pourtant, aucun avion n'a percuté ce bâtiment. Et historiquement, aucun gratte-ciel à structure d'acier ne s'est jamais écroulé à cause d'incendies. De plus, si cela venait à se produire, l'affaissement serait progressif.

Malgré tout cela, le WTC 7 s'est effondré virtuellement en chute libre, de façon symétrique et droit sur son empreinte, avec sa ligne de toit qui est restée pratiquement horizontale. « *La meilleure preuve* » montre que « *chacune des 82 colonnes de soutien a été sapée avant* » que l'effondrement ne commence. C'est une intervention humaine secrète, et non pas les dommages [subis par le bâtiment], qui sont la cause [de son effondrement].

Un autre exemple-clef est celui de présence de matériaux nanothermitiques. [La nanothermite] « *peut être adaptée pour réagir comme un incendiaire (comme de la thermite ordinaire) ou comme un explosif...* »

On en a retrouvé dans quatre échantillons de poussières du WTC collectés indépendamment les uns des autres. Un article écrit par une équipe de scientifiques, et relu par des pairs (peer reviewed) l'a montré. Bien que le NIST n'ait pas effectué de tests pour détecter l'éventuelle présence de matériaux explosifs, il a affirmé qu'il n'y en avait pas.

De nombreux autres exemples de « *meilleures preuves* » contredisent les récits officiels, qui en perdent littéralement toute crédibilité.

INFOS EN BREF

Politique

1- Grande-Bretagne

Abou Qatada, l'homme qui avait été surnommé « *l'ambassadeur d'Ossama Ben Laden en Europe* » par la presse anglo-saxonne, et qui est inscrit sur la liste des individus lié avec Al-Qaïda par le comité 1267 du Conseil de sécurité des Nations unies, vient d'être mis en liberté conditionnelle en Grande Bretagne.

Grâce à une intervention de la Cour européenne des Droits l'homme, qui s'est opposée à son extradition vers la Jordanie où il devait être jugé, il sera totalement libre d'ici trois mois « *si aucun accord n'est trouvé* ».

De plus le Daily Telegraph a révélé que les journalistes de la BBC ont reçu pour instruction de ne plus qualifier Abou Qatada « *d'extrémiste* », ainsi que de « *ne pas faire usage d'images qui suggèrent que le prédicateur est en surpoids* ».

L'affaire fait scandale en Grande-Bretagne, où on ne comprend pas comment celui qui était qualifié d'« *extrêmement dangereux* » par l'ancien ministre de l'Intérieur David Blunkett, et qui était détenu dans la prison de haute sécurité de Long Lartin, peut se voir ainsi remis en liberté.

Comme nous l'anticipions dès mai 2011, la mise en scène médiatique de la mort d'Ossama Ben Laden préparait le recyclage des hommes de son réseau au service de la nouvelle stratégie des États-Unis. Après avoir aidé à la lutte contre les Soviétiques en Afghanistan, puis servi de faux-nez lors des attentats du 11 septembre, et enfin avoir été utilisés contre la résistance irakienne, ils sont désormais affectés au détournement du « *Printemps arabe* » et à la lutte contre l'Alliance des résistances (Iran, Syrie, Hezbollah).

Ainsi en Syrie, ce sont les hommes issus du réseau Al-Qaïda qui, financés par le Qatar et encadrés par des instructeurs militaires turcs, britanniques et français, constituent la majeure-partie des effectifs de ce que la presse occidentale nomme « *Armée syrienne libre* ».

La BBC veille désormais à l'image de ceux qui sont susceptibles de servir une telle cause. (Réseau Voltaire 10.02)

2- Grèce

Un ministre socialiste du gouvernement grec et quatre d'extrême droite grec ont démissionné ce vendredi, s'opposant aux nouvelles mesures d'austérité demandées par les créanciers du pays.

La socialiste démissionnaire est Mariliza Xenoyannakopoulou adjointe aux Affaires européennes. Son parti, le Pasok, est membre de la coalition gouvernementale aux côtés de la droite conservatrice et de l'extrême-droite.

« *Malheureusement, la troïka (UE-BCE-FMI, ndlr) ne tient pas compte des conséquences de la mise en oeuvre du premier plan de rigueur (...) et décide de prendre des mesures qui vont dramatiquement creuser la récession et accroître la colère sociale* », écrit Mme Xenoyannakopoulou dans une lettre adressée au Premier ministre Papademos.

Jeudi, la secrétaire d'Etat au Travail Iannis Koutsoukos (socialiste) avait déjà démissionné pour les mêmes raisons. (liberation.fr 10.02)

3- Egypte

Des milliers d'Egyptiens ont manifesté vendredi près du ministère de la Défense pour réclamer le départ de l'armée du pouvoir, à la veille du premier anniversaire de la chute de Hosni Moubarak, selon un journaliste de l'AFP.

Pendant la journée, plusieurs rassemblements ont convergé vers le ministère, traversant des zones résidentielles pour éviter les barrages établis par les militaires sur plusieurs kilomètres autour du ministère.

En fin d'après-midi, les manifestants ont cependant été bloqués à une centaine de mètres derrière le bâtiment, la police militaire ayant placé des barbelés et des blindés pour empêcher le passage.

Derrière le cordon de police résonnait de la musique militaire, tandis qu'en face, les manifestants scandaient : « *Le peuple veut l'exécution du maréchal* » Hussein Tantaoui, chef d'Etat de facto depuis que M. Moubarak a remis ses pouvoirs à l'armée le 11 février 2011.

A la fin de la grande prière hebdomadaire du vendredi dans la mosquée al-Fath, dans le centre du Caire, les manifestants avaient crié « *A bas le pouvoir militaire* » avant de se diriger vers le ministère.

« *Nous marchons sur le ministère de la Défense, nous voulons le départ des militaires* », a affirmé devant la mosquée Asmaa Mahfouz, militante connue pour avoir enregistré l'an dernier une vidéo appelant à un soulèvement contre Hosni Moubarak.

Les militants ont aussi appelé à une journée de "désobéissance civile" et de grèves samedi, jour anniversaire de la chute de M. Mubarak. (AFP 10.02)

4- Iran

Des ambassades étrangères en Israël ont récemment commencé à rédiger des plans d'urgence en vue d'évacuer leurs ressortissants de l'Etat juif dans le cas d'une attaque de missiles sur Israël.

Cette information a été confirmée par de hauts fonctionnaires de Jérusalem. Pour l'heure, le ministère des Affaires étrangères a fourni aux ambassades étrangères présentes en Israël, une liste des abris publics à travers le pays, ainsi qu'une brochure pédagogique.

Les représentants diplomatiques de nombreux pays sont de plus en plus soucieux d'une réaction militaire iranienne contre Israël. Les forces de défense israéliennes projettent d'engager plusieurs exercices afin de préparer la population. Quant à l'Union européenne, l'un de ses fonctionnaires a confié qu'il était absolument impossible d'engager une procédure visant à protéger toutes les familles du corps diplomatique des différents pays occidentaux présents sur place.

Dans cette histoire, on peut s'attendre à tout ! c'est ainsi qu'un journal hébreu prétend que "la presse internationale aurait loué le droit de mettre des équipes de tournage et des journalistes sur les toits de la ville pour couvrir les événements de la guerre à venir, une contre-attaque iranienne. Il semble que les réseaux de nouvelles CBS, Fox News et NBC envoient leurs producteurs en Israël pour trouver les endroits stratégiques pour envoyer leurs correspondants" (liesi 10.02)

5- Syrie

5.1- Sur le devant de la scène internationale, la Turquie appelle à la création d'un « Groupe des amis de la Syrie démocratique » sur le modèle du « Groupe de contact pour la Libye », tandis que la presse italienne examine les possibilités d'intervention militaire indirecte de l'OTAN. Pourtant, si une telle intervention devait avoir lieu, elle violerait le droit international après le double veto russe et chinois, et devrait donc se discuter en secret.

Dans les coulisses, c'est une toute autre activité. La délégation russe à Damas s'est portée garante d'un accord secret entre plusieurs protagonistes. Selon nos informations, des prisonniers de guerre turcs et des otages civils iraniens ont été libérés. En échange, la Turquie ne devrait pas intervenir en Syrie et l'Iran renoncerait à soutenir des groupes rebelles en Turquie.

Le plan de guerre en Syrie étant contrarié, les Occidentaux se cherchent une stratégie alternative. Cependant, d'ores et déjà, certains Etats se sont retirés du jeu.

A signaler deux intoxications particulières :

- Un rapport de Médecins sans frontières relaie une quinzaine de témoignages de patients et de médecins accusant les forces de sécurité de priver les insurgés blessés de soins, voire de les amputer arbitrairement ou de les torturer. MSF précise dans son introduction qu'il n'a pas été en mesure de recouper ces témoignages, mais les a publiés par ce qu'ils décrivent des situations récurrentes. Or, les observateurs de la Ligue arabe, qui ont tenté de recouper des témoignages similaires, ont conclu à leur absence de fondement. Si Le Monde traite le rapport de MSF avec précaution, Libération en fait sa « une ».

- L'Observatoire syrien des Droits de l'homme (bureau londonien des Frères musulmans) affirme que 18 bébés sont morts dans des couveuses à l'hôpital Al-Walid de Homs (voir par exemple ABC ou le Diario de Noticias). Il s'agit de la reproduction du célèbre bobard mis en scène par le cabinet de relations publiques Hill & Knowlton avec l'aide de la fille de l'ambassadeur du Koweït à Washington et d'Amnesty International pour justifier l'opération Tempête du désert (audition du 10 octobre 1990 devant le Congressional Human Rights Caucus) . (Réseau Voltaire 09.02)

5.2- Alors que l'éventualité d'une guerre classique conte la Syrie est écartée du fait du double veto russe et chinois, les Occidentaux se trouvent sans plan de rechange. Surtout, ils ne savent pas comment traiter le conflit qui les oppose à l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) : doivent-ils user de diplomatie, ou peuvent-ils lancer une guerre par proxy interposé ?

La réponse à cette question dépend de l'acceptation ou du refus du déclin de l'Empire états-unien. Le parti de la guerre envisage une forme de conflit de basse intensité avec des groupes combattants disposant de bases arrières en Turquie, au Liban et en Jordanie. Les réalistes vont valloir, quand à eux, que dans cette hypothèse la guerre déborderait sur ces trois Etats et atteindrait inévitablement Israël.

En l'absence de stratégie définie, chacun tente de consolider ses positions. Le Conseil national syrien se rend à Qatar dans

l'espoir d'être reconnu par les Etats du Golfe comme seul représentant du peuple syrien en lieu et place de la République arabe syrienne. De son côté, la Coordination pour le changement démocratique est reçue à Pékin, qui propose sa médiation.

La presse israélienne observe que l'Armée syrienne libre est une appellation générique pour des groupes hétéroclites dont le nombre de combattants se situe entre 4 000 et 7 000, bien loin des 40 000 revendiqués, et parmi lesquels les déserteurs syriens ne sont qu'une petite minorité. De nombreux journaux admettent désormais que ces combattants, qu'ils comparent aux Brigades internationales, sont majoritairement des salafistes étrangers, principalement encadrés par des instructeurs britanniques et qataris. Ils offrent une forte résistance à l'offensive lancée en début de semaine par l'Armée nationale syrienne, mais sont en difficulté faute de soutien suffisant dans la population.

- La presse allemande annonce que quatre diplomates syriens ont été expulsés de République fédérale. Ils sont convaincus d'avoir espionné les opposants syriens réfugiés en Allemagne.

- Le Tagesspiegel brocarde les initiatives diplomatiques pour contourner le double veto. L'action, écrit-il, s'est déplacée du champ de bataille au téléphone.

- Sous la plume de Guido Olimpio, le Corriere della Sera confirme depuis Washington tout ce que les lecteurs du Réseau Voltaire savent depuis deux mois : l'Armée syrienne libre est majoritairement composée de combattants étrangers, surtout libyens. Ils sont appuyés par « *les Forces spéciales du Qatar de l'Arabie saoudite et des Occidentaux* » (cette énumération évite de citer la Turquie, qui vient de se retirer du dispositif à la suite de la signature d'un Protocole secret avec la Syrie et l'Iran lors de la visite de Sergey Lavrov).

- Javier Espinosa observe dans El Mundo que le conflit religieux n'oppose pas la majorité sunnite à la minorité allaouite. En effet, la plupart des sunnites soutiennent le président el-Assad. Le conflit religieux se situe en réalité à l'intérieur de la communauté sunnite. Le grand mufti Ahmad Hasun soutient le gouvernement au nom de l'unité nationale, tandis que, depuis l'Arabie saoudite, le cheick Adnan al-Arur appelle au jihad. Ainsi, les rebelles ont-ils assassiné le fils du grand mufti.

- José de Areilza déplore dans ABC l'attitude de la baronne Ashton. La Haute-représentante de l'Union européenne n'a pas été capable d'élaborer un point de vue commun des Européens sur la Syrie. Une fois de plus, l'Union européenne ne sert à rien. Tout en étant fondé, ce reproche est excessif, dans la mesure où Catherine Ashton a joué un rôle central dans le soutien du Brésil, de l'Inde et de l'Afrique du Sud à la proposition de résolution marocaine au Conseil de sécurité. En outre, la baronne Ashton se heurte à la concurrence entre Nicolas Sarkozy et David Cameron. Les deux hommes revendiquent l'un et l'autre le projet d'une conférence réunissant un groupe de contact sur la Syrie, alors que cette idée leur a été soufflée par Hillary Clinton.

- Le Daily Telegraph teste un contre-feux possible aux révélations sur la présence d'instructeurs étrangers dans l'Armée libre syrienne : les Iraniens feraient de même avec l'Armée nationale syrienne. En réalité, suite à l'abrogation de l'état d'urgence et à la reconnaissance du droit de manifester, la Syrie se dote d'un corps de police adapté à la sécurisation des manifestations. Dans ce contexte, elle a dû acheter du matériel de police. Soumise à embargo, elle n'a pu se fournir qu'en Iran, mais cela n'a rien à voir avec des instructeurs militaires.

- Le Globe and Mail étudie quatre options : (1) se croiser les bras et attendre, (2) créer des enclaves humanitaires et exercer des pressions diplomatiques, (3) reconnaître et armer l'opposition, (4) faire la guerre sans mandat de l'ONU. Il conclut qu'il vaut mieux ne rien faire en espérant que le régime ne se livre pas à un massacre de masse.

- Jackson Diehl soutient dans le Washington Times la proposition des sénateurs John McCain, Lindsey Graham et Joseph Lieberman d'armer massivement l'opposition syrienne. Au contraire, l'éditorialiste du Los Angeles Times affirme que cette option ne conduira à terme qu'à des catastrophes. Il préconise donc la voie diplomatique.

- Le professeur Marwan Kaban note dans Gulf News que le changement de rapport de force mondial conduit à un réalignement régional. Tout se joue dans l'amélioration des relations entre l'Irak et la Syrie.

- Le Moscow Times ne voit que de mauvaises conséquences pour la Russie en cas de départ de Bachar el-Assad. (Réseau Voltaire 10.02)

6- Liban

Des officiers de la sécurité libanaise ont indiqué qu'un avion cargo suspect, contenant d'importantes sommes d'argent en dollars, des armes, des passeports spéciaux et des cartes de crédit, a été saisi à son arrivée dans la capitale libanaise, en provenance des États-Unis et du Brésil.

Les articles, emballés dans des coffres, ont été découverts à l'aéroport de Beyrouth, rapportent les responsables de la sécurité.

Les coffres contenaient aussi une liste de citoyens libanais incluant certaines personnalités connues, dont une personne liée à des groupes salafistes extrémistes. Les responsables de la sécurité ont convoqué des personnes dont le nom figurait sur la liste, et arrêté certaines d'entre elles.

Les autorités de Beyrouth ont renforcé la surveillance à travers le pays suite aux avertissements de certaines organisations libanaises et aux déclarations du ministre de la Défense concernant la présence d'Al-Qaïda au Liban.

Selon le ministre, des membres de la mouvance terroriste Al-Qaïda sont entrés en Syrie par le Liban pour combattre contre l'administration el-Assad.

Ces derniers mois, de nombreux rapports ont circulé selon lesquels des armes ont été introduites clandestinement à destination des bandes armées en Syrie via la frontière libanaise. (Réseau Voltaire 08.02)

Social

1- France

Le comité central d'entreprise d'Air France a été interrompu vendredi matin par des salariés venus manifester leur opposition au projet de renégociation d'une bonne partie des accords collectifs et qui ont contraint les membres de la direction à quitter la salle.

Plusieurs centaines de salariés ont pénétré dans la salle et demandé à la direction de quitter les lieux, ce qu'elle a refusé de faire pendant un moment avant de céder. Après ce face à face tendu, Air France a fait savoir que le CCE était «*terminé*» et qu'elle «*regrettait vivement que le fonctionnement du CCE ait été ainsi entravé*».

La compagnie précise néanmoins que la session avait été ouverte «*normalement à 9h30 au siège de Roissy*», que «*l'exposé de la motivation de ce CCE a été fait et l'ensemble des points à l'ordre du jour nommés*».

Après l'intrusion des manifestants dans la salle, la séance a été suspendue mais une heure et demie plus tard «*les représentants de la direction ont été brutalement expulsés de la salle*», a indiqué un porte-parole.

La journaliste de l'AFP a constaté des sifflets et des huées de la part de manifestants qui scandaient «*on est chez nous, on est chez nous*» et qui ont fait «*une haie d'honneur*» à plusieurs membres de la direction qui ont dû quitter les lieux.

Le PDG Alexandre de Juniac estime qu'il est impératif de renégocier une grande partie des accords sociaux d'ici à l'été afin d'améliorer la productivité des personnels. (liberation.fr 10.02)

2- Grèce

Le principal syndicat de policiers en Grèce menace de réclamer des mandats d'arrêt contre les émissaires de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI) imposant la mise en oeuvre de mesures d'austérité fortement impopulaires.

Dans une lettre dont Reuters a eu connaissance vendredi, la Fédération de la police grecque accuse ces représentants des bailleurs de fonds internationaux de la Grèce de «*chantage, tentatives de subrepticement abolir ou ronger la démocratie et la souveraineté nationale*».

Cette lettre précise que l'une des personnalités visées est Poul Thomsen, le principal représentant du FMI en Grèce. La missive a aussi été adressée à Klaus Masuch, chef de la délégation de la Banque centrale européenne (BCE), et à Servaas Deroos, ancien inspecteur en chef de la Commission européenne en Grèce.

Cette menace est essentiellement symbolique puisque, soulignent des experts des questions juridiques, un mandat d'arrêt doit d'abord être émis par un juge. Cette initiative illustre cependant l'ampleur de la colère de la population grecque face aux baisses de salaires et aux coupes claires dans les budgets de l'Etat exigées par les créanciers internationaux de la Grèce.

"Comme vous poursuivez cette politique destructrice, nous vous prévenons que vous ne pouvez nous contraindre à nous battre contre nos frères. Nous refusons de nous élever face à nos parents, nos frères, nos enfants ou tout citoyen manifestant ou exigeant un changement de politique", souligne le syndicat, qui représente plus de deux tiers des effectifs policiers de la Grèce.

"Nous vous prévenons que, en tant que représentants légaux des policiers grecs, nous allons émettre des mandats d'arrêts pour une série d'infractions légales (...) telles que chantage, tentatives de subrepticement abolir ou ronger la démocratie et la souveraineté nationale."

Les policiers sont directement confrontés à la colère populaire qui se manifeste régulièrement à l'occasion de rassemblements devant le parlement à Athènes. Le slogan "*Policiers, porcs, assassins*" est régulièrement scandé ou inscrit sauvagement sur les murs.

Plusieurs milliers de personnes se sont à nouveau rassemblées vendredi à Athènes pour manifester contre de nouvelles mesures d'austérité entérinées par le gouvernement sous la pression des créanciers internationaux. (Reuters 10.02)

3- Hongrie

La compagnie aérienne publique hongroise Malev, qui a cessé son activité vendredi dernier, va licencier 2.080 de ses 2.600 employés.

"*Dans le cadre d'un licenciement collectif, 2.080 personnes seront renvoyées du groupe Malev*", a déclaré à Budapest Marta Rona, la porte-parole de compagnie hongroise.

"*Plus de la moitié de l'effectif concerné travaille chez Malev SA, le reste dans les filiales de la société*", a ajouté la porte-parole.

A cours d'argent, la compagnie aérienne publique hongroise Malev a cessé vendredi dernier ses opérations après 66 ans de service. La faillite n'a pas été encore formellement prononcée, les autorités hongroises cherchant encore un moyen de faire redémarrer la compagnie aérienne, car la faillite de Malev entraînerait le paiement de garanties colossales au propriétaire de l'aéroport de Budapest, le géant allemand du BTP Hochtief, de l'ordre de 1.000 milliards de forints (3,4 milliards d'euros).

Cette somme est due à Hochtief car Malev était le principal client de l'aéroport de Budapest avec quelques 3 millions de passagers, équivalent à 40% du chiffre d'affaires de l'aéroport.

Pour l'instant, les efforts du gouvernement hongrois n'ont pas porté leurs fruits, a annoncé vendredi Janos Lazar, le chef du groupe parlementaire du Fidesz, le parti du Premier ministre Viktor Orban. (AFP 10.02)

Economie

1- France

1.1- Michelin en manque de "**compétitivité** !

Le géant français du pneumatique Michelin a affiché vendredi des objectifs de croissance ambitieux, tirés par l'innovation et de nouveaux gains de compétitivité, après l'annonce d'une hausse de 39% son bénéfice net 2011 à 1,46 milliard d'euros. (AFP 10.02)

1.2- Total ou quand le racket atteint des "**records historiques** !

Les prix élevés de l'or noir ont permis à Total d'enregistrer de nouveau l'an dernier des bénéfices astronomiques de plus de 12 milliards d'euros, un niveau qui rapproche le géant pétrolier de ses records historiques.

Les résultats publiés vendredi par Total ont de quoi donner le tournis, avec un bond de 16% sur un an du bénéfice net 2011, à 12,27 milliards d'euros, et de 11% du bénéfice net ajusté (qui exclut les effets de stocks et autres éléments exceptionnels) à 11,42 milliards.

Le chiffre d'affaires a lui aussi grimpé de 16% à 184,7 milliards d'euros.

Cette nouvelle envolée est liée aux cours très élevés du pétrole brut l'an dernier, le prix moyen du baril de Brent ayant grimpé de 40% à 111,3 dollars. La flambée des cours a compensé une légère baisse de la production du groupe et la morosité persistante de ses activités de raffinage.

Total a vu sa production d'hydrocarbures reculer de 1% l'an passé, à 2,346 millions de barils équivalent pétrole par jour (Mbp/j).

Sur le seul quatrième trimestre 2011, le bénéfice net a augmenté de 13% à 2,29 milliards, et le bénéfice ajusté de 7% à 2,725 milliards, pour une production stable à 2,384 Mbp/j.

Il a expliqué que le groupe entendait poursuivre une politique d'investissements colossaux, avec 20 milliards de dollars d'investissements nets prévus cette année (contre 22 milliards l'an dernier).

Rappelant que Total emploie en France 35.000 personnes sur 170 sites, il a précisé que le groupe paierait pour 2011 environ

1,2 milliard d'euros d'impôts, dont 300 millions au titre de l'impôt sur les sociétés (IS). L'an dernier, Total n'avait pas payé d'IS car ses activités françaises étaient déficitaires.

Christophe de Margerie a également renouvelé son opposition à l'interdiction dans l'Hexagone de la fracturation hydraulique, seule technologie qui permettrait d'exploiter les ressources de gaz de schiste. (AFP 10.02)

1.3- Rexel ou comment une dette importante ne pose pas vraiment de problèmes.

Rxel, le groupe a enregistré l'an dernier une rentabilité record avec notamment une croissance de 39% de son résultat net, à 319 millions d'euros.

"En 2011, Rexel a réalisé de très bonnes performances: la croissance organique a été forte, la rentabilité a atteint un plus haut historique et nous avons renforcé notre présence dans les marchés émergents tout en poursuivant le désendettement de la société", déclare dans un communiqué Jean-Charles Pauze, président du directoire de Rexel.

A fin 2011, la dette nette de la société a été réduite de 195,1 millions d'euros et s'établit à 2,078 milliards d'euros, ramenant ainsi son ratio d'endettement sur Ebitda (bénéfice avant impôt, intérêts, dépréciations et amortissement) de 3,19 à 2,4.

Le chiffre d'affaires de Rexel est ressorti en hausse de 6,3% à 12,717 milliards d'euros, porté par une croissance de 7,4% de ses activités en Amérique du nord tandis qu'en Europe l'activité de la société a crû de 4,5%. (Reuters 10.02)

2- Etats-Unis

2.1- Les Etats-Unis ont accusé en 2011 un déficit commercial record avec la Chine, qui a représenté plus de la moitié du trou dans leurs échanges, et ce malgré l'appréciation de la monnaie chinoise.

Le déficit annuel global (biens et services compris) du pays a atteint son niveau le plus élevé depuis 2008 : 558,0 milliards de dollars. Celui avec la Chine (dans les biens uniquement) a grimpé à 295,5 milliards, battant largement le record établi en 2010.

Le déséquilibre dans les échanges entre la première et la deuxième économie mondiale reste toujours aussi criant. Les Etats-Unis ont importé 3,8 fois plus de biens depuis la Chine qu'ils n'en ont exporté vers ce pays. (AFP 10.02)

2.2- Au moment même où les fonds voutours anglo-américains demandent la peau des Grecs, le gouvernement fédéral américain ainsi que la plupart des États américains annoncent *"un accord à l'amiable de 25 milliards de dollars avec cinq des plus grandes banques américaines pour mettre fin aux poursuites liées aux saisies immobilières irrégulières. C'est l'accord amiable sectoriel le plus important jamais obtenu par les autorités fédérales et fédérées. Il a été signé avec Citigroup, Bank of America, JPMorgan Chase, Wells Fargo et Ally Financial"*. On a là que du beau monde !

On a arrêté de compter tous les cadeaux consentis aux banques du cartel bancaire US par le "Bureau Oval" sur le dos des pauvres contribuables américains, dont un grand nombre consentiront (incroyable mais vrai) à voter pour ce roi de l'arnaque qu'est Barack Obama. On pensait que Bush serait jugé comme criminel de guerre avec ses lieutenants. Son remplaçant a fait beaucoup mieux et il est surtout plus intelligent : lui est devenu prix Nobel de la PAIX... tout en préparant une guerre contre l'Iran dont tout le monde reconnaît aujourd'hui qu'elle nous plongera dans une Troisième Guerre mondiale. (liesi 09.02)

3- Chine

L'inflation préoccupe les autorités chinoises. Elle a atteint 4,5% en janvier 2012. Les prix ont grimpé, notamment ceux des biens alimentaires (+10,5%), détaille BBC News.

Le phénomène n'est pas nouveau, le taux d'inflation avait même dépassé 6,5% en juillet 2011. Mais il pourrait mettre en péril la croissance chinoise, qui devrait tout de même atteindre 8,2% en 2012 d'après le FMI.

Le gouvernement pourrait limiter la quantité de yuan en circulation en relevant son taux directeur. Problème: le taux de la banque centrale chinoise est déjà fixé à 6,5% (celui de la Fed, la banque centrale américaine, est proche de 0%), et n'a pas empêché l'inflation.

L'autre solution, qui semble avoir les faveurs du Comité central du Parti communiste chinois, est la hausse des salaires. Dans un pays dont la croissance repose en grande partie sur son marché intérieur, soutenir la demande est primordial. Le gouvernement pourrait ainsi décider d'une hausse de l'ordre de 13% par an jusqu'en 2015.

Rien qu'en 2011, les salaires minimum ont augmenté de 22% en Chine. Au 1er janvier le «smic» chinois est ainsi passé à 1.260

yuans (156 euros) à Pékin, et de de 800 à 1.050 yuans (99 à 130 euros) dans la province du Sichuan. Une hausse qui ne fait pas le bonheur des chefs d'entreprise, qui voient leurs usines de plus en plus concurrencées par la main d'oeuvre de pays voisins comme l'Indonésie, où les salaires sont encore plus bas. (slate.fr 10.02)

N'allez pas imaginer que d'ici quelques années ou décennies le coût du travail en Chine aura rejoint celui qui existe en France, car le salaire minimum ne s'applique pas en Chine à tous les secteurs d'activité, par ailleurs au salaire proprement dit en France il faut ajouter le salaire différé, (cotisations sociales des employés et des entreprises), de plus il faut considérer le salaire moyen à partir de l'ensemble des salaires et assimilés, de la même manière qu'on prend en compte le taux de profit moyen de l'ensemble de la production et non celui d'un seul secteur d'activité.

[Haut de page ↗](#)

Le 12 février

CAUSERIE

Je reporte à demain une analyse de la situation. Je dois aussi m'occuper de mes affaires.

Voici le message que j'ai diffusé ce matin sur le Net à la suite de plusieurs articles de presse sur la situation en Syrie :

- Le rapport de la Ligue Arabe donne des preuves de l'implication de la CIA, du MI6 et du Mossad derrière les violences en Syrie. 95 articles de sources diverses démontent cette manipulation planétaire : www.luttedeclasse.org.

L'avantage pour les personnes qui se connectent sur le site, c'est qu'elles disposent de tous les éléments pour vérifier le contenu des informations qui y figurent, par exemple ici, le rapport de la Ligue Arabe sur la situation en Syrie. On ne se contente pas de fournir des appréciations ou des analyses, on met à la disposition de chacun la quasi-totalité des éléments en notre position, ainsi toute manipulation est impossible, sauf lorsque l'on ne dispose que d'une ou deux sources d'information, ce qui n'est pas le cas sur la Syrie.

Syrie-Iran. Un titre et un rappel

- La mobilisation contre Damas vise aussi Téhéran - LeMonde.fr

- L'argument du 11-Septembre est si commode, que le 15 octobre 2003, alors qu'une pluie de bombes s'abat sur les Bagdadis, le Congrès des États-Unis place à son tour la Syrie en accusation pour son soutien au « terrorisme international » et accorde au président Bush le droit d'entrer en guerre contre elle lorsqu'il le jugera nécessaire. Toutefois, la Syrie n'est destinée qu'à être le « hors d'oeuvre » du festin qui s'annonce et dont l'Iran sera le plat principal. En juillet 2004, la Commission présidentielle sur les attentats rend son rapport final. Au dernier moment, elle y ajoute deux pages de révélations sur les liens entre l'Iran et Al-Qaeda. Le régime chiite entretient depuis longtemps des liens avec les terroristes sunnites, les laisse librement circuler sur son territoire et leur a offert des infrastructures au Soudan. Sur cette base, une nouvelle guerre paraît inéluctable. Ce scénario tiendra la presse internationale en haleine durant deux ans. (Réseau Voltaire 20.09.2009)

La veste du jour ou peur de rien !

A Roubaix samedi après-midi, lors d'un meeting où Eva Joly était censé relancer sa campagne, Noël Mamère à l'assistance: "*N'ayez pas peur de passer pour des cons, soyez fiers de ce que vous portez, votre candidate, oui, avec Eva, c'est du sérieux!*" (20minutes.fr 11.02)

Tiens, Mamère parle de lui à la deuxième personne du pluriel maintenant ! Il faut dire qu'il en tient une sacrée couche, je vous laisse deviner quoi, incurable !

Qui est monsieur Hollande ?

Un commentaire d'un internaute a aiguisé ma curiosité :

- "*Hollande, comme Montebourg, a choisi de demander le statut de "young leader" à la French American foundation, une association proche du milieu militaro-industriel et financier, loin des idéaux libertariens ou libertaires d'une Amérique minoritaire.*" (lemonde.fr 11.02)

J'ai donc voulu en savoir plus sur la French American foundation... et je n'ai pas été déçu !

1- ...François Hollande, qui a le statut de « **Young Leader** » de la « **French American Foundation** ».

Cette organisation, mise en place par John Negroponte en 1976, a pour principal objet de permettre aux services américains de sélectionner et de promouvoir de futures élites françaises, dociles et prêtes à servir les intérêts supérieurs des États-Unis, notamment dans la vie politique française. L'irrésistible ascension de M. Hollande dans la direction du PS n'est ainsi pas le fruit du hasard : Ce « *Young Leader* » est devenu incontournable dès son recrutement par la FAF en 1996, jusqu'à lui permettre d'envisager de concourir à l'élection présidentielle.

Connaître la liste des « Young Leaders » de la « French American Foundation », est d'ailleurs un exercice de salubrité publique, auquel devraient notamment se livrer tous ceux qui veulent comprendre quelque chose à la vie politique et médiatique dans notre pays. Tout un chacun peut le découvrir en parcourant la liste des « Young Leaders » disponible sur le site Internet de l'institution. On y trouve par exemple en bonne place Pierre Moscovici ce qui peut aussi expliquer sa position de favori dans la course à la succession. La FAF est habile : elle sait recruter dans les médias comme dans les entreprises, dans les partis de droite comme dans ceux de gauche, y compris chez les « souverainistes » inoffensifs. (<http://villepin.over-blog.com/categorie-253291.html>)

Précision sur John Negroponte : John Negroponte, ancien diplomate au Honduras de 1981 à 1985 (pour organiser la lutte armée contre le Nicaragua sandiniste) et actuellement conseiller à la secrétaire d'État Hillary Clinton (Barack Obama, prix Nobel de la Paix, part en guerre contre l'ALBA - mondialisation.ca, 17.10.09)

2- Un relais des États-Unis en France : la French American Foundation par Pierre Hillard.

L'opposition politique fondamentale réside aujourd'hui entre ceux qui soutiennent une gouvernance unipolaire du monde sous l'autorité des États-Unis et ceux qui prônent un équilibre des puissances régi par le droit international. À ce niveau, la grille de lecture traditionnelle française opposant une gauche à une droite n'a plus de pertinence – car on retrouve des deux côtés des partisans de la Pax Americana. Une organisation non-lucrative, mais richement dotée, la French American Foundation, a depuis trente ans pour fonction de recruter les jeunes leaders appelés à occuper des postes de dirigeants pour les former au soutien de la politique atlantiste. On y trouve des membres de l'UMP, du PS aussi bien que de l'équipe de campagne de José Bové. (<http://www.voltairenet.org/Un-relais-des-Etats-Unis-en-France>)

Dans ce panier de crabes, figurent ou figuraient, selon la même source :

- Dans le cas de la branche française de la French-American Foundation, nous pouvons relever en particulier : Philippe Auberger (1989, député UMP), Yves Censi (2003, député UMP), Jérôme Chartier (2003, député UMP), Nicolas Dupont-Aignan (2001, député UMP, Debout la République), Alain Juppé (1981, député UMP), Éric Raoul (1994, député UMP), Valérie Pécresse (2002, député UMP), Jacques Toubon (1983, député UMP), François Hollande (1996, député socialiste), Arnaud Montebourg (2000, député socialiste), Pierre Moscovici (1996, député socialiste), Alain Richard (1981, socialiste, ancien ministre de la Défense), Henri de Castries (1994, Directeur général du groupe AXA assurances), Emmanuel Chain (1999, journaliste), Jérôme Clément (1982, Président d'Arte), Annick Cojean (2000, journaliste au Monde), Jean-Marie Colombani (1983, Directeur de la publication du Monde), Matthieu Croissandeau (2002, rédacteur en chef adjoint du Nouvel Observateur), Jean-Louis Gergorin (1994), Bernard Guetta (1981, journaliste à France Inter), Erik Izraelewicz (1994, rédacteur en chef des Échos), Laurent Joffrin (1994, PDG de Libération), Jean-Noël Jeanneney (1983, président de la Bibliothèque nationale de France), Sylvie Kaufmann (1998, journaliste au Monde), Yves de Kerdrel (2005, journaliste aux Échos), Marwan Lahoud (1999), Anne Lauvergeon (1996, présidente d'Areva), François Léotard (1981, ancien ministre de la Défense), Alain Minc (1981), Laurent Cohen-Tanugi (1996, Sanofi-Synthelabo et membre du conseil d'administration du think tank « Notre Europe » créé par l'ancien président de la Commission Jacques Delors [23]), Christine Ockrent (1983), Olivier Nora (1995, président des Éditions Grasset), Denis Olivennes (1996, président de la FNAC)...

Pour terminer, je me suis connecté sur le site de la French American Foundation. L'extrait du CV de son Directeur général, Christophe Guillemin, nous suffira ici.

Conseiller depuis 2008 du Président de PlaNet Finance, ONG qui lutte contre la pauvreté dans le monde par la microfinance, Christophe Guillemin a été de 1999 à 2007 en poste à Washington en tant que Directeur des Cofinancements de la Banque Interaméricaine de Développement.

(...) il est l'auteur de plusieurs publications et notamment de *Economica*, avec Philippe Delmas, et de « Besoin d'Afrique », Fayard, Le Livre de poche, avec Eric Fottorino et Erik Orsenna. (<http://www.french-american.org>)

Tiens donc, PlaNet Finance, ce ne serait pas l'un des fonds de commerce du banquier du PS J. Attali ? Quelle coïncidence !

Ah, je vous sens plein d'entrain pour voter Hollande au second tour de la présidentielle pour "*battre la droite*" bien sûr !
Qu'incarne Hollande et toute cette racaille qui se fait passer pour socialiste ? La réaction !

J'ai ajouté à la rubrique International l'article du Réseau Voltaire (format pdf - Acrobat Reader)

Actualité en titres

Ils en connaissent un rayon en la matière

- Bayrou appelle les "*humanistes*" à ne pas accepter la droitisation de Sarkozy - AFP

- Pour Hollande, Sarkozy n'a «*peut-être plus d'autre choix*» que de se droitiser - 20minutes.fr

Bon, on savait que Bayrou et Hollande n'avaient pas d'efforts supplémentaires à fournir pour se "*droitiser*"... Après ce qu'on vient de lire plus haut, on n'a pas du tout envie de se marrer.

INFOS EN BREF

Politique

1- Grèce

A Athènes, pour la seconde journée consécutive, environ 3.500 manifestants se sont rassemblés en milieu de journée sur la place centrale de Syntagma. Quelque 4.000 personnes ont également manifesté à Salonique, la grande ville du nord du pays, selon la police.

Les banderoles dénonçant "*le chantage de la troïka*" ou demandant "*l'effacement de la dette*" étaient brandies par une foule pacifique encadrée par un imposant dispositif de policiers, presque aussi nombreux que les manifestants.

La journée avait commencé par une action coup de poing des militants du front communiste syndical grec Pame qui ont déployé sur l'Acropole deux banderoles géantes dénonçant "*la dictature des monopoles de l'Union européenne*".

L'absence de transports en commun dans la capitale grecque, paralysée par les débrayages dans les services publics, était l'une des explications données à cette faible mobilisation.

Pour les syndicats, la véritable épreuve sociale doit se jouer dimanche quand les contestataires de tous bords sont appelés, vers 15H00 GMT, à affluer devant le parlement avant le vote nocturne du plan de rigueur exigé par les bailleurs de fonds de la Grèce pour débloquer un nouveau prêt vital de 130 milliards d'euros.

Les manifestations massives de juin et octobre 2011 contre l'austérité supportée par le pays depuis deux ans avaient massé entre 50.000 et 100.000 personnes dans les rues de la capitale.

Le quotidien Ta Nea (pro-gouvernemental) décrivait samedi une équipe ministérielle en pleine "*crise de nerfs*", jouant "*un jeu dangereux*".

L'accord qui doit sauver la Grèce de la faillite sera soumis dans la nuit de dimanche à lundi au vote des parlementaires qui n'auront pas à se prononcer sur un programme détaillé de mesures économiques mais devront donner mandat au Premier ministre et au ministre des Finances Evangélos Vénizélos pour signer avec les bailleurs du pays le plan qu'ils exigent de la Grèce.

En plus de cette procuration, les députés devront également voter sur l'accord d'effacement de 50% de sa dette que le pays a conclu avec ses créanciers privés et les modalités de recapitalisation des banques grecques.

Les chefs des deux partis politiques restant au gouvernement (socialiste et conservateur) y sont également allés samedi de leur appel à la responsabilité, adjurant leurs députés de voter la rigueur, alors que plusieurs d'entre eux ont exprimé leurs réticences à cautionner un tour de vis supplémentaire. (AFP 11.02)

2- Portugal

Plus de 100.000 manifestants se sont rassemblés samedi sur la place du Palais à Lisbonne pour protester contre l'austérité et la continuation des difficultés économiques malgré l'aide financière apportée en mai 2011 par l'Union européenne et le FMI.

Les organisateurs du rassemblement, le plus grand depuis le début de la crise, ont promis d'accentuer leur mouvement ainsi que les actions syndicales parallèles.

"Nous devons accentuer la lutte. Le pays a besoin d'enlever la corde qu'il a au cou", a-t-il poursuivi, promettant une nouvelle série de rassemblements dans tout le pays le 29 février.

Armenio Carlos a appelé à une renégociation de la dette portugaise au lieu de la poursuite du programme d'austérité. Le mois dernier, la CGTP avait refusé, contrairement à d'autres centrales portugaises, de donner son aval à la réforme du marché du travail proposée par le gouvernement.

La baisse des dépenses publiques et les hausses fiscales imposées par le plan d'aide financière a provoqué au Portugal la plus forte récession depuis les années ayant suivi le retour de la démocratie en 1974. Le taux de chômage a atteint le niveau record de 13%.

"Le plan de sauvetage est très bon pour les créanciers qui touchent des milliards en intérêts et en commissions, très bon pour les banques, mais ces mesures sont vraiment néfastes pour les travailleurs, les jeunes, les retraités, pour les 2,7 millions de Portugais au bord de la pauvreté, et ceux qui sont déjà dedans", a dénoncé le dirigeant syndical.

Selon la CGTP, qui parle de 300.000 manifestants, le rassemblement de samedi est le plus important des 30 dernières années. La police n'a de son côté pas fourni d'estimation de la participation.

La crise de la dette au Portugal n'a pas déclenché de mouvements sociaux d'une ampleur aussi marquée qu'en Grèce. Il y a eu deux grèves générales en deux ans, ainsi que des débrayages occasionnels dans divers secteurs, notamment les transports. (Reuters 11.02)

3- Autriche

Le gouvernement autrichien de grande coalition a annoncé vendredi un plan d'austérité sur cinq ans pour réduire le déficit public de 26,7 milliards d'euros, via des économies et de nouvelles recettes fiscales.

Trente pour cent de l'effort demandé aux Autrichiens entre 2012 et 2016 prendront la forme d'augmentations et de créations d'impôts, à hauteur de sept milliards d'euros, tandis que les 70 % restants seront des économies pures, soit près de 15 milliards d'euros. Les Etats régionaux (Länder) et les communes devront économiser 5,2 milliards d'euros.

Les principaux secteurs touchés par cette cure d'austérité seront la fonction publique, les retraites et les chemins de fer publics (ÖBB). En outre, des augmentations et des créations d'impôts de près de sept milliards d'euros entreront en vigueur, avec notamment une contribution de solidarité des plus hauts revenus.

Cette cure d'austérité a pour but de réduire le déficit public de la petite république des Alpes. En 2010, selon l'institut européen de statistiques Eurostat, il a atteint 4,4 % du produit intérieur brut (PIB). En 2011, le déficit public a représenté 3,3 % du PIB, soit moins que les 3,9 % prévus par le gouvernement dans son budget.

En 2013, le gouvernement espère ramener le déficit sous les 3 % du PIB et ainsi se conformer aux critères du traité de Maastricht. Pour 2016, il table sur un déficit nul. (lemonde.fr 11.02)

Social

1- France

Entre 6.000 personnes, selon les organisateurs, et 4.500, selon la police, ont manifesté samedi après-midi au Blanc (Indre) pour rejeter le projet de fermeture de la maternité.

Les manifestants réclament le retrait du projet de fermeture de la maternité et d'une partie du service chirurgie de l'hôpital du Blanc, annoncé fin 2011 par le directeur de l'Agence régionale de santé (ARS), Jacques Laisné.

Le 2 décembre dernier, une manifestation avait réuni quelque 6.000 personnes, venues de toute la région, au Blanc, commune rurale qui compte environ 7.000 habitants.

Une pétition a par ailleurs été signée par plus de 30.000 personnes, et quelque 4.000 élus de plus de 200 communes d'Indre et

des départements voisins (Indre-et-Loire, Vienne et Haute-Vienne) ont signé des motions de soutien.

L'ARS estime de son côté qu'une réforme de l'hôpital, lourdement déficitaire, est impérative pour assurer sa survie. De plus, la maternité effectue environ 370 accouchements par an, alors qu'il en faudrait au moins 500 pour qu'elle soit viable, selon M. Laisné.

L'ARS assure toutefois que les discussions se poursuivent et qu'aucune décision définitive n'a été prise concernant la maternité. (AFP 11.02)

2- Espagne

Les deux principaux syndicats espagnols, UGT et CCOO, ont appelé samedi à la mobilisation générale et à manifester dans tout le pays le 19 février contre la réforme du travail, estimant qu'elle "*va détruire des emplois*" et non en créer.

"*CCOO et UGT, nous mettons en marche un processus de mobilisation qui va aller, nous l'espérons, crescendo*", a affirmé le secrétaire général du CCOO, Ignacio Fernández Toxo, dans une conférence de presse commune avec son homologue de l'UGT Cándido Méndez.

"*Le 19 février, nous voulons que les rues d'Espagne se remplissent d'une clameur et de manifestations contre la réforme du travail*", a ajouté M. Toxo.

Le gouvernement a adopté vendredi une nouvelle réforme du marché du travail, incluant la baisse des indemnités de licenciement et des mesures pour stimuler l'emploi des jeunes, alors que le pays souffre d'un taux de chômage record de plus de 22% de la population active et de près de 50% pour les jeunes.

La réforme prévoit notamment une réduction des indemnités de licenciement de 45 jours de salaires par année travaillée à 33 jours, voire 20 en cas de licenciement économique dans certaines conditions. (liberation.fr 11.02)

3- Japon

Des milliers de personnes ont manifesté samedi à Tokyo contre le recours à l'énergie nucléaire, onze mois après le violent séisme et le tsunami qui ont endommagé la centrale nucléaire de Fukushima.

La manifestation a réuni 12.000 personnes selon les organisateurs, 7.000 selon la police.

La grande majorité des 54 réacteurs nucléaires japonais sont arrêtés du fait d'un mouvement d'opposition populaire provoqué par la crise de Fukushima.

Une manifestation analogue, quoique de moindre importance, s'est déroulée dans la préfecture de Niigata, sur la côte de la Mer du Japon, où se trouve une centrale nucléaire.

A l'issue du rassemblement de Tokyo, les manifestants ont redescendu les rues de Shibuya, un des principaux quartiers commerciaux et de loisir de la capitale.

Ils ont scandé des slogans et déroulé des banderoles sur le thème "*Sayonara (Adieu) aux centrales nucléaires*", "*Ayez le courage de dire non au nucléaire*" et "*Il y aura d'autres accidents si les centrales sont remises en marche*". (AFP 11.02)

[Haut de page ↗](#)

Le 13 février

CAUSERIE

Je n'ai pas trouvé le temps d'écrire sur la situation, à quoi bon perdre mon temps puisque j'ai cru comprendre que l'immense majorité des militants se satisfaisaient de la situation actuelle du mouvement ouvrier et son avant-garde que personnellement je trouve misérable. Dans le cas contraire je recevrais de nombreux courriels de soutien ou tout du moins des courriels polémiques sur des sujets d'actualité ou théoriques. Quand la confrontation des idées est impossible, cela signifie que toute discussion est devenue impossible. Donc de mon côté je poursuis mon activité politique sans me préoccuper de savoir ce que les uns et les autres pensent, leur silence parlent d'eux-mêmes.

Sachez tout de même que si vous n'avez pas le moral, ce n'est pas mon cas, ceci explique peut-être cela en relation avec ce qui a été dit plus haut, bien que je sache que l'on court à la catastrophe : sans théorie révolutionnaire, pas de parti révolutionnaire, et sans parti révolutionnaire, pas de révolution victorieuse...

Il est de bon ton actuellement de se satisfaire de discours et de positions à minima (pour "*battre la droite*" sic !), de courber de plus en plus l'échine devant les difficultés qui s'amoncellent, de conciliations en reniements successifs de s'abaisser toujours plus bas devant notre ennemi (la tentation du front unique sans principes en fait partie), vous avez raison, demain il n'aura pas trop d'efforts à fournir pour liquider ce qui reste de nos acquis ainsi que les rares militants révolutionnaires conscients par la même occasion. Moi, je préfère rester debout et en prendre plein la gueule, j'y suis habitué depuis plus de 50 ans, question de tempérament, non, de principes, de convictions.

Mon discours dérange, déplaît, je m'en tape complètement. Je ne suis pas très diplomate, c'est certain, je le revendique, excusez-moi, mais dans les moments critiques c'est un luxe qu'on ne peut pas se permettre sous peine de sombrer soi-même politiquement, à chacun ses responsabilités, je n'ai jamais demandé à aucun militant de me faire confiance ou de partager mes idées, qui d'ailleurs ne m'appartiennent pas. J'ai cru comprendre que les militants ne voulaient rien entendre ou qu'ils en étaient incapables, soit, c'est leur droit ou un constat, qu'y puis-je après avoir déployé tant d'efforts et dépensé tant d'énergie pour inverser cette tendance suicidaire, après avoir fait preuve d'une sincérité absolue dans mon combat politique : rien. Il y a des militants qui me diront qu'ils ne comprennent pas ces propos parce qu'ils partagent une bonne partie de mes idées, certes, je veux bien le croire, je leur répondrai qu'ils tardent cependant à le traduire dans la pratique ou à le faire savoir.

Sur ce, bonne semaine et bon courage à tous.

Anonymous, manipulation mondiale. Quand les médias aux ordres censurent les meetings du POI... mais font de la publicité aux "*ennemis*" de la CIA.

Quand un média aussi réactionnaire que *Le Figaro* rend compte des actions illégales menées par une organisation tout aussi illégale contre des Etats, on est en droit de s'interroger sur leurs réelles intentions et qui ils sont, non ?

Quand un média israélien tout aussi réactionnaire, Haaretz, se fait le porte-parole de ce "*groupe de pirates informatiques*" (*Le Figaro*) et diffuse des informations intéressantes les Etats qui interviennent en sous-main illégalement en Syrie avant de s'attaquer militairement à l'Iran, on est en droit de s'interroger sur les réelles intentions de ce groupe et qui ils sont réellement, non ?

Titre d'un article du journal *Le Monde* : *Anonymous revendique une attaque contre le site Internet de la CIA.* (lemonde.fr 10.02)

Onze ans auparavant *Le Monde* aurait pu titrer : *Al-Qaïda revendique une attaque contre l'Amérique* puisqu'ils allaient colporter par la suite cette version du 11 septembre 2001 concoctée par G. Bush.

Bref, il faut être naïf, ignorant ou accepter d'être manipulé pour ne pas comprendre que l'intérêt bienveillant porté par ces médias à une organisation illégale qui a revendiqué vendredi dernier une attaque contre le site Internet de la CIA (AFP 10.02) relève de la propagande et de la manipulation pratiquée par les puissances impérialistes qui sont intervenues militairement en Afghanistan, Irak, Libye et aujourd'hui en Syrie.

Comment peut-on concevoir un seul instant que *Le Figaro* pourrait se faire le porte-parole d'une organisation clandestine qui s'attaquerait à la CIA, si ce n'est que cette organisation est une émanation de la CIA ou qu'elle sert ses intérêts, en réalité elle pourrait servir utilement à démasquer et ficher les véritables hackers qui s'en prennent au capitalisme et à ses institutions via Internet.

L'article du *Figaro* daté d'hier était précédé d'une photo montrant un membre présumé du groupe Anonymous sous laquelle on pouvait lire : "*Un membre des Anonymous lors d'une manifestation le 11 février à Zagreb pour défendre le droit à la liberté d'expression sur Internet*", *Le Figaro* étant bien connu pour son objectivité journalistique ou son absence de parti pris ou encore son engagement farouche et constant en faveur de la défense de la liberté d'expression en France et dans le monde.

Libération, autre média aux ordres, a relaté la manifestation qui a eu lieu à Paris en reproduisant gracieusement le mot d'ordre lancé par ses organisateurs "*c'est sous couvert d'anonymat que la révolution est née*", précisant qu'il faisait "*allusion aux actions spectaculaires des pirates informatiques siglés "Anonymous" qui se sont multipliées ces dernières semaines dans plusieurs pays*" comme si le milliardaire Rothschild accepterait volontiers à travers un des quotidiens qui lui appartiennent de se faire le porte-parole d'"*adversaires*" de la CIA et du gouvernement américain... alors qu'ils sont à son service.

Ce qui est intéressant à observer, c'est que les opportunistes, populistes et gauchistes de tous poils se retrouvent au côté des médias qui incarnent l'ordre établi, *Le Figaro*, *Le Monde*, *Libération* pour ne citer que ces derniers.

Syrie, manipulation mondiale. Cachez-moi cette réalité que le monde ne doit pas voir.

Le rapport de la Ligue arabe suite à sa mission en Syrie était accablant pour les va-t-en-guerre engagés dans la destabilisation du régime n'hésitant pas à recourir à des mercenaires pour semer la terreur et finalement le renverser, pour installer dans ce pays un régime à la botte de l'axe impérialiste américano-européen.

Du coup, ce rapport fait l'objet à l'ONU d'une quasi-censure de la part de ceux qui l'avaient commandé (ainsi que les médias et l'ensemble des partis institutionnels du FN au FdG en passant par l'UMP et le PS), et il était indispensable de revoir la composition de la "mission" de la Ligue arabe appelée à retourner en Syrie, c'est fait et l'article de l'AFP permet de comprendre dans quel objectif : démontrer que Bachar al-Assad est bien en train de massacrer le peuple syrien.

- Le chef controversé de la mission des observateurs de la Ligue arabe en Syrie a démissionné dimanche, selon un responsable de l'organisation qui s'apprête à décider de nouvelles mesures pour mettre fin à l'effusion de sang.

La démission du général soudanais Mohammed Ahmed Moustapha al-Dabi, pour des raisons encore inconnues, intervient deux semaines après la suspension par la Ligue arabe de sa mission d'observation en Syrie, invoquant une intensification de la répression de la contestation par le régime de Bachar al-Assad. (AFP 11.02) Rectifications : invoquant une intensification de la guérilla menée par des groupes armés, entraînés et encadrés par les puissances impérialistes occidentales agissant sur le sol syrien qui a entraîné une intensification de la guerre que leur mène le régime de Bachar al-Assad.

En réalité, il a été démissionné sous la pression de Washington qui n'a pas du tout apprécié que le rapport de la Ligue arabe contredise sa version des faits en Syrie.

Parmi les parasites qui se font les complices de cette formidable manipulation des masses à l'échelle mondiale au profit des puissances impérialistes occidentales, le NPA n'a décidément rien à envier aux officines les plus réactionnaires. Voici quelques extraits d'un article mis en ligne aujourd'hui dans le site qui le prouve. Il provient du *Courant de la gauche révolutionnaire* en Syrie dont le NPA se fait le porte-parole.

- *"Ce régime sanguinaire a tiré profit des interminables discussions du Conseil de sécurité – que les gouvernements russe et chinois ont empêché, en utilisant leur veto, d'adopter une résolution le condamnant – pour déclencher l'attaque sauvage et prédatrice de quartiers de la ville de Homs."*

Sachant que sans ce veto, la coalition des puissances impérialistes qui sont intervenues militairement en Libye aurait eu le feu vert de l'ONU pour récidiver en Syrie, condamner ce veto revient donc à soutenir les partisans d'une intervention armée en Syrie.

- *"La barbarie du régime au pouvoir exige une condamnation ferme des forces et consciences vives éprises de justice et de liberté, ces dernières devant appeler à engager des poursuites contre les auteurs des crimes."*

Question : qui en dehors des gangsters de l'ONU est en mesure "d'engager des poursuites" contre le régime d'Assad ? Personne sinon l'ONU. Si vous lisez cet article en entier, vous remarquerez qu'ils font l'impasse sur le rapport de la Ligue arabe, et pour cause !

Voilà une info qui va réjouir ces laquais de l'ONU :

- Jusqu'à présent incapable de faire pression sur le régime, la Ligue arabe discutait dimanche de la possibilité d'envoyer une mission conjointe avec l'ONU en Syrie, une idée évoquée par le chef de l'ONU Ban Ki-moon, d'après le responsable de l'organisation qui a requis l'anonymat. (AFP 11.02)

Bref le NPA tel qu'il est véritablement, dans le rôle de l'idiote utile, un parti démocratique petit-bourgeois au service de la contre-révolution. Tout comme le PS et ses satellites du Front de gauche qui se reconnaissent tous dans l'ONU et l'UE, la logique est respectée.

Pour terminer aujourd'hui sur ce sujet, un commentaire laissé par un internaute à la suite de l'article du Figaro :

- *"Parce que les Syriens (paranos quant aux questions de sécurité en matière de communication) et les Iraniens (idem) échangent certainement des informations sensibles par email sachant que toutes les officines de la planète les liront...! Il faut savoir par exemple que la première installation d'internet en Syrie avait été faite par IBM et que tout le flux faisait comme par hasard un crochet par les Etats-Unis... Encore de la propagande donc."*

Précisons que les Etats n'ont pas d'autres alternatives, même les messages censés être impossibles à décrypter car employant des réseaux prévus à cet effet atterrissent dans les serveurs de la CIA, pour la bonne raison que les sociétés qui commercialisent

ce matériel dans le monde livrent à la CIA les clés qui permettent de les décrypter. D'où je tiens cela ? D'un patron (ex-cadre chez Alcatel) d'une entreprise dans laquelle j'ai travaillé, et qui outre la vente de centaux téléphoniques et de matériel de bureautique, commercialisait du matériel dit de sécurité en Afrique, Moyen et Proche-Orient. Hormis les conversations téléphoniques, il s'agissait d'envoyer des fax codés. Je me souviens avoir fait des copies couleurs du catalogue de ce fournisseur et de la discussion que j'ai eu avec ce patron.

J'ai joué le crétin évidemment pour lui tirer des infos. Question : le fournisseur transmet le code aux Américains pour décrypter ces documents, est-ce que l'acheteur est au courant ? Oui bien sûr, m'a-t-il répondu. Mais alors c'est stupide j'ai ajouté. Non, car le vendeur précise à l'acheteur qu'il peut changer le code du cryptage. Donc ce problème est résolu, lui ai-je dit. C'est ce que l'acheteur croit, c'est ce que le vendeur lui fait croire pour vendre son matériel, mais en réalité, le vendeur a les moyens de décrypter le nouveau code adopté par l'acheteur et de le transmettre à qui de droit. L'acheteur une fois mis en confiance et croyant agir en toute sécurité va alors transmettre des informations secrètes ou sensibles qui atterriront à Washington.

Je me souviens encore parfaitement de cette conversation un soir avec le catalogue de cette société entre les mains comme si c'était hier, car outre ce qu'il venait de m'apprendre, j'avais découvert qu'il existait du matériel ultra sophistiqué utilisé dans les aéroports dont j'ignorais l'existence et bien d'autres encore.

J'allais oublier de vous signaler que la totalité des messages que j'ai laissés à la suite d'articles des médias ou des agences de presse sur le Net ont été censurés, à moins que je ne m'y sois mal pris, je recommencerai dès demain pour le vérifier.

Front populaire, unitaire, contre-révolutionnaire

- À l'appel de responsables nationaux de mouvements politiques (PCF, PG, GU, Fase, Convergences et alternatives, Les Alternatifs, Gauche anticapitaliste, NPA) et avec la participation d'animateurs et animatrices du mouvement social, une réunion publique unitaire aura lieu à l'Université de Saint-Denis, le samedi 11 février 2012. (Site Internet du NPA 09.02)

Rien que la lecture des titres des "*forums-débat*" organisés dans le cadre de cette réunion permettait de comprendre quelle était l'orientation politique réactionnaire de cette réunion, car ces titres étaient calqués au millimètre près sur les préoccupations affichées par les représentants de l'ordre établi :

- 1) Quelle Europe dans quel monde? (Sans que ne soit jamais posée la question de la rupture avec l'UE et la nécessité de construire une Internationale ouvrière sur la base de la rupture avec le capitalisme et ses agences dans le monde.)
- 2) De la crise du système au partage des richesses. (Partage des richesses revendiqué par le capital.)
- 3) L'indispensable transition énergétique. (Reprenant à leur compte l'escroquerie du GIEC sur le réchauffement climatique...)
- 4) Mouvement des IndignéEs, révolutions arabes: les nouveaux séismes sociaux. (Formulation propre aux représentants du vieux monde. Mouvement des indignés qui se veut apolitique mais qui en réalité soutien l'ordre établi.)
- 5) Appropriation sociale et autogestion. (Théorie réfuter par le marxisme depuis un siècle et demi. L'autogestion est l'antithèse du combat pour en finir avec le capitalisme.)
- 6) Vous avez dit démocratie? (Même Bush et Obama s'en réclament. Alors que seule la dictature du prolétariat permettra l'avènement d'une véritable démocratie, dictature du prolétariat abandonnée ou contre laquelle combattent la plupart des partis intervenant dans cette réunion pour ne pas dire tous.)

Parce que tous ces partis ou toutes ces tendances sont incapables de se situer strictement sur le terrain de classe du prolétariat, leurs mots d'ordre ou leur orientation politique sont tellement élastiques ou compatibles avec l'existence du capital que ses agences peuvent les reprendre à leur compte ("*réformes*")... pour combattre le prolétariat mondial. Deux exemples tirés d'un article de l'OCDE du 23 janvier 2012.

- Un monde meilleur est possible. L'OCDE : "*des politiques meilleures pour une vie meilleure*"

- Le partage des richesses pour stimuler la croissance. L'OCDE : "*Les pays doivent lutter contre l'accentuation des inégalités au moyen de politiques qui, simultanément, limitent l'écart de revenu entre riches et pauvres et stimulent la croissance économique.*"

Pendant que les uns et les autres débattent à perdre haleine sur les inégalités, au moins pendant ce temps-là il ne leur viendra pas à l'idée d'évoquer ce qui est à l'origine de ces inégalités et de s'y attaquer, les fondements du capitalisme, les rapports sociaux de production, la propriété privée des moyens de production.

Etc.etc.etc.

Franchement, adhérer à ces partis, c'est comme adhérer à une agence du capital.

Actualité en titres

Une manipulation sur le point d'être brisée :

- La main d'Al-Qaida derrière des attentats en Syrie? - Slate.fr

- Le n°1 d'Al Qaïda encourage les insurgés syriens - Reuters

INFOS EN BREF

Politique

1- Grèce

Les députés grecs ont adopté, peu après minuit, un nouveau plan d'austérité, alors que le centre d'Athènes était le théâtre d'affrontements violents entre la police et des manifestants opposés au plan. Le vote se poursuivait toujours à minuit heure de Paris, mais le "oui" avait emporté suffisamment de suffrages pour assurer le projet d'une majorité, d'après un décompte effectué par l'agence Reuters.

Plusieurs dizaines de bâtiments ont brûlé, dont deux banques, et au moins une cinquantaine de personnes ont été blessées dans les affrontements très violents entre la police anti-émeute, qui a lancé de grandes quantités de gaz lacrymogènes, et des manifestants armés de cocktails Molotov. Plusieurs dizaines de dépôts de feu ont été signalés, et au moins dix bâtiments ont été détruits par les flammes ; plusieurs partis politiques ont appelé à la démission du ministre de la sécurité intérieure, qui a accusé des groupes organisés d'avoir planifié la destruction des bâtiments.

Au moins 80 000 personnes, selon les estimations de la police, s'étaient rassemblées à Athènes pour manifester devant le Parlement, à l'appel notamment du parti communiste et des principaux syndicats du pays. La mobilisation était la plus importante qu'ait connue le pays depuis des mois. Le plan adopté ce dimanche prévoit des coupes drastiques dans de nombreux budgets, la suppression de 15 000 postes de fonctionnaires, et la baisse de 22 % du salaire minimum, ramené à 586 euros brut sur 14 mois.

Le premier ministre Papademos a désapprouvé les violences, estimant que "*violences et destructions n'ont pas de place en démocratie*", peu avant le vote décisif. Qualifiant le plan de "*seule solution réaliste*", M. Papademos avait appelé les députés à "*prendre leurs responsabilités*" et à s'engager sur la voie du maintien dans la zone euro. (lemonde.fr 12.02)

2- Syrie

L'armée syrienne a tué et arrêté plusieurs "*combattants arabes et étrangers*" à Homs, a indiqué par ailleurs un responsable des forces de sécurité cité par le quotidien Al-Watan, proche du pouvoir.

Cette information qui n'a pas pu être vérifiée de manière indépendante intervient après que des journaux du groupe de presse américain McClatchy, citant des responsables américains ayant requis l'anonymat, ont indiqué que la branche irakienne d'Al-Qaïda était probablement derrière les attentats d'Alep.

Le pouvoir a imputé ces attentats à des "*gangs terroristes*" soutenus par des pays étrangers et par l'opposition, tandis que cette dernière a accusé le régime de les avoir perpétrées "*pour détourner l'attention*" de sa répression à Homs.

Le chef d'Al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri avait de son côté demandé dans un enregistrement vidéo aux musulmans de Turquie, de Jordanie et du Liban de soutenir la rébellion. (AFP 12.02)

3- Bahreïn

Les forces de sécurité bahreïnies se sont déployées massivement dimanche à Manama pour empêcher une marche à laquelle ont appelé des militants à l'occasion du premier anniversaire du déclenchement de la contestation, ont indiqué des militants et des témoins.

Des activistes ont appelé à des marches dimanche, lundi et mardi, vers la place de la Perle, qui fut un haut lieu de la

contestation déclenchée le 14 février 2011 et matée un mois plus tard, a indiqué à l'AFP Mohammed Maskati, chef de l'organisation des Jeunes bahreïnais pour les droits de l'Homme.

Ces forces ont été déployées depuis le matin sur les principaux axes de la capitale, notamment ceux conduisant à l'ex-place de la Perle, rasée par les autorités qui l'ont transformée en une intersection routière, rebaptisée Al-Farouk, selon des témoins.

Le mouvement de contestation est animé par des chiïtes, majoritaires à Bahreïn, qui réclament une monarchie constitutionnelle dans ce petit pays du Golfe, dirigé par une dynastie sunnite. (AFP 12.02)

Social

Israël

Les syndicats israéliens ont annoncé dimanche la fin d'une grève générale entamée mercredi, à l'issue d'un accord avec les responsables du Trésor sur le statut et les conditions d'emploi des salariés intérimaires.

Le chef de la Centrale syndicale, Histadrout, et le ministre des Finances, Yuval Steinitz, ont annoncé au cours d'une conférence de presse avoir signé un accord pour améliorer les conditions d'emploi dans le secteur public.

Un accord avait été conclu la semaine dernière sur le statut des salariés intérimaires dans le secteur privé mais le gouvernement, qui emploie la grande majorité des intérimaires, avait refusé de signer pour le secteur public.

M. Steinitz a déclaré que, grâce à l'accord, les intérimaires bénéficieraient d'une amélioration des avantages sociaux - retraite et congés payés - et de repas subventionnés sur leur lieu de travail.

"C'est un bon accord, très bon même", a déclaré le ministre.

Le chef de la Histadrout, Ofer Eini, a lui salué un "accord sans précédent".

Jusqu'à présent, les intérimaires bénéficiaient de salaires et d'avantages sociaux inférieurs à ceux des titulaires. Ils pouvaient en outre être licenciés sans préavis.

Selon un communiqué de la Histadrout, l'accord permettra à des "milliers" d'intérimaires d'être titularisés.

Le quotidien Haaretz a cependant remis en question ce chiffre. "Sur les centaines de milliers de travailleurs intérimaires en Israël, seulement 800 environ seront titularisés, la plupart dans le service de santé", indique le journal sur son site internet.

"Les agents de nettoyage et les gardes de sécurité ne seront pas titularisés dans la plupart des cas, mais leurs salaires et bénéfices sociaux seront augmentés de 20%, ce qui les portera au niveau de leurs collègues titulaires", ajoute le quotidien.

En échange, les syndicats se sont engagés à ne pas appeler à la grève pendant trois ans, précise le journal. (AFP 12.02)

Un engagement qui vaut de l'or !

[Haut de page ↗](#)

Le 14 février

CAUSERIE

1- Si j'ai bien compris, Sarkozy a annoncé que pour des raisons purement économiques la durée de vie des centrales nucléaires serait prolongée de moitié, alors qu'initialement elle avait été évaluée sur la base de critères techniques de sécurité qui sont aujourd'hui foulés aux pieds.

2- Le Premier ministre suédois vient de susciter un tollé dans son pays en estimant que la vie professionnelle pourrait se prolonger jusqu'à 75 ans. (Atlantico.fr 13.02)

Logique, si tout au long de votre vie professionnelle vous avez finalement alterné périodes de travail et périodes de chômage total ou partiel, c'est comme si vous n'aviez rien foutu pendant des années au lieu de bosser tas de fainéants, donc parvenus à 75 ans il sera encore possible de tirer un peu de sueur de votre vieille carcasse, et si vous en crevez au boulot, dites-vous bien que ce sera mieux que de crever d'un cancer ou à la guerre, estimez-vous encore heureux...

3- Pourquoi veulent-ils absolument que les Grecs casquent ? Pardi, parce la "dette" grecque a pour fonction d'engraisser les banques américaines, françaises et allemandes notamment, de piller les richesses du pays, d'acheter à bon compte tout ce qui peut l'être...

4- L'info (d'un internaute) qu'il faut cacher : *"Concernant les partis politiques, le PASOK est victime d'une chute sans précédent dans les sondages avec un incroyable 8%, tandis que les partis de la gauche obtiennent ensemble un impressionnant 42%."*

Pour en savoir plus je suis allé visiter le portail grec à l'origine de cette info.

Le ND (Nouvelle démocratie, le parti de l'ordre -ndlr) obtient 31%. Ce sondage datant de la semaine dernière *"a montré (que) le Parti communiste (KKE) et la Coalition de la gauche radicale (SYRIZA) étaient confortés à 12,5 et 12 % respectivement. Mais la Gauche démocratique a fait un bond en popularité, avec 18% (en hausse de 4,5 pour cent depuis le mois dernier). Ensemble, la totalité des partis de gauche recueille 42,5%, mais comme le KKE a exclu de coopérer avec d'autres parties, le chiffre est trompeur.*

Soutien à la droite orthodoxe Rassemblement populaire (LAOS), le troisième parti de la coalition tripartite, a glissé à 5% - de 8 % à son apogée en 2010 - tandis que l'extrême-droite Chrysi Avgi (Golden Dawn) a bondi à 3%, atteignant le seuil pour entrer au Parlement." (www.oceanews.fr ou en anglais www.keeptalkinggreece.com)

J'ignore ce qu'ils appellent la "Gauche démocratique", le Die Linke ou le PG grec, peut-être la poubelle qui recycle les déchets de la social-démocratie et du stalinisme, ainsi que les renégats du trotskysme façon Mélenchon.

Grèce. C'est guignole dans la rue !

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté lundi soir devant l'ambassade de Grèce à Paris pour exprimer leur solidarité avec la population après le vote d'un nouveau plan d'austérité par le Parlement grec sous la pression de la zone euro.

Parmi elles se trouvaient Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de gauche à l'élection présidentielle, et l'ancien porte-parole du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) Olivier Besancenot. (Reuters 13.02)

Soutien à *"la population"* réduite à la misère ou au malheureux Etat capitaliste grec que représente une ambassade ? Je pose cette question puisque ni Mélenchon et ni Besancenot ne se sont exprimés en faveur de la liquidation (de l'Etat capitaliste) des institutions grecques (le Parlement) qui ont entériné la totalité des mesures antisociales dictées par la troïka. Ni même de rompre avec l'UE, l'ONU, le FMI, l'OCDE, la Banque mondiale, etc.

Manipulation. Apple. Le ver était dans le fruit

Apple a diligenté en Chine une ONG, la Fair Labor Association, gageons que les frais de cette ONG seront pris en charge par Apple.

Des multinationales particulièrement généreuses envers une ONG.

En 2003. Nike a accepté de verser 1,5 million de dollars à l'organisation Fair Labor Association pour aider à la mise en place, notamment, de programmes d'audits sur les conditions de travail. (www.politiquessociales.net)

En 2011. Nestlé devient la première entreprise alimentaire à s'associer avec la Fair Labor Association. *« Nous pouvons contribuer à renforcer les capacités sur le terrain en Côte d'Ivoire pour nous occuper des problèmes rencontrés, puis mesurer si les efforts pour corriger la situation donnent des résultats. »* a expliqué Aurret van Heerden, président de la FLA. (<http://www.nestle.fr>)

Dans les deux cas cités il s'agit pour cette ONG d'aider une multinationale à montrer un *"visage plus humain"* sans que soit remise en cause leur productivité.

Pourquoi Apple a-t-elle choisi cette ONG?

- La Fair Labor Association (FLA), association internationale de défense des droits des ouvriers dont le siège se trouve à Washington, *"va conduire des audits spéciaux des usines d'assemblage de ses sous-traitants, y compris les usines de Foxconn à Shenzhen et Chengdu en Chine"*, à la demande d'Apple, indique le fabricant dans un communiqué.

Tim Cook, directeur général d'Apple insiste sur le fait que "*les inspections en cours sont sans précédent dans l'industrie électronique*".

La FLA va interroger "*des milliers d'employés sur leurs conditions de vie et de travail, y compris la santé, la sécurité, la rémunération, les heures de travail et la communication avec la direction*", détaille Apple.

Les inspecteurs vont "*examiner les lieux de travail, les dortoirs et les autres installations*", et étudier les documents détaillant les procédures de travail des usines, ajoute le groupe, qui précise que ses fournisseurs ont promis d'apporter leur pleine collaboration.

En janvier, le *New York Times* avait de nouveau affirmé que les ouvriers des sous-traitants en Chine travaillaient "*souvent dans des conditions difficiles*" et à des rythmes de travail "*excessifs*". (AFP 13.02)

Les employés ne parleront pas aux "*inspecteurs*" de cette ONG sachant qu'elle a été diligentée avec l'accord des dirigeants chinois de l'entreprise qui les emploie sous peine de perdre leurs emplois.

Ensuite, il ne s'agira pas de permettre aux ouvriers de ces usines de percevoir un salaire leur permettant de louer un appartement en ville afin de pouvoir vivre avec leurs familles, dormir dans des "*dortoirs*" sur leur "*lieux de travail*" est somme toute normal pour cette ONG, c'est toujours assez bien pour cette plèbe misérable.

Bref, on aura compris qu'il s'agit d'une opération de marketing destinée à épargner l'image de marque d'Apple et à légitimer au passage la surexploitation et les conditions de travail épouvantable des travailleurs chinois dans ces usines.

A propos de la mission de cette ONG, voici ce que j'ai trouvé sur son site Internet

Les conclusions de son inspection constitue "*un outil précieux pour les usines participantes qui s'efforcent d'oeuvrer au renforcement des capacités de leur personnel*", autrement dire tirer encore plus des travailleurs

Quant au label destiné aux entreprises ayant fait appel au service de cette ONG, il repose sur des principes élastiques pour ne pas dire qu'il ne veut rien dire : "*L'accréditation n'implique pas qu'une entreprise soit en conformité totale avec le Code de la FLA*", les bonnes intentions affichées par ses dirigeants doivent suffire.

Au cours de mes recherches je suis tombé sur un lien entre cette ONG et l'OCDE ainsi que des syndicats à travers la TUAC, la Commission Syndicale Consultative auprès de l'OCDE.

- La Commission Syndicale Consultative auprès de l'OCDE (TUAC) est l'interface entre syndicats de salariés et l'OCDE. C'est une organisation syndicale internationale bénéficiant du statut consultatif auprès de l'OCDE et de ses divers comités.

Ignorant l'existence de la TUAC, je me suis connecté sur leur portail (<http://www.tuac.org>) pour voir quels syndicats en France collaboraient à l'OCDE, institution internationale du capital s'il en est.

Résultat (www.tuac.org/en/public/tuac/affiliates.phtml) :

- Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)
- Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC)
- Confédération Française de l'Encadrement CGC (CFE-CGC)
- Force Ouvrière (Cgt-FO)
- Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA)
- Confédération Générale du Travail (CGT)

Vous combattez la collaboration de classe des dirigeants syndicaux et vous voulez en savoir plus, vous n'allez pas être déçu :

Les origines du TUAC remontent à 1948 avec la création d'un comité syndical consultatif dans le cadre du Programme pour la Reconstruction de l'Europe – le Plan Marshall. Lors de la constitution en 1962 de l'OCDE dans son format actuel d'organisation intergouvernementale pour les politiques publiques, le TUAC a poursuivi ses activités de représentation du monde syndical auprès de cette nouvelle entité. Aujourd'hui, l'OCDE se transforme à nouveau, avec de nouveaux Etats membres, il est devenu le forum intergouvernemental de référence pour l'encadrement de la mondialisation. Le rôle du TUAC est d'assurer que les marchés mondiaux sont équilibrés par une réelle dimension sociale. Au travers de consultations régulières avec les comités de l'OCDE et les Etats membres, le TUAC coordonne et représente les positions du mouvement syndical dans les pays industrialisés. Il est aussi en charge de la coordination de la participation des syndicats aux sommets annuels du G8 et des conférences sur l'emploi.

Le TUAC regroupe 56 centrales syndicales affiliées dans les trente pays industrialisés de l'OCDE, représentant environ 60 millions

de travailleurs. Les organisations affiliées financent le fonctionnement du TUAC, décident de ses orientations et nomment ses représentants.

La majorité des affiliés du TUAC sont aussi membres de la principale organisation syndicale internationale, la Confédération Internationale des Syndicales Libres (CISL), certains sont membres de Confédération Mondiale du Travail (CMT). La plupart des affiliés européens sont aussi membres de la Confédération Européenne des Syndicats (CES). Le TUAC travaille en étroite collaboration avec ces organisations ainsi qu'avec l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Le TUAC travaille aussi étroitement avec les Fédérations Syndicales Internationales pour renforcer la participation syndicale dans les dossiers sectoriels de l'OCDE tels que l'éducation, la gestion du secteur public, l'acier, le transport maritime.

Le TUAC fonctionne sur la base d'un secrétariat restreint basé à Paris et constitué de cinq conseillers politiques et de trois salariés administratifs. John Evans en est le secrétaire général. (www.tuac.org.fr/public/tuac/index.phtml)

Est-ce que j'exagère ou je dis n'importe quoi quand j'affirme que le mouvement ouvrier est pourri depuis des lustres, que la totalité des dirigeants syndicaux sont corrompus, des vendus au capitalisme ? Vous pouvez ajouter les Krivine, Laguiller, Lambert ainsi que leurs héritiers respectifs qui n'ont eu de cesse de leur cirer les bottes pendant des décennies jusqu'à aujourd'hui encore.

Et tous ces gens-là qui ont collaboré à l'application du plan Marshall osent se prétendre indépendants... De qui, de quoi ?

Une idée qui fait son chemin...

Extraits de commentaires d'internautes à la suite de différents articles de presse parus hier.

1- Les crapules (oligarques) ont pris le pouvoir au détriment des peuples et pour cela on tout fait pour museler les démocraties (les assemblées sont devenues des repaires de brigands) !

A qui le dites-vous ! A bas les institutions !

2- Aucune réforme en profondeur des institutions et de la répartition des richesses est en vue.

Impossible, vous en arrivez vous aussi à ce constat, bravo, vous êtes sur la bonne voie, persévérez ! Cherche et tu trouveras...

3- Le jour où les gens comprendront notre système peut-être qu'on pourra arranger les choses dans le cas contraire on ira sans cesse de crise en crise...

Comprendre "*le système*", vous avez raison c'est la clé pour le faire sauter... Allez donc dire ça à nos dirigeants...

4- En Grèce comme en France, les politiques se voient aux dessus des lois et règnent ou presque comme dans des monarchies.

Comme vous y allez, pour un peu vous prétendriez qu'on vit sous une dictature. Après tout, c'est peut-être ben vrai ! Vous chauffez, encore un petit effort et vous aurez tout compris...

Actualité en titres

Imbattable :

- Turkménistan: le président réélu avec 97,14% des voix - L'Express.fr

- 81% des Français pour l'euro - AFP

Toujours... plus bas !

- Les «*pisse-froid*» et les «*casse-couilles*» agacent Eva Joly - Liberation.fr

- Parrainages FN: Bayrou entre "*tambouille*", "*clin d'oeil*" et "*tripatouillage*" - L'Express.fr

Nous aussi !

- Grèce : "*Je préfère la révolte à la misère*" - LePoint.fr -

- En Grèce, "ça ne vaut plus le coup de travailler, autant manifester" - L'Express.fr

- Élections anticipées en Grèce : "Je n'irai pas voter !" - LePoint.fr

- France. Pourquoi je n'irai pas voter à la présidentielle -L'Express.fr

Histoire de nuls :

- Les journalistes économiques français sont-ils nuls? - L'Express.fr

Ils ne sont pas les seuls :

- Crise grecque: Peillon (PS) préconise une annulation de la dette d'Athènes - Public Sénat

Quand l'ignorance s'affiche ou les questions les plus débiles :

- Pourquoi les Africains dépensent sans compter - Slate.fr

- Pourquoi les Algériens coupent-ils des routes lorsqu'ils sont en colère? - Slate.fr

- Sarkozy utilise-t-il les moyens de l'Etat pour faire campagne ? - Liberation.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- Russie

A trois semaines de l'élection présidentielle, Vladimir Poutine a promis lundi une hausse des dépenses dans les domaines de la santé, de l'éducation et des services sociaux pour s'attirer les suffrages des classes moyennes en mal de reconnaissance en Russie.

Dans un article publié à la "une" du quotidien populaire Komsomolkaïa Pravda, le Premier ministre et candidat le 4 mars pour un troisième mandat au Kremlin reconnaît que le pays souffre d'une crise de logements abordables et de services sociaux dignes de ce nom.

Il rejoint ainsi les préoccupations des classes moyennes urbanisées qui sont descendues dans la rue ces derniers temps pour protester contre son gouvernement.

"Il y a tout juste dix, douze ans, le débat tournait sur la manière d'empêcher toute une catégorie de la société -avant tout et principalement les retraités- de tomber au-dessous du seuil de pauvreté", écrit le chef du gouvernement sortant dans un article intitulé "Bâtir l'égalité: une politique sociale pour la Russie".

Pour lui, la perception de ce qui correspond à un niveau de vie adéquat a changé. "La population, et surtout les classes moyennes, instruites et bien payées, est globalement mécontente de la qualité des services sociaux", admet Vladimir Poutine.

Parmi les promesses du candidat Poutine figure une forte hausse des traitements des agents de la fonction publique, y compris pour les professeurs des écoles et des universités, les médecins et les chercheurs.

Il préconise une "aristocratie ouvrière" en proposant une série de mesures accordant des pouvoirs accrus aux travailleurs dans la gestion des entreprises, une formation professionnelle renforcée et de meilleures perspectives de carrière. (Reuters 13.02)

Cela ne vous fait-il penser à rien ?

2- Bahreïn

Des centaines de manifestants ont marché lundi sur le centre de Manama, bloquant un axe routier à la veille du premier anniversaire d'un soulèvement démocratique maté par la dynastie sunnite au pouvoir à Bahreïn.

Les contestataires, issus principalement de la majorité chiite du royaume, ont avancé lundi d'environ deux kilomètres avant d'être stoppés par un cordon de policiers qui ont fait usage de grenades lacrymogènes et tiré des balles en caoutchouc, d'après un journaliste de Reuters.

La foule s'est alors repliée sur des localités chiites voisines pour se regrouper avant de repartir au contact des forces de l'ordre en tenue anti-émeute.

Auparavant, le cheikh Ali Salman, chef de file du Wefaq, le plus important mouvement chiite d'opposition, avait appelé les jeunes à éviter toute violence lors des manifestations à la suite d'une recrudescence des accrochages avec la police ces dernières semaines.

Le gouvernement issu de la minorité sunnite a réprimé, avec l'aide de l'armée saoudienne, le mouvement de contestation né de la manifestation du 14 février 2011 visant à réclamer des réformes démocratiques.

Le royaume de Bahreïn, proche politiquement de son grand voisin saoudien, revêt une importance stratégique aux yeux des Occidentaux. Il abrite notamment le port d'attache de la Ve flotte américaine du Golfe. (Reuters 13.02)

3- Etats-Unis

Le chef des forces spéciales, responsable du raid au cours duquel Oussama Ben Laden a été tué, cherche à obtenir plus de pouvoirs pour déployer ses troupes plus vite et sur des théâtres d'opération où elles sont d'ordinaire peu présentes, rapporte le New York Times lundi.

Les forces spéciales américaines sont des hommes d'élite surentraînés et habitués aux missions périlleuses à l'étranger.

Selon le *Times*, leur patron, l'amiral William McRaven souhaite être plus autonome dans ses prises de décision, notamment à l'heure de déployer ses troupes.

Le haut gradé veut aussi déployer ses hommes sur des continents où ils sont généralement peu présents, comme l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine, note le quotidien.

Par le passé, de tels projets ont souvent échoué en raison de l'opposition des commandements régionaux et du département d'Etat.

De plus, fait valoir le *New York Times*, certains ambassadeurs en poste dans des zones de conflit expriment la crainte que ce type de missions n'empiète sur la souveraineté des pays dans lesquels les forces spéciales sont déployées. (AFP 13.02)

Social

France

1- Chômage partiel, salaire partiel, le coup d'envoi est donné !

La direction de l'usine Renault de Sandouville (Seine-Maritime) a annoncé lundi que le site serait en chômage technique durant la semaine du 27 février au 4 mars en raison d'un manque de commandes, a-t-on appris de source syndicale. (Reuters 13.02)

Au fait, Renault est-elle une entreprise en difficulté ou une entreprise qui réalise des bénéfices ? Si elle réalise des bénéfices et qu'elle peut malgré tout recourir au chômage partiel, cela signifie bien que même une entreprise bien portante recourra demain au chômage partiel pour économiser sur les salaires. Voilà l'accord que les dirigeants pourris des syndicats ont signé.

2- Patron voyou

Depuis l'annonce de la fermeture de l'usine en avril 2010, les employées de la société Sodimédical spécialisées dans la fabrication de pièces pour les blocs opératoires ont mené des dizaines de procédures judiciaires pour tenter de conserver leurs emplois, délocalisés principalement en Chine.

Elles disent vivre aujourd'hui une situation absurde: devoir pointer tous les jours à l'usine de Plancy-l'Abbaye (Aube), mais sans travail, ni salaire.

"*Ils essaient de nous asphyxier. Comment faire quand on a des décisions de justice et personne pour les faire appliquer ?*", demande Angélique Debruyne, porte-parole du comité d'entreprise.

Selon l'un des avocats des salariées de Sodimédical, Me Philippe Brun, leurs ennuis ont débuté en 2005, quand le groupe allemand Lohman et Rauscher a décidé de créer une usine en Chine.

"On leur a demandé d'aller former des travailleuses en Chine et au fur et à mesure que les Chinois maîtrisaient les choses, on a transféré les activités là-bas", explique-t-il.

En 2010, la direction de l'entreprise annonce la fermeture pure et simple mais les salariés entrent en résistance et engagent une procédure en justice.

En mars 2011, le tribunal d'instance annule les licenciements, estimant qu'en l'absence de cause économique il ne peut y avoir de plan social. Un jugement confirmé en janvier 2012 par la cour d'appel de Reims.

"C'était une première dans l'histoire du droit social. On insistait sur le fait que le plan social n'avait absolument aucune raison d'exister", souligne Me Brun.

En octobre 2011, la cour d'appel de Reims a refusé la liquidation de l'entreprise et le conseil des prud'hommes de Troyes a condamné Lohmann et Rauscher France à redonner travail et salaire aux employés sous astreinte de 50.000 euros par mois de retard.

L'entreprise demande alors aux employées de rester chez elles en promettant de les payer. Mais furieuses de ne rien toucher, ces dernières retiennent durant une nuit, en juin dernier, le co-gérant, avant d'être délogées par 50 gendarmes.

Elles obtiennent finalement de versement de leurs arriérés de salaires en faisant condamner L&R France par la cour d'appel de Reims.

Mais le 22 novembre, la société est placée en procédure de sauvegarde et l'entreprise interrompt à nouveau les paiements.

Lors d'une énième audience début février devant la cour d'appel de Reims, l'avocat de l'entreprise a fait valoir que le tribunal de commerce d'Epinal avait vidé de sa substance le jugement condamnant le groupe à payer les salaires, rapporte L'Est-Eclair. Le jugement a été mis en délibéré au 4 avril, précise le quotidien.

"Ces femmes sont à l'avant-garde du combat et parce qu'elles sont à l'avant-garde du combat, elle n'ont pas de salaire depuis quatre mois et demi", estime Philippe Brun. (Reuters 13.02)

3- Monsanto, l'empoisonneur mondial numéro 1

Le géant américain Monsanto a été jugé "responsable", lundi à Lyon, de l'intoxication à l'herbicide en 2004 d'un agriculteur français, ouvrant la voie à des dommages-intérêts, ce qui constitue une première en France.

"Monsanto est responsable du préjudice de Paul François suite à l'inhalation du produit Lasso", peut-on lire dans le jugement du tribunal de grande instance (TGI) de Lyon, consulté par l'AFP.

En conséquence, le tribunal "condamne Monsanto à indemniser entièrement Pierre François de son préjudice", précise le jugement du tribunal, qui confie une expertise médicale à un médecin de l'hôpital Rothschild à Paris.

Le 27 avril 2004, Paul François, un céréalier de Bernac (Charentes) aujourd'hui âgé de 47 ans et invalide, avait reçu au visage des vapeurs de Lasso, un puissant désherbant produit par le leader mondial de l'agrochimie, en ouvrant la cuve d'un pulvérisateur. Il avait été rapidement pris de nausées puis de troubles (bégaiement, vertiges, maux de tête, troubles musculaires...) l'obligeant à interrompre son activité pendant près d'un an.

En mai 2005, un an après avoir inhalé les vapeurs, des analyses relevaient dans son organisme des traces de monochlorobenzène, un solvant présent pour moitié dans le Lasso, au côté du principe actif, l'anachlore.

Trois ans plus tard, celui qui est devenu le porte-parole des victimes des pesticides obtenait en justice que ses troubles soient reconnus comme maladie professionnelle par la Mutualité sociale agricole. Il lançait alors une procédure en responsabilité civile contre Monsanto.

Selon Me Lafforgue, Monsanto aurait aussi manqué à son "obligation d'information" en ne détaillant pas la composition du produit sur l'étiquette, et en n'avertissant pas des risques liés à l'inhalation, ni de l'obligation de porter un masque. (AFP 13.02)

1-4 Racket de l'Etat

Un radar situé sur l'A41 près de Saint-Julien en Genevois (Haute-Savoie) arrive en tête des radars automatiques fixes qui ont le plus flashé en 2011, avec 462 flashes quotidiens, selon un palmarès rendu public lundi par le magazine Auto Plus.

Une cabine vitesse située Quai du 4-Septembre à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) arrive en deuxième position avec 364 flashes par jour, devant une autre située dans le Vaucluse, sur l'A7 entre Lyon et Marseille (323 flashes quotidiens).

Premier du classement en 2010, un automate situé sur l'A31 à Maxéville (Meurthe-et-Moselle) est désormais huitième avec 257 flashes par jour.

Les 1.996 radars automatiques fixes implantés en France en 2011 ont généré 6,7 millions de procès-verbaux, selon les chiffres d'Auto Plus, soit une hausse de 45% sur un an. En 2010, environ 4,6 millions de PV avaient été générés par les 1.740 radars fixes alors implantés, d'après le ministère de l'Intérieur.

Selon Auto Plus, 11,5 millions de flashes ont été émis en 2011 par ces radars, mais 93,2% d'entre eux ne concernent que des excès de vitesse inférieurs à 20 km/h, ce qui correspond au retrait d'un point sur le permis de conduire.

Le magazine dresse aussi le bilan des radars de feux rouges, à l'origine de 1,3 million de flashes en 2011 (+75 % par rapport à 2010) et de près de 743.000 PV. Quelque 270 cabines ont été mises en service en 2011, pour un total de 587 cabines.

Neuf des radars de feux rouges qui flashent le plus sont situés en Ile-de-France, d'après le palmarès de l'hebdomadaire. (AFP 13.02)

Un autre article titrait que le radar situé sur l'A41 avait rapporté 22 millions d'euros à l'Etat.

[Haut de page ↗](#)

Le 15 février

CAUSERIE

1- Pour ajouter un mot à la causerie d'hier sur l'ONG américaine Fair Labor Association chargée par Apple de vérifier si les conditions d'exploitation des travailleurs chinois sont bien conformes aux normes fixées par les dictateurs de la Fed et de Wall street, elle remplit un rôle complémentaire à celui des agences de notation pour le compte de ses clients.

Dis-moi qui te finance et je te dirai qui tu es. Tiens, c'est valable pour Hollande qui est allé faire des courbettes devant la City à Londres, après Blair et Schröder, il s'affiche comme le nouveau caniche de la Bourse.

2- La tendance actuelle du capitalisme dominant est calquée sur les Etats-Unis, puis sur l'Allemagne. Tandis que les riches ne l'ont jamais été autant et aussi nombreux toutes proportions gardées aux Etats-Unis, la paupérisation des masses s'est brutalement accélérée dans ce pays depuis 2001.

L'Allemagne sous Schröder, puis A. Merkel, lui a emboîté le pas réduisant des millions de travailleurs allemands à la précarité et à la pauvreté. Dans les deux cas, ils ont sacrifié le niveau de vie de leur prolétariat au profit de leur développement sur le marché mondial, soit sur le plan industriel ou financier ou les deux à la fois s'agissant de l'Allemagne.

Leur économie est tournée vers l'exportation où ils sont en compétition avec des pays pratiquant des coûts du travail parmi les plus bas du monde, du coup pour être ou demeurer compétitif sur le marché mondial ils ont taillé à la hache dans leurs budgets sociaux, réduit à une peau de chagrin le droit du travail, accru l'exploitation ce qui s'est traduit par la détérioration des conditions de travail et d'existence des travailleurs.

En France, la présidente du Medef vient d'indiquer aux candidats à la présidentielle que c'était la seule voie possible, précisant que de nouvelles "réformes sociales et (un) nouveau report de l'âge légal de départ à la retraite" seraient nécessaires parce que "les entreprises ont cette fois-ci besoin d'aire, avec un +e+. Elles ont besoin de nouveaux horizons, de nouvelles frontières, besoin de conquérir". Elle "prône une accélération de la réduction du déficit public".

Selon l'AFP, pour assainir les finances françaises, le Medef souhaite privilégier une réduction des dépenses respectant le credo "2 pour 1", c'est-à-dire deux fois plus d'économies sur les dépenses publiques que de hausses des prélèvements fiscaux et sociaux.

Selon elle, il faut également accélérer la règle de non-remplacement des fonctionnaires d'Etat - de 1 sur 2 actuellement à 2 sur trois

-, et l'instaurer au niveau des collectivités territoriales (1 sur 2 non remplacé).

Mme Parisot réclame une baisse des cotisations salariés qui serait compensée par une hausse de la CSG pour soutenir le pouvoir d'achat.

Surtout, la patronne du Medef a plaidé pour la reprise en 2013 du débat sur "*un nouvel âge de départ à la retraite*" car la réforme de 2010 - qui a reporté l'âge légal à 62 ans en 2017 - ne suffit pas à garantir l'équilibre du système à échéance 2030.

Pour lutter contre le chômage, elle veut mettre "*l'employabilité*" au coeur du dispositif. Mme Parisot s'est montrée réservée sur le projet de référendum de Nicolas Sarkozy pour durcir les conditions d'indemnisation des chômeurs. Elle a fait valoir "*la capacité des partenaires sociaux à inventer et à avancer*" à propos des efforts pour réduire le chômage.

La patronne des patrons prône également une réforme de l'assurance maladie, qui est dans un "*équilibre périlleux*", et avant tout celle de sa gouvernance. (source : AFP 14.02)

Madame Parisot compte sur la collaboration des "*partenaires sociaux*" pour lui faciliter la tâche, comme en Allemagne, en Italie, en Espagne ou encore en Grèce notamment.

De deux choses l'une, soit les militants acceptent la discussion sur ce plan-là et ils seront infailliblement broyés, amenés à collaborer avec le capital, à capituler honteusement, soit ils rejettent toute discussion sur ce terrain-là et ils se placent résolument et exclusivement sur le terrain de classe des travailleurs. C'est l'un ou c'est l'autre, personne ne pourra dire on ne savait pas, qu'on ne vienne surtout pas ensuite nous reprocher de tirer à boulets rouges sur tous ceux qui auraient mis le petit doigt dans l'engrenage de la collaboration de classes qui consiste à brader systématiquement tous nos acquis, chacun s'accorde à reconnaître que l'heure est grave, alors à chacun d'assumer ses responsabilités. Nous les appelons sans tarder à engager le combat contre leurs propres dirigeants compromis avec les appareils pourris des syndicats ou qui soutiennent l'ordre établi de mille et une manière.

Précision à l'adresse des lecteurs attentifs.

Il arrive que les médias de la presse écrite et d'autres intervenants sur le Net modifient le contenu de leurs articles peu de temps après leur parution ou parfois plusieurs jours après. Si vous avez lu un article de presse mis en ligne dans le site et que vous comparez son contenu avec celui du même article mis en ligne quelques jours plus tard à partir d'une autre source, vous pouvez tomber sur une version dite actualisée sans y prêter attention et être surpris de constater que le contenu ne soit pas rigoureusement identique et en déduire que j'aurais manipulé cet article. Un exemple.

L'article Grèce : "*La classe politique grecque, une oligarchie pillant la société*" que j'ai mis cet article en ligne hier (dans cette page), il se terminait ainsi :

Que préconisez-vous ?

Il serait relativement facile d'arrêter tous les auteurs de fraudes sociales, par l'intermédiaire de leurs comptes bancaires. Mais le gouvernement n'en fera rien, l'ensemble de la classe politique grecque étant concernée. Il en va de même pour l'administration publique. Aujourd'hui, il est impossible d'obtenir ne serait-ce qu'un simple certificat, si vous ne payez pas. Si rien n'est fait contre ces fléaux, la Grèce ne sortira pas de la crise.

Le même article (modifié par la source le lendemain) que j'ai rechargé ce matin par erreur se terminait ainsi, j'ai mis en caractère gras les passages concernés :

Que préconisez-vous ?

La suppression pure et simple du système et de l'État dynastique. Il serait relativement facile d'arrêter tous les auteurs de fraudes sociales par l'intermédiaire de leurs comptes bancaires. Mais le gouvernement n'en fera rien, l'ensemble de la classe politique grecque étant concerné. Il en va de même pour l'administration publique. Aujourd'hui, il est impossible d'obtenir ne serait-ce qu'un simple certificat si vous ne payez pas. Si rien n'est fait contre ces fléaux, la Grèce ne sortira pas de la crise, et les conséquences se ressentiront dans toute l'Europe. La société grecque est un mauvais champ expérimental. Toute son histoire moderne a auguré de ce qui allait arriver au reste du continent.

Entre nous camarades, il s'agissait du compte-rendu d'une interview enregistrée ou dont le contenu avait été dactylographié, on se demandera ce que la personne interviewée a-t-elle bien pu dire en vérité à ce journaliste !

La réaction sur toute la ligne, c'est quoi au juste ? Réponse ici.

Avant de lire ce qui suit, il est préférable d'être à jeun, bien dans sa tête, assis confortablement et de prendre sa respiration pour ne pas étouffer, attention c'est parti :

Ce que le Premier ministre suédois suggère à juste titre, c'est que l'allongement des fins de carrière s'impose désormais comme un impératif politique. La révolution des esprits, qui conditionne celle des pratiques, consistera à ne plus voir dans le travailleur de 50 ans un pré-retraité, pour le considérer à l'inverse comme étant à l'aube d'une nouvelle carrière. La projection d'une sortie tardive de l'activité est en effet nécessaire pour que les individus et les entreprises investissent dans la formation professionnelle au-delà de 45-50 ans. L'âge moyen de sortie du marché du travail étant en Suède de 64 ans (contre 59 ans en France), Fredrik Reinfeldt estime qu'un salarié suédois change sa "relation à l'emploi" en envisageant la possibilité de travailler jusqu'à 75 ans. Pour produire le même effet, un homme politique français aurait pu se contenter de proposer l'horizon des 70 ans. Il faut avoir à l'esprit le fait que certains jeunes entrent aujourd'hui sur le marché du travail à l'approche de la trentaine, et qu'il leur faudra cotiser quarante-un ans pour toucher une retraite pleine...

La situation politique n'est sans doute pas mûre, en France, pour que l'on pose sereinement cette question des conditions de réalisation de l'idéal (car cela en est bien un - politique - même s'il n'est pas encore reconnu comme tel par l'opinion) d'un allongement des fins de carrière. Certains aménagements seront douloureux et délicats à mettre en œuvre : il faudra considérer la seconde partie de carrière comme une phase de décélération progressive ; probablement admettre la nécessité, au rebours de leur progression à l'ancienneté, d'un déclin des salaires, accompagnant celui de la productivité ; envisager des transitions souples vers l'inactivité, avec le recours au temps partiel ; et, bien entendu, investir massivement dans les formations requalifiantes. Cette mutation culturelle est inévitable, mais, à l'évidence, nul responsable politique français n'est aujourd'hui assez audacieux, ou suicidaire, pour l'évoquer explicitement. (Atlantico.fr 13.02)

L'auteur de cette saloperie immonde envisage "*un déclin des salaires, accompagnant celui de la productivité*" sans vraiment se soucier du "*déclin*" de l'état physique et mental des malheureux travailleurs à qui ce sort horrible serait réservé.

Je vous sens mal, tout retourné par tant de cruauté, ces gens-là sont nuisibles à la survie et au développement de la civilisation humaine, quand les travailleurs prendront le pouvoir ils seront jugés et condamnés aux travaux forcés à perpétuité ou tout simplement fusillés !

Mais qui est l'auteur de cet article immonde (en entier à la rubrique dossier social) ? J'ai été le chercher sur la toile (www.atlantico.fr/users/eric-deschavanne). Un philosophe, mieux encore : un humaniste... à la Coppé ou Parisot !

- Eric Deschavanne est professeur de philosophie.

A 48 ans, il anime depuis quinze ans à la Sorbonne, avec Pierre-Henri Tavoillot, le Collège de philosophie. Il a été, après un passage comme chargé de mission auprès du Ministre de l'Éducation nationale Luc Ferry, l'un des rapporteurs de la Commission présidée par Claude Thélot qui organisa le grand débat national sur l'avenir de l'École en 2003-2004.

Il est actuellement membre du Conseil d'analyse de la société et chargé de cours à l'université Paris IV et a récemment publié *Le deuxième humanisme – Introduction à la pensée de Luc Ferry* (Germina, 2010). Il est également l'auteur, avec Pierre-Henri Tavoillot, de *Philosophie des âges de la vie* (Grasset, 2007).

On ne va pas se laisser abattre par les sombres perspectives que cette pourriture voudrait nous réserver et nous faire subir. Pour vous remonter le moral, rien de tel que de se ressourcer :

- Pour parler français : le travailleur est, en droit et en fait, l'esclave de la classe possédante, de la bourgeoisie; il en est l'esclave au point d'être vendu comme une marchandise et son prix monte et baisse tout comme celui d'une marchandise. Si la demande de travailleurs augmente, leur prix monte; si elle vient à baisser, leur prix diminue; si elle baisse au point qu'un certain nombre de travailleurs ne sont plus vendables et « restent en stock », ils sont laissés pour compte et comme ce n'est pas une occupation qui fasse vivre son homme, ils meurent de faim. Car, pour parler la langue des économistes, les sommes dépensées à leur entretien ne seraient pas « reproduites », ce serait de l'argent jeté par les fenêtres et nul ne gaspille son capital de la sorte. Et, dans cette mesure, la théorie de la population de M. Malthus est parfaitement juste.

Toute la différence par rapport à l'esclavage antique pratiqué ouvertement, c'est que le travailleur actuel semble être libre parce qu'il n'est pas vendu tout d'une pièce, mais petit à petit, par jour, par semaine, par an, et parce que ce n'est pas un propriétaire qui le vend à un autre, mais bien lui-même qui est obligé de se vendre ainsi; car il n'est pas l'esclave d'un particulier, mais de toute la classe possédante. Pour lui, la chose au fond n'a point changé. Et si cette apparence de liberté lui donne nécessairement d'un côté quelque liberté réelle, elle a aussi cet inconvénient, que personne ne lui garantit sa subsistance et qu'il peut être congédié à tout instant par son maître, la bourgeoisie, et être condamné à mourir de faim dès que la bourgeoisie n'a plus d'intérêt à l'employer, à le faire vivre.

Par contre, la bourgeoisie se trouve beaucoup plus à son aise dans ce système que dans le cas de l'esclavage antique; elle peut congédier ses gens lorsque l'envie l'en prend sans perdre pour autant un capital investi et de plus elle obtient du travail à

bien meilleur compte qu'on ne peut l'obtenir d'esclaves ainsi que le lui démontre A. Smith pour la consoler .

Il s'ensuit également qu'Adam, Smith a pleinement raison de poser le principe :

Tout comme pour n'importe quel autre article, c'est la demande des travailleurs qui règle la production des travailleurs, la quantité des êtres humains mis au monde, accélérant cette production lorsqu'elle est trop lente, la stoppant quand elle est trop rapide.

Exactement comme pour n'importe quel autre article commercial. S'il y en a trop peu, les prix montent, c'est-à-dire ici le salaire; les travailleurs vivent mieux, les mariages se font plus nombreux, on met au monde davantage d'êtres humains, il grandit un plus grand nombre d'enfants, jusqu'à ce qu'ait été produit un nombre suffisant de travailleurs; s'il y en a trop, les prix baissent, le chômage survient, avec la misère, la disette et par suite les épidémies qui balaient « l'excédent de population ». (F. Engels : La situation de la classe ouvrière en Angleterre - 1845)

Aujourd'hui, à partir des conditions d'exploitation que les capitalistes imposent au prolétariat dans le monde et par rapport au développement du marché mondial, ainsi que des sciences et technologies du XXI^e siècle, sans oublier le développement démographique, il y en a beaucoup trop.

Mais ce n'est pas tout, il y en a trop qui travaillent et coûtent encore trop chers, et il y en a trop qui ne travaillent pas et dont l'entretien coûte une fortune aux capitalistes, il faut donc réduire les deux, telle est leur logique.

Faire travailler nos vieux travailleurs jusqu'à ce qu'ils en crèvent pour un salaire de misère pour permettre à une poignée de privilégiés et leurs larbins intellectuels de continuer de vivre confortablement, telle est l'autre piste retenue par l'"humaniste" Eric Deschavanne.

Hollande, le candidat des nantis

1- Que les travailleurs pauvres le restent...

Désirant lancer une conférence avec les partenaires sociaux "dès le lendemain de l'élection", François Hollande a d'ores et déjà annoncé (sur sur BFMTV/RMC -ndlr) qu'il augmentera le Smic seulement si la croissance est au rendez-vous. Désirant lancer une conférence avec les partenaires sociaux "dès le lendemain de l'élection", François Hollande a d'ores et déjà annoncé qu'il augmentera le Smic seulement si la croissance est au rendez-vous. Le candidat socialiste à la présidentielle, François Hollande, a déclaré ce mardi avoir une "règle simple" en matière de salaire minimum, c'est qu'il faut augmenter le Smic quand il y a de la croissance.

François Hollande a expliqué qu'il réunirait "dès le lendemain de l'élection" une conférence avec les partenaires sociaux pour organiser le "quinquennat sur le plan social": différents thèmes seront abordés et notamment les réformes à engager, ainsi que la répartition des profits "là où il y en a. Et il y en a". "La question du Smic découlera de ces discussions", a-t-il ajouté. (l'express. fr 14.02)

Qu'est-ce que signifie "organiser le "quinquennat sur le plan social", si ce n'est pour les 5 ans à venir cadenasser, neutraliser, réduire au silence, à l'impuissance le mouvement ouvrier pendant que Hollande continuera d'appliquer la politique ultra réactionnaire de son prédécesseur... Exactement comme en 1981, mais cette fois en prenant les devants pour éviter (si possible) tout débordement, la marge de manoeuvre du représentant du capitalisme trônant au Palais étant plus limitée que jamais.

2- ... pour que les riches continuent de s'enrichir... Obama et Blair comme référence. Hollande manifeste ouvertement sa soumission devant l'aristocratie financière.

Dans des déclarations publiées en début de semaine dans des journaux comme *The Guardian*, *International Herald Tribune* et *The Financial Times*, le candidat socialiste à l'élection présidentielle se défend de toute agressivité à l'égard du monde de l'argent et dit vouloir se rapprocher sur ce thème de la position du président américain Barack Obama.

Selon le quotidien britannique *The Guardian*, M. Hollande, revenant sur l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand, a notamment déclaré : « Les années 80 étaient une époque différente. Les gens disaient qu'il y aurait des chars soviétiques sur la place de la Concorde. Cette époque est révolue, c'est de l'Histoire. »

« C'était la guerre froide et Mitterrand a nommé des communistes au gouvernement. Aujourd'hui il n'y a pas de communistes en France... La gauche a gouverné pendant quinze ans pendant lesquels elle a libéralisé l'économie et ouvert les marchés à la finance et à la privatisation. Il n'y a pas de crainte à avoir », dit-il encore. (liberation.fr 14.02)

Selon *The Guardian*, François Hollande a déclaré qu'il n'était pas "agressif" ni considéré en France comme quelqu'un de très à

gauche en matière de la régulation de la finance. Il a dit vouloir se rapprocher à cet égard de la position exprimée par Barack Obama devant le Congrès américain.

"On pourrait dire qu'Obama et moi avons les mêmes conseillers", a-t-il dit, ajoutant que son souhait de voir la finance mieux régulée était conforme à la volonté de "l'opinion publique" européenne et des autres candidats à l'élection présidentielle, y compris le président Nicolas Sarkozy - dont l'officialisation de candidature est attendue incessamment.

François Hollande a rendu hommage à Tony Blair, un homme "tellement intelligent qu'il n'avait pas besoin d'être arrogant". (Reuters 14.02)

Et dire qu'il y a encore des militants pour oser appeler à voter PS, à se demander s'ils ont un jour compris quelque chose ou s'ils sont vraiment capables de couper le cordon ombilical avec l'opportunisme, c'est désespérant !

Mélenchon et son "conseiller" Eric Coquerel ont réagi violemment aux propos de Hollande jugeant "assez insupportable son attitude hautaine à l'égard du reste de la gauche", parce que pour eux Hollande le chien de garde des intérêts du capital financier fait partie de la "gauche", ce qui au passage permet de situer la nature sociale du Front de gauche, ainsi que ses véritables intentions.

Normal finalement que Hollande ait affirmé qu'il n'y avait plus de communistes en France, sans doute en référence au Front de gauche, puisque le PCF a abandonné la dictature du prolétariat et que le PG ne s'en réclame pas. Et quand Mélenchon répond qu'il est «le candidat des communistes», il confirme à sa manière ce que Hollande a voulu dire, les communistes en question n'étant qu'un repère de staliniens et néo staliniens n'ayant aucun lien avec le communisme, Mélenchon pas davantage d'ailleurs.

Quant aux véritables communistes dont nous faisons partie avec bon nombre de militants du PCF, du PRCF, du POI, du NPA et de LO ou encore de nombreux groupes, nous ne nous sentons pas concernés par les propos de Hollande destinés à ses amis de la City à Londres.

Contrairement à Mélenchon en mal de reconnaissance par ses pairs, nous n'accordons aucune légitimité aux dirigeants du PS pour porter un jugement sur les partis ouvriers qui composent le mouvement ouvrier et dont il est étranger, un ennemi déclaré. A bas Hollande et le PS, pas une voix !

Parole d'internautes sur la situation en Grèce (et ailleurs)

1- "Mais n'oublions jamais que lorsque des corrompus arrivent à leur fin c'est que des plus corrompus qu'eux le leur ont facilité la tâche.

La responsabilité de la classe politique et des richissimes patrons grecs est entière mais celle des leaders européens l'est toute autant.

Lorsqu'il y a un corrompu à côté sommeille celui qui le soutien.

En Grèce les leaders Européens font comme en Tunisie en Libye en Égypte en Syrie et même comme ils l'on fait en Irak. Après avoir accompagné les politiciens "véreux" ils les ont lâchés. Nous n'en sommes pas encore là en Grèce - quoique pour Papandréou c'est déjà fait. Mais regardons bien les choses en face ce sont toujours les plus faibles et les moins fortunés qui payent l'addition."

2- "Qui ose dire que les Français ont les politiques qu'ils méritent quand le système est parfaitement verrouillé au profit de la même classe ? Voilà des années que nous subissons les discours et les diktats de tous ceux qui se goinfrent et nous mènent à notre perte... Le système a été subi mais accepté tant qu'il n'y avait pas de crise économique. Avec la montée inexorable du chômage et de la misère, les Français vont se rebeller. En effet qui acceptera de survivre avec un RSA et de menues aides de l'Etat alors que d'autres se goinfrent ? Tous les Français n'acceptent pas l'assistanat et veulent de la dignité par le travail."

3- "Le politologue grec Georges Contogeorgis décrit le seul scénario qui pourrait permettre un véritable changement en Grèce.

L'arrestation des politiciens corrompus, la saisie de leurs biens sans oublier, ceux de l'église qui a participé allègrement au pillage via une exonération totale d'impôts doit être envisagée. Il est à craindre qu'aucune autre solution hormis un coup d'état populaire ne permette ce nécessaire assainissement.

Les ministres corrompus ainsi que tous ceux qui ont pillé l'état sont parfaitement identifiés. Il s'agit donc de les arrêter et de les transférer devant des tribunaux."

Comment, sinon par une révolution prolétarienne et socialiste ?

La question est de savoir quel gouvernement prendra ces décisions ? Seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire incarnant exclusivement les besoins des travailleurs, dont les partis sont engagés dans le combat pour la rupture avec le capital et la totalité de ses institutions politiques en Grèce, en Europe et dans le monde.

Actualité en titres

Frénétique, non, fanatique :

- Nicolas Sarkozy défendra une candidature "*du peuple, par le peuple et pour le peuple*" - lemonde.fr

- Nicolas Sarkozy sur le pied de guerre - LeFigaro.fr -

Quand l'UMP nous prend pour des abrutis :

- Motion rejetée : pas de référendum sur la TVA sociale - LePoint.fr

- Règle d'or : Sarkozy et Fillon veulent un référendum - LeFigaro.fr -

- Comment Sarkozy se prépare à "*regarder la France au fond des yeux*" -lexpress.fr

Normal, quoi :

- Hollande rassure la finance - Reuters

Cela tombe bien :

- Les grands patrons ont gagné 34% de plus en moyenne en 2010 - Liberation.fr

- Etats-Unis: Geithner trouve juste que 1% des contribuables assurent 40% de l'impôt - AFP

Pardi, c'est ce 1% qui concentre entre ses mains l'essentiel des richesses !

Les mains sales :

- Marseille : droite et gauche s'entendent contre la saleté- LeFigaro.fr

Qui l'aurait cru ?

- La moitié des licenciés économiques qui retrouvent un emploi gagnent moins - LeMonde.fr

En réalité sans doute beaucoup moins.

INFOS EN BREF

Politique

1- Bahreïn

Les forces anti-émeutes ont violemment réprimé mardi des manifestants chiites marquant l'anniversaire du déclenchement de la contestation à Bahreïn, dont la répression a plongé ce petit royaume du Golfe dans une impasse politique.

Depuis la matinée, de jeunes militants ont tenté sans succès de gagner la place de la Perle, symbole de la contestation à Manama, qui était entourée d'un impressionnant dispositif de sécurité.

La police s'est massivement déployée sur les principaux axes routiers et a encerclé les villages chiites entourant Manama, pour empêcher leurs habitants de se joindre aux manifestations, selon des témoins.

"*Les accès à ces villages sont bloqués, toutes les voitures qui y entrent ou en sortent sont fouillées*", a affirmé M. Mascati à l'AFP.

"*Nous sommes dans un état d'urgence non déclaré*", a commenté un responsable du Wefaq, principal groupe de l'opposition chiite, Matar Matar.

Les autorités ont multiplié les restrictions à l'occasion de l'anniversaire du soulèvement, s'abstenant notamment de délivrer des visas aux correspondants de la presse internationale.

Certains des jeunes manifestants, venant des villages chiites entourant Manama, dont Sanabès, Deih et Jidhafs, sont parvenus à tromper la vigilance des forces de sécurité et ont pu s'approcher jusqu'à environ 500 mètres de la place de la Perle, selon les témoins.

"*A bas Hamad*", le roi, scandaient les jeunes, dont certains étaient vêtus de linceuls blancs pour marquer leur disposition au martyr.

Depuis dimanche, des militants tentent de braver la police et de marcher sur la place de la Perle, où des opposants avaient observé un sit-in du 14 février à la mi-mars 2011 avant d'en être violemment chassés par les autorités.

Mais les partis de l'opposition traditionnelle, dirigés par le Wefaq, n'ont pas soutenu l'appel à marcher sur la place.

Dans un communiqué en soirée, le Wefaq a dénoncé "*la dictature et la tyrannie*" du pouvoir qui "*fuit la vraie solution politique devant engager Bahreïn sur la voie du changement démocratique*".

"*Les Bahreïnais poursuivront leur mouvement (...) et les autorités ne pourront pas infléchir leur détermination*", ajoute-t-il. (AFP 14.02)

2- Syrie

Des armes et des combattants sunnites en provenance d'Irak pénètrent en Syrie, alimentant les violences dans un pays qui jadis approvisionnait en armes les opposants au régime installé par les Américains à Bagdad, affirment responsables et marchands d'armes irakiens.

Aujourd'hui, les responsables irakiens de la sécurité font état d'indices du passage de rebelles sunnites en territoire syrien pour rejoindre les rangs du soulèvement contre Bachar al Assad. Les trafiquants d'armes profiteraient de cette situation en multipliant par deux le coût des envois d'armes dissimulées au milieu de chargements purement civils.

Evaluer le flux de rebelles et d'armes illégales passant d'Irak en Syrie est difficile, mais la frontière était jadis un lieu de transit florissant dans l'autre sens, des volontaires étrangers s'infiltrant en Irak pour se battre contre les forces américaines venues renverser Saddam Hussein.

"*Nous pensons que des combattants liés à Al Qaïda et à certains groupes armés sunnites envoient des hommes en armes en Syrie pour s'y battre au titre d'une espèce de soutien moral*", a expliqué un haut responsable de la sécurité à Bagdad sous le sceau de l'anonymat.

"*Des responsables corrompus sont en poste aux confins des provinces de Mossoul et d'Anbar, ce qui, pensons-nous, autoriserait certains à infiltrer des armes et des combattants. Mais nous ne croyons pas qu'il s'agisse d'un trafic important*".

"*Les trafiquants d'armes sont plus actifs ces derniers temps, notamment depuis l'intensification des accrochages entre le régime syrien et ses adversaires*", confirme Hamid al Hayes, président du Conseil d'Anbar, une institution tribale dont la milice Sahoua a permis jadis de combattre avec succès la rébellion des alliés d'Al Qaïda en Irak.

La crise syrienne est embarrassante à divers titres pour les chiites au pouvoir à Bagdad, avec ses accents communautaires - opposants sunnites face à un pouvoir alaouite, une branche dissidente du chiisme.

L'Irak entretient par ailleurs des liens étroits avec les chiites au pouvoir en Iran, unique allié majeur du régime de Bachar al Assad dans le monde arabo-musulman.

Les responsables irakiens redoutent un effet de contagion du conflit syrien chez eux, où règne un équilibre des plus instables entre la majorité chiite, la minorité sunnite jadis au pouvoir sous Saddam Hussein et les Kurdes.

Pour Bagdad, le pire des scénarios serait l'arrivée au pouvoir à Damas d'un régime sunnite de tendance salafiste.

Le général Ahmed al Khafadji, en poste au ministère irakien de l'Intérieur, a annoncé cette semaine à la chaîne de télévision Al

Hourra que les patrouilles avaient été renforcées à la frontière pour empêcher tout passage de combattants en Syrie. (Reuters 14.02)

3- Chine

Le budget chinois de la défense, qui était de 119,8 milliards de dollars en 2011 (91 milliards d'euros), atteindra les 238,2 milliards de dollars en 2015, soit une progression annuelle moyenne de 18,75 %, selon des chiffres du groupe américain de recherche IHS, qui peuvent différer des données officielles chinoises.

En 2015, les dépenses militaires chinoises dépasseront ainsi les budgets combinés des douze autres plus grandes puissances de l'Asie-Pacifique, qui devraient atteindre un total de 232,5 milliards de dollars. Le budget chinois devrait être près de quatre fois supérieur à celui du Japon, numéro deux dans la région en termes de dépenses militaires, a précisé l'IHS dans une étude publiée mardi 14 février à Singapour.

'Pékin est en mesure de consacrer une part toujours plus importante de son budget global à la défense et renforce de manière continue ses capacités militaires depuis plus de vingt ans', a expliqué Rajiv Biswas, économiste en chef pour l'Asie-Pacifique chez IHS Global Insight. 'Cette tendance va se poursuivre, à moins d'une catastrophe économique', a-t-il prédit.

Le budget militaire chinois, et sa progression accélérée, inquiète depuis longtemps nombre de capitales, de la région ou d'ailleurs, et en particulier Washington. La Chine maintient que sa technologie militaire accuse vingt à trente ans de retard sur celle des Etats-Unis. La modernisation de son armée, assure-t-elle, a pour unique but la 'défense' du pays, or Pékin se dote désormais d'outils de projection de puissance. (lemonde.fr 14.02)

Voilà qui va faire le bonheur des marchands de canons ! L'économie d'armement comme volant d'entraînement du capitalisme mondiale en perdition... Son aspect "progressiste", son visage "humain"... Tel qu'il est en réalité, quoi !

Social

France

1- Manifestation des ouvriers des chantiers navals à Saint-Nazaire

Plus d'un millier de manifestants ont défilé mardi matin à Saint-Nazaire pour exiger la fin des licenciements chez les sous-traitants des chantiers navals, concurrencés par la main d'oeuvre à bas-coût salarier venue de l'étranger;

La manifestation, qui a rassemblé principalement des salariés sous-traitants, s'est dispersée dans le calme vers midi à hauteur de la sous-préfecture de Saint-Nazaire.

Elle a réuni 1.100 manifestants, selon la police, et 2.000 selon les syndicats.

Une délégation syndicale a été reçue en sous-préfecture pour discuter d'une table ronde réclamée par les syndicats, qui réunirait notamment les donneurs d'ordre (notamment STX France), sur l'avenir de la sous-traitance navale à Saint-Nazaire.

"On se bat depuis le mois de décembre pour le maintien de tous les emplois dans la construction navale. Nous réclamons l'arrêt de cette concurrence sociale qui détruit les emplois locaux", a expliqué à l'AFP Joël Cadoret (CGT), estimant que "le donneur d'ordre (le chantier naval STX France, ndlr) a une grosse responsabilité".

Les syndicats FO, CGT, CFDT, CFTC et FSU de Saint-Nazaire ont dénoncé dans un communiqué "la direction de STX France qui pratique largement cette politique de sous-traitance". "Début 2012, les chiffres parlent d'eux-mêmes: environ 30% des salariés de la sous-traitance viennent de pays à bas-coûts salariaux" pour travailler sur les chantiers navals français, affirment-ils.

Toujours selon les syndicats, trois entreprises historiques de la construction navale sont aujourd'hui "dans la tourmente": la SMCO (82 salariés menacés de licenciement), mais aussi la SMCN (9 licenciements déjà effectués, 42 salariés menacés) et Baudet (en redressement judiciaire, 92 salariés menacés de licenciement). "Ce sont plus de 200 familles concernées", notent-ils.

"Merci le groupe Hervé", pouvait-on lire sur une pancarte dans la manifestation devant le chantier STX, en référence au placement en liquidation judiciaire la semaine dernière de la SMCO, filiale du groupe Hervé Thermique, sous-traitant de STX, a constaté un correspondant de l'AFP.

Les syndicats de SMCO, qui multiplient les actions pour exiger une table ronde afin de sauver l'entreprise, accusent eux aussi STX de faire appel, par mesure d'économies, à de nouveaux sous-traitants étrangers aux coûts et conditions de travail très inférieurs aux leurs. (AFP 14.02)

2- Manifestation d'enseignants à Marseille.

Plusieurs centaines d'enseignants (400 selon la préfecture, 2 000 selon les syndicats) ont manifesté mardi à Marseille pour dénoncer "*une saignée sans précédent*" dans les postes et les classes des écoles maternelles et primaires des Bouches-du-Rhône. Appelés à la grève par l'intersyndicale départementale du premier degré, les manifestants, rejoints par quelques collègues du secondaire, ont protesté devant l'inspection académique contre les 159 suppressions de poste et 188 fermetures de classe (pour 19 ouvertures) annoncées dans le département, avant de défiler dans le centre-ville.

"*C'est un triste record, cette carte scolaire nous n'en voulons pas*", a martelé Christophe Doré, secrétaire départemental du syndicat Snuipp-FSU, soulignant que ces suppressions se faisaient dans un contexte de "relative stabilité démographique", avec 1 488 élèves en moins, "*soit à peine plus d'un par école*". Annonçant 65 % de grévistes dans le département (contre 22 % selon l'académie), avec un mouvement particulièrement suivi dans les écoles maternelles, M. Doré a également vilipendé "*une méthode inacceptable*", accusant d'"omerta" l'inspection d'académie sur le détail des suppressions de postes "*hors classe*" (Rased, remplaçants, conseillers pédagogiques, etc.) : il ne sera dévoilé que mercredi en comité départemental, l'occasion d'une nouvelle mobilisation.

"*Ils se sont servis des postes de Rased comme levier de suppression, c'est le signe d'une politique de non-éducation qui ne veut pas s'occuper de ceux qui en ont le plus besoin*", a dénoncé le syndicaliste, tandis qu'on pouvait lire "*Rased sabordés, élèves sacrifiés*" sur la chasuble d'une manifestante. Interrogée par l'AFP, une autre manifestante, Sandra, enseignante dans une école de Marseille classée en ZEP, a estimé que le gouvernement pratiquait "*la politique de la terre brûlée*", voulant "*tout massacrer avant de partir*". (lemonde.fr 14.02)

Commentaire d'un internaute.

- "*Dans le nord de la Manche, c'est une folie, une classe risque d'avoir 46 élèves à la rentrée 2012, les familles et les élus sont vent debout. Nous risquons d'avoir une rentrée très difficile.*"

3- Perspective en hausse du chômage.

Pour la première fois depuis la crise de 2009, l'économie française a détruit des emplois salariés au 4e trimestre 2011, une tendance qui ne devrait pas s'améliorer en 2012, aggravant le chômage, déjà au plus haut depuis douze ans.

L'emploi salarié dans les secteurs principalement marchands a reculé de 0,2% par rapport au 3e trimestre avec 31.900 postes en moins, selon des données provisoires publiées par l'Insee mardi.

Sur l'année, le solde demeure positif avec 108.700 emplois créés mais reste insuffisant pour absorber les nouvelles arrivées sur le marché du travail. Selon les économistes, il faudrait créer quelque 150.000 postes par an pour accueillir les entrants.

"*Ce sont des données provisoires qu'il faut prendre avec précaution*", précise Frédéric Tallet, responsable synthèse et conjoncture de l'emploi à l'Insee.

Néanmoins, si elles étaient confirmées, elles témoigneraient d'une forte dégradation du marché du travail puisque la France n'avait plus détruit d'emplois salariés depuis le 3e trimestre 2009, au plus fort de la précédente crise.

"*Ca s'annonce très très mal pour 2012*" étant donné le "*lien entre la croissance et l'emploi*", commente Eric Heyer, directeur adjoint à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Car pour l'économiste, "*pour commencer à créer des emplois, il faut avoir une croissance de plus de 1,2% en rythme annuel*".

Or, pour 2012, les prévisions de croissance sont bien en-deçà. Le gouvernement prévoit une hausse du produit intérieur brut de 0,5% mais le Fonds monétaire international (FMI) table sur une croissance de 0,2%, l'OCDE sur +0,3% et certains analystes sur une récession, à commencer par l'OFCE (-0,2%).

L'Insee s'attend à 61.000 destructions d'emplois salariés dans les secteurs principalement marchands au premier semestre 2012, selon la note de conjoncture de décembre, rapporte M. Tallet.

Les mauvais chiffres de l'intérim --qui donne une idée des tendances à venir sur le marché de l'emploi-- vont dans ce sens: en effet, sur les 31.900 emplois détruits au 4e trimestre 2011, 25.800 l'ont été dans ce secteur.

Face à ce tableau noir, que faire? Pour Eric Heyer, deux solutions à prendre dans l'urgence pour "*limiter la casse*": favoriser

les contrats aidés et le chômage partiel.

Les contrats aidés permettent de créer des emplois même lorsque la croissance n'est pas au rendez-vous, c'est "*le traitement social du chômage*", souligne l'économiste.

Les contrats aidés sont destinés à permettre aux personnes éloignées de l'emploi de reprendre pied. Pour ces contrats, le plus souvent à temps partiel et durée déterminée, l'employeur bénéficie d'aides publiques.

Une directrice d'une agence Pôle Emploi a d'ailleurs confié à l'AFP que le mot d'ordre en ce moment était: "*faire des contrats aidés*".

"*L'autre solution, c'est d'ajuster la durée du travail donc de recourir au chômage partiel*", ajoute l'économiste.

Les partenaires sociaux ont récemment simplifié le dispositif afin que les entreprises puissent y avoir davantage recours. Nicolas Sarkozy a aussi annoncé 100 millions d'euros supplémentaires pour soutenir le dispositif mi-janvier.

"*Les mesures prises par le gouvernement vont dans ce sens*" même si l'Etat dépense 4,5 milliards d'euros pour défiscaliser les heures supplémentaires par an. Entre 100 millions et 4,5 milliards, "*il y a un ordre de grandeur inversé*", regrette toutefois M. Heyer. (AFP 14.02)

Economie

1- Zone euro

Moody's a abaissé la perspective de la note Aaa de la France de stable à négative, conséquence selon l'agence des incertitudes autour de la conjoncture de la zone euro et des ambitions de Paris en matière de réduction de déficits.

L'agence de notation américaine a également ajusté les notes et les perspectives de huit autres pays de l'Union européenne dont le Royaume-Uni et l'Italie.

Le ministre de l'Economie François Baroin a déclaré mardi "prendre acte" de la décision de Moody's.

"*Le gouvernement est déterminé à poursuivre son action au service de la croissance, de la compétitivité avec notamment la réforme de financement de la protection sociale, de l'emploi et de la réduction des déficits publics*", écrit le ministère dans un communiqué. Bercy ajoute que la politique du gouvernement "s'inscrit dans un cadre et une méthode de long terme". (Reuters 14.02)

2- Portugal

La récession s'est aggravée au Portugal dans un contexte d'austérité, avec une contraction du PIB de 1,5% en 2011 et de 1,3% au quatrième trimestre, selon des données provisoires publiées mardi par l'Institut national des statistiques (Ine).

Le recul du PIB a été de 2,7% au quatrième trimestre en glissement annuel, en raison d'une forte baisse de la consommation des ménages, selon l'Ine.

"*Le recul accentué du PIB au quatrième trimestre traduit une aggravation significative de la demande interne en raison d'une forte baisse de l'investissement et de la consommation des ménages*", a expliqué l'Ine. (AFP 14.02)

[Haut de page ↗](#)

Le 16 février

CAUSERIE

Mélenchonade

- Selon le quotidien britannique *The Guardian*, le candidat PS avait déclaré qu'il n'y avait "*pas de communistes en France*". Ce mercredi, le journal a ajouté à la phrase qui a provoqué la colère polémique la formule "*ou pas beaucoup*". Sur son site,

le quotidien britannique de gauche mentionne, dans sa rubrique "*Corrections et clarifications*", qu'il a rectifié mardi son article daté de la veille et intitulé "*François Hollande cherche à rassurer le Royaume-Uni et la City*".

François Hollande s'était rattrapé en avançant "*c'est bien que les communistes soient encore là*" et en ajoutant "*j'ai du respect pour Jean-Luc Mélenchon et le Front de gauche. Je souhaite qu'il y ait un rassemblement de la gauche avec toutes ses sensibilités.*"

Pour Jean-Luc Mélenchon, qui a envoyé un communiqué mercredi après-midi, "*l'incident [était] clos*", le candidat du Front de Gauche estimant "*croire qu'il [François Hollande, ndr] a pris la mesure de l'indignation qu'a suscitée ce mépris à l'égard d'une réalité essentielle de la gauche.*" (lexpress.fr 15.02)

Assurément "*c'est bien*" pour le régime en place des staliniens et néo staliniens qui se font passer pour des communistes, même que la City en redemande !

On ne saura jamais si la décision d'apporter cette rectification a été prise à l'initiative de ce *quotidien britannique de gauche* ou si elle a été prise à la demande de Hollande, peu importe, cela ne change rien à l'orientation de la politique réactionnaire de ce larbin de la finance.

Pour Mélenchon, son ralliement à Hollande au second tour de la présidentielle ne reposera pas sur un principe ou une question programmatique, mais sur les rapports de bonne camaraderie que les dirigeants du PS entretiendront avec ceux du Front de gauche.

Mélenchon, en affirmant être le "*candidat des communistes*", confirme ainsi qu'il entend poursuivre l'oeuvre qu'il avait accompli pendant plus de trois décennies au sein du PS comme fossoyeur du socialisme, et à laquelle il a décidé de donner une touche plus personnel ou de s'investir à fond en créant le PG, ce qui ne pouvait pas manquer d'attirer la sympathie des staliniens et néo staliniens du PCF devenus ses alliés au Front de gauche.

Entre l'hypocrisie d'un Mélenchon et la cynique vérité d'un Hollande, je préfère le second sur ce coup-là. Entre Mélenchon qui assimile les staliniens et néo staliniens à des communistes histoire de mieux détourner les travailleurs du communisme dont cette vermine est l'antithèse, et un Hollande qui se dit totalement étranger au communisme ou le rejette, ce qui est parfaitement son droit, l'attitude du second qui se pose en défenseur des intérêts de la finance est moins préjudiciable à notre cause, au moins les travailleurs sont avertis et savent à quoi s'en tenir.

Moutons de Panurge ?

Des millions de travailleurs vont voter PS au premier et/ou au second tour de la présidentielle, des millions refuseront de voter PS, des millions vont s'abstenir ou seront tentés de le faire.

Questions :

Lesquels parmi eux sont les plus aptes ou les plus avancés pour rompre avec le capital et les institutions que ce parti représente ?

Lesquels incarnent les masses arriérées politiquement ?

Lesquels incarnent le mieux les masses exploitées à la recherche d'une issue politique à la crise du capitalisme ?

Lesquels sont susceptibles d'entraîner l'ensemble des masses laborieuses au combat pour en finir avec le régime ?

Lesquels sont susceptibles de se saisir de la politique révolutionnaire que nous proposons ?

Lesquels sont susceptibles de rejoindre un parti combattant pour la révolution socialiste ?

Quel parti voulons-nous construire : un parti de militants conscients ou un parti de militants bourrés d'illusions dans le régime ?

Appeler à voter pour le candidat du PS, c'est se placer au côté des travailleurs parmi les moins conscients, c'est se couper des travailleurs les plus conscients qui n'ont aucune illusion dans le PS, qui rejettent le discours de Hollande en direction de la finance pour rassurer les gangsters du CAC 40. C'est finalement s'interdire de construire le parti.

Si j'étais un travailleur à la recherche d'une formation politique pour m'organiser, je commencerais par écarter toutes celles qui appellent à voter PS au premier ou au second tour.

On nous rétorquera qu'à ce compte-là Sarkozy risque d'être réélu ? Et alors, s'il était réélu cela signifierait que la conscience politique des masses n'était pas mûre. Mais voilà, il y en a qui ne supportent pas la réalité, qui ne veulent pas la regarder en face, qu'ils sachent que ce n'est pas en s'en détournant qu'ils construiront le parti.

Car voyez-vous, si Hollande était élu cela signifierait autre chose, la réalité s'en trouverait transformée d'un coup de baguette magique, quelle illusion c'est ne rien comprendre aux rapports que les masses entretiennent avec ce parti, c'est leur prêter un niveau de conscience politique qu'elles n'ont pas, qui ne reflète pas la réalité encore une fois, au moment même où Hollande vient d'afficher sa soumission aux capitalistes.

On pourrait admettre qu'il y aurait un avantage à faire élire Hollande si les masses ne savaient pas à quoi s'en tenir concernant le PS, pour qu'elles fassent l'expérience de ce parti au pouvoir, mais ce n'est pas ou plus le cas depuis des lustres. Au pire si Hollande était élu, il s'emploierait à amplifier la politique dévastatrice de Sarkozy, au mieux il se contenterait de ne rien changer et de gérer la société telle qu'elle est pendant 5 ans pour le compte des capitalistes avant que le parti de l'ordre revienne au pouvoir.

Les militants qui appellent à voter Hollande s'inscrivent dans cette perspective comme si elle était déjà écrite, en se disant qu'au moins avec Hollande tout ce qui n'a pas encore foutu le camp aura été préservé. C'est là encore se faire de graves illusions, c'est ce que les travailleurs grecs, espagnols, portugais ou britanniques avaient peut-être imaginé, vous connaissez tous la suite, Papandréou, Zapatero, etc. ont repris à leur compte la politique réactionnaire dictée par l'UE, le FMI, la Banque mondiale ou encore Washington, d'où leur éviction du pouvoir à la première échéance électorale venue. Pourquoi en serait-il autrement en France, dites-nous ? Dans tous ces pays-là aussi il existe des formations politiques ou des partis similaires à ceux qui existent en France, des syndicats.

Qui n'a pas envie de se débarrasser de Sarkozy ? Uniquement les travailleurs les plus arriérés, des couches de la petite-bourgeoisie et les membres des classes dominantes (capitalistes d'industrie et aristocratie financière). Ceux qui appellent à voter Hollande espèrent peut-être gagner du temps, repousser de 5 ans l'amplification de l'offensive du capitalisme contre la classe ouvrière qui consiste à mettre en pièces le droit du travail... A quoi bon, puisqu'à l'arrivée nous n'y couperons pas, autant en finir le plus rapidement possible.

On retrouve la même incompréhension qui consiste à se lamenter sur les conséquences de la crise du capitalisme qui frappent violemment les travailleurs, alors que nous estimons que cette crise est une aubaine pour contruire le parti. Il faudrait qu'ils soient épargnés, mais qu'ils se révoltent quand même contre le régime, on ne nous dira pas comment cela pourrait se faire évidemment ; hier ils ne se soulevaient pas parce que leur condition leur permettait encore de supporter le capitalisme, mais demain dans les mêmes circonstances ils seraient portés par une envie irrésistible de passer à l'action contre l'ordre établi, un miracle se produirait quoi, c'est à se demander si ceux qui défendent cette théorie sont vraiment concernés par la crise actuelle du capitalisme autrement qu'intellectuellement.

C'est refuser de tenir compte ou méconnaître à la fois la dialectique de la lutte des classes et les rapports que chaque individu entretient avec le monde extérieur, plus généralement les conditions matérielles qui influent sur les mécanismes psychologiques des hommes et les conduisent à passer à l'action.

Appeler à voter Hollande c'est se discréditer aux yeux des travailleurs.

En l'absence d'un parti révolutionnaire, le Front populaire ne peut que frayer la voie au retour au pouvoir du parti de l'ordre ou au fascisme, éventuellement à la guerre. Il serait préférable que le parti existe avant qu'un nouveau Front populaire voie le jour même en étant numériquement faible, afin qu'il constitue une alternative politique dont les travailleurs pourraient se saisir, comme en Russie en 1917 par exemple.

On nous rétorquera que ce n'est pas possible, et bien alors rien n'est possible, ne comptez pas sur nous pour vous dire le contraire uniquement pour vous consoler ou vous faire plaisir ! Il faut se faire à cette idée, et ce n'est certainement pas en adoptant une attitude conciliatrice envers un ennemi de la classe ouvrière qu'on ira de l'avant. Si cela ne vous suffit pas, dites-vous bien que c'est ce comportement opportuniste qui prédomine au sein de l'avant-garde du prolétariat depuis la mort de Trotsky... avec le résultat que l'on sait.

Le bricolage ou le rafistolage de boutiquiers, les arrangements à bon compte qui consistent finalement à flatter l'ignorance des masses pour ne pas s'en couper, ce n'est pas notre truc, désolé, nous ne marcherons jamais dans ce genre de combines qui va à l'encontre de nos principes.

Hollande a fait savoir haut et fort qu'il avait choisi le camp de la finance, des capitalistes, c'est son droit répétons-le, tandis qu'il rejetait comme illégitime une forte augmentation du smic, cette déclaration était destinée à être connue de tous, c'est chose faite grâce aux médias qui l'ont relayée en boucle, on y a même eu le droit aux infos de TV5Monde Asie (en Inde), et c'est très bien ainsi, on le remercie au passage, désormais plus personne ne pourra dire qu'il ne savait pas que Hollande n'incarnait pas les intérêts des exploités. A chacun d'en tirer les conclusions qu'il voudra.

Vous m'excuserez de ne pas commenter l'annonce de la candidature de Sarkozy qui était un non-événement. Nous allons nous employer à le matraquer jusqu'à l'élection présidentielle. Pour l'heure, notre priorité est de défendre tous nos acquis, d'entraîner les masses au combat de classe pour qu'elles s'organisent dans la perspective du renversement du régime.

Actualité en titres

Du coup d'Etat à l'imposture permanente

- "La France forte", slogan de campagne de Nicolas Sarkozy - AFP
- Sarkozy est candidat : 'Redonner la parole au peuple français par le référendum' - LeMonde.fr
- Nicolas Sarkozy : une annonce un peu trop bien ficelée - LePoint.fr

Terrorisme d'Etat. Al-Qaida, Obama, Sarkozy, Cameron : même combat !

- Syrie : al-Qaida vient en aide à l'opposition - LePoint.fr -
- La Ligue arabe envisage d'armer l'opposition syrienne - Reuters

INFOS EN BREF

Politique

1- Syrie

La presse internationale relate les attentats d'Alep, mais leur consacre quatre fois moins d'espace. Ce phénomène peut être interprété de deux manières : soit l'opinion publique se lasse de l'irakisation rampante de la Syrie, soit la presse est gênée des revendications. Les attentats d'Alep ont en effet été d'abord revendiqués par un porte-parole de l'Armée syrienne libre, puis condamnés par un autre. Simultanément, un rapport de renseignement US les attribue à Al-Qaida ; une revendication confirmée par une déclaration d'Ayman Al-Zawahiri, leader de cette mouvance.

Quoi qu'il en soit, aucun média ne rectifie ses articles précédents accusant l'administration el-Assad d'avoir organisé les attentats identiques de Damas ; Certains journaux relayent même les accusations du Conseil national syrien qui attribue les attentats d'Alep à l'administration Assad, sans apporter aucun élément de preuve.

- Le Monde continue la publication des magnifiques photos de Mani, toujours accompagnées de fantasmes sectaires. Ainsi, le photojournaliste explique que seuls les boulangers alaouites de Homs sont approvisionnés en farine, pas les sunnites. C'est évidemment faux. Les difficultés d'approvisionnement sont circonscrites aux deux quartiers de la ville où se déroulent les combats, et ces quartiers sont aux mains de groupes armés exclusivement composés de sunnites. Mais le reste de la ville, à majorité sunnite, est parfaitement approvisionné.
- Le Sunday Express attribue des propos peu flatteurs au beau-père du président syrien qui confirmerait ainsi qu'Asma el-Assad est prisonnière de Bachar.
- Dans The Independent, Robert Fisk rappelle que les « bons » que l'OTAN a mis au pouvoir au Kosovo et en Libye se sont avérés bien pires que les « méchants » qu'elle a renversés. Il semble qu'en Syrie les « bons » ne soient pas meilleurs. Le renversement d'el-Assad conduirait probablement à de vastes massacres sectaires.
- Daniel Byman du Saban Center s'interroge dans le Washington Post : peut-on intervenir en Syrie sans empirer la situation ? Selon lui, ce n'est pas possible car le conflit ne serait plus limité à la Syrie, mais impliquerait immédiatement l'Iran et la Russie.
- Dans le New York Post, Amir Taheri constate qu'en l'absence d'intervention militaire directe, il reste la possibilité de sanctuariser sous les auspices de l'ONU une ville comme Zabadani. L'article a en effet été écrit alors que l'Armée syrienne libre tenait cette bourgade. Cependant Taheri préconise surtout l'action diplomatique, c'est-à-dire dans ce cas particulier l'abandon des opérations militaires de basse intensité.
- Le Weekly Standard, organe des néoconservateurs, s'intéresse cette semaine à la Syrie. Lee Smith a analysé des e-mails du palais présidentiel qui ont été hackés par des pirates anonymes. D'autres documents hackés sont présentés par Barack Ravid dans Haaretz. Ils montrent que l'Iran et la Syrie ont imaginé différents mécanismes pour contourner les embargos dont ils font

l'objet. En outre l'Iran a aidé la Syrie à se fournir en hydrocarbures raffinés pour une valeur d'un milliard de dollars. (Réseau Voltaire 13.02)

2- Chine

"Le monde subit actuellement de profonds changements, et la Chine et les Etats-Unis doivent relever les défis et se partager la responsabilité des affaires internationales", a dit Xi le vice-président chinois Xi Jinping devant un parterre d'hommes d'affaires américains, au lendemain de son entretien avec Barack Obama.

Les deux grandes puissances doivent toutefois *"s'employer à éviter les malentendus et les erreurs de jugement"*, en *"respectant sincèrement les intérêts primordiaux et les préoccupations majeures"* de l'une et de l'autre, a-t-il continué.

Les deux grandes puissances doivent toutefois *"s'employer à éviter les malentendus et les erreurs de jugement"*, en *"respectant sincèrement les intérêts primordiaux et les préoccupations majeures"* de l'une et de l'autre, a-t-il continué.

"La Chine est devenue le marché d'exportation à la plus forte croissance pour les Etats-Unis", a-t-il dit dans un discours devant les représentants américains du monde des affaires.

"L'excédent commercial (de la Chine), en proportion du PIB, est passé de plus de sept à deux pour cent, à un niveau reconnu au plan international comme raisonnable", a-t-il estimé. (Reuters 15.02)

Social

1- France

La direction de la Poste a annoncé mercredi la signature d'un accord salarial pour 2012, prévoyant des augmentations de 2,1% pour les personnels non cadres, et fait part de son projet de recruter *"au moins 10.000 personnes"* en contrat à durée indéterminée (CDI) sur trois ans.

Dans un communiqué, le groupe indique avoir signé un accord salarial pour 2012 avec quatre organisations syndicales (CFDT, CFTC, CGC-Unsa et FO).

Selon la direction du groupe, *"la rémunération minimale annuelle"* est ainsi portée à 18.858 euros bruts, soit 1.571,52 euros bruts mensuels en moyenne. Pour mémoire, le Smic est actuellement à 1.398,37 bruts par mois.

"Pour les cadres, l'augmentation moyenne annuelle, au 1er avril, se situe entre 2,5% et 2,7%", ajoute le groupe.

La direction indique également que dans le cadre d'un accord de Gestion prévisionnel des emplois et des compétences (GPEC), soumis à la signature des syndicats, elle *"s'engage à recruter au moins 10.000 personnes en CDI sur la période 2012-2014"*.

La direction ajoute que 7.500 contrats en alternance seront proposés sur la même période.

Société anonyme à capitaux 100% publics depuis le 1er mars 2010, la Poste emploie environ 240.000 personnes. En 2010, 11.700 postes y ont été supprimés par le biais de départs non remplacés. En 2011, environ 10.000 postes devraient avoir subi le même sort. (AFP 15.02)

2- Allemagne

En Allemagne, les arrêts de travail pour raison médicale ont atteint en 2011 leur plus haut niveau depuis quinze ans, a-t-on appris mercredi auprès de la Caisse de santé des employés (DAK).

La part de la population active allemande en arrêt maladie s'établissait l'an passé à 3,6%, contre 3,4% en 2010. Les Allemands totalisaient en moyenne 13,2 jours d'absence par assuré, selon un rapport annuel de la DAK, qui a évalué quelque 2,4 millions d'arrêts médicaux émanant de ses assurés. (libération.fr 15.02)

Economie

Espagne

Après la France et la Belgique lundi, l'Espagne a décidé de lever l'interdiction des ventes à découverts qui avait été imposée en

août sur plusieurs valeurs financières, en raison d'une réduction de la volatilité, a annoncé mercredi l'autorité espagnole des marchés financiers.

Elle estime que l'interdiction des ventes à découvert "*peut générer des effets contraires sur l'activité, la liquidité et la profondeur du marché*".

Selon la CNMV, cette analyse est partagée par "*les autorités de régulation européennes*", ajoutant qu'en conséquence, "*l'interdiction en Italie expire le 24 février prochain*".

Les ventes à découvert sont un mécanisme spéculatif qui consiste à emprunter un actif dont on pense que le prix va baisser et à le vendre, avec l'espoir d'empocher une forte différence au moment où il faudra le racheter pour le rendre au prêteur. Ainsi, une action vendue à découvert alors qu'elle cote 10 euros, puis achetée alors qu'elle ne vaut plus que 8 euros, rapporte à l'auteur de l'opération un gain de 2 euros.

Cette pratique, parfaitement légale mais risquée, est souvent accusée de précipiter la chute des actions les plus fragiles et d'aggraver l'instabilité des places financières. (AFP 15.02)

A part spéculer, à quoi pourraient bien servir les 500 milliards d'euros que la BCE a accordé généreusement aux banquiers, franchement ?

[Haut de page ↗](#)

Le 17 février

CAUSERIE

Des syndicats et des partis ouvriers achetés par le capital. Indépendants... mais pas de l'Etat !

J'ai mis en ligne la version du rapport parlementaire Perruchot, interdit de publication, mais mis en ligne par Le Point, jeudi 16 février. La pagination est bizarre, peu importe, seul le contenu compte, on y reviendra plus tard, il y a 229 pages à se goinfrer. Je l'ai parcouru en diagonale rapidement, j'en suis arrivé à me demander si la qualification de syndicats correspondait réellement à ce que sont devenus la CGT, la CGT-FO et les autres officines censées représenter les intérêts des exploités.

Et ce sont ces cadres ou permanents syndicaux corrompus que l'on retrouve à la direction des différents partis dits ouvriers, sans exception, sans interruption depuis l'après-guerre. Après, il faut être un fieffé crétin ou leur complice pour s'étonner que l'on soit aujourd'hui réduit à l'impuissance face à l'offensive du capital, que l'on ne dispose même pas d'un embryon de parti révolutionnaire, encore moins d'une Internationale ouvrière digne de ce nom. Cette situation n'est pas le produit du hasard ou d'un malheureux accident ou encore de la fatalité.

Pour soi-disant combattre le stalinisme, ils se sont alliés avec les réformistes et les anarcho-syndicalistes les plus farouches anticommunistes qui soient, pour soi-disant ne pas se couper des masses, ils ont pactisé avec les appareils pourris des syndicats, pour profiter des postes de permanents rémunérés que leur offraient les dirigeants corrompus des syndicats, ils ont fermé les yeux sur leur financement par l'Etat et leurs magouilles avec le patronat, bref ils n'ont cessé de renier leurs principes et les idées dans lesquelles ils croyaient, voilà la réalité. Et c'est avec cela que vous voudriez construire un nouveau parti communiste, décidément vous ne doutez de rien, à moins que ce soit une mauvaise blague.

Le plus grave dans tout cela, c'est qu'ils tiennent ainsi en otage l'avant-garde du prolétariat qu'ils empêchent de se rassembler pour combattre le capitalisme et les institutions dans la perspective de la révolution socialiste mondiale. Alors que nous disposons de tous les éléments pour le prouver, comment ne pas comprendre qu'ils se sont employés à dévoyer, pourrir systématiquement le mouvement ouvrier au profit du régime en place.

On comprendra aussi au passage pourquoi tous les partis dits ouvriers préfèrent s'adresser aux travailleurs syndiqués qui représentent une infime minorité des travailleurs du pays plutôt que vers les 92% inorganisés qui ne peuvent rien leur rapporter en terme d'influence à troquer en échange de quelques postes dans les appareils. C'est uniquement l'intérêt mercantile de leurs appareils qui dictent leur conduite et non l'intérêt qu'ils auraient pour les travailleurs syndiqués, qu'ils se détournent des couches les plus exploitées de la classe ouvrière.

Ainsi on ne peut pas affirmer que leur conception de la lutte de classe serait erronée ou due à une faiblesse quelconque et passagère qu'il serait possible de corriger par la suite, puisqu'elle a été conçue sciemment de longue date dans un but précis qui

n'a rien à voir avec notre cause. Parfois, on se demandait pourquoi ils en étaient ainsi depuis de si longues années, on voulait croire à une méprise ou une incompréhension de notre part, si vous ne le saviez pas déjà, vous avez dorénavant la réponse, parce qu'ils sont corrompus, vendus au même titre que les staliniens, néo staliniens, réformistes et sociaux-libéraux...

Il y a encore des camarades qui vont déprimer ou se désespérer en lisant ces lignes, dites-vous en attendant des jours meilleurs qu'au moins on mourra moins con, on se console comme l'on peut !

Le candidat Sarkozy antithèse du président Sarkozy, le temps d'une campagne électorale.

J'ai lu de larges extraits de l'intervention de Sarkozy en meeting hier à Annecy. Sa méthode, le déboulement de la personnalité caractéristique de la schizophrénie.

Son discours consiste à s'attaquer à un candidat et à sa politique... qui n'est rien d'autre que le chef de l'Etat lui-même. C'est la seule possibilité pour le candidat Sarkozy de faire peau neuve en présence d'un bilan désastreux et rejeté par l'immense majorité de la population d'un président qui se nomme aussi Sarkozy. C'est à devenir fou. Ne le serait-il pas déjà un peu, beaucoup...

Commentaire d'un internaute : *"Les candidats ne montrent leur vrai visage qu'après les élections. Avant cela, ils nous montrent ce que l'on veut voir."*

J'ai relevé les passages suivants :

- il s'était *"toujours efforcé d'être juste, d'être sincère, de donner tout"* ce qu'il pouvait. Cadeaux aux plus riches, remise en cause du droit à la retraite, c'était juste. Travailler plus pour gagner moins, c'était sincère

- *"J'aurais pu m'en tenir là, me libérer de cette lourde tâche et en libérer ceux que j'aime, car si j'ai eu toute ma vie le goût d'agir, je n'ai jamais eu le goût du pouvoir"*. Lui qui ne supporte pas la contradiction, même dans son propre camp. Il aurait surtout *"libéré"* ceux qui ne l'aime pas, et ils sont très nombreux semble-t-il.

- *"Il n'était moralement pas possible que je reste silencieux"*. Un internaute a répondu : *"S'il a une obligation morale, c'est celle de s'en aller"*.

- bien des réformes mises en oeuvre sous son quinquennat *"n'ont pas eu encore les résultats escomptés"* pour permettre aux Français d'être mieux armés pour traverser la crise actuelle. Une chance pour lui !

- le retour *"des vieux démons de l'idéologie"*, car favoriser les plus riches ce n'est certainement pas agir au nom d'une idéologie !

- *"Quand on dit à la presse anglaise qu'on est libéral et quand on vient expliquer aux Français que l'ennemi c'est la finance on ment, on ment matin et soir et ce mensonge n'est pas à l'honneur de celui qui le professe"*. Quand il avait affirmé gouverner pour tous les Français en 2007, qui ensuite se sont réduits aux gangsters de la Bourse, il n'avait pas menti, car selon lui ce sont les seuls "Français" qui comptent, qui valent la peine qu'on s'y intéresse, surtout quand cela rapporte !

- *"J'ai pu mesurer pendant cinq ans à quel point les corps intermédiaires font écran entre le peuple et le gouvernement: les syndicats, les partis, les groupes de pression, les experts, les commentateurs, tout le monde veut parler à la place du peuple sans jamais se soucier de ce que le peuple veut, de ce qu'il pense et de ce qu'il décide, comme si le peuple n'était pas assez intelligent, pas assez raisonnable"*. Quand il a piétiné le résultat du référendum de 2005, c'était à sa façon respecter ce que le peuple avait décidé... malgré lui bien sûr, il n'a fait que rectifier la terrible méprise dont il avait été victime !

- *"Et le peuple là-dedans. Et les ouvriers de Fessenheim ? (...) Les partis qui s'arrangent entre eux, les petites combinaisons, c'est quand même plus simple, et puis entre gens du même monde avec les mêmes intérêts on se comprend très bien. Alors forcément, le référendum on l'aime pas !"*. Lui non plus, il en a organisé aucun !

- L'une de ses *"plus grandes fiertés"* entre 2007 et 2012, s'est félicité le président de la République, c'est *"de n'avoir jamais reculé devant aucune réforme, de n'avoir jamais cédé à la pression de la rue"*. C'est ce qu'il appelle ailleurs *"se soucier de ce que le peuple veut, de ce qu'il pense et de ce qu'il décide"*. (source : Reuters et AFP 16.02)

Quand le candidat du PS se pose en gestionnaire *"efficace"* de la société pour le compte des capitalistes, comme *"dans le passé"*.

"Dans cet entretien, je répondais à une question où on m'interrogeait sur la révolution si la gauche arrivait au pouvoir. Je tenais juste à dire que nous serons gestionnaires", a expliqué François Hollande sur TF1. (Reuters 16.02)

Libération rapporte ses propos ainsi : "*N'exagérons rien, nous sommes des gestionnaires efficaces, nous l'avons montré dans le passé*" (libération.fr 16.02)

On peut lui faire confiance au moins sur ce point-là !

En Inde, non en Grèce.

«*Quand une nouvelle route est construite, un intermédiaire s'interpose et empoche une grosse commission. Du coup, la route est faite avec des matériaux de moins bonne qualité, et du coup il y a des accidents*», raconte, parmi ses nombreuses anecdotes, une employée. (20minutes.fr 16.02)

Je ne sais pas en Grèce, mais en Inde, pour commencer les travaux publics ou d'infrastructures font l'objet d'appels d'offres, ils sont donc confiés à des entreprises privées. Pour que ces travaux puissent être exécutés, la règle veut que les élus locaux au pouvoir touchent une grosse commission, sinon ils manipulent et dressent la population contre un projet en organisant des sittings sur la chaussée, bloquant de grands axes routiers, obligeant la police à intervenir et qui servira de médiateur entre les deux parties en conflit, police qui sera à son tour rémunérée par chacune des parties, tout comme le chef du village ou de la commune en question qui avait mobilisé ses troupes, réduisant ainsi un peu plus la somme qui restera finalement pour mener à bien ces travaux.

Résultat : une route refaite à neuf restera en l'état jusqu'à la prochaine mousson, ensuite elle sera bonne à être refaite, bon il faudra quand même attendre quelques années avant, entre temps les nids de poule géants seront comblés avec de la terre, des cailloux, parfois un peu de bitume tombé d'un camion !

Mon propriétaire m'a dit qu'il avait dû casquer des milliers de roupies pour que le service d'électricité intervienne dans notre quartier... au bout de 19 jours quand même, après le cyclone du 29 décembre dernier. Ils ont reconnecté tout le quartier, sauf les habitations vides lors de leur passage, parce qu'ils n'avaient pas reçu de commission de la part de leurs propriétaires. Pour simplement raccorder quatre fils au poteau électrique, un voisin a dû verser 300 roupies au fonctionnaire chargé de grimper au poteau.

Actualité en titres

Bruits de campagne

Egalité, équité. Un partout :

- Sarkozy en meeting dénonce les '*mensonges*' de Hollande - Le Monde.fr
- Hollande accuse Sarkozy de "*falsification, caricature, manipulation*" - AFP
- Pierre Moscovici: «*Sarkozy mise sur une amnésie générale qui ne se produira pas*» - 20minutes.fr

Le NPA va enfin grimper...

- Les transsexuels entrent en campagne - LeMonde.fr

Mystère

- Sur quoi Nicolas Sarkozy peut-il faire campagne? - L'Express.fr
- Pour la presse européenne, «*il faut un miracle à Sarkozy pour gagner*» - Liberation.fr

Le comble du mauvais goût :

- Fouquet's, Coca et artichauts : Nicolas Sarkozy à table - LeMonde.fr

Rue du faubourg Saint-Honoré :

- Napoléon, future mascotte d'un parc d'attraction ? - LeMonde.fr
- Ça vous dirait, un Napoléonland? - Slate.fr

Non merci, sans façon !

L'Union européenne chantre de la dictature :

- Maroc: un an de prison pour une caricature de Mohammed VI sur Facebook - Slate.fr -
- Feu vert à un accord controversé libéralisant le commerce agricole entre l' UE et le Maroc - AFP

Al-Qaïda = CIA

- Al-Qaïda derrière les attentats en Syrie, selon le renseignement américain - AFP -
- Contacts secrets entre USA, Afghanistan et taliban, selon Karzaï - Reuters

INFOS EN BREF

Social

1- France

Occupation des locaux, journée d'action et opérations "*coup de poing*": les ArcelorMittal de Florange (Moselle) ont annoncé jeudi leur "*riposte*" à l'arrêt prolongé du site, promettant de devenir "*le cauchemar du gouvernement*" si celui-ci ne faisait pas plier le n° 1 mondial de l'acier.

Convoqués en assemblée générale par une intersyndicale CGT-CFDT-FO-CFE/CGC, quelque 800 salariés, sous-traitants et intérimaires de l'aciérie mosellane ont décidé de "*mettre au chômage technique la direction*" de l'usine en allant occuper ses bureaux à partir de lundi 08H00, a constaté un journaliste de l'AFP.

N'hésitant pas à dévoiler ses batteries, l'intersyndicale a également invité les sidérurgistes luxembourgeois et belges à participer à une "*grande*" manifestation qu'elle organisera le 29 février à Metz, dans le cadre d'une journée d'action européenne de la métallurgie.

Des sources syndicales ayant souhaité garder l'anonymat ont affirmé que des opérations "*coups de poing*" étaient également en préparation pour "*riposter*" à la décision, annoncée mardi par la direction, de ne pas redémarrer au 2e trimestre la filière liquide à Florange. Au cours de l'assemblée générale qui s'est déroulée dans une ambiance tendue, Edouard Martin, membre CFDT du comité central d'entreprise, a exigé de Nicolas Sarkozy qu'il "*mette à genoux le père Mittal*" pour que le travail reprenne à l'aciérie.

"*Si (le président) se défile, je vous garantis qu'à partir de la semaine prochaine et d'ici au 6 mai (date du 2e tour de la présidentielle, ndr) Florange va être le cauchemar du gouvernement*", a-t-il lancé sous les applaudissements. Il a ensuite demandé à "*ceux qui auraient la nostalgie des luttes de la sidérurgie dans les années 80*" à se préparer "*à une deuxième jeunesse*".

"*Nous n'avons plus qu'une solution pour nous faire entendre et nous faire respecter: c'est la lutte!*", a poursuivi un responsable de la CGT tandis que le maire (PS) de Florange, Philippe Tarillon, a assuré l'auditoire du soutien "*matériel, moral et financier des élus*".

Pour les syndicats, la décision de ne pas remettre en route la filière liquide à Florange annonce une "*mort programmée du site*" où travaillent quelque 5.000 personnes, dont 3.000 en CDI. (AFP 16.02)

2- Portugal

Une récession bien ancrée a porté le taux de chômage à un record à la fin 2011 et les analystes remarquent que les nouvelles dispositions permettant d'embaucher et de licencier plus facilement ne créeront sans doute pas d'emplois dans un tel contexte.

Le taux de chômage était de 14% au quatrième trimestre, a annoncé l'Institut national de la statistique. (Reuters 16.02)

3- Honduras

Devant la prison de Comayagua dévastée dans la nuit de mardi à mercredi par un incendie, policiers et soldats honduriens empilent sans relâche les restes de corps calcinés des 359 victimes enveloppés dans des sacs mortuaires noirs.

Parmi les 457 rescapés dont le chef de la police a lu les noms devant la prison pour calmer les familles, certains accusent les gardiens d'avoir ignoré leurs appels à l'aide et racontent des scènes atroces de détenus brûlés vifs dans leurs cellules fermées à clé.

"On criait 'gardiens, on va brûler, on va mourir, ouvrez les portes des cellules' mais ils ne voulaient pas nous aider. Ils nous laissaient mourir", a raconté Antonio Valladaras à une radio locale.

Des proches des victimes en colère se sont massés devant la prison aux cris de "meurtriers". Certains accusent le gouvernement d'être responsable de ce drame, d'autant que la capacité d'accueil du pénitencier était largement dépassée, avec 850 détenus au lieu de 500.

Le gouverneur provincial a de son côté imputé l'incendie à un prisonnier qui aurait mis le feu à son matelas, pour une raison inconnue.

Nombre des 12.500 détenus honduriens appartiennent aux "maras", ces bandes criminelles apparues aux Etats-Unis avant de se répandre en Amérique centrale. Reconnaisables à leurs tatouages distinctifs, leurs membres s'adonnent au trafic de drogue, aux vols à main armée et au chantage à la protection. Ils règlent souvent leurs comptes jusqu'à l'intérieur des prisons. (Reuters 16.02)

Economie

Etats-Unis

Le géant automobile General Motors a enregistré l'an dernier son plus gros bénéfice en plus de 100 ans d'existence, trois ans seulement après une retentissante faillite, mais il veut réduire ses capacités en Europe où il perd toujours de l'argent.

Le bénéfice net part du groupe a bondi de 62% pour atteindre le montant record de 7,6 milliards de dollars en 2011.

Le chiffre d'affaires annuel du numéro un mondial de l'automobile a augmenté de 11% sur un an, à 150,3 milliards de dollars.

L'Amérique du Nord est redevenue le moteur du groupe avec un bénéfice de 1,5 million de dollars au quatrième trimestre, quasi doublé sur un an, et de 7,2 milliards sur l'année.

A l'inverse, l'Europe et la filiale Opel-Vauxhall restent le talon d'Achille du constructeur de Detroit (nord des Etats-Unis).

GM a perdu 600 millions de dollars en Europe au quatrième trimestre et 700 millions de dollars sur l'ensemble de 2011, une perte toutefois réduite de presque moitié comparé à 2010.

"C'est tout simplement inacceptable", a affirmé le directeur financier Dan Ammann lors d'une conférence d'analystes, ajoutant que toutes les parties, y compris les syndicats, "sont d'accord sur le fait que GM Europe doit redevenir rentable malgré l'environnement économique difficile".

"Il y a une acceptation générale de la part de toutes les parties que la situation en Europe n'est pas entièrement différente de celle où le groupe se trouvait en Amérique du Nord il y a trois ans", au moment de sa faillite, a renchéri Dan Akerson.

Les dirigeants de GM ont rappelé qu'ils discutaient avec les syndicats en Europe sur une manière de baisser les coûts de la division.

Dan Akerson a clairement indiqué que des réductions de capacités de production étaient envisagées, sans dire si elles se traduiraient par des ventes ou des fermetures d'usines.

M. Ammann a noté que les discussions avec les syndicats d'Opel partaient du principe d'un "respect des obligations contractuelles". Il a en outre salué le "portefeuille de produits solide" d'Opel.

"Nous passons beaucoup de temps" sur l'Europe afin de trouver "la bonne réponse", a-t-il ajouté. (AFP 16.02)

[Haut de page ↗](#)

Le 18 février

CAUSERIE

J'ai actualisé les pages d'accueil des différentes rubriques du site, à l'exception de la page économie. Quand je trouverai le temps, je créerai des sous-chapitres dans les rubriques économie et vieux monde. Le problème, c'est que cela nécessite d'y consacrer au moins un jour entier par rubrique. J'arrête là, on n'a pas d'électricité depuis des heures.

Parole, parole, parole...

"*Il faut taper, taper et taper encore sur la finance. Il n'y a que comme ça qu'on la fait reculer*" a déclaré Jean-Luc Mélenchon sur France Info. (AFP 17.02)

Bon, la Bourse a clôturé en hausse. Ils savent à quoi s'en tenir et ils ont raison, contrairement à ceux dans nos rangs qui se satisfont des apparences. Tenez, encore un exemple.

Ce qu'il a de bien avec ce genre de démagogue, c'est qu'il est tellement sûr de sa supériorité qu'il ne s'écoute même plus parler. C'est ainsi que Mélenchon a qualifié vendredi de "*sornettes*" le discours tenu jeudi soir par Nicolas Sarkozy, alors qu'il se livre exactement au même exercice.

Les militants qui réagissent subjectivement au lieu de s'en tenir à une analyse lucide de la situation, ne se posent pas la question de savoir quelle contenu politique les masses vont donner à leur rejet de Sarkozy, entre nous, ils préfèrent ne pas le savoir, pour eux cette question passe au second rang, alors qu'elle devrait conditionner leur intervention dans la lutte des classes.

Mélenchon dit à bas la finance, et les voilà qui applaudissent à tout rompre oubliant du même coup qu'il n'a pas du tout l'intention de s'attaquer aux fondements du capitalisme.

Lobotomie. Il était fait l'un pour l'autre.

Carla Bruni-Sarkozy soutient son mari "à 100%", et trouve ses idées "*fabuleuses*". Etonnant, pour celle qui s'estimait il y a peu "*épidériquement de gauche*" et qui refusait "*d'adhérer à tout ce que pense*" son époux.

En décembre 2007 par exemple, la toute nouvelle compagne de Nicolas Sarkozy explique que si elle avait eu la nationalité française, elle aurait voté Ségolène Royal par "*tradition familiale*". En octobre de la même année, elle monte au créneau pour dénoncer la loi sur les tests ADN pour les regroupements familiaux des immigrés, proposé par l'actuel ministre des Transports Thierry Mariani. "*Je comprends absolument toutes les réactions, et c'est en cela que je me sens une femme de gauche, dans la liberté que j'accorde aux autres*", déclare-t-elle encore sur France Inter en juillet 2008.

"*Personne n'est obligé de faire corps ni avec la politique ni avec son mari! Faire corps voudrait dire adhérer à tout ce que pense mon mari. Ce n'est pas comme cela dans un couple!*", clame-t-elle à Libé en juin 2008. Celle qui s'estime alors plus proche de Lula (ex-président brésilien, proche de la gauche radicale) que de Berlusconi s'épanouit en étant "*de gauche sans provocation vis-à-vis de l'UMP*".

Carla "*l'Ultra-sarkozyste; Je crois en lui. Je ne suis plus du tout, du tout de gauche*", "100% avec son époux" a donc définitivement remplacé celle qui avait "*l'impression que les gens qui sont complètement d'un côté ou de l'autre ne pensent qu'avec une partie du cerveau*" (lexpress.fr 17.02)

Actualité en titres

Miracle, il est réélu !

- 52% des téléspectateurs de TF1 ont jugé Sarkozy convaincant - Reuters

Cherchez la différence :

- Commerces ouverts le dimanche: Sarkozy veut l'assouplir, Hollande la négociier - AFP

Comme des arracheurs de dents :

- François Hollande refuse de répondre aux accusations de mensonge - Reuters

Au JT de TF1 vendredi soir, M. Le Pen s'est présentée comme : "*la candidate de la vérité face au mensonge*", en appelant à la "*mémoire du peuple français*" (AFP 17.02) Qui aurait oublié que le père et la fille sont les deux côtés de la même pièce immonde, de la même manière que le brave "*peuple de France*" devrait oublier que le PS a été au pouvoir à de multiples reprises depuis

1936 pour le compte des capitalistes.

Cela nous vaudra-t-il une pleine page sur la richissime femme d'affaires dans le prochain numéro d'**Informations ouvrières** ?

- Publicis: l'actionnaire nippon Dentsu s'efface derrière Elisabeth Badinter - AFP

Le groupe français investit 644 millions d'euros dans le rachat de 18 millions d'actions détenues par le groupe japonais. Elisabeth Badinter, la fille du fondateur Marcel Bleustein-Blanchet, devient sa première actionnaire avec 10,99 % du capital et 19,92 % des droits de vote. (Les Echos 17.02)

A ce prix-là, il est vrai que cela ne coûte pas bien cher de se faire passer pour une militante des droits des femmes...

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Ah ces braves élus !

Le maire de Cousolre (Nord) a été condamné vendredi à 1.000 euros d'amende avec sursis par le tribunal correctionnel d'Avesnes-sur-Helpe pour avoir giflé un adolescent rebelle, une décision qui relance le débat sur la responsabilité des élus.

Maurice Boisart, 62 ans, avait giflé un adolescent de 16 ans (bien 16), le 24 août 2010, alors que ce dernier escaladait un grillage pour récupérer un ballon tombé dans un terrain communal. Selon le maire, qui avait déjà été confronté à lui à plusieurs reprises, le jeune homme aurait proféré des menaces de mort après l'avoir insulté.

Le maire a été reconnu coupable de faits de violence par personne dépositaire de l'autorité publique sans incapacité. Lors de l'audience du 3 février, le procureur d'Avesnes avait requis une amende de 500 euros.

Maurice Boisart a également été condamné à 250 euros de dommages et intérêts, ainsi qu'au paiement des frais de justice de la partie plaignante. Il a maintenant dix jours pour faire appel.

"Je me sens un peu lésé car je suis persuadé que j'étais dans le cadre d'une légitime défense", a déclaré le maire.

Le juge a relevé une disproportion entre les provocations et la réaction de l' élu dans cette affaire, qui a rapidement pris un tournant symbolique autour de la responsabilité des maires.

"Si on laisse faire ça, c'est la +cata+. C'est la fonction de maire aussi qui est en cause, qui est de plus en plus difficile", a soupiré M. Boisart qui s'est dit inspiré par le soutien reçu de la "France entière", même s'il regrettait le manque d'appui de l'Association des maires de France.

Le maire voisin de Jeumont (PS) Benjamin Saint-Huile, venu en soutien au tribunal, était également très remonté.

"La sanction financière, on s'en moque (...). Le symbole, c'est vous, mesdames et messieurs les élus de la République, qui faites le choix de vous engager pour les autres. Quand vous aurez un problème, sachez qu'il faudra vous débrouiller, que l'institution judiciaire ne considérera pas que vous avez un statut particulier", s'est-il offusqué.

"Pire, c'est généralement une circonstance aggravante", a-t-il ajouté, souhaitant que Maurice Boisart fasse appel du jugement.

"Justice a été rendue, je respecte la décision", a observé le père de l'adolescent - désormais majeur -, qui voit dans M. Boisart *"un justiciable comme un autre"*.

Pour l'avocat de l'adolescent, Me Christophe Boudard, la décision "remet chacun à sa place : c'est aussi un rappel que les élus, les notables, ne sont pas au-dessus des lois". (AFP 17.02)

Commentaire d'un internaute.

- "*Vivement Marine ! Avec elle ce sont les délinquants qui iront en prison et non les honnêtes gens ! quelle honte !*"

Suivaient des commentaires tout aussi violent condamnant cet adolescent et ses parents. Tout cela pour avoir escaladé un grillage pour récupérer son ballon ! Si le maire avait été animé de bonnes intentions au lieu de vouloir jouer au Père Fouettard, il aurait proposé au gosse d'aller lui-même chercher son ballon.

Rien ne nous dit en quels termes il s'est adressé à ce jeune, en aboyant dessus ? Quant aux insultes, s'il fallait traîner devant les tribunaux tous les gens qui vous insultent, il faudrait multiplier par mille au moins le nombre de magistrats dans ce pays. Parfois les mots vont plus loin que la pensée ou témoignent d'une fainéantise ou d'une faiblesse intellectuelle sans que cela soit un crime. Quand on croule sous les problèmes ou qu'on est excédé, on a tendance à manquer singulièrement de discernement ou à faire preuve facilement d'intolérance.

2- La manière forte

L'élue MoDem Christophe Grébert a été expulsé manu militari jeudi soir du conseil municipal de la ville de Puteaux (Hauts-de-Seine) à la demande de la maire UMP Joëlle Ceccaldi-Raynaud, a-t-on appris vendredi de sources concordantes.

Dans un communiqué, Mme Ceccaldi-Raynaud a expliqué avoir réquisitionné la force publique "*en vertu de (son) pouvoir de police de l'assemblée délibérante*" pour que le conseil municipal reste "*un lieu de travail et d'échanges sereins*".

"*M. Grébert a voulu détourner l'objet d'une délibération pour évoquer une affaire actuellement en instruction*", a-t-elle expliqué, fustigeant une volonté, selon elle, de "*provoquer la polémique et de créer le désordre*".

A l'origine de cette altercation, le vote d'une délibération permettant la prise en charge par la commune des frais d'avocat de Mme Ceccaldi-Raynaud dans le cadre d'une plainte pour diffamation déposée contre le site internet du Figaro et contre Christophe Grébert cité dans l'article incriminé.

L'article, visé par la plainte, était titré "*la maire de Puteaux prive ses habitants du Canard*" et affirmait qu'il ne restait aucun exemplaire de l'hebdomadaire satirique dans les kiosques de la ville.

Dans son édition du 19 octobre, le Canard enchaîné révélait que Mme Ceccaldi-Raynaud avait été entendue en août comme témoin assisté par un juge d'instruction de Nanterre dans une enquête sur des soupçons de commissions occultes dans le cadre de l'attribution d'un marché par le syndicat intercommunal de chauffage urbain de la Défense (Sicudéf) à Enerpart.

Dans cette affaire et toujours selon le Canard, le père de l'élue, Charles Ceccaldi-Raynaud, avait accusé sa fille d'avoir touché des commissions occultes.

Peu avant le vote de la délibération, Christophe Grébert a "*pris la parole*", avant d'être interrompu par la maire qui lui a dit "*de se taire*", a rapporté vendredi matin à la police l'élue d'opposition Sylvie Cancelloni, citée sur le blog de M. Grébert.

"*M. Grébert a continué de lire son texte et Mme Ceccaldi-Raynaud a convoqué la police*", a expliqué Mme Cancelloni, affirmant que l'élue MoDem avait été "*littéralement soulevé par les six hommes et entraîné avec une grande brutalité à la sortie de la salle*".

"*J'ai espéré qu'il se calmerait mais devant son refus, et le trouble qu'il occasionnait au bon déroulement du conseil, en hurlant, j'ai dû demander, à contrecœur, l'appui de la force publique pour l'expulser*", s'est justifié la maire dans le communiqué.

"*Cette expulsion d'un élu d'une séance du conseil municipal est un acte grave. Le maire n'avait aucun motif valable*", a réagi pour sa part Christophe Grébert, affirmant avoir alerté jeudi soir le préfet des Hauts-de-Seine et demandé à son avocat de saisir le procureur de la République. (AFP 17.02)

2- Grèce

Les sondages montrent une poussée de l'extrême gauche dans les sondages. Entre crise politique, crise sociale et échec du gouvernement de coalition, les Grecs se tournent vers le parti communiste (le KKE), la gauche démocratique et la coalition de gauche, Syriza, tous à la gauche de la gauche. Fotis Kouvelis est le personnage politique préféré des Grecs et la gauche rassemble ainsi 40 % d'opinions favorables (source : Public Issue). Dans un pays où aucun parti ne parvient à faire mieux que 30 % des voix, c'est énorme et cela inquiète les partis "*de gouvernement*".

Les trois partis de gauche surfent sur le rejet du plan d'austérité et du plan de financement par l'UE et le FMI. Ils dénoncent la perte de souveraineté de la Grèce et crient "*au chantage*" en affirmant que "*les Grecs sont pris pour des rats de laboratoire pour tester les futures réformes en Europe*". Le KKE prône tout simplement une sortie de la zone euro immédiate pour laisser "*respirer le pays*".

et punir la ploutocratie qui a ruiné la Grèce depuis des décennies". Le message fait mouche, les appels aux rassemblements sont suivis et la mobilisation est forte, surtout chez les jeunes.

Mais cette popularité n'inquiète pas les seuls partis traditionnels. Il met en difficulté le Laos, parti d'extrême droite. Depuis son retrait du gouvernement de coalition, il perd ses députés. Makis Voridis, ministre des Transports, et Adonis Giorgiadis, ancien vice-ministre du Développement, ont rejoint les rangs de la Nouvelle Démocratie, le parti conservateur. Le jeu de chaises musicales devrait aussi atteindre le Pasok, le parti socialiste. De plus en plus de députés Pasok se dressent contre leur leader, Georges Papandréou, et prônent son remplacement au plus vite. En fer de lance, Évangélos Vénizelos, le ministre des Finances, qui se hâte de prendre la tête du parti, et "*pourquoi pas la place de Lucas Papadémos*", confie l'un de ses proches. (lepoint.fr 17.02)

Malgré ce constat, si vous prétendez que la situation est propice à construire le parti et l'Internationale, vous passez pour un illuminé ou un gauchiste. Pourquoi ? Parce que tous les partis sont davantage occupés à gérer leurs propres contradictions pour assurer leur survie qu'à définir une stratégie pour construire le parti en phase avec les rapports qui existent entre les classes et à l'intérieur des classes. Leur impuissance est le meilleur témoignage qui soit de l'incurie politique de leurs dirigeants ou pire encore...

3- Syrie

Le nouveau discours atlantiste coïncide avec le retrait de nombreux instructeurs étrangers observé sur le terrain et avec les déclarations de l'Égyptien Ayman al-Zawahari (numéro 1 d'Al-Qaïda depuis la mort officielle d'Oussama ben Laden) annonçant l'arrivée de ses combattants. En réalité, Al-Qaïda est déjà présent en Syrie où le Libyen Abdelhakim Belhaj (numéro 2 de la mouvance) a été vu encadrant l'Armée « syrienne » libre. Cette mise en scène habille le changement de stratégie de l'OTAN qui a renoncé à la guerre de basse intensité et se contera de sous-traiter des actions terroristes ponctuelles.

La Ligue arabe a demandé l'envoi d'une force d'interposition des Nations Unies en Syrie, sans préciser entre quelles forces elle pourrait s'interposer, ni sur quelle ligne de démarcation. Immédiatement rejetée par la Syrie, puisque atteignant à sa souveraineté, cette proposition a fourni aux Occidentaux l'occasion qu'ils attendaient pour dissenter sur l'impossibilité d'une solution militaire ; un discours en totale contradiction avec celui qu'ils tenaient avant le double veto russe et chinois du 4 février, lorsque l'OTAN cherchait à réunir une coalition autour de la Turquie et du CCG.

- Pour renforcer l'imagerie romantique des événements, plusieurs journaux engagent ou publient des reportages ou des fictions d'écrivains talentueux. Ainsi, Le Monde a engagé Jonathan Littell qui est entré clandestinement en Syrie pour se joindre aux rebelles de Homs. Ou encore La Vanguardia publie une fiction de Tahar Ben Jelloun imaginant ce qui se passe dans la tête du tyran el-Assad à la manière de Gabriel Garcia Marquez.

- Junge Welt relate un demi-siècle de complots des services secrets états-uniens et britanniques contre la Syrie. L'ex-quotidien des Jeunesses communistes de RDA est le seul en Europe à avoir pris parti pour la Syrie contre l'impérialisme.

- Le ministre néerlandais des Affaires étrangères, Uri Rosenthal, a accordé un entretien au Standard (Autriche). Il exclut l'option militaire, mais plaide pour un soutien politique et financier à l'opposition. Il s'inquiète toutefois des difficultés rencontrées par l'opposition pour avancer unie. Gulf News publie, quant à lui, une tribune libre du ministre britannique des Affaires étrangères, William Hague. Il annonce que son administration a commencé à collecter des témoignages des crimes du régime syrien en vue d'un procès futur de Bachar el-Assad devant la CPI.

- ABC prévient que la guerre civile en Syrie met en danger les Casques bleus espagnols de la Force des Nations unies au Liban.

- Richard Spencer du Daily Telegraph a pu observer des corps de victimes menotées. Il lui semble qu'ils n'ont pas été tués par les loyalistes, mais par les rebelles. Aussi se demande-t-il si les deux camps ne font preuve de la même absence de pitié.

- Charlotte McDonald-Gibson de The Independent a été ébranlée par sa visite d'un hôpital militaire. Les blessés sont tous persuadés que les violences sont le fait exclusif des rebelles.

- Le National Post a demandé à ses lecteurs ce qu'il faut faire pour la Syrie. Aucune des réponses publiées ne conteste l'interprétation atlantiste des événements et n'évoque le point de vue syrien.

- Sami Mobayeb déplore dans Gulf News que le projet de nouvelle constitution ne soit soumis que maintenant au peuple syrien. Pourtant, il affirme que ce nouveau texte ne change pas grand chose, hormis la fin du leadership politique du parti Baas. Quoi qu'il en soit, c'est trop tard pour enrayer la division du pays, conclut-il.

- Suivant le discours du roi Abdallah, des groupes se sont « spontanément » créés en Arabie saoudite pour promouvoir le boycott des produits russes et chinois, indique la Saudi Gazette. C'est aussi une occasion pour la Chambre de commerce de Djeddah pour informer le public sur la mauvaise qualité des produits de la concurrence chinoise. Il n'est cependant pas envisagé d'annuler

les contrats pétroliers avec le premier client du pays.

- Le ministre émirati des Affaires étrangères, cheikh Abdullah bin Zayed, est allé dire à Moscou la volonté des Emirats de trouver une solution pacifique à la crise, rapporte The Khaleej Times. Il n'était pas porteur de proposition concrète et sa visite n'a débouché sur rien de précis. C'était surtout un moyen de montrer que les relations entre les deux pays sont amicales au moment où les wahhabites appellent au boycott. (Réseau Voltaire 15.02)

Le bastion de l'Armée « syrienne » libre était équipé de missiles Milan

La bataille de Homs a été particulièrement meurtrière côté loyaliste et côté rebelle, ainsi que pour les civils. Durant les trois premiers jours, l'Armée arabe syrienne a été tenue à distance par les rebelles qui empêchaient toute entrée dans leur quartier. Ils détruisaient avec des missiles Milan tous les blindés qui approchaient. En définitive, l'armée arabe syrienne a dû faire usage de lanceurs de roquettes multiples pour bombarder les postes de tir Milan, au risque de provoquer de lourdes pertes chez les civils.

Chaque poste de tir Milan, placé sur chaque rue entrant dans Bab Amr coûte 100 000 euros, chaque missile coûte environ 12 000 euros. Les missiles étaient tirés à une cadence de deux à trois coups par minute. Ce matériel est fabriqué par Nord-Aviation (France) et MBB (Allemagne. Il aurait été offert à l'Armée « syrienne » libre par le Royaume-Uni et l'Allemagne.

En avril 2011, des officiels de Doha avaient reconnu que le Qatar avait livré des missiles Milan aux insurgés libyens de Benghazi pour aider à renverser la Jamahiriya arabe, s'appuyant à l'époque sur la résolution de l'ONU qui permettait la livraison « d'armes défensives »(sic) à l'opposition libyenne. (Réseau Voltaire 16.02)

Un groupe armé a assassiné ce jeudi 16 février le cheikh Mohammed Ahmad Sadeq, imam de la mosquée d'Anas Ben Malek dans le quartier d'al-Midane à Damas.

Le dignitaire religieux sunnite avait récemment fustigé dans un prêche les appels au sabotage de la Syrie par les opposants.

Il avait appelé les Ulémas de Damas à s'asseoir à la même table pour publier un communiqué appelant à stopper la violence quelle qu'en soit la source.

Le cheikh Sadeq, titulaire d'un doctorat en droit islamique, était marié et père de 4 enfants, une fille et trois garçons.

Samedi 11 février, des tueurs non identifiés avaient assassiné le général de brigade et médecin Issa al-Khawli, directeur de l'hôpital de Hamich, devant sa maison dans le Nord-Est de Damas. Le général était père de trois filles et d'un garçon.

Un rapport, publié, le 3 mars 2009, par la section des Droits de l'homme du département d'État US, avait levé un coin du voile sur les pratiques d'assassinats ciblés dans les pays musulmans.

D'après ce document, des agents israéliens et étrangers envoyés par le Mossad, en coopération avec les États-Unis ont tué au moins 350 scientifiques irakiens et plus de 200 personnalités académiques et professeurs d'université, ainsi que des centaines de pilotes, d'officiers et d'ingénieurs.

La principale mission de ces « escadrons de la mort », qui opèrent en Irak depuis 2003, consiste à suborner les spécialistes irakiens et en cas de refus, à les éliminer.

Comme nous l'anticipions en décembre, alors qu'elle avait appliqué au départ le scénario de l'intervention militaire humanitaire qui avait fait ses preuves en Yougoslavie et en Libye, l'OTAN doit revoir sa copie en Syrie face au double veto. Désormais il s'agit d'appliquer la même stratégie que pour l'Irak : affaiblir le pays en attendant la prochaine occasion d'attaquer. (Réseau Voltaire 16.02)

4- Sénégal

De violents affrontements ont opposé vendredi en plein centre de Dakar les forces de l'ordre à des manifestants hostiles au président sénégalais Abdoulaye Wade, qui briguera le 26 février un troisième mandat à la tête de l'Etat.

La police a bouclé la place de l'Indépendance, près du palais présidentiel, et a tiré des gaz lacrymogènes pour disperser les protestataires qui ont incendié des poubelles, lancé des pierres sur les forces de l'ordre et érigé des barricades dans plusieurs rues du centre-ville. Magasins et bureaux ont été contraints de fermer l'après-midi.

Tous les rassemblements sont interdits jusqu'au jour du scrutin et Idrissa Seck, ancien Premier ministre de Wade et candidat à la présidence, a été empêché par la police d'entrer sur la place de l'Indépendance et de rejoindre la manifestation. (Reuters 17.02)

Social

France

1- Les lieutenants du capital négocient avec leurs maîtres la liquidation du droit du travail

Les négociations syndicats-patronat voulues par le gouvernement pour autoriser les entreprises à ajuster travail et salaires à la conjoncture se sont ouvertes vendredi par un flot d'interrogations sur leur périmètre, les syndicats refusant de les mener sous le "*diktat*" de l'exécutif.

Après trois heures de discussions, les centrales syndicales (CFDT, CFTC, CFE-CGC, FO et CGT) et le patronat (Medef, CGPME, UPA) sont convenues de se revoir au moins trois fois, la dernière date étant fixée au 13 avril, une semaine avant le premier tour de l'élection présidentielle.

"*On avance à la vitesse où l'on peut avancer*", "*le climat étant quand même à la responsabilité*", a commenté Patrick Bernasconi, le négociateur du Medef. Cette première réunion a permis "*de poser un ensemble de questions auxquelles on n'a pas répondu pour l'instant*", "*chacun reviendra la prochaine fois avec des thématiques hiérarchisées*", a-t-il ajouté.

Tous les syndicats, qu'ils soient fermés à la discussion de fond comme FO et la CGT, ou plus ouverts pour les autres, ont refusé "*de se laisser enfermer dans un agenda contraint*", a résumé Mohammed Oussedik (CGT). La réunion a confirmé "*qu'il fallait prendre le temps pour ne pas être sous le diktat du politique*", a souligné Marcel Grignard pour la CFDT.

Avec les accords dits "*compétitivité-emploi*", Nicolas Sarkozy leur demande de négocier un cadre juridique national permettant de modifier temps de travail et/ou salaires directement avec un accord collectif. Les accords de ce type, très pratiqués en Allemagne, sont déjà possibles. Mais jusqu'à présent, ils exigent d'avoir le consentement individuel des salariés concernés.

Malgré ces "*circonstances un peu particulières*" liées à l'agenda politique, M. Bernasconi (Medef) voit "*se dessiner un champ pour avancer*".

Les syndicats, qui souhaitent un périmètre le plus large possible, sont donc sortis de la négociation avec une batterie de questions.

Vers "*quelle hiérarchie*" entre le contrat individuel du salarié et les accords collectifs va-t-on, s'interrogeait Joseph Thouvenel (CFTC) et "*comment détermine-t-on que l'entreprise connaît un problème conjoncturel ou structurel*" qui justifierait que les salariés acceptent de baisser leur salaire.

Stéphane Lardy (FO), qui dénonce une "*logique de supermarché du patronat*", s'interrogeait lui "*sur la répartition des pouvoirs au sein de l'entreprise*", car en Allemagne ce type d'accords reposent sur des pratiques de cogestion.

Pour la CGT, cette première réunion "*a confirmé que le Medef souhaitait aller vers plus de flexibilité et de dérégulation*" avec des accords qui sont "*des chantages à l'emploi*".

Selon la CFDT, "*il y a eu consensus sur le fait que la loi Warsmann était malvenue*". Un article de cette loi votée le 31 janvier en seconde lecture par les parlementaires UMP propose déjà de se passer de l'accord du salarié en cas de "*modulation*" de la durée de travail (c'est-à-dire la répartition du temps sur tout ou partie de l'année, sans toucher à son volume et donc aux salaires). Le Medef a concédé qu'il s'agissait "*sans doute d'un élément perturbateur*".

Le triptyque salaires-emploi-durée du travail sera au coeur des prochains débats. Les négociations ne devraient pas déboucher sur un nouvel assouplissement du droit du travail avant la fin du quinquennat. Un éventuel projet de loi déposé en cas d'impasse ne pourrait en effet pas être voté avant la présidentielle. (AFP 17.02)

La "*cogestion*" (FO), autrement dit la collaboration de classe (renforcée) au sein des entreprises, c'est ce que le patronat a accordé aux syndicats après-guerre, une mesure présentée alors et jusqu'à nos jours comme une avancée sociale, largement étoffée au fil du temps (1982), une revendication patronale consistant à lier le sort des travailleurs à ceux des entreprises au lieu de partir uniquement des besoins des salariés, à l'arrivée on s'aperçoit que seuls les besoins des patrons sont pris en considération tandis que les droits des travailleurs ont pratiquement tous disparu. Les dirigeants syndicaux pourris s'en foutent, c'était l'objectif recherché.

Ils ont mis le petit doigt dans l'engrenage aux détours des années 50, depuis au fil du temps tout le reste y est passé ou presque, il ne reste plus qu'à liquider la durée légale de travail dont on sait plus si elle est journalière, hebdomadaire, mensuelle ou annuelle et les travailleurs seront redevenus taillables et corvéables à merci comme au début du XXe siècle.

Quand un représentant du gouvernement ou du patronat se félicite du "*climat (de) responsabilité*" dont font preuve les dirigeants syndicaux, vous savez ce que cela signifie (grève à la SNCF, retraite, etc.) , qu'ils capitulent en rase campagne ou plutôt qu'ils sont tous sur la même longueur d'onde.

Vous pourrez remercier au passage les dirigeants de tous les partis ouvriers qui se sont faits pas à pas les complices des appareils des syndicats en se répartissant les rôles.

Y a-t-il dans ce pays un partis dit ouvriers qui fassent campagne pour la rupture des relations entre les syndicats et le gouvernement ainsi que le patronat, pour la rupture de leur financement par l'Etat ? Réponse : aucun. Pourquoi ? Pour ne pas se couper de la main qui les entretient. Calomnie ? Non la stricte réalité malheureusement.

2- Fin de règne d'un régime décadent devenu carcéral.

Le nombre de détenus dans les prisons françaises a atteint le 1er février un nouveau record historique, avec 65.699 personnes incarcérées, selon les statistiques mensuelles de l'administration pénitentiaire (AP) publiées vendredi.

Le nombre de 65.699 personnes incarcérées au 1er février représente une hausse de 6,4% sur un an (61.771 au 1er février 2011) et de 1,4% sur un mois (64.787 au 1er janvier 2012).

Il y a au 1er février 57.213 places de prison disponibles, ce qui représente un taux d'occupation de 114,8% (113,2% au 1er janvier).

Le nombre de personnes prévenues (en attente de jugement) s'élève à 16.463, soit le quart des personnes incarcérées. Les mineurs détenus sont 723 au 1er février, en hausse de 1,5% par rapport au mois précédent (712). (AFP 17.02)

Economie

France

Selon Les Echos, l'Etat n'a pas intérêt à ce que les Français échangent leurs billets (francs contre des euros -ndlr). En effet, "*chaque change en moins, c'est autant en plus dans ses caisses*", expliquent *Les Echos*. En d'autres termes, les billets qui ne sont pas rapportés – qu'ils soient égarés, détruits ou collectionnés – sont remboursés à l'Etat afin d'annuler la dette qu'on a alors envers lui. Le ministère du budget a estimé à 500 millions d'euros ses gains, grâce à cette règle qui porte le doux nom de "*culot d'émission*".

Une somme honnête, quand on sait que selon la Banque de France, il restait l'équivalent de 600 millions d'euros de coupures en franc échangeables le 31 décembre dernier, rapportent encore *Les Echos*.

Nostalgiques, les Français ? Selon un sondage Ipsos, au début de décembre 2011, un Français sur trois voudrait revenir au franc. Plus précisément, une majorité d'ouvriers (65 %) et d'employés (53 %) y sont favorables, quand les cadres (82 %) et les professions intermédiaires (69 %) restent attachés à l'euro. (lemonde.fr 16.02)

[Haut de page ↗](#)

Le 19 février

CAUSERIE

Démagogie, populisme, posture, mensonges grotesques, promesses trompeuses, etc. pourquoi ne pas employer le mot mystification qui les résume si bien, "*actes ou propos destinés à mystifier (qqn), à abuser de sa crédulité*" selon le Grand Robert.

1- Mystification. Le "**concept de développement durable**".

Le concept de développement durable est aujourd'hui transformé en «slogan», «instrumentalisé, voire détourné» et «peut paraître usé», admet Bettina Laville, conseiller d'Etat, fondatrice du Comité 21 et créatrice de cette revue trimestrielle. Mais justement : il faut, dit-elle, le «régénérer», le «nourrir intellectuellement». (libération.fr 18.02)

Ils ne se soucient des ressources de la planète que dans un but mercantile, quand leur épuisement menace leur système économique ou devient un facteur stratégique pour les capitalistes dominants. Ce concept sert utilement les intérêts des

économies les plus développées en passe d'être supplantées sur le plan industriel par d'autres puissantes émergentes, pour conserver leurs places sur le marché mondial, grâce à leur avance technologique. CQFD.

Et puis au moment où le capitalisme est de plus en plus contesté dans le monde, il est toujours intéressant de le présenter sous un masque plus "humain", alors qu'il continue à dévaster notre planète, comme jamais dans le passé en réalité. Ceux qui se réclament de ce concept sont justement ceux qui l'ont mis au point ou en tirent profit. Les ONG ne fonctionnent pas autrement en se faisant les complices des Etats qui détruisent les droits des peuples ou leur interdisent de les faire valoir.

2- Mystification. Les agences de presse relais des agences de notation.

Contraint d'assumer un bilan économique mitigé, Nicolas Sarkozy a tenté de retourner à son profit l'argument de la crise en officialisant son entrée en campagne pour un second mandat mercredi. (AFP 18.02)

Une agence de presse (AFP, Reuters, Associated Press, etc.) ne se borne pas à délivrer des informations, elle les présente généralement sous la forme d'une analyse correspondant à l'idéologie dominante de façon à être repris pour ainsi dire telle quelle par les médias. Ces derniers n'ont plus qu'à broder autour ou à la marge selon leur sensibilité respective, ce qui explique notamment qu'on retrouve le même contenu à la virgule près dans tous les médias.

Un exemple pour l'illustrer, l'ennemi "invisible", le "terrorisme" qui menace les Etats-Unis, et qui en réalité est un pur produit de la CIA.

- Etats-Unis: un Marocain arrêté près du Congrès où il voulait perpétrer un attentat - AFP
- Un suspect arrêté alors qu'il voulait faire exploser une bombe à Washington - 20minutes.fr
- États-Unis : une tentative d'attentat-suicide déjouée à Washington - LePoint.fr
- Le FBI déjoue un projet d'attentat contre le Congrès- L'Express.fr
- Etats-Unis : un homme prévoyait une attaque kamikaze sur le Capitole - LeMonde.fr

Le coupable : un Marocain, donc un Arabe, donc un musulman, donc un islamiste, donc un fanatique ou dangereux extrémiste, donc un ennemi des Etats-Unis, un terroriste quoi, un émule de Ben Laden ou d'Al-Qaïda. Ce n'est pas la première fois que le FBI et la CIA collaborent pour monter des coups tordus.

Les Etats-Unis repose depuis son origine sur la haine de l'autre, de l'extermination des Indiens au racisme envers les Noirs, éventuellement les communautés hispanique ou asiatique, ils alimentent cette haine en permanence ; ce n'est ni Sarkozy ni Le Pen, pas même Hitler, qui ont inventé les boucs émissaires des temps modernes, mais bien les dirigeants de la classe dominante de ce pays qui "facinait" tant la jeunesse (ignorante) des années d'après-guerre jusqu'il y a peu, un peu moins actuellement semble-t-il.

Dès lors, il existe forcément des individus isolés ou en petits groupes aux Etats-unis ou n'importe où dans le monde qui rêvent de s'attaquer aux intérêts américains. Une fois débusqués par les services de renseignement qui quadrillent le pays à la façon d'un Kadhafi, rien de plus facile ensuite que de les infiltrer, de les manoeuvrer, de les armer et de les arrêter au moment de passer à l'acte, ce qui s'est produit une nouvelle fois hier. Cela permet ensuite de justifier la politique liberticide menée par le gouvernement sur le sol américain, ainsi que le monstrueux budget de la défense et de la sécurité intérieure. Politique qui pourra servir à d'autres fins, comme par exemple restreindre la liberté d'expression des travailleurs, réprimer violemment toute forme de contestation, etc.

Submergés d'informations, les lecteurs, auditeurs ou spectateurs ne retiennent habituellement que la première phrase portée à leur connaissance et qui est censée résumer à elle-seule le contenu de l'information qui leur était destinée. Son contenu et son format sont habilement choisis en fonction de l'objectif recherché par son auteur. Ce qui était conçu au départ comme un moyen pour faciliter la communication entre les individus, a été détourné de son objet au profit de la manipulation politique des masses. Si vous examinez bien les titres des médias qui sont repris dans la première phrase de leurs articles, vous n'y trouvez pas trace de la main du FBI et de la CIA. L'ennemi "invisible" qui menace les Américains, ce sont ces deux officines du crime organisé.

3- Mystification. Le M'PEP à la manoeuvre

Ce mouvement organise un colloque qui "traitera des raisons et des moyens d'instaurer en France un véritable «droit opposable à l'emploi » afin de régler définitivement les problèmes du chômage, de la précarité et du mal-emploi, ces monstres entretenus par le système néolibéral mondialisé. Il abordera aussi les politiques macro-économiques et industrielles pour le plein-emploi."

Les dizaines de milliers de travailleurs et leurs familles qui dorment dehors sous cet hiver rigoureux peuvent témoigner ce qu'il est advenu du "droit opposable au logement. Le M'PEP en remet une couche cette fois sur le thème de l'emploi, ce qui n'est pas dû au hasard, un mois après la mascarade du "sommet social" sur l'emploi organisé par Sarkozy à laquelle l'ensemble des dirigeants syndicaux ont participé de bonne grâce.

Depuis, Sarkozy a lancé l'idée infâme d'un référendum qui aurait vocation à dresser les travailleurs qui ont un emploi contre ceux qui n'en ont pas, parce qu'ils le veulent bien ou parce qu'ils ne font rien pour s'adapter au marché du travail.

L'initiative de Sarkozy et celle du M'PEP ont un point commun entre elles, faire croire qu'il suffirait de décréter que tous les chômeurs doivent travailler pour que d'un coup de baguette magique le chômage soit éradiqué, comme si les entreprises pouvaient créer des millions d'emplois du jour au lendemain, comme si finalement en régime capitaliste cette décision n'avait aucun rapport avec l'état du marché ou la situation économique en France et dans le monde. (Laissons de côté la perspective d'embaucher dans la fonction publique des millions de travailleurs, puisque cela ne viendrait même pas à l'idée des dirigeants du M'PEP, dette de l'Etat oblige ! Un gouvernement ouvrier révolutionnaire le réaliserait évidemment tout en annulant cette dette...)

L'Allemagne de Schröder l'a fait remarquez bien, vous savez tous de quelle manière, en obligeant les chômeurs à accepter n'importe quel emploi pour n'importe quel salaire. Chacun sait également que c'est le modèle de Sarkozy et Parisot (Medef). L'initiative du M'PEP s'inscrit dans cette démarche, il la soutient. Voyons comment.

C'est la loi de l'offre et la demande sur le marché mondial qui détermine le niveau des marchandises qui seront produites et qui seront consommées ensuite, en principe seulement, car en réalité c'est la surproduction qui prévaut dans la plupart des secteurs de la production. Une entreprise n'embauche pas pour produire davantage, mais pour satisfaire des besoins nouveaux qui se matérialisent par des commandes passées par ses clients, des besoins nouveaux qui peuvent déjà être honorés par des concurrents dont les coûts de production sont plus bas.

Qu'il s'agisse de satisfaire des besoins nouveaux qui n'existaient pas auparavant (innovation technologique) ou d'étendre la commercialisation de marchandises à de nouveaux marchés, dans les deux cas, faut-il encore que ces produits correspondent soit à un réel besoin exprimé par les consommateurs, soit que les clients potentiels de ces produits aient les moyens de l'acquérir. Dans les deux cas, cela ne se décrète pas contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire.

Là où il y a mystification, c'est qu'on voudrait nous faire croire que finalement tout serait possible en régime capitaliste, un peu de bonne volonté associée à une meilleure organisation et le tour est joué. On mesurera ici le caractère profondément réactionnaire du mot d'ordre "*tout est possible*" en l'absence de toute perspective politique ayant pour objectif l'abolition du capitalisme et le renversement du régime, le M'PEP ayant tenu à préciser que "*ce droit est un levier essentiel pour s'opposer au libéralisme, et supprimer le chômage et la précarité*".

Pire encore, et c'est là que le M'PEP est démasqué. Partons du constat que tous les militants partageront, qu'il est évidemment impossible d'en finir avec le chômage par simple décret en régime capitaliste. Cela étant posé, il ne reste qu'un seul moyen de faire baisser artificiellement le taux de chômage, introduire suffisamment de flexibilité dans les contrats de travail, de façon à répartir le travail et la masse salariale entre tous les travailleurs, accompagné d'une réduction du coût du travail pour que les entreprises gagnent en compétitivité et puissent écouler leurs marchandises sur le marché mondial, en maintenant ou en augmentant au passage leurs profits.

En extrapolant ou en imaginant que toutes les entreprises d'un secteur économique dans le monde pratiquent de la sorte, il est évident qu'il serait impossible d'écouler toutes les marchandises ainsi produites, sans même évoquer la baisse du pouvoir d'achat de l'ensemble des travailleurs qui découlerait de la baisse de rémunération de dizaines de millions de travailleurs pendant que les autres auraient à peine de quoi survivre dans le meilleur des cas, ces derniers demeureraient exclus du marché, tandis que les autres deviendraient à leur tour insolvables ou endettés jusqu'aux dents.

La surproduction à l'échelle mondiale serait le pendant de cette mesure qui se traduirait par la fermeture de milliers d'usines, donc par un chômage de masse, retour à la case départ donc. Avantage pour les capitalistes les plus puissants dont le M'PEP prend insidieusement la défense, cela leur permettrait d'évincer les capitalistes les moins bien préparés à un tel niveau d'affrontement ou de concurrence sur le marché mondial.

Au fait, n'est-ce pas déjà ce qui se passe en ce moment ? Oui mais voilà, au détriment des capitalistes français, c'est cette tendance intolérable qu'il faudrait inverser, et au diable les travailleurs qui à l'autre bout du monde se retrouveraient au chômage ; l'internationalisme, tout le monde s'en réclame en temps de paix, mais en temps de guerre économique, chacun pour soi !

On aura compris que cette mesure se situe sur le terrain des capitalistes qu'elle entend favoriser au détriment des travailleurs quel que soit le cas de figure dans lesquels ils se retrouveraient. Elle s'inscrit en droite ligne des propositions avancées par Sarkozy et acclamées par le patronat, de plus elle a un relent social-patriote à peine masqué, pour finir elle est réactionnaire.

Tiens encore un dernier mot, il y a quelque chose qui m'avait échappé.

Vous aurez peut-être remarqué qu'ils traitaient uniquement de l'emploi occultant le salaire, tandis que Sarkozy les oppose dans les mesures qu'il a annoncées. Et pour cause, s'il introduisait ce facteur dans leur démonstration elle s'écroulerait ou présenterait un lien de parenté un peu trop évident avec celle de Sarkozy.

Un travail et un salaire permettant à chaque travailleur de vivre décemment sans avoir à se soucier du lendemain, est incompatible avec la concurrence féroce que se livrent les capitalistes à l'échelle mondiale. Le M'PEP ne peut pas le dire parce que cela n'est pas son objectif. Et comme ce n'est pas leur objectif, ces contre-révolutionnaires s'accrochent au capitalisme. Fastoche à comprendre, non ?

Vous pouvez aborder n'importe quelle question aussi déterminante que le droit au travail, à la santé, au logement, etc. soit vous vous placez exclusivement sur le terrain de classe du prolétariat au risque d'être minoritaire et incompris, mais au moins vous restez fidèle à votre classe, à l'objectif politique que vous vous êtes fixé, soit vous décidez d'empiéter sur le terrain de classe de notre ennemi et vous vous retrouvez dans le camp des réactionnaires ou dans le moins pire des cas vous contribuez à leur oeuvre qui consiste à interdire à la classe de trouver la voie de la révolution prolétarienne.

Notre principe consiste contre vents et marées en toute circonstance, à aborder la lutte des classes à partir des besoins de la classe ouvrière et à combattre inlassablement toute position qui consisterait à prendre en compte les besoins des capitalistes. Ce principe est non négociable. Tant qu'aucun parti ouvrier n'aura pas renoué dans la pratique avec ce principe, les capitalistes et leurs lieutenants au sein du mouvement ouvrier auront la vie belle.

Aujourd'hui (comme hier ou avant-hier) chacun essaie de biaiser avec la réalité, chacun se veut utile et y va de sa petite concession en croyant sauver les meubles, pure illusion comme on peut le constater, le plus grave c'est que lorsque les militants en prendront conscience, il y a fort à parier qu'il sera alors trop tard, leurs dirigeants auront pris leur retraite et auront bien vécu merci pour eux, ils laisseront derrière eux le mouvement ouvrier dans le plus grand désarroi, c'est la seule trace qu'ils laisseront de leur passage sur terre... dont on se passerait bien.

La conception de la lutte de classe de nos dirigeants depuis 70 ans repose sur deux axes successifs, l'amélioration de la condition ouvrière comme fin en soi qui conduit à une subordination croissante de la classe ouvrière au capitalisme, puis depuis le début des années 80, la défense des droits conquis qui sont condamnés à foutre le camp irrémédiablement au regard de la décomposition du mouvement ouvrier et son avant-garde, ainsi que l'évolution du capitalisme mondial.

Notre conception de la lutte de classe est l'antithèse de celle qui vient d'être décrite et qui a abouti à la situation actuelle. Elle consiste à subordonner l'amélioration de la condition ouvrière à la perspective du renversement du régime en place, à ne lier aucun rapport avec les appareils pour parvenir à cette amélioration, à ne faire aucune concession à l'Etat, à rejeter toute conciliation avec les capitalistes et ses officines politiques à travers le monde, faisant de l'élévation du niveau de conscience des masses exploitées et la construction du parti pour prendre le pouvoir nos seuls objectifs, auxquels tous les autres sont subordonnés.

Tandis que la conception de la lutte de classe de nos dirigeants était tournée ou s'adressait de préférence aux travailleurs organisés, la nôtre s'adresse au contraire aux 90% qui sont inorganisés ou plutôt la nôtre s'adresse indistinctement à l'ensemble des travailleurs en prenant appui sur les couches les plus défavorisées du prolétariat que les syndicats et les partis désertent ou dont ils se détournent, nous prétendons qu'il est impossible de construire le parti en ignorant plus de 90% des travailleurs, on se prive des moyens de le construire. Après ils s'étonnent de la montée du FN, ils en sont directement responsables.

Actualité en titres

On a toujours besoin d'un plus petit que soit :

- Claude Allègre : "on a besoin de Sarkozy" - AFP

INFOS EN BREF

Politique

Sénégal

La police sénégalaise a tiré des grenades lacrymogènes pour disperser des manifestants dans le centre de Dakar, samedi, au quatrième jour du mouvement de protestation contre la candidature du président sortant Abdoulaye Wade à l'élection présidentielle du 26 février.

Les manifestants ont de nouveau dressé des barricades, brûlé des pneus et des poubelles, et affronté la police anti-émeute dans les rues de la capitale sénégalaise. (Reuters 18.02)

Social

France

Des centaines de personnes ont manifesté samedi à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) contre un arrêt de l'activité de production de l'usine PSA d'Aulnay, qui marquerait "*un tsunami social*" selon les syndicats.

Les manifestants étaient plus de 2.000 selon les syndicats, 1.300 selon la préfecture. Parmi eux, les candidats à l'élection présidentielle Nathalie Arthaud (LO) et Philippe Poutou (NPA), de nombreux élus de gauche ainsi que des salariés d'autres sites de PSA, regroupés derrière une banderole proclamant "*Non à la fermeture de PSA Aulnay*".

"*On est convaincus que PSA veut fermer l'usine, mais on se battra jusqu'au bout, pour notre boulot, parce qu'on n'a que ça pour vivre!*", affirmait Jean-Pierre Mercier, responsable CGT.

Depuis la révélation en juin dernier de documents de travail internes du constructeur émettant l'hypothèse d'une fermeture du site d'Aulnay, qui fabrique la Citroën C3, les syndicats craignent que le déclin de la production se poursuive et aboutisse à terme à un arrêt de l'activité.

Plus de 3.300 salariés travaillent à l'usine PSA d'Aulnay, dont plus de 3.000 en CDI et CDD et 300 en intérim. Ils étaient 5.000 en 2004, rappelle la CGT.

"*En 2004, l'usine d'Aulnay a produit 418.000 véhicules. En 2011, on n'a produit que 135.000 voitures*", décrit Jean-Pierre Mercier, pour qui "*la direction est en train de vider l'usine*".

Les syndicats estiment à "*10.000 le nombre d'emplois directs et indirects*" qui seraient concernés par un arrêt de la production, un "*tsunami social*" car, à Aulnay, "*la moyenne d'âge est de 40-45 ans*", souligne-t-il.

"*Les gens ont besoin de savoir, de connaître la vérité pour préparer l'avenir*", témoigne Tania Sussest, représentante du Syndicat indépendant de l'automobile (SIA), majoritaire à l'usine d'Aulnay.

Cette semaine, le président du directoire de PSA, Philippe Varin, a une nouvelle fois souligné des problèmes de surcapacité en Europe pour les petites voitures, dont fait partie la C3 produite à Aulnay. "*Cette réduction des capacités est absolument inévitable*" en Europe, a-t-il insisté.

Le premier constructeur automobile français a vu son bénéfice net divisé par deux en 2011, à 588 millions d'euros. Le chiffre d'affaires a progressé de 7%, à 59,9 milliards d'euros.

Les syndicats ont envoyé une lettre au président de la République, restée sans réponse. (AFP 18.02)

[Haut de page ↗](#)

Le 20 février

CAUSERIE

J'ai enfin mis en ligne les articles économiques de décembre et janvier au format pdf dans la page d'accueil de la rubrique économie. Il faut dire qu'à cause du cyclone, j'ai commis quelques ratés. J'ai profité du dimanche après-midi pour nettoyer le jardin, ici il fait un temps radieux depuis la fin décembre et une température de 30°C environ. Pas vraiment de quoi donner envie de bosser, mais il le faut bien !

Je répondrai dans quelques jours aux deux courriels que j'ai reçus d'un groupe de militants.

J'ai augmenté la taille de la police des titres des différentes rubriques de la page d'accueil pour vous en faciliter le repérage. J'ai aussi corrigé quelques erreurs dans la présentation. J'ai également ajouté une table des matières aux articles de presse de décembre, j'ai donc téléchargé une nouvelle version.

La vérité est révolutionnaire ! A ceux qui ont la mémoire courte ou sélective.

Selon le sondage d'Ethnos huit personnes sur dix attribuent la responsabilité de la situation du pays "aux gouvernements grecs"

et seulement 6,1% "aux Européens et au FMI", certains manifestants traduisaient une prise de conscience des changements jugés nécessaires pour le pays. (AFP 19.02)

Ceux qui n'ont que les mots BCE, UE, FMI ou troïka à la bouche refusant systématiquement de mettre en cause les institutions grecques, l'Etat, vont prendre le train en marche de façon à faire oublier que pendant 18 mois ils ont soutenu l'Etat grec, pas seulement, puisque la collusion entre la troïka et les représentants de l'Etat grec était établie, inévitable.

Le développement de la situation en Grèce est instructive à plus d'un titre et permet de tirer quelques enseignements pour le combat de l'avant-garde du prolétariat dans toute l'Europe.

Au moment où le PASOK (la version grecque du PS en France) est crédité de 8% des intentions de vote aux prochaines élections législatives, signifiant que l'immense majorité de la classe moyenne et du prolétariat se détourne de ce parti acquis à la cause des capitalistes et banquiers, en France il s'en trouve encore pour appeler à voter Hollande au premier et/ou au second tour de l'élection présidentielle, autrement dit à se placer non pas au côté des masses exploitées mais au côté de leur ennemi. Ensuite on s'étonnera que les travailleurs aient nullement confiance dans les partis ouvriers ou que l'on soit incapable de construire un parti révolutionnaire.

En tant que militant révolutionnaire, notre devoir est d'aider les travailleurs à se libérer de leurs illusions dans les institutions et le capitalisme, de les éclairer sur la nature réelle des institutions et des partis qui y dominent, etc. Dans le cas contraire, leur proposer une issue politique à la crise du capitalisme demeurera incompréhensible à leurs yeux, l'un étant la condition de l'autre ou ceci expliquant cela.

Il ne faut pas s'étonner ensuite que tout en axant leur combat contre le gouvernement et les institutions, les travailleurs ne parviennent pas à lui donner un contenu conforme à leurs intérêts. Parmi les masses exploitées qui sont amenées à se dresser contre le régime et qui sont très hétérogènes, on y trouve différents niveaux de consciences politiques, l'objectif que nous devrions nous fixer devrait être d'aider et d'encourager les plus déterminées à balayer les obstacles qui leur empêchent encore de poser clairement la nécessité de rompre avec le capitalisme et son Etat, d'en faire l'axe de leur combat, de façon à ce qu'elles se renforcent et entraînent le reste des masses au combat dans cette perspective politique.

On aura compris qu'en se refusant de désigner l'Etat, les institutions, le Parlement comme responsable de leur situation, on tire les masses en arrière en privilégiant celles qui ont encore le plus d'illusions dans l'Etat au détriment des couches les plus conscientes du prolétariat qui demeurent isolées ou marginalisées. Le mot d'ordre en direction de la troïka a consisté à épargner l'Etat, à détourner les masses des institutions, à retarder au maximum le moment où la majorité des masses se tourneraient contre l'Etat, c'était finalement soutenir l'Etat mais aussi la troïka. On en veut pour preuve que le gouvernement a toutes les peines du monde à convaincre la troïka et les créanciers (les banquiers) de l'Etat grec de sa capacité à appliquer le dernier plan de rigueur qu'il a adopté et soutenu par le Parlement, dès lors que les masses se radicalisent et visent désormais l'Etat et non plus l'UE, la BCE et le FMI., ils craignent plus que tout un soulèvement révolutionnaire qui rendrait la situation hors de contrôle au sein même de l'UE...

Les différents niveaux de conscience politique au sein des masses exploitées correspondent aux situations différentes auxquelles les différentes couches sont confrontées, la manière différente dont elles subissent et interprètent l'offensive du capital. Il va s'en dire que ce sont les travailleurs déjà les plus pauvres et qui sont les plus durement frappés par les politiques d'austérité successives qui leur ont été imposées, parmi lesquels figurent les éléments les plus déterminés à en finir avec le régime ou qui cherchent encore plus ou moins inconsciemment la voie de la rupture avec le capitalisme et les institutions, et non les classes moyennes ou les couches supérieures du prolétariat qui arrivent encore à s'en sortir, même de plus en plus difficilement, car à terme, à l'exception des classes dominantes et des couches supérieures de la petite-bourgeoisie, c'est l'ensemble des exploitées qui va connaître le même sort et sera réduit à la précarité extrême.

On a là la preuve qu'en refusant de désigner aux travailleurs le gouvernement et les institutions comme responsables de la situation sociale actuelle et de se joindre aux éléments les plus révolutionnaires qui se dressent contre l'Etat en Grèce, les partis dits ouvriers en France ont démontré qu'en réalité ils étaient des partis petits-bourgeois incapables d'incarner le combat pour le socialisme.

Je continuerai cette analyse demain en abordant deux questions non traitées ici, le risque de la montée de l'extrême droite une fois que l'extrême gauche aura prouvé son incapacité à se rassembler sur un programme socialiste. Il faudrait également revenir sur la politique opportuniste suivie par les partis issus de la IVe Internationale depuis l'après-guerre, dont le développement de la situation et la modification des rapports entre les masses et les institutions constituent un cinglant démenti, autant que le manque de préparation des masses pour définir ou assimiler les tâches politiques qu'elles devraient se fixer pour envisager le renversement du régime et prendre le pouvoir, avancer sur la voie du socialisme.

Le mouvement ouvrier a vécu dans l'insouciance à crédit au même titre que le capitalisme pendant plus d'un demi-siècle... Pour l'un comme pour l'autre, l'heure est venue de payer la note. En l'absence d'une Internationale socialiste et de sections dans chaque pays de l'UE, on devinera sans mal qui en paiera la plus grande partie. On va payer le prix fort de la politique criminelle

qui consista à favoriser l'amélioration de la condition ouvrière au détriment de l'objectif du socialisme qui a été abandonné par tous les partis démocratiques petits-bourgeois (POI, NPA, LO).

Ils se sont employés avec constance, détermination et aveuglement, à faire croire aux travailleurs et aux militants qu'en régime capitaliste il suffisait de se mobiliser pour conserver nos acquis ou statuts ou encore obtenir de nouveaux droits et cela de façon mécanique, comme si finalement le progrès social serait compatible avec le capitalisme, autrement dit que celui-ci réaliserait progressivement le socialisme, sans tenir compte du développement de la lutte des classes à l'échelle mondiale qui associé à un nouveau stade de l'évolution du capitalisme conduirait au contraire à un moment donné à une gigantesque crise du capitalisme qui se traduirait par une formidable régression sociale.

Il faut insister sur le fait que ce processus dialectique était parfaitement prévisible, décrit par Marx. Parmi les facteurs qui ont été négligés, notons le formidable développement de la démographie mondiale avec toutes ses conséquences telles qu'elles nous éclatent en pleine figure aujourd'hui, qu'on découvre naïvement, la division du travail qui allait en découler... Au lieu de s'y préparer et d'y préparer la classe ouvrière, ils ont privilégié le mouvement spontané des masses avec son cortège d'illusions dans le capitalisme et les institutions au lieu de subordonner le combat pour les revendications sociales à l'objectif de leur émancipation du capital. Ils se sont nourris de l'ignorance des masses qu'ils ont flattée pour assurer leur survie politique au détriment de notre cause. Les masses ont ainsi été trompées et portées à croire que leur émancipation du capital était sur le point de se réaliser à travers les avancées sociales dont elles bénéficiaient, et lorsque les capitalistes passèrent brutalement à l'offensive en leur rappelant qu'elles vivaient toujours sous le règne de la dictature du capital, elles se sont retrouvées totalement désarmées, désarmées pour y faire face et le combattre.

Est-ce que vous imaginez un instant l'immense responsabilité qui pèse dans la situation actuelle sur les épaules des Lambert-Gluckstein, Krivine-Besancenot, Laguiller-Arthaud pour avoir ainsi fourvoyé l'avant-garde du prolétariat, l'avoir broyée politiquement, réduite à l'impuissance après l'avoir prise en otage pendant tant d'années ? (A suivre)

INFOS EN BREF

Politique

Allemagne

La chancelière allemande Angela Merkel a annoncé dimanche que le gouvernement et l'opposition étaient parvenus à un accord sur la candidature de Joachim Gauck à la présidence de la république fédérale.

Le nom du pasteur protestant et ancien militant des droits de l'homme d'Allemagne de l'Est a été présenté par l'opposition sociale-démocrate (SPD) après la démission, vendredi, de Christian Wulff, qui bénéficiait du soutien d'Angela Merkel.

Angela Merkel s'est ralliée à la candidature de Joachim Gauck au cours d'une conférence de presse organisée à la Chancellerie en présence des dirigeants des autres partis politiques.

"N'oublions pas que nous pouvons remercier un homme d'église comme Gauck pour la réussite de la révolution pacifique en Allemagne de l'Est", a dit la chancelière, elle-même fille d'un pasteur protestant qui a grandi en ex-RDA.

Joachim Gauck avait déjà reçu dans la journée le soutien du parti libéral-démocrate, partenaire des chrétiens-démocrates (CDU) d'Angela Merkel dans la coalition gouvernementale.

A 72 ans, cet ancien adversaire du régime communiste est-allemand, qui a supervisé le devenir des archives de la Stasi après la chute du mur de Berlin, en 1989. (Reuters 19.02)

L'alliance du capital et du goupillon sur fond d'anticommunisme primaire, normal que Joachim Gauck ait été présenté par le SPD et qu'il ait reçu le soutien de la CDU. Le SPD est aussi pourri que le PS en France avec une longueur d'avance...

Social

Espagne

Des centaines de milliers de personnes ont manifesté dimanche dans toute l'Espagne pour dénoncer les réformes du droit du travail et les coupes dans les dépenses publiques mises en oeuvre par le gouvernement de droite de Mariano Rajoy.

La journée nationale de mobilisation était organisée notamment par les deux principales centrales syndicales du pays, les Commissions ouvrières (CCOO) et l'Union générale des travailleurs (UGT).

Selon les organisateurs, les cortèges répartis dans 57 villes ont attiré un demi-million de manifestants. La police n'a fourni aucune estimation.

A Madrid, le défilé était l'un des plus importants depuis le début de la crise, il y a près de cinq ans. La foule allait de la gare d'Atocha jusqu'à la place de la Puerta del Sol, dans le centre de la capitale espagnole.

Les syndicats ont fait état d'une très forte mobilisation, annonçant 500.000 manifestants à Madrid, 400.000 à Barcelone, 150.000 à Valence, 50.000 à Séville. Selon la police, les manifestants étaient 50.000 à Madrid, 30.000 à Barcelone, 25.000 à Valence, 5.000 à Séville.

A Madrid, les manifestants rassemblés à l'appel de l'UGT et de Comisiones Obreras (CCOO), les deux grands syndicats espagnols, ont envahi les grandes avenues du centre de la capitale en portant des pancartes avec les mots "*Non à la réforme du travail injuste, inefficace, inutile*" ou "*Non à la réforme et aux coupes budgétaires. Grève générale*".

"Les contrats de travail empirent année après année", dénonce Nacho Foche, un chercheur universitaire de 27 ans croisé dans la manifestation. *"Ils disent qu'ils veulent investir dans l'avenir, mais ils coupent dans les budgets de la recherche. Ils ne s'intéressent pas à l'avenir, mais aux prochaines élections avec des coupes dictées depuis Bruxelles"*, ajoute-t-il.

Le gouvernement de droite de Mariano Rajoy, arrivé au pouvoir en décembre dernier, a annoncé une hausse des impôts et une baisse de la dépense publique représentant une quinzaine de milliards d'euros. Il doit trouver une quarantaine de milliards d'euros supplémentaires pour respecter les objectifs budgétaires fixés par l'Union européenne.

Il a également réformé le fonctionnement du secteur financier, contraignant les banques à reconnaître leurs pertes dans le secteur de l'immobilier, et réformé le droit du travail, donnant davantage de latitude aux employeurs pour recruter et licencier leurs salariés.

"Banquiers, voleurs, rendez les millions", criaient aussi les manifestants qui défilaient à Barcelone.

L'Espagne, quatrième puissance économique de la zone euro, subit le chômage le plus élevé du monde développé, avec 23% de sa population active sans emploi. Près de la moitié des moins de 25 ans sont au chômage.

Pour le Parti populaire, la formation de Rajoy désormais majoritaire, la réforme du marché du travail adoptée le 10 février donnera aux entreprises en difficulté plus de marge de manoeuvres pour renouer avec les bénéfiques et créer de nouveaux emplois.

Pour les manifestants de dimanche, elle va détricoter davantage encore les droits des travailleurs et entraîner de nouvelles vagues de licenciements. Candido Menez, secrétaire général de l'UGT, estime qu'elle va faire passer le nombre de chômeurs de 5,3 à 6 millions.

"Lorsque nous avons conçu cette réforme, nous avons pensé à ceux qui sont hors du marché du travail, qui ne voient aucun avenir", a déclaré dimanche Mariano Rajoy devant des membres de son parti.

La réforme du code du travail supprime le versement d'indemnités de départ représentant 45 jours de salaire par année travaillée pour les salariés reconnus victimes de licenciement abusifs, un cas très fréquent devant les tribunaux espagnols.

Les employeurs qui licencient ne devront plus désormais proposer que 33 jours de salaire par année travaillée, voire 20 jours seulement si l'entreprise se révèle durablement déficitaire. Au total, les indemnités de départ sont plafonnées à deux ans de salaire, contre trois ans et demi jusqu'ici.

Les entreprises sont en outre autorisées à ne plus tenir compte des accords collectifs de branche en période de crise.

Le mois dernier, lors d'une réunion à Bruxelles, Mariano Rajoy a été filmé alors qu'il confiait à son homologue finlandais qu'il ne voyait pas comme il échapperait à une grève générale.

Pour l'heure, les centrales syndicales n'ont pas lancé de mot d'ordre. Mais dans le cortège de Madrid, nombreux étaient ceux qui jugeaient indispensable cette issue.

"Il doit y avoir une grève générale", dit ainsi Alberto Carrillo, un enseignant de 48 ans. *"Ils ont dit qu'ils réduisaient les droits des travailleurs pour créer plus d'emplois. Ils ont réduit nos droits, mais ils n'ont pas dit comment ils comptaient faire pour créer des emplois."*

Répondant aux manifestants, dont certains brandissent la menace d'une grève générale, le chef du gouvernement a défendu

une nouvelle fois dimanche sa réforme lors de la clôture du congrès de son parti, le Parti populaire, à Séville.

"C'est la réforme dont l'Espagne a besoin pour éviter que nous soyons le pays d'Europe qui détruit le plus d'emplois", a lancé M. Rajoy. Cette réforme "nous situe au même niveau que les pays d'Europe les plus avancés, et en finit avec les injustices du marché du travail", a-t-il dit. (Reuters et AFP 19.02)

[Haut de page ↗](#)

Le 21 février

CAUSERIE

Je vous propose aujourd'hui un extrait d'un article qui résume bien la situation en Europe.

Le consensus (ou complot) des sociaux-libéraux associés au patronat, au parti de l'ordre et aux dirigeants syndicaux contre la classe ouvrière.

- L'Allemagne réussit à s'ériger ainsi en grande puissance unique européenne, avec le sacrifice à sa classe laborieuse flexibilisée et des salaires aux rabais, enregistrant des scores de productivité et de compétitivité de son économie qui coulent le reste des pays du continent assiégé par l'euro. Il n'y a pas de politique d'ajustement possible, avec la monnaie commune comme armée d'occupation de la souveraineté nationale, pouvant encourager la reprise de ces économies avec une Allemagne industrielle, exportatrice et le marché du travail ultra-flexibilisé. Le résultat est la récession générale (Italie, Belgique, Hollande, Grèce, Espagne, et Portugal l'ont déjà déclarée) avec une seule économie hors de danger, qui impose les conditions politiques, financières et sociales de l'Eurozone.

En Allemagne 20 % des salariés, cinq millions de travailleurs, gagnent un maximum de 400 euros par mois. Cette donnée incroyable est consignée dans un article éclairant publié dans El Pais de Madrid, sous le titre « Salaires d'un euro à l'heure dans le 'miracle' salarié allemand ». On apprend aussi que, selon le Département de Travail allemand, les contrats avec des bas salaires ont progressé trois fois plus rapidement que d'autres types d'emplois entre 2005 et 2010. On mentionne que les soi-disant « travailleurs pauvres » ont augmenté à un rythme plus accéléré en Allemagne que dans le reste des pays ayant la monnaie unique. Cela a abouti à ce que 7,2 % des salariés gagnaient si peu qu'il était près du seuil de pauvreté en 2010, quand ils étaient 4,8 % en 2005. Au même temps, l'année dernière, le nombre de salariés en Allemagne a dépassé pour la première fois la barrière des 41 millions. C'est une des seules d'économies européennes qui n'enregistre pas d'augmentation du taux de chômage. La croissance de l'emploi est fondamentalement due à l'introduction, avec l'aval des syndicats, du modèle des bas salaires et d'agences de travail temporaire, poussé par la dérégulation et la promotion de la flexibilité et des contrats de bas salaires, subventionnés par l'État, appelés mini-jobs. Le nombre de travailleurs avec un contrat indéfini de bas salaires – qui gagnent moins de deux tiers des revenus moyens – a augmenté de 13,5 % jusqu'à 4,3 millions entre 2005 et 2010. Les données de l'OCDE reflètent qu'en Allemagne les contrats avec des bas salaires représentent 20 % du travail à temps complet, 8,0 % en Italie et 13,5 % en Grèce.

Cette structure du marché de travail rend l'économie allemande encore plus compétitive, tandis que l'euro agit comme un cercle invulnérable pour les autres pays parce qu'ils ont perdu l'outil de la dévaluation de leur propre monnaie pour amoindrir les différences de productivité. C'est pourquoi, l'exigence principale qu'ils doivent avoir pour recevoir de l'argent pour gérer la crise financière est celle de mettre en application une réforme du travail de type allemand, la perte de droits et une réduction de salaires, en plus de licenciements. Ainsi l'a exprimé le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, qui a remarqué que la situation actuelle de l'Allemagne découle « en grande partie de l'implémentation à un moment d'importantes et parfois douloureuses réformes ». Parmi celles-ci, il a souligné la réforme du marché du travail, « qui a substantiellement réduit le chômage ». « Beaucoup de pays observent la recette qui a rendu ce succès possible : réformes du marché du travail, partenaires sociaux flexibles et constructifs », telle fut sa leçon.

Gurría se référait au fait qu'en 2003 l'Allemagne s'est embarquée sur un système de réformes qui ont été qualifiées comme le plus grand changement dans l'État de Bien-être depuis la Deuxième Guerre mondiale. Tandis que plusieurs pays voisins bougeaient dans la direction opposée, les sociaux-démocrates allemands au gouvernement ont dérégulé le marché du travail, et ont fait pression sur les syndicats et les chefs d'entreprises pour qu'ils se mettent d'accord sur une modération salariale en échange d'une sécurité de l'emploi et de la croissance. Ainsi un modèle de travail flexibilisé et avec des subventions du gouvernement a permis aux entrepreneurs de s'adapter au cycle économique sans nécessité de licenciements massifs.

La différence avec maintenant c'est que l'Allemagne a réalisé cette réforme avec une économie mondiale en apogée, tandis que maintenant cette exigence est faite aux autres pays européens pendant une récession, avec un déficit budgétaire et une croissance de la dette. Le résultat est alors l'approfondissement de la crise et l'augmentation du chômage. Bien que la résistance à ces politiques a commencé à se manifester avec plus d'intensité durant les derniers mois, la détérioration des

conditions de travail et sociales et le chômage élevé s'étendent déjà depuis plus de trois ans. L'une des questions est, pourquoi n'existe-t-il pas une opposition plus ferme des travailleurs et des organisations syndicales à cette politique d'ajustement récessif et de licenciements massifs. La réponse se trouve dans l'existence d'un réseau important de couverture sociale, qui est un trait caractéristique du modèle social européen de l'après-guerre avec le développement de l'État de Bien-être. Cette contention permet que les taux très élevés de chômage soient socialement tolérables et politiquement maniables. C'est pourquoi les leaders européens récidivent avec les mesures d'ajustement qui peuvent générer des tensions sociales, mais sans provoquer de déstabilisation politique. Le cas le plus remarquable est l'Espagne, avec un chômage total de 23 %, qui s'élève à 46 % pour les jeunes. (mondialisation.ca 19.02)

Dans cette analyse, concernant la France, je ne sais pas si cela est valable dans d'autres pays de l'UE, il a été oublié deux éléments, le fait que dans un ménage désormais l'homme et la femme travaillent donc ils peuvent encore s'en sortir ou ils ont pu économiser au cours des années précédentes, à l'inverse ils ont pu aussi s'endetter fortement, ensuite, environ un cinquième des travailleurs vivent seuls, donc sont beaucoup plus vulnérables, précarisés, susceptibles de sombrer dans la pauvreté ou l'exclusion, dans l'impossibilité de survivre tout simplement.

Ce ne sont pas les améliorations de la condition ouvrière qui sont la cause de l'ignorance des masses du fonctionnement du capitalisme, mais qu'elles aient été conçues comme des obstacles à cette prise de conscience, un moyen pour endormir la vigilance des masses, les détourner du socialisme, puis que les partis ouvriers s'en soient faits les complices (de ces obstacles, avec les appareils pourris des syndicats) et aient été incapables de les situer dans la perspective du socialisme, pour finalement être incapables de construire le parti dont nous avons impérativement besoin pour renverser le régime en place.

Des dirigeants qui auraient été convaincus de l'effondrement à venir du capitalisme auraient trouvé les moyens théoriques et politiques de convaincre les travailleurs qui avaient été recrutés dans leurs partis d'y rester en l'absence de toute perspective révolutionnaire à court terme, encore aurait-il fallu qu'ils conçoivent chaque bataille à laquelle leurs partis participaient dans cette perspective que seule la construction du parti incarnait en attendant que sonne l'heure de l'affrontement direct entre les classes et que la question de la prise du pouvoir soit à l'ordre du jour.

Cela nécessitait une analyse correcte de la situation à l'échelle mondiale, pas seulement sur le plan politique mais aussi ou surtout sur le plan économique, saisir de quelle manière le capitalisme mondial était en train d'évoluer et dans quelle direction il évoluerait dans les décennies à venir en l'absence de révolution victorieuse, le mouvement ouvrier international demeurant gangrené et dominé pour longtemps par le réformisme et le stalinisme.

De cette analyse il serait ressorti que, plus que jamais, il était impossible de se fixer d'autres objectifs que l'éducation des masses et la construction du parti, de façon à ce que le jour où l'effondrement du capitalisme se produirait nous soyons en ordre de bataille, nous disposions d'un parti révolutionnaire ancré profondément dans les masses qui serait capable de constituer un pôle de regroupement pour des centaines de milliers de travailleurs durement frappés par la crise. Il aurait fallu en attendant cette échéance, porter une attention particulière à chaque militant recruté, leur proposer une formation qui tienne compte du fait de la situation particulière ou inédite dans laquelle nous nous trouvions, en tenant compte également des transformations subies par la société qui devaient déterminer ou influeraient forcément sur le comportement de chaque militant, leur interprétation du monde dans lequel ils vivaient.

Le combat pour les revendications sociales a sans cesse été conçu comme une fin en soi, des travailleurs étaient recrutés lors d'une bataille et disparaissaient un peu plus tard à la moindre occasion, lassés de ne rien voir venir parce qu'on leur avait vendu la lune, plus sûrement ou pourquoi, parce qu'ils n'ont jamais pu acquérir un niveau de conscience politique qui leur aurait permis de comprendre que le processus historique conduisant à la liquidation du capitalisme risquait de prendre plus de temps que prévu. Ce ne sont évidemment pas les militants qui sont fautifs, mais uniquement nos dirigeants qui ont failli lamentablement ou qui nous ont sciemment trahi.

L'emprise du stalinisme sur le mouvement ouvrier international, les traités de Yalta et Potsdam, les accords de Bretton Woods concrétisant l'hégémonie américaine sur l'économie mondiale, le fonctionnement de la Fed (depuis 1916 ou 1886) et de l'économie américaine, le développement démographique principalement en Asie, la liquidation à terme de l'URSS et le rétablissement du capitalisme dans ses satellites, ainsi qu'en Chine, la construction de l'Union européenne, tous ces éléments auxquels on peut ajouter la liquidation-décomposition des différentes tendances de la IVe Internationale, tous ces éléments figuraient à l'ordre du jour de l'analyse de la situation mondiale il y a plus d'un demi-siècle, or nos dirigeants les ont gravement sous-estimés ou sont passés à côté ou encore ils n'en ont pas mesuré la portée, dès lors il leur était impossible de définir une conception de la lutte de classe en rapport avec les tâches politiques que l'avant-garde devait se fixer et qui devaient permettre de construire le parti.

Jusqu'à présent et par hasard, j'ai découvert dans le monde quelques militants apparemment isolés qui partagent en grande partie cette analyse, mais aucune formation politique à ce jour, aucune n'allant au bout de leurs analyses, il n'y a plus qu'à espérer que cela viendra avant qu'il ne soit trop tard. Ma contribution a pour unique objectif d'y contribuer modestement, et non d'avoir raison contre tous ou de défendre un point de vue dont franchement je me serais bien passé d'avoir, au regard du terrible drame planétaire qui se prépare ou qui a déjà lieu, n'oubliant jamais qu'un enfant crève de faim toutes les 5 secondes dans le vieux monde.

Quand je lis dans un document que j'ai mis dans la Tribune libre "*pourquoi ne pas réhabiliter les thèses de Keynes*", je me pince pour y croire, je me dis qu'on a encore du boulot à faire ! Je ne vois pas en quoi relancer la machine capitaliste constituerait un objectif pour la classe ouvrière, et encore moins permettrait d'éviter l'effondrement du capitalisme qui jusqu'à preuve du contraire constitue l'une des conditions indispensables à remplir pour que les masses se soulèvent.

A croire que les partisans des thèses de Keynes ne le souhaitent pas vraiment et qu'ils n'ont pas compris grand chose au marxisme comme à la psychologie des masses, qui à défaut de posséder un haut niveau de compréhension du capitalisme ne passent pas à l'action tant qu'elles peuvent vivre encore comme avant, il suffit de comparer leur attitude en Grèce et en Espagne par rapport à celle des travailleurs en France pour le comprendre. C'est tellement évident qu'on a l'impression ici de perdre son temps.

Le prolétariat devra consentir de terribles sacrifices pour passer au socialisme, c'est le b.a-ba du marxisme.

Pour se changer les idées, deux analyses du portail Liesi.

1- L'Europe des ploutocrates ... laissons-lui le temps d'agoniser dans les mesures d'austérité !

- Intéressante déclaration de Horst Seehofer, chef du parti conservateur bavarois CSU allié du CDU d'Angela Merkel au sein du gouvernement, lors d'une interview accordée au magazine Spiegel : la Grèce devrait choisir d'elle-même de quitter la zone euro "*si elle n'est pas disposée ou pas en mesure de remplir ses engagements*". Voilà qui a le mérite de la franchise ! Si telle est l'idée du gouvernement allemand, à quoi rime tout le cinéma européen à l'encontre de la Grèce, depuis de nombreux mois ? Pourquoi avoir dilapidé de l'argent précieux alors que le scénario est semble-t-il, bouclé depuis bien longtemps.

Ceci est extrêmement grave ! Pourquoi avoir imposé des mesures d'austérité monstrueuses qui tuent la croissance ? Pourquoi avoir utilisé le scénario grec pour en faire une jurisprudence à l'égard des pays du Sud de l'Europe ? Nos sources sont absolument formelles: tout est déjà bouclé pour la Grèce.

Aujourd'hui, Horst Seehofer (qui est également chef du gouvernement de Bavière) affirme que lors d'un prochain vote (27 février) au Bundestag, la chambre basse du Parlement allemand, son camp pourrait tout simplement dire "*non*" au renflouement de la Grèce. Il avance également que "*la notation AAA de l'Allemagne ne doit pas être mise en péril par les aides*". D'un autre côté, la chancelière Merkel claironne qu'elle fera tout pour aider la Grèce, et pour qu'elle reste dans la zone euro. Les sources de LIESI ont toujours dit la même chose : l'Allemagne calera au meilleur moment et nous assisterons à un front Berlin/Moscou.

Nous avons (plus que) l'impression que le gouvernement allemand n'a strictement plus rien à faire de l'euro. Décidément, beaucoup de gens se préparent à un scénario de délitement de l'euro et à une cassure de l'Union européenne. Tout le reste n'est que du théâtre pour les idiots utiles. Reste la question du délai, du choix opportun pour abattre les cartes. Ce ne sera probablement pas le 27 février 2012, car cela ne cadre pas avec le calendrier moscovite. A. Merkel a tout intérêt à attendre la réélection du représentant du bloc de commandement russe : Vladimir Poutine.

Viendront alors les Ides de Mars et nous verrons ce que nos élites feront de la Grèce. Prolongation ou fin de match ? (liesi 18.02)

2- Face au chômage... des plans d'austérité : la solution des technocrates

Conséquences des politiques d'austérité : le chômage ne cesse de progresser dans la zone euro, ce qui fragilise d'autant plus la moindre perspective de croissance. Plan d'austérité, dégradation des notes de la dette des Etats par les agences de notation, la mécanique suicidaire des architectes de la mondialisation sans repères moraux, produit les conséquences attendues. Officiellement, le chômage concerne désormais plus de 10 % de la population active de l'union monétaire. Selon les statistiques officielles, plus de 16 millions de personnes sont désormais sans emploi en zone euro, c'est-à-dire l'équivalent de l'ensemble de la population des Pays-Bas. C'est un record depuis juin 1998, date de l'introduction de l'euro. Depuis cette époque, l'écart entre les pays de la zone nord et ceux appartenant à la zone sud n'a cessé de se creuser. Aujourd'hui, la Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Italie, subissent de plein fouet les conséquences d'une monnaie unique et d'une politique monétaire commune.

Avant-hier, dans l'émission C dans l'air, l'économiste de l'école Fabienne Christian de Saint-Étienne, a très bien exprimé ce que nous écrivons dans le cadre de la lettre confidentielle depuis plusieurs mois. À savoir que la Grèce est un « laboratoire » où les plans d'austérité se succèdent afin de tester la résistance de la population. Des eurocrates continuent à frapper le peuple grec tandis que les plus grosses fortunes grecques sont déjà en Suisse. Nous arrivons incontestablement à une situation de non-retour. Il ne faut donc pas abuser du bâton, recommande Christian de Saint-Étienne. On ignore ce que l'avenir réserve à la France, et les événements grecs pourraient fort bien se répéter chez nous. Intéressant comme propos, de la part d'un économiste du « Système ».

Il y a beaucoup de malheurs chez nos voisins, et les économistes sont de plus en plus nombreux à pronostiquer que la chute

de l'activité en 2012 pénalisera tout le monde. Hier, les plans d'austérité étaient chaudement recommandés pour réduire les déficits budgétaires. Aujourd'hui, comme en témoigne le sommet européen du 30 janvier, les dirigeants politiques de la zone euro évoquent la nécessité de soutenir l'activité. Mais, autant le dire tout de suite, la marge de manoeuvre est très faible car l'ombre des marchés financiers (les fameuses agences de notation) est plus que jamais là. Depuis quelques jours, ces agences de notation dégradent à tout-va banques et États, dans l'indifférence apparente puisque les indices boursiers remontent... grâce aux injections. Remarquez pour certaines valeurs (surtout bancaires) qu'à chaque fois que l'on approche des points pivots donnés par Trader Noé, un petit coup de rein est donné pour éviter de les franchir ! Comme quoi, le scénario est bien huilé et ils savent parfaitement ce qu'ils font. Cela dit, on sait tous ici qu'un jour (re)viendra où les dégradations successives des agences de notation pour les banques, valeurs industrielles et États, expliqueront le prochain plongeon. A ce moment, il y aura inéluctablement une forte hausse des coûts de financement de toutes les « structures » dégradées. L'impression dominante est tout simplement que les dirigeants politiques comme les experts choisis pour être leurs conseillers, n'ont pas la moindre solution. Cela durera tant que l'on assistera à une soumission des politiciens au monde financier et à un refus de se soumettre au Système.

Quel que soit le candidat prochainement élu, il ne sera que le sous-fifre de cette finance apatride nauséabonde, dont l'objectif a été clairement exprimé depuis de nombreuses décennies : « *Le verrou qui doit sauter c'est la nation* ». Il semble bien que nous vivons l'époque de la fin du temps des nations... (liesi 17.02)

Actualité en titres

Le ridicule peut... tuer !

- Sarkozy: "*Je ne serai pas le candidat d'une petite élite contre le peuple*" - AFP
- Sarkozy "*ami du peuple*", la presse raille - L'Express.fr
- Crise: Sarkozy se targue d'avoir évité "*une catastrophe*" et sauvé des emplois - AFP
- La polémique Borloo, un boulet pour Sarkozy - L'Express.fr
- Ralliement Morin et Boutin à Sarkozy: "*zéro+zéro égale la tête de toto*" juge Bayrou -AFP

A mort !

- Il veut «*pendre un banquier par semaine*» - Slate.fr

C'est tout ! Manque de productivité...

Ah les amis, ce n'est plus ce que c'était :

- Raffarin: "*Ne désignons pas les corps intermédiaires comme des boucs émissaires*" - L'Express.fr
- Lepage: "*Les fascismes ont commencé par l'attaque des corps intermédiaires*" - L'Express.fr
- Ecoutes de journalistes du Monde: le patron de l'IGS contredit le juge Courroye - AFP
- Thierry Gaubert visé par une enquête sur des mouvements de fonds suspects - AFP

C'est raté !

- 54% des Français excluent de voter Sarkozy au 1er tour - Reuters
- Seuls 37% des Français trouvent réussie l'entrée en campagne de Sarkozy - AFP
- Sondage: peu d'embellie pour Sarkozy malgré sa candidature - L'Express.fr

On va voir ce qu'on va voir...

- Les socialistes voudront "*faire obéir les banques*", dit Royal - Reuters

... et pas n'importe comment s'il vous plaît...

- Le PS distribue des roses à Neuilly pour tenter de convaincre les habitants - AFP

... et finalement

- Avec Hollande, "*on aura Chirac II*", dit Claude Allègre - Reuters

On n'y aurait pas pensé ! En pire, car la situation a évolué depuis...

Va-t-en-guerre

- Poutine promet un «réarmement sans précédent» de la Russie - Liberation.fr

- La mise en place d'un traité mondial sur le commerce des armes s'annonce laborieuse - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Le premier secrétaire PS de Charente-Maritime Olivier Falorni qui a décidé de maintenir sa candidature face à Ségolène Royal aux législatives à La Rochelle, va être exclu du parti mardi par le Bureau national, a indiqué lundi à l'AFP François Lamy, bras droit de Martine Aubry.

"M. Falorni a reçu une lettre de la direction du parti lui demandant de renoncer à sa candidature, ce qu'il a refusé. Le Bureau national va donc logiquement constater son exclusion", a précisé M. Lamy.

"C'est une décision automatique. Il s'est lui-même mis en dehors du parti", a ajouté le député de l'Essonne.

Dimanche, lors d'un meeting à La Rochelle, le patron de la fédération a annoncé officiellement sa candidature face à la présidente de la Région Poitou-Charentes, pourtant investie par le parti le 22 novembre dernier. (AFP 20.02)

2- Grèce

Le ministre néerlandais des Finances Jan Kees de Jager s'est dit lundi favorable à une surveillance "*permanente*" de la Grèce par l'Union européenne et le Fonds monétaire international afin de mieux contrôler l'avancée des réformes et la mise en place de mesures d'austérité.

"Je suis en faveur d'une *troïka permanente* à Athènes", a-t-il affirmé à son arrivée à la réunion avec ses homologues de la zone euro à Bruxelles.

"Quand on voit les *dérapages* (des comptes publics en Grèce), c'est probablement nécessaire", a-t-il dit, jugeant insuffisant l'examen que pratiquent sur le terrain les créanciers institutionnels du pays.

Ceux-ci se rendent tous les mois en Grèce, alors que leur présence serait utile "*tout le temps*", a poursuivi M. de Jager.

"Je crois que tout le monde comprend que la question de la surveillance, quelles que soient les promesses faites, est cruciale pour la confiance des partenaires (de la Grèce) au sein de la zone euro", a estimé pour sa part le ministre belge des Finances, Steven Vanackere.

"Nous allons devoir nous assurer que chaque promesse faite sera respectée à la lettre", a-t-il ajouté à son arrivée à la réunion de l'Eurogroupe.

Les ministres des Finances de la zone euro et le FMI doivent examiner si les conditions sont réunies pour allouer ce plan de sauvetage comprenant une aide publique de 130 milliards d'euros et un effacement partiel de la dette grecque détenue par des créanciers privés, à hauteur de 100 milliards d'euros.

Mais certains pays craignent de délier une nouvelle fois les cordons de la bourse et de voir les promesses faites par Athènes remises en cause, Pays-Bas en tête. D'autant plus que les députés néerlandais pourraient avoir à donner leur aval sur le deuxième programme d'aide à la Grèce. (AFP 20.02)

Cherchez l'erreur.

- 1- Ils suppriment 100 milliards d'euros de la dette de l'Etat pour lui prêter 130 milliards d'euros sous prétexte de désendetter l'Etat grec.
- 2- Dans les deux cas les créanciers sont les mêmes, puisque c'est le marché qui prête aux Etats, le marché étant les banquiers.
- 3- S'agissant des banques européennes, elles avaient acquis ces dizaines de milliards d'euros via leur banque centrale respective à un certain taux d'intérêt.
- 4- Elles avaient prêté cet argent à l'Etat grec à un taux d'intérêt plus élevé pour réaliser une plus-value.
- 5- Depuis les banques européennes ont reçu plus de 500 milliards d'euros de la BCE à 1% d'intérêt.
- 6- Dès lors elles peuvent prêter de l'argent à l'Etat grec à un taux d'intérêt plus bas sans pour autant y perdre un centime ou si peu, peut-être augmenteront-elles leurs profits.
- 7- Ce n'est pas le cas des banques américaines qui avaient déjà reçu des centaines de milliards de la Fed à un taux proche de zéro depuis des années, ce seraient donc les seules perdantes ou qui n'y gagneraient pas au change.

On ne connaît pas encore les détails de ce marchandage.

- 1- Imaginons que les banques européennes avaient reçu 100 milliards d'euro à 3% pour les prêter à 6% à l'Etat grec.
- 2- Maintenant les Etats de la zone euro vont prêter 130 milliards d'euros à la Grèce qu'ils auront emprunté sur les marchés entre 3 et 5% selon les Etats.
- 3- Mais à quel taux d'intérêt peuvent-ils prêter cette somme à la Grèce, sinon au même taux.
- 4- Or, les créanciers des Etats, les banquiers, ont reçu cet argent de la BCE à 1%.
- 5- Donc ce sont les banquiers qui vont une nouvelle fois encaisser la différence. Au pire, celle-ci sera légèrement inférieur à leur attente.

3- Bahreïn

La police bahreïnie a tiré lundi des grenades lacrymogènes et fait usage de canons à eau pour disperser des manifestants antigouvernementaux à l'issue des obsèques d'un jeune homme de 19 ans qui, selon sa famille, a succombé à des brûlures subies en janvier.

Les heurts entre les forces de l'ordre et un demi-millier de protestataires ont eu lieu à Djihafs, juste à l'extérieur de Manama, la capitale.

La famille du jeune homme affirme que ce dernier n'avait pas pu se faire soigner dans les hôpitaux publics de crainte d'être arrêté. Selon la version du ministère de l'Intérieur, Hussain al Baqali s'est immolé par le feu pour mettre fin à ses jours.

Les autorités ont qualifié les manifestants de "*vandales*", qui ont été dispersés "*de manière tout à fait légale*". (Reuters 20.02)

4- Syrie

4.1- L'Assemblée générale des Nations-Unies, présidée par le Qatar, a tenu une séance spéciale sur la situation en Syrie. La haut-commissaire aux Droits de l'homme, l'avocate sud-africaine Navi Pillay, a présenté un rapport horrifiant des exactions imputées à l'administration el-Assad, insistant particulièrement sur les viols (Lorsqu'elle présidait le Tribunal pénal international pour le Rwanda, Mme Pillay avait élaboré une jurisprudence assimilant les « viols collectifs » à un « génocide »). Elle a estimé que les désaccords au sein du Conseil de sécurité ont encouragé la répression.

Le gouvernement syrien a annoncé la tenue, le 26 février, d'un référendum portant sur le projet de nouvelle constitution. S'il était adopté, il mettrait fin au leadership du parti Baas et instaurerait un système pluraliste. La Maison-Blanche a qualifié ce projet de « risible ».

Enfin, au Caire, le Grand Imam Ahmed El-Tayeb a appelé à une action forte de la Ligue arabe. Celle-ci a officialisé son intention d'armer l'opposition syrienne.

- Nora Benkorich, chercheuse au Collège de France, publie une tribune libre dans Le Monde. Sans remettre en cause la doxa de la révolte populaire, elle souligne la présence de jihadistes parmi les rebelles et la nécessité pour ces derniers de se démarquer des premiers s'ils veulent conserver le soutien dont ils disposent dans la population.

- Jonathan Littel poursuit son feuilleton sur son séjour en Syrie durant le mois de janvier. Il est publié à la fois dans Le Monde et El Pais. L'auteur est en effet un romancier de langue française, mais vivant à Barcelone. Il est appelé à prendre la relève de Bernard-Henri Lévy avec lequel il a déjà travaillé en Bosnie, en Tchétchénie et en Afghanistan. Chaque épisode est l'occasion de faire passer un message : l'épisode de mercredi explique que l'Armée « syrienne » libre est bien composée de Syriens, mais dispose de peu de moyens et a besoin d'armes étrangères, tandis que l'Armée nationale est en pleine déliquescence ; celui de jeudi explique que les rebelles ne sont pas issus d'une confession particulière et ne sont pas sectaires, mais représentent la diversité de la population.

Les lecteurs du Monde et d'El Pais ne comprennent probablement pas pourquoi Jonathan Littel a choisi d'entrer clandestinement en Syrie, alors que le pays venait d'être ouvert aux journalistes. Les deux quotidiens ont en effet omis d'indiquer que le romancier est ressortissant d'un État en guerre contre la Syrie et qui occupe sa province du Golan.

La narration du romancier ne correspond absolument pas aux témoignages que nous avons recueillis auprès de personnes vivant à Bab Amr. Il revient plusieurs fois sur ses conversations avec le lieutenant Tlass de la brigade Al-Farouk. Or, il est aujourd'hui admis par la presse internationale que cette brigade Al-Farouk est « liée à Al Qaida », ce qui n'en fait pas exactement un promoteur de la liberté de conscience. Surtout, au moment du reportage, le lieutenant Tlass séquestrait des civils iraniens chiites qu'il avait enlevés, ce que Jonathan Littel se garde bien d'évoquer pour ne pas altérer sa description idyllique de citoyens pacifiques, armés en légitime défense, et aspirant au Bien commun.

- Également dans Le Monde, une tribune libre de Jean-Sylvestre Mongrenier présente la crise internationale autour de la Syrie comme une anticipation de la crise autour de l'Iran et invite à relire les positions des grandes puissances dans cette perspective.

- Le Tagesspiegel étudie les réactions des États riverains de la Syrie. La démarche vise à montrer l'impossibilité de contenir une éventuelle guerre conventionnelle à la seule Syrie.

- Le Temps annonce que la Suisse ferme son ambassade à Damas et exhorte ses ressortissants à quitter le pays au plus vite.

- La passionaria pacifiste Marinella Correggia s'indigne dans Il Manifesto de la désinformation à sens unique (c'est-à-dire de la propagande de guerre de l'OTAN). Références à l'appui, elle montre comment le scénario syrien est une narration calquée sur celle de la Libye, sans lien avec la réalité sur le terrain.

- Sir Malcom Rifkin, président du Comité du Renseignement britannique, développe dans The Daily Telegraph la position du Premier ministre David Cameron : il faut augmenter la pression contre la Syrie. C'est également la position des États-Unis, contrairement à la France et à l'Allemagne qui plaident pour une force de paix des Nations Unies. M. Rifkin assure qu'il est possible d'étouffer le régime el-Assad avec des sanctions économiques. L'article s'adresse uniquement aux lecteurs qui ignorent les raisons de la levée des sanctions économiques de la Ligue arabe : la fermeture de la frontière jordanienne provoquerait un effondrement de la Jordanie en quelques jours car celle-ci s'approvisionne presque exclusivement par cette voie, et dépend totalement de l'eau syrienne.

- Le Wall Street Journal révèle que les États-Unis surveillent par satellite les stocks d'armes chimiques syriennes afin que les islamistes ne s'en emparent pas. Il s'agit bien sûr de répondre aux inquiétudes formulées par les Israéliens. Toutefois ces derniers craignent aussi un usage de ces armes chimiques par le gouvernement el-Assad lors d'une guerre de diversion contre eux. Le Jerusalem Post révèle de son côté que Tsahal se prépare à cette éventualité.

- L'Orient-Le Jour se fait l'écho d'une polémique survenue sur le Net depuis la diffusion d'une vidéo du colonel Riad el-Asaad. Le chef de l'armée « syrienne » libre a rasé sa moustache et laissé pousser sa barbe. Est-il islamiste ?

- Gulf News rapport des propos du député libanais Walid Joumblatt. Selon le vice-président de l'International socialiste, c'est le gouvernement el-Assad qui a orchestré les annonces d'Al-Qaida pour discréditer l'Armée « syrienne » libre. Problème : on ne comprend pas bien comment et pourquoi Damas aurait recruté et envoyé Habelhakim Belhaj organiser l'opposition armée, ni comment et pourquoi il aurait pu manipuler Ayman al-Zawahiri pour appeler à son renversement.

- Un débat oppose Anthony Elghossain à Brian Kappler dans les colonnes de The National. Le premier soutient que le concept de responsabilité de protéger peut être invoqué par des organisations régionales (OTAN, CCG, Ligue arabe) pour intervenir en Syrie. Le second fait observer qu'un tel précédent pourrait aussi être invoqué par la CEI, voire l'OCS dans d'autres situations, ce qui réduirait à néant le droit international.

- The Saudi Gazette rapporte l'appel du Grand Imam Ahmed El-Tayeb de l'université Al-Azhar du Caire à une action forte de la Ligue arabe contre la « machine à tuer de Bachar el-Assad ».

- Dans le China Daily, He Wenping regrette que les Occidentaux utilisent leur position dominante dans les médias pour véhiculer leur seule opinion sur la Syrie, étouffer les autres voix du monde, et mener une campagne diffamatoire contre la Russie et la Chine qui ne partagent pas leur point de vue. (Réseau Voltaire 16.02)

4.2- Après avoir entendu le rapport terrifiant de la Haut-commissaire des Droits de l'homme, l'Assemblée générale des Nations Unies a condamné la répression en Syrie par 137 voix pour, 12 voix contre et 17 abstentions.

Après Homs et Hama, l'Armée syrienne reprend le contrôle de Deraa. Les survivants de la Légion wahhabite se regroupent dans le nord du pays. Il n'est pas possible pour le moment de savoir s'ils fuiront vers la Turquie ou s'ils livreront une ultime bataille à Idlib.

Le directeur du Renseignement US, James Clapper a attribué les attentats de Damas et d'Alep à Al-Qaida. Tandis que le directeur de la Defense Intelligence Agency, Ronald Burgess, a déclaré que le régime d'el-Assad ne va pas tomber car il est cohérent et a repris le contrôle des grandes villes qui lui avaient échappées, alors que son opposition est désunie et sans stratégie.

Le vice-ministre des Affaires étrangères chinois, Zhai Jun, entend poursuivre sa médiation. Il est venu à Damas rencontrer le président el-Assad après avoir invité des opposants à Beijing.

- Le Monde publie une tribune libre des journalistes suisses Patrick Vallélian et Sid Ahmed Hammouche qui accompagnaient le Français Gilles Jacquier lorsqu'il fut tué. Les auteurs relancent la théorie du complot que les officiels ont abandonnée. C'est surtout l'occasion de provocations.

Concernant le Réseau Voltaire, cette tribune attribue au professeur Boris Dolgov (universitaire russe de référence sur la Syrie que l'association a reçu à Damas et dont Voltairenet.org a publié des textes en russe et en anglais) des propos qui ne sont pas les siens. La chose est d'autant plus curieuse que les auteurs feignent de ne pas le connaître alors qu'ils l'ont rencontré deux fois à Damas et lui ont longuement parlé.

- Michael Jansen poursuit dans The Irish Times sa description des conséquences du conflit sur la population. Aujourd'hui il montre que ce sont les pauvres qui souffrent le plus des « sanctions » occidentales prétendument édictées pour leur venir en aide.

- Anne-Marie Slaughter, l'ancien directrice de la planification politique au département d'Etat US, publie une tribune libre dans The Australian. Elle observe la montée en puissance de la Turquie au cours des dernières années (depuis le clash de Davos et la Flottille de la Liberté) et assure qu'il lui faut maintenant passer des paroles aux actes : Ankara doit soutenir les rebelles syriens, voire attaquer le régime de Damas avec l'aide de l'OTAN. (Réseau Voltaire 17.02)

Social

1- France

Environ 200 sidérurgistes d'ArcelorMittal ont envahi lundi matin les locaux de la direction d'ArcelorMittal à Florange (Moselle), avec l'intention de s'y maintenir tant que l'entreprise n'aura pas annoncé le redémarrage des deux hauts-fourneaux, a constaté Reuters.

Les salariés, qui avaient annoncé en fin de semaine dernière leur intention de passer à l'action, ont trouvé les locaux vides et se sont installés dans la salle de réunion jusqu'à nouvel ordre.

L'intersyndicale d'ArcelorMittal, qui réunit la CFDT, la CGT, Force ouvrière et la CFE-CGC, veulent forcer la main de la direction mais également interpeller le personnel politique sur l'avenir du dernier site lorrain de la "filière liquide".

Leur coup de colère fait suite à l'annonce, mardi dernier, que les deux hauts-fourneaux, arrêtés, l'un depuis juillet, l'autre depuis octobre 2011, ne redémarreraient pas au deuxième trimestre.

Un comité central d'entreprise doit officialiser l'information jeudi à Paris.

Les mesures de chômage partiel, qui touchent la moitié des 5.000 salariés, dont 3.000 en CDI, doivent être prolongées.

Alors que la direction dit attendre une meilleure conjoncture pour redémarrer les hauts-fourneaux, les syndicats craignent que leur arrêt prolongé ne soit que le prélude à un démantèlement du site. (Reuters 20.02)

2- Espagne

Des incidents ont éclaté lundi à Valence, dans l'est de l'Espagne, où la police est intervenue à coups de matraques lors d'une manifestation de jeunes qui protestaient contre les restrictions budgétaires dans l'éducation, selon des journalistes sur place.

Plusieurs personnes ont été interpellées lorsque les policiers en tenue anti-émeutes, casqués, ont repoussé les manifestants, parfois très brutalement, les poursuivant dans les rues voisines.

Plusieurs centaines de jeunes, répondant à des appels lancés sur des réseaux sociaux, s'étaient rassemblés devant l'institut Lluís Vives, un collège de la ville, pour protester contre les problèmes de liquidités qui ont privé de chauffage ces dernières semaines plusieurs écoles de la région, le gouvernement régional n'ayant pas réglé les factures auprès des fournisseurs.

Les premiers incidents ont éclaté dans l'après-midi entre les manifestants et les policiers qui protégeaient les lieux.

Puis les heurts se sont propagés aux rues alentour, les policiers faisant usage de leurs matraques, certains manifestants étant plaqués ou traînés au sol.

Selon le quotidien El País, la police a fait usage de balles en caoutchouc. Des photos montraient des manifestants le visage en sang.

Les heurts se sont poursuivis une partie de la soirée dans les rues du centre de Valence, où étaient positionnées des dizaines de fourgons de police.

Le chef de la police régionale, Antonio Moreno, a affirmé que la police avait eu recours à une "*force physique proportionnée*". "*Une agressivité accrue exige une réponse proportionnée*", a-t-il ajouté à la radio nationale.

Un porte-parole de la police a expliqué que les forces de l'ordre étaient intervenues parce que des manifestants "*ont eu une attitude agressive*".

"*Il y a eu des arrestations, nous ne savons pas encore combien*", a-t-il ajouté tandis que les médias chiffrèrent le nombre de personnes arrêtées entre 14 et 21.

De fréquentes manifestations sont organisées depuis quelques semaines à Valence, la région la plus endettée d'Espagne, où les autorités ont annoncé début janvier un plan de rigueur incluant des augmentations d'impôts et des coupes dans les dépenses de santé et dans le secteur de l'éducation pour un montant de plus d'un milliard d'euros.

Des incidents ont déjà opposé policiers et jeunes manifestants la semaine dernière dans la ville. (AFP 20.02)

Economie

1- Thaïlande

Le Produit intérieur brut (PIB) a accusé une baisse de 10,7% entre le troisième et le quatrième trimestre, selon le Bureau de l'économie nationale et du développement social (NESDB).

Et alors que le continent conserve des rythmes de croissance plutôt enviable à l'échelle mondiale, la Thaïlande n'affiche plus qu'une croissance de 0,1%, bien en deçà de celle de 2010 (+7,8%) et des espoirs du gouvernement.

Une chute sans équivalent, même pendant la crise asiatique des années 1997-98, qui n'avait provoqué que des baisses de 4 à 5%, quoique sur une période plus longue.

"*C'est une chute inattendue provoquée principalement par le secteur industriel*", a précisé Apichai Thamsermsukh, un responsable de l'agence gouvernementale.

Les inondations, les plus importantes depuis un demi-siècle, s'étaient étendues dans 65 provinces sur 77, submergeant

notamment une vaste plaine au Nord de Bangkok. Les autorités avaient cependant réussi à éviter que le centre-ville commercial et touristique de la capitale ne soit noyé.

Sept zones industrielles majeures avaient été en revanche englouties. Au total, plus de 800 personnes avaient été tuées et quelque 13 millions de personnes touchées.

Les dégâts se sont chiffrés en milliards de dollars, et les chaînes mondiales d'approvisionnement ont été sérieusement perturbées dans des secteurs comme l'automobile, notamment au Japon, et l'informatique.

"La contraction est seulement temporaire", a jugé Usara Wilaipich, économiste pour la banque Standard Chartered. "Il y aura une reprise cette année, portée par la demande intérieure et la production industrielle, qui remontent".

Mais la dynamique n'en est pas moins lente. L'appareil productif a souffert et le niveau des exportations prendra du temps pour revenir à la normale dans un contexte mondial très incertain.

"Les producteurs de semi-conducteurs doivent importer et installer de nouvelles machines pour remplacer celles qui ont été endommagées dans les inondations. Je pense que leurs opérations reprendront au troisième trimestre", a ajouté Usara.

Le gouvernement multiplie pour sa part les déclarations optimistes pour l'année 2012, affirmant pouvoir dépasser les 5% de croissance. (AFP 20.02)

2- Japon

Le Japon a enregistré en janvier un déficit commercial record avec la Chine, pénalisé par une baisse d'un cinquième de ses exportations vers la République populaire, accréditant l'hypothèse d'un ralentissement économique chinois.

Avec une chute de 20,1% des exportations vers la Chine en rythme annuel, le Japon paye en outre les conséquences de la vigueur de sa monnaie, dans un contexte de ralentissement mondial, alors que le pays ne s'est pas encore remis des conséquences du séisme et du tsunami de mars 2011.

En valeur, le déficit commercial avec la Chine est ressorti à 587,9 milliards de yens (5,6 milliards d'euros), montrent les données communiquées lundi par le ministère des Finances. (Reuters 20.02)

[Haut de page ↗](#)

Le 22 février

CAUSERIE

Keynes... le sauveur du capitalisme.

Le milliardaire américain George Soros affirme que *"la chancelière allemande Angela Merkel mène l'Europe dans la mauvaise direction"*. Il craint une répétition des erreurs de la crise de 1929, dans un entretien publié dimanche sur le site internet du magazine *Der Spiegel*.

"J'admire la chancelière Merkel pour sa capacité de leadership. Mais malheureusement, elle mène l'Europe dans la mauvaise direction", a déclaré le financier et philanthrope à l'hebdomadaire basé à Hambourg.

Soros préconise de *"ranimer la conjoncture dans les Etats européens en crise par l'injection d'argent plutôt que de forcer les gouvernements à réaliser des économies"*. *"Sinon nous répétons les erreurs qui ont plongé l'Amérique de 1929 dans la grande dépression. C'est ce qu'Angela Merkel ne comprend pas"*, affirme-t-il.

Face à la crise de 1929 aux Etats-Unis le président Franklin Roosevelt avait lancé en 1933 le *"New Deal"*, une politique inspirée par l'économiste britannique John Keynes, marquée par une réforme du système bancaire et le lancement de grands travaux pour relancer l'économie américaine déprimée. (lefigaro.fr 12.02)

Commentaire d' internautes.

1- "L'économie européenne est ouverte sur le monde contrairement à celle des US en 1929, et dans ces conditions, le keynésianisme ne peut pas marcher ! L'argent injecté fuirait immédiatement à l'étranger..."

2- "Ce que Mr Soros oublie de dire c'est que le new deal n'a pas amené les résultats attendus et que la 2ème guerre mondiale a été la solution qui a permis aux USA de relancer leur économie et dominer le monde pendant plus de 50 ans... Par ailleurs injecter de l'argent c'est une excellente idée. Mais quel argent ? Du dollar, devise d'un pays en décomposition sociale avancée et en état de faillite irrémédiable ? en Euro, devise d'un conglomérat de pays ne s'entendant pas, avec un risque d'explosion à très court terme et des pays en faillite pour la plupart ? Mr Soros a fait sa fortune à une époque où tout était facile. Le monde a changé, pas Mr Soros."

Et il n'est pas le seul, y compris dans nos rangs... C'est fou le nombre de cadres, responsables ou dirigeants du mouvement ouvrier qui veulent sauver le capitalisme en prétendant soulager les souffrances de la classe ouvrière. C'est à se demander s'ils n'y sont pas eux-mêmes intéressés, consciemment ou non.

Les chiffres truqués du chômage en France et en Allemagne.

Une responsable de l'Arbeitsagentur d'Hambourg (Pôle-emploi allemand) souhaitant garder l'anonymat, ne cache pas sa colère. « *Qu'on arrête de parler de miracle économique. Aujourd'hui, le gouvernement répète que nous sommes aux alentours de 3 millions de chômeurs, ce qui serait effectivement historique. La réalité est toute autre, 6 millions de personnes touchent Hartz IV,...* »

Récemment la polémique a été relancée après que le quotidien Die Welt a rapporté, dans son édition du 27 septembre, que les chiffres du chômage des seniors sont « *truqués* ». D'après le journal conservateur, un chômeur de plus de 58 ans sur deux n'est plus répertorié dans les chiffres de la Bundesagentur für Arbeit (Agence fédérale du travail).

« *Les 4,9 millions d'adultes sont en fait des chômeurs, des quasi-chômeurs — qui travaillent moins de 15 heures par semaine — ou des précaires. Les plus touchés sont les familles monoparentales et les seniors* », souligne Brigitte Lestrade, auteur d'une étude sur les réformes Hartz IV (Cerfa, Juin 2010).

Depuis 1970, le changement des mœurs a considérablement accru la participation des femmes à l'emploi en France. Nous travaillerons donc sur le taux d'activité des hommes pour ne pas biaiser l'étude. Nous avons aussi enlevé les jeunes hommes de 15 à 24 ans touchés par le chômage — mais qui étudient plus longtemps maintenant — afin d'éliminer un biais statistique et les plus de 60 ans à cause des changements de système de retraite.

De 1975 à 2009, le taux d'activité des hommes de 24 à 60 ans est donc passé de 77,1 à 64,6 %. Le taux de chômage de 2009 peut être indirectement évalué comme le taux de chômage de 1975 +12,5% en supposant qu'un homme entre 24 et 60 ans souhaite autant travailler en 2009 qu'en 1975.

Comme le taux de chômage était de 3% en 1975, on trouve un taux de chômage estimé de 15,5% chez les hommes. (marianne2.fr 13.02) (lire l'article en entier [dossier social] avec de nombreux graphiques : *Chômage : les chiffres sont truqués en Allemagne comme en France*).

Les subprimes à l'Irlandaise.

Irish home loans in arrears for more than 90 days rose to 9.2 percent at the end of last year from 8.1 percent at the end of the third quarter, according to the country's central bank.

A total of 107,708 home mortgages, or 14 percent of the total, were either 90 days in arrears or had been restructured and were performing at the end of December, the central bank said in an e-mailed statement today. (www.bloomberg.com 17.02)

9,2% des personnes ayant emprunté pour acheter leur habitation ont des retards de paiement de plus de 90 jours, selon la banque centrale. Sur un total de 107 708 prêts, 14% des emprunts immobiliers dans la même situation avaient déjà fait l'objet d'une restructuration fin décembre 2011.

Mécanisme Européen de Stabilité (MES)

Pour tout savoir sur le Mécanisme Européen de Stabilité (MES) adopté hier par l'Assemblée nationale, consultez la rubrique qui y est consacrée dans la page économie du site. J'ai également mis en ligne aujourd'hui un article sur cette question dans la page d'accueil du site.

Mélenchon l'illusionniste doublé d'un mystificateur.

Dans une lettre adressée aux parlementaires de gauche, Jean-Luc Mélenchon dénonce un mécanisme qui "vise à étendre

les méthodes absurdes appliquées à la Grèce à tous les États qui auraient à l'avenir besoin d'une assistance financière".

"La gauche ne pourra pas rompre avec l'austérité et mener une politique de relance de l'activité si ces deux traités européens sont appliqués", écrit le président du Parti de gauche. (Reuters 21.02)

Notons au passage qu'une nouvelle fois Mélenchon se place lui-même dans le même panier de crabes que le PS qu'il appelle "la gauche", s'il y tient !

Il voudrait nous faire croire que le PS pourrait "rompre avec l'austérité", alors que sans rompre avec le capitalisme, le PS en sera le docile ou zélé serviteur et poursuivra la politique de Sarkozy, Mélenchon remplissant le rôle de l'idiot utile ou du rabatteur.

A propos de l'accord intervenu hier à Bruxelles sur la dette grecque, lire la causerie d'hier et les précédentes.

On ne va pas passer son temps à toujours évoquer les mêmes sujets.

Isolés mais pas seuls à faire la même analyse.

Il y a quelques jours j'ai découvert un portail qui devrait vous intéresser si vous ne le connaissiez pas déjà : <http://www.matierevolution.fr>. J'y ai glané quelques articles que j'ai mis en ligne au format pdf (Acrobat Reader). J'ai laissé les coordonnées du site à son auteur pour que nous puissions éventuellement prendre contact et correspondre. Par contre, je n'ai pas réussi à trouver celles de Robert Bibeau (Canada) dont j'ai mis un article en ligne ces derniers jours *Mystérieuse apathie des peuples mortifiés !* (mondialisation.ca), dont je partage le contenu.

Sans nous consulter, nous arrivons aux mêmes conclusions, en tout cas pour ce que j'ai lu de ces deux auteurs. Par ces temps difficiles, si on a à l'esprit une vision globale du monde avec toutes ses souffrances, le ciel qui va s'assombrir sur l'Europe placé sous le joug du talon de fer de la finance et du profit en général, on a besoin de se ressourcer. Je vous propose ou plutôt Robert Paris nous propose une cure de jouvence, un élixir régénérateur, mieux qu'un mirage, qu'une prophétie ou que la pierre philosophale, on se retrouve plongé dans le Paris révolutionnaire de 1871, beaucoup de photos, portraits, peintures et citations aussi, l'utopie est devenue réalité, les opprimés se libèrent.

Le fait que nous soyons si nombreux à travers le monde et depuis des générations à partager les mêmes idées et le même idéal, à avoir la foi dans nos idées comme dira Marx, suffit à légitimer le socialisme. 163 ans ont passé depuis la parution du *Manifeste du Parti communiste* par Marx et Engels, le temps d'un long mûrissement qui tend à s'éterniser ou n'en finit pas, au point que le pourrissement du capitalisme pourrait saper les bases du socialisme sous le feu et le fer de la barbarie si nous ne prenons pas le pouvoir.

Si la révolution éclate en Grèce ou en Espagne ou encore au Portugal, il faudra la soutenir de toutes nos forces, rassembler nos énergies et pourquoi pas en profiter pour fonder l'Internationale qui nous permettra d'unir nos forces pour vaincre notre ennemi commun, le capitalisme et ses représentants à l'échelle mondiale, il n'y a rien de plus internationaliste que le socialisme qui fait sauter les barrières entre les peuples, pour qu'ils vivent en paix et en harmonie, partageant le même bien commun. Le meilleur moyen d'aider nos frères grecs ou espagnols à vaincre consistera à nous débarrasser de la monarchie républicaine dans notre propre pays, la Ve République, notre objectif doit être la chute du régime, réplique politique et décadente de la faillite sociale du capitalisme.

Il ne doit y avoir aucune hésitation à avancer des revendications sociales totalement insupportables pour les capitalistes : des hausses de salaires de 30 à 50%, le smic et la retraite minimum à 1 700 euros nets, la gratuité de la scolarité et de la santé, la division des loyers par deux ou par trois, le blocage des loyers et des prix, l'expropriation sans indemnité des capitalistes, des actionnaires des grandes entreprises, des banques et de tous les organismes financiers, les agences de notation doivent être déclarées hors la loi ainsi que la Bourse, la Constitution doit être abolie, donc la totalité des institutions de l'Etat des privilégiés perdront ainsi toute légitimité, toute justification (ou cadre) légale ou juridique leur sera devenue impossible, elles appartiendront dorénavant à l'Ancien Régime, elles retrouveront leur place, du perchoir à la niche ! il faut leur retirer le pouvoir comme en 1871...

Après cette causerie pour vous mettre en bouche, le document (69 pages) de Robert Paris sur la Commune de Paris. "*En 1871, à Paris, le premier pouvoir aux travailleurs a montré que le prolétariat était une classe opprimée capable de bâtir une autre société.*"

● Images et documents de la Commune de Paris (1871)

Et parmi les citations, en hommage à la Commune retenons ce passage de F. Engels :

« *Le philistin social-démocrate a une fois de plus été envahi par une terrible frayeur à la prononciation des mots dictature*

du prolétariat. Eh bien, messieurs, voulez-vous savoir à quoi ressemble cette dictature ? Regardez la Commune de Paris, c'était cela la dictature du prolétariat. »

Notre ennemi nous promet toujours et encore de la sueur, des larmes et du sang, notre vengeance sera à la hauteur des souffrances qu'il aura fait subir pendant tant de longues années au prolétariat, nous lui épargnerons les deux premiers quand nous prendrons le pouvoir en mémoire de tous nos martyrs...

Actualité en titres

Notre ennemi.

- Pour Fillon, l'UMP est "*le parti de l'ordre*" - LePoint.fr

En famille

- Mélenchon estime que Hollande "*ne comprend rien*" au rapport de forces - AFP

Infréquentable. Choisir son camp.

- Le PS du Pas-de-Calais de nouveau sur la sellette - Reuters

- Un juge marseillais veut élargir l'enquête visant Guérini ... - LeMonde.fr

- Affaire du Carlton de Lille: Strauss-Kahn va passer la nuit en garde à vue - AFP

- Le maire PS de Strasbourg cité dans une enquête - LeFigaro.fr

- L'UMP accuse Hollande d'avoir couvert "*des affaires de fric et de sexe*"- L'Express.fr

En voilà qui savent de quoi ils parlent.

- DSK à Pupponi : les journalistes, "*c'est vraiment des pourris, tous*" - LeMonde.fr

- Marine Le Pen : il n'y a "*plus de fonctionnement démocratique*" - LePoint.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Il semblerait que Nicolas Sarkozy spamme des e-mails légalement. Ce n'est pas la première fois que le chef de l'Etat use de telles pratiques "*frauduleuses*". Déjà en 2005, Nicolas Sarkozy, alors président de l'UMP, avait lancé une vaste campagne d'e-mails non sollicités à partir d'un fichier acheté. Or, les 2 millions de Français ayant reçu cet e-mail n'avaient jamais accepté de souscrire à des e-mails politiques de l'UMP.

Rebelote fin janvier et mi-février où Nicolas Sarkozy a de nouveau envoyé des e-mails marketing en utilisant selon ZDnet la base de données de la société Yespleez qui se targue d'avoir 30% des e-mails français. La société dont le slogan est "*je choisis ce que je reçois*" semble avoir une politique allant à l'encontre de son slogan...En plus d'être potentiellement illégale, cette technique de mass-mailing risque d'être contre-productive. Les personnes ayant reçu cet e-mail n'ont jamais été prévenu semble-t-il qu'ils allaient recevoir de la propagande politique.

Dans ceux qui recevront cet e-mail, je vois trois catégories. La première, et la plus importante, ne verra jamais cet e-mail car il sera détecté comme spam par les boîtes aux lettres numériques. La deuxième s'insurgera par e-mail, sur les réseaux sociaux, au bistrot qu'ils se sont fait spammer par Jean-François Copé et Nicolas Sarkozy. Ils se désabonneront et seront donc listés par l'UMP en tant que gauchistes. Ils se feront plaisir en jetant Nicolas Sarkozy à la poubelle. Voire ils porteront plainte auprès de la Cnil. En effet, l'utilisation frauduleuse d'envoi d'e-mail peut coûter cher : jusqu'à 5 ans de prison et 300 000 € d'amende. En 2005, il n'y avait pas eu de condamnation. Et enfin, la troisième catégorie des personnes est déjà convaincue Nicolas Sarkozy. (lexpress.fr 21.02)

2-Portugal

L'opposition portugaise de gauche a plaidé mardi pour un allongement du plan d'aide accordé au Portugal par l'UE et le FMI, en échange d'un programme d'austérité, lors d'une réunion avec les représentants des créanciers du pays.

Pour leur part, les députés de la droite au pouvoir ont indiqué à l'issue de la réunion que les bailleurs de fonds avaient souligné les résultats positifs déjà obtenus par ce programme de rigueur.

"Nous avons dit à la Troïka (Union européenne, Fonds monétaire international et Banque centrale européenne) ... que nous devons avoir plus de temps pour respecter les objectifs fixés", a déclaré à la presse le député socialiste Pedro Marques, qui a participé à la réunion avec les représentants des créanciers.

"Le Portugal est engagé, et le Parti socialiste l'a redit de manière claire, à respecter le programme, mais pour cela nous devons disposer du temps nécessaire pour faire les choses et non appliquer une logique de surdose d'austérité", a-t-il ajouté. (AFP 21.02)

Encore un parti ouvrier qui s'ignore. Austérité : il en redemande !

3- Russie

La Russie ne participera pas à la conférence internationale sur la crise en Syrie ce vendredi en Tunisie, a indiqué mardi le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué.

«Nous n'avons été informés ni de la composition de ses participants ni de son ordre du jour. Mais ce qui est le plus important, l'objectif réel de cette initiative n'est pas clair [...]. Compte tenu de ces circonstances, nous ne voyons pas de possibilité de participer à la conférence de Tunis», a déclaré le porte-parole du ministère, Alexandre Loukachevitch, cité dans le communiqué.

Moscou a *«l'impression qu'il s'agit de former une coalition internationale [...] afin de soutenir une partie d'un conflit intérieur contre l'autre», a-t-il dit.*

Ainsi, affirme-t-il, *«on a invité en Tunisie des groupes séparés d'opposition, alors que des représentants du gouvernement syrien n'ont pas été invités».*

«Cela veut dire que les intérêts d'une grande partie de la population de la Syrie, qui soutient les autorités, ne seront pas représentés», poursuit-il.

«Dans ce cas, il est peu probable que cette conférence puisse aider à commencer un dialogue national syrien visant à trouver des solutions pour surmonter la crise intérieure», estime M. Loukachevitch. (liberation.fr 21.02)

Economie

Chine

Le constructeur automobile chinois Great Wall Motor a inauguré mardi en Bulgarie sa première usine d'assemblage en Europe, se tournant ainsi vers le marché européen, a annoncé sa présidente Wang Feng Ying à Bahovitsa, dans le nord de la Bulgarie.

"Il est d'une importance stratégique pour nous d'entrer sur le marché de l'Union européenne. La Bulgarie est devenue notre base de production de voitures en Europe", a déclaré Wang Feng Ying, lors d'une cérémonie à Bahovitsa, près de Lovetch, en présence du Premier ministre conservateur bulgare, Boïko Borissov.

Dans un premier temps, Great Wall Motor compte vendre ses véhicules en Bulgarie et dans les pays voisins. *"Nous estimons que dans 3 à 5 ans, nous aurons une variété de modèles produits ici, et que ces voitures seront vendues dans tous les pays européens", a ajouté Mme Wang, évoquant "les prix raisonnables" parmi les atouts de sa société.*

L'usine, qui tourne à l'essai depuis la mi-novembre, est prête à commencer la commercialisation de deux modèles de la marque Great Wall Motor assemblés localement: la citadine Voleex C10 et le pick-up Steed 5, dont les prix vont de 8.200 à 12.800 euros.

Elle emploie dans un premier temps 150 ouvriers, qui peuvent produire 4.000 automobiles par an en assemblant des pièces importées de Chine. Avec l'accès à de nouveaux marchés, Great Wall Motor envisage une expansion à 50.000 véhicules produits par an et 2.000 ouvriers, selon Mme Wang.

Litex Motors envisage de construire des unités de soudure et de peinture, qui doivent commencer à fonctionner dans les prochaines années. Des discussions avec des sous-traitants sont en cours en vue de produire, à long terme, certaines pièces détachées en Bulgarie. (AFP 21.02)

[Haut de page ↗](#)

Le 23 février

CAUSERIE

Parole d'un briseur de grève (SNCF)

"Si on veut que le monde du travail se réintéresse au fait politique, les militants syndicaux sont des interlocuteurs de choix", ajoute Didier Le Reste (CGT). (lemonde.fr 22.02)

Si les travailleurs se sont détournés de la politique, c'est justement parce que les syndicats sont subordonnés au capitalisme et leurs dirigeants, dont Didier Le Reste, collaborent ouvertement au maintien du régime en place. Qu'il ait reçu un bon accueil de la part de Mélenchon n'a rien d'étonnant, ils partagent le même fond de commerce.

Annulation, non "**échange**"... garantie par les Etats, s'il vous plaît !

Le Premier ministre, Lucas Papadémos, a dit que la Grèce devrait avoir achevé l'échange de dette prévu dans le cadre de son plan de sauvetage de 130 milliards d'euros autour du 10 mars au plus tard. La conclusion de cet échange de dette fournira des fonds dont la Grèce a cruellement besoin. (Reuters 22.02)

Trop tard à la soupe l'avant-garde ! Quand le POI se pose en porte-parole des députés "**quels qu'ils soient**", y compris de l'UMP et du MoDem.

Dès le mois de février 2011, il y a donc un peu plus d'un an, suite à la lecture d'un article de l'agence Reuters consacré au Mécanisme européen de stabilité (MES), en en comprenant immédiatement l'enjeu, j'ai créé un sous-chapitre dans la rubrique économie consacré à cet organisme totalitaire.

Pour rappel dans les infos en bref du 15 février 2011 :

- Zone euro.

Les ministres des Finances de la zone euro se sont mis d'accord lundi pour que la capacité effective de prêt du futur Mécanisme européen de stabilité (MES) soit de 500 milliards d'euros, a annoncé le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker. Les deux responsables ont ensuite dit que les négociations se poursuivraient entre responsables européens sur les différentes options visant à relever la capacité effective de prêt du FESF (Fonds européen de stabilité financière), sur la manière de rendre le fonds plus flexible ainsi que sur l'architecture future du MES. (Reuters 14.02)

Qu'on ne vienne pas nous dire ensuite que c'est l'UE qui, le FMI qui, ce sont bien les ministres des Finances des différents gouvernements qui ont pris cette décision en accord évidemment avec leurs chefs d'Etat, il suffit de savoir lire !

Les dirigeants du POI sont apparemment longs à la détente...

Depuis, j'ai mis en ligne 11 articles de sources diverses sur le MES pour que les militants en comprennent le fonctionnement et la portée.

Rappel utile des étapes intervenues avant le vote hier des députés en faveur du MES, quand on voit aujourd'hui le POI se réveiller ou découvrir soudain le MES.

- Le 11 mars 2011, lors du sommet européen de la zone euro, les représentants des États ont trouvé un accord pour signer le traité séparé visant à doter ce mécanisme d'une capacité d'intervention de 500 milliards d'euro.

- Le 25 mars 2011, le Parlement européen approuva l'amendement de l'article 136 du TFUE

- Le 20 juin 2011 les Parlements nationaux autorisaient, que les tâches du traité du MES seraient effectuées par l'UE et la Banque Centrale Européenne.

- Le 24 juin 2011 : signature de l'accord « Contrat BANQUE-MES » sur la création et installation d'une Institution que nous appellerons ici, n'ayant pas accès à une version française du contrat, et pour éviter la confusion avec des termes déjà existants, la « BANQUE-MES ».

- Le 11 juillet 2011, le Traité établissant le Mécanisme européen de stabilité a été signé par les représentants des États membres de l'Union. (www.luttedefrance.org/doceco1.htm)

- Le 2 février a été signé, à Bruxelles, un traité européen « instituant le Mécanisme européen de stabilité » (MES)

Pour enfoncer le clou, il était prévu que le MES soit ratifié par les Parlements nationaux avant la date butoir du 31 décembre 2011.

Vous aurez compris que s'il avait dû y avoir une campagne pour informer les travailleurs sur ce coup d'Etat des banquiers, plus que pour les mobiliser, puisqu'aucun parti ouvrier n'en a la capacité ni la volonté, et certainement pas le POI avec ses 7 ou 8 000 adhérents, il aurait fallu s'y prendre dès le mois de mars 2011 et non une semaine avant que le MES soit soumis au vote des députés.

J'ai consulté les numéros d'*Informations ouvrières* du 31 mars 2011 au 22 février 2012.

En dehors d'un entrefilet dans un article du n°142 de la semaine du 31 mars au 6 avril 2011, deux références en coup de vent pages 4 et 8 du n°187 de la semaine du 16 au 22 février, absolument rien, pour le POI, le MES n'existait pour ainsi dire pas !

Les dirigeants du POI font feu de tout bois, en page 4 (IO n°188) ils osent reproduire "la lettre (anonyme, sic !) d'un militant de la CGT" qui écrit "Pourquoi la Confédération ne dit-elle pas un mot du MES qui passe ce mardi à l'Assemblée nationale, alors que ce traité du MES et celui qui doit être signé le 1er mars sont totalement liés ?", alors que le POI a soigneusement gardé le silence sur le MES pendant 11 mois !

Et les voilà qui appellent à la dernière minute à se rassembler à l'abord de l'Assemblée nationale le jour du vote des députés, le 21 février 2012, quelle bande de charlatans ! Il faut bien que les dirigeants du POI donnent un os à ronger à leurs militants atteints de pétitionnisme aiguë, désolé pour nos camarades du POI, ils comprendront qu'il faut bien appeler les choses par leurs noms.

Exiger le retrait de la contre-réforme des retraites a foiré, ce qui était prévisible à défaut de chasser Sarkozy, interdire les licenciements a fait un flop retentissant, laissant les militants et travailleurs "perplexes" (de l'aveu même de militants du POI), on l'aurait été à moins, idem sur toutes les questions qui ont fait l'objet de pétitions de la part du POI, je vous passe la Sécu, l'Afghanistan et l'Irak où les pétitions ont carrément fini à la poubelle. L'essentiel étant de faire croire que tout serait possible alors que les conditions ne le permettraient manifestement pas, nourrissant ainsi les illusions des uns et des autres jusqu'au désespoir. Bon, il faut bien s'occuper, avoir l'impression d'exister à défaut de construire le parti dont nous avons besoin pour renverser le régime.

Informations ouvrières titre en couverture : "Votez non au traité européen !". Questions : Mais à qui s'adressent-ils ? Au PS dont le candidat vient de faire allégeance à la finance ? Pour le faire passer pour quoi, un parti ouvrier ? En dehors d'une vingtaine de députés du PS qui ont voté contre avant-hier, l'immense majorité d'entre eux se sont abstenus. Le texte doit maintenant passer au Sénat où le PS et ses satellites sont majoritaires. Ils peuvent le rejeter, cela n'empêchera pas son adoption définitive car "en cas de désaccord l'Assemblée aura le dernier mot" (Reuters 21.02), il en va ainsi du fonctionnement des institutions de la Ve République, ce dont les dirigeants du POI n'ignorent pas. Alors quel est l'objectif politique de cette campagne ? Légitimer le PS et les institutions, soutenir le régime. Comment ?

D. Gluckstein écrit dans son éditorial : "On ne peut qu'être stupéfaits de constater qu'il se trouve des parlementaires, quels qu'ils soient, pour appuyer la mise en place de ce MES.", vous avez bien lu, le "quels qu'ils soient" s'adresse également aux députés du parti de l'ordre, incroyable ! Il ajoute "Honte au député (UMP) Plagnol qui, rapportant sur ce traité le 14 février devant la commission des affaires étrangères, ose se féliciter de ce que les commissions du Parlement français recevront « une information (...) chaque fois qu'une décision engageant les finances de l'Etat serait prise par le conseil des gouverneurs » ! Peut-on imaginer abdication plus servile de toute forme de souveraineté ?". Il récidive sur le même registre ensuite avec un député du PS.

Le POI avait déjà revendiqué la défense de la "souveraineté nationale" si vous vous souvenez, voilà qu'il s'en remet au parti de l'ordre et son supplétif social-libéral pour accomplir cette tâche !

En bon gardien de la démocratie bourgeoise D. Gluckstein pète un plomb : "Aucun député, aucun sénateur ne peut prétendre parler au nom de la démocratie s'il ne vote pas contre le MES (et contre le traité TSCG que les chefs d'Etat doivent signer le 1er mars)",

car voyez-vous tout ce beau monde serait autrement légitime pour parler au nom de la démocratie, comme preuve de soumission aux institutions de la Ve République on ne pouvait difficilement envisager une preuve aussi flagrante.

Et comment va s'articuler la campagne du POI contre le MES ? Comme d'habitude, elle a essentiellement pour fonction d'épargner les institutions en désignant aux travailleurs et militants un autre coupable, l'UE, la BCE, la Commission européenne, le FMI.

Et pour mobiliser les troupes, il faut leur foutre la trouille, ce n'est rien de moins qu'une question de "*vie ou de mort*", c'est écrit dans la note qui figure en bas de l'éditorial de D. Gluckstein : "*Demain, avec le MES, plus besoin de tractations : le conseil des gouverneurs aura droit de vie et de mort sur tous les peuples !*". Bon, O. K., on est mort, nous voilà bien avancé ! A quoi bon nous battre alors !

Alors comment s'y prend le POI pour détourner les militants et les travailleurs des institutions ? En juxtaposant deux propositions identiques dont la seconde est introduite par une restriction "*même si*", dans le but de minimiser ou de faire oublier aux lecteurs de quelle manière s'enchaînent les faits, le rapport réel qui existe entre d'une part le FMI, la BCE et la Commission européenne et d'autre part le représentant du gouvernement au sein du conseil des gouverneurs du MES. Lisez attentivement le passage suivant, vous comprendrez immédiatement que le MES n'existerait pas sans l'aval des chefs d'Etat, exactement comme avec tous les traités de l'UE.

Page 3, on peut lire : "*Le FMI (dirigé de fait par le gouvernement américain, qui y dispose du plus grand nombre de parts), la Banque centrale européenne, la Commission européenne seront donc les véritables maîtres du fonctionnement du MES, au compte du capital financier, même si le conseil des gouverneurs et le conseil d'administration du MES seront composés de membres désignés par les gouvernements.*" (le passage souligné par mes soins)

Vous avez deux affirmations dont l'une l'emporte sur l'autre, mieux dont l'une est fautive et l'autre correcte. Le FMI, la BCE et la CE seront les "*véritables maîtres*", c'est l'affirmation erronée, car seulement et seulement si les gouvernements désignent les membres qui participeront au conseil d'administration du MES, c'est l'affirmation juste, dans le cas contraire point de MES, tout l'édifice s'écroule, voilà ce que le POI cautionne par une vulgaire manipulation.

Mais encore ? Sur le plan pratique, c'est simple, une fois le décors planté le reste est une formalité, un mot d'ordre rodé depuis des années, page 2 : "...dire : « *BCE, Union européenne, FMI dehors !* » ?" comme en Grèce précise Marie Stagliano, au lieu d'axer le combat contre le gouvernement, contre le Parlement, contre les institutions, bref, contre l'Etat des capitalistes qui vont profiter de la mise en oeuvre du MES et la boucle est bouclée.

Il y a pire encore.

Si vous avez lu les derniers articles mis en ligne dans le site ou les infos en bref qui relaient les derniers développements de la situation politique en Grèce, vous avez pu constater que les masses grecques s'en prenaient dorénavant violemment au gouvernement et à tous les partis qui participent au Parlement, vous avez pris connaissance des derniers sondages qui donnaient entre 42 et 45% des intentions de votes aux élections législatives qui auront lieu en principe au mois d'avril aux formations politiques dites d'extrême gauche, tandis que le PASOK et le LAOS (extrême droite) étaient laminés, respectivement 8 et 5%, donc la campagne du POI au lieu d'écouter le prolétariat grec, de s'inspirer de la radicalisation des masses, au lieu de s'inspirer du profond mouvement qui porte les masses contre les institutions, à poser directement la question de l'Etat à terme dans le meilleur des cas, au lieu de les soutenir, il s'en détourne, leur donne un coup de poignard dans le dos en les renvoyant dans les bras de la troïka et des partis qui soutiennent sa politique réactionnaire, sachant que c'est seulement en posant la question de l'Etat et du gouvernement ouvrier révolutionnaire qu'il sera possible aux travailleurs grecs de rompre avec la troïka et de trouver la voie de leur émancipation, du socialisme, de mettre en oeuvre une politique conforme à leurs intérêts.

Aider les travailleurs à démêler l'imbroglie créé autour de l'UE et l'Etat, tel est notre devoir au lieu de l'embrouiller comme le fait le POI. La souveraineté de la nation, on ne peut la considérer que dans une société délivrée du cycle infernal de l'exploitation et de l'oppression s'étendant à l'humanité toute entière, autrement à notre époque, c'est l'argent, le profit qui est souverain, ce qui de notre point de vue est indéfendable.

On ferait mieux d'aider les travailleurs à conquérir leur souveraineté sur les rapports sociaux auxquels ils sont soumis, leur indépendance de la classe des capitalistes. Défendre tous nos acquis, mais dans cette perspective politique. Si on doit créer de nouvelles institutions, pourquoi ne pas s'y mettre dès maintenant, préparer des décrets, des textes législatifs, rédiger une nouvelle Constitution, se préparer à une situation de double pouvoir avant d'engager le combat final et vaincre notre ennemi.

La notion de victoire est importante, elle concrétise une théorie, des rapports, et non une utopie ou des chimères ; l'utopie est utile quand on trouve le moyen de répondre à une question sans en connaître la réponse. On peut imaginer un monde sans argent, mais on est incapable de le décrire. Les chimères sont aussi du domaine du vagabondage de la pensée. En revanche on est capable de décrire les étapes pour y parvenir, d'où l'importance de la théorie et de la connaissance de la nature sociale des rapports qui existent dans la société pour la changer.

N'est pas anticapitaliste qui ne comprend pas qu'il faut se libérer au préalable du carcan législatif, juridique, institutionnel qui légitime le régime capitaliste, pour ensuite s'attaquer à ses fondements. C'est uniquement la combinaison du combat contre le capitalisme et les institutions qui peut permettre de réaliser l'unité de la classe et faire sauter le régime. Vous pouvez combattre sur le plan politique sans jamais descendre au niveau des fondations du capitalisme, et vous pouvez combattre sur le plan syndical sans jamais vous élever au niveau des institutions ou de l'Etat, sauf une fois tous les 5 ans !

Actualité en titres

Comment les médias appellent à la guerre contre la Syrie.

- Homs : «*le sang des Européens mêlé à celui des Syriens*» - LeFigaro.fr
- Les journalistes ont-ils été assassinés en Syrie? - Lexpress.fr
- Syrie: L'armée aurait tué les journalistes délibérément - 20minutes.fr

Que cela ne tienne !

- Sarkozy se positionne "*trop à droite*" pour une majorité de Français, selon un sondage BVA - AFP
- Nicolas Sarkozy rejoue le travail contre l'assistanat. - Liberation.fr
- Nicolas Sarkozy sur France 2 : Le travail, réponse à la crise - 20minutes.fr

L'ennemi avance masqué

- François Hollande : "*Le travail est une valeur de gauche*" - leexpress.fr

La City aussi !

En voilà une découverte...

- Bruno Le Maire : Hollande «*avance à visage masqué*» - Public Sénat

... quoique...

- Les profs plébiscitent Hollande - L'Express.fr

Odeur (nauséabonde) de campagne électorale :

- Joly à Lepage : «*Je l'emmerde*» - Liberation.fr -

Epidémie. Enfer carcéral. Révolte dans des prisons surpeuplées : Honduras, Mexique et maintenant en Indonésie

- Une émeute embrase une prison surpeuplée de Bali: trois blessés - AFP

INFOS EN BREF

Politique

1- Italie

Le président du conseil affiche pour 2011 un revenu de 1,01 million d'euros (contre 1,5 million en 2010) et est propriétaire de seize biens immobiliers, dont plusieurs à Milan et Varese, dans le nord du pays. Il possède également 50 % d'un appartement à Bruxelles, où il a longtemps travaillé comme commissaire européen. Dans sa déclaration, il souligne qu'il ne possède pas d'actions individuelles mais des sicav et obligations pour un montant total de 11 millions d'euros.

La ministre de la justice, l'avocate Paola Severino, a déclaré plus de 7 millions d'euros de revenus en 2010, contre 3,5 millions pour M. Passera, le ministre du développement économique.

Le ministre le plus "pauvre" est le titulaire du portefeuille de la coopération internationale, Andrea Riccardi, qui a déclaré pour 2010 un revenu de 120 309 euros. Il ressort de cette initiative que la grande majorité des ministres (anciens banquiers, avocats, professeurs d'université...) verront leurs revenus s'écrouler en 2012. Ils ne toucheront "que" 200 000 euros bruts. (lemonde.fr 22.02)

2- Afghanistan

Dix manifestants ont été tués en Afghanistan en deux jours de manifestation contre la profanation d'exemplaires du Coran sur la base américaine de Bagram, obligeant Hamid Karzaï à lancer mercredi un appel au calme.

"Les forces de sécurité afghanes ne devraient pas avoir recours à la violence lors des manifestations, mais au contraire protéger la vie et les biens des civils", a déclaré le chef de l'Etat dans un communiqué. Il s'est dit profondément attristé par la mort de civils.

Un dernier bilan fait état de six morts en deux jours.

Citant des rapports de la police, un haut responsable afghan de la sécurité a déclaré à Reuters que des employés occidentaux travaillant dans la sécurité sur un camp militaire américain de Kaboul avaient ouvert le feu sur les manifestants, en blessant plusieurs.

Des manifestants blessés interrogés à la périphérie en bordure de la capitale, sur la route menant à Jalalabad, ont déclaré que la police afghane était à l'origine des coups de feu.

Les autorités afghanes ont ouvert une enquête qui devrait permettre de comprendre qui, de la police afghane ou des étrangers, a visé la foule des manifestants.

Deux manifestants ont été tués par la police mercredi dans la province de Parwan, au nord de la capitale, siège de la base militaire de Bagram, a déclaré la porte-parole du gouverneur local. Treize autres personnes ont été blessées.

"Les manifestants ont attaqué le siège du district de la province et ont été tués par les policiers", a-t-elle précisé.

Un manifestant a également été abattu dans la province de Logar, à l'est de la capitale, selon le porte-parole du gouverneur.

Le porte-parole du ministre afghan de la Santé a également annoncé qu'un manifestant était décédé à l'hôpital de Kaboul à la suite de blessures par balles reçues au cours de nouvelles manifestations qui ont éclaté dans au moins quatre quartiers de la capitale.

Ailleurs dans le pays, 24 manifestants ont été blessés, la plupart dans la capitale. A Kaboul, les protestataires ont chargé les forces de police et brisé les vitres de véhicules.

Selon le responsable de la division criminelle de la police de Kaboul, Mohammad Zahir, 21 personnes, dont onze policiers, ont été blessés dans la capitale.

L'ambassade des Etats-Unis a été fermée et a conseillé à son personnel de ne pas sortir et tous les déplacements sont suspendus, lit-on sur son compte officiel Twitter.

Des protestataires se sont rassemblés en nombre dans un faubourg de Kaboul aux cris de "Mort à l'Amérique" et "Mort (au président Hamid) Karzaï", rapportent des témoins.

Des manifestants ont par ailleurs incendié une partie du complexe résidentiel occupé par des employés étrangers. Un témoin rapporte que l'incendie a détruit une partie de l'hôtel "Green Village", où vivent et travaillent 1.500 personnes, la plupart des expatriés.

L'indignation a également gagné le Parlement afghan où plusieurs députés ont crié "Mort à l'Amérique".

Les manifestations se sont étendues à d'autres villes.

A Jalalabad, dans l'est du pays, des manifestants se sont réunis en scandant le slogan "Longue vie au mollah Omar", en hommage au chef des taliban afghans. Cinq personnes ont été blessées, a déclaré le porte-parole du gouverneur.

Les médias locaux rapportent que des manifestations ont également éclaté à Herat, dans l'Ouest proche de l'Iran, région

considérée comme l'une des plus stables de l'Afghanistan en guerre.

Environ 2.000 Afghans avaient déjà manifesté mardi devant la base de Bagram. Les manifestants ont commencé à se rassembler lorsque des ouvriers afghans ont retrouvé des restes calcinés de copies du Coran alors qu'ils ramassaient les ordures sur le site, a déclaré le bureau du gouverneur de la province. (Reuters 22.02)

L'Empire inspire légitimement la haine, l'impérialisme a perdu la guerre une nouvelle fois...

Social

1- France

1.1- S'enrichir toujours plus sur la population la plus nombreuse.

Les prix des produits de grande consommation dans les supermarchés et les hypermarchés se sont renchérissés de 4 % en l'espace d'un an, selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee).

Depuis mars, les prix montent de manière continue en comparaison à l'année précédente. Le mois de janvier 2012 a été celui qui a connu la plus forte inflation des prix des produits de grande consommation, avec 4 % de hausse par rapport à janvier 2011.

Dans les supermarchés, l'augmentation est de 4 % tandis que les autres formats de vente enregistrent une hausse de 5,2 %.

En un an, les prix des produits alimentaires (hors produits frais) se sont renchérissés de 4,2 %.

Le prix de la viande a augmenté de 4,4 % sur un an, et celui des boissons de 4,6% sur un an.

'*Cette hausse de prix traduit notamment celles des alcools (apéritifs, eaux de vie et liqueurs) et des boissons gazeuses, jus et sirops*', précise l'Insee. (lemonde.fr 22.02)

1.2- Comble du cynisme. S'enrichir sur le dos des plus faibles : une vocation !

Près de 4.500 euros facturés pour une prothèse de hanche alors que le prix remboursé par la Sécu se limite à 460 euros soit près de dix fois plus: cet exemple, parmi beaucoup d'autres, est cité par 60 millions de consommateurs dans une enquête sur les dépassements d'honoraires à l'hôpital public publiée jeudi.

"*Autorisés à exercer une activité libérale au sein même d'un hôpital public, certains chirurgiens en profitent pour pratiquer des tarifs indécents*", écrit le magazine consommériste dans son numéro de mars, au terme d'une enquête qui a duré plus d'un an et s'est heurtée à de nombreux obstacles.

Sur un total de quelque 45.000 praticiens du public, 4.524 exercent une activité privée au sein de l'hôpital et parmi eux 1.824, relevant du secteur 2, fixent librement leurs honoraires pour certains patients ayant voulu être soignés par eux, selon des chiffres de 2010.

Le processus des actes privés à l'hôpital est le suivant: un patient veut être traité par un "mandarin" de renom et/ou ne veut pas attendre plusieurs semaines ou plusieurs mois; il sollicite alors d'être pris en privé, diminuant ainsi sensiblement son délai d'attente mais ... au prix fort.

Ainsi pour une opération simple, celle de la cataracte, dont le tarif conventionné (remboursé par l'assurance maladie) est de 271,70 euros, un patient pourra avoir à déboursé jusqu'à 1.490 euros s'il choisit un "ponte" de l'Hôtel Dieu à Paris. Même avec dépassements d'honoraires, il n'aurait payé que de 511 à 777 euros dans une clinique privée, selon le magazine.

Certains praticiens de l'hôpital Cochin, toujours à Paris, facturent jusqu'à 4.250 euros la pose d'une prothèse de hanche, alors que le tarif conventionné se limite à 459,80 euros.

Sur une quarantaine d'actes médicaux la moyenne des dépassements oscille entre 68 et 408% du tarif Sécu mais "il n'est pas rare que les montants facturés atteignent des taux supérieurs à 1000%", écrit 60 millions de consommateurs qui affirme s'être heurté à de nombreuses difficultés pour obtenir ces chiffres, tant auprès des agences régionales de santé, des hôpitaux que de l'assurance maladie.

Auprès des 26 agences régionales de santé (ARS), le magazine n'a pu obtenir tous les rapports des commissions d'activité

libérales (CAL).

Un praticien de l'hôpital public, contrairement à un praticien libéral, est un salarié dont l'activité privée s'ajoute à ses revenus salariaux et qui est exercée au sein des installations de l'hôpital. A titre de compensation il verse une redevance à l'établissement.

Selon le magazine, en 2009, 48 médecins du centre hospitalier universitaire (CHU) de Nice (Alpes-Maritimes) ont perçu 75.000 euros en sus de leurs salaires (450.000 pour le plus "coté" d'entre eux) et ont reversé une moyenne de 20.000 euros de redevance. (AFP 22.02)

Quatre quotidiens de Seine-Maritime appartenant au groupe Hersant, Paris-Normandie, Le Havre-Libre, Havre-Pressé et Le Progrès de Fécamp, doivent déposer leur bilan à la fin du mois de février, a-t-on appris mercredi de source syndicale.

Ces quatre quotidiens, ainsi que leurs deux suppléments hebdomadaires, Liberté-Dimanche et Havre Dimanche, appartiennent à la Société normande de presse d'édition et d'imprimerie (SNPEI), elle-même filiale du Groupe Hersant Média (GHM).

Le tirage des quatre quotidiens et de leurs suppléments était d'un peu plus de 75.000 exemplaires payants l'an passé dont 52.606 pour Paris-Normandie, le navire amiral du pôle. Les effectifs de la SNPEI sont de 307 salariés auxquels s'ajoutent 65 personnes employées à la publicité. (Reuters 22.02)

1.3- Quand le régime policier a pris un "**caractère officiel**"

La prison vit une révolution inquiétante qui, basée sur la "*dangereuse*" supposée des détenus, l'amène à les traiter non plus en fonction de ce qu'ils ont fait, mais de ce qu'ils pourraient faire, met en garde le contrôleur des prisons Jean-Marie Delarue.

"Est-on capable de savoir qu'un individu va commettre un crime demain? Je ne crois pas. On aura beau perfectionner les instruments, on n'y arrivera pas", déclare M. Delarue à l'AFP, à l'occasion de la mercredi de son rapport annuel.

"Jusqu'en 1945, la prison n'avait d'autre objet que de punir, avec une peine proportionnée à la gravité de l'infraction commise", explique le "*contrôleur général des lieux de privation de liberté*".

Après guerre, "*un nouveau but a été assigné à la prison: la réinsertion*".

"Et depuis quelques années, je crois qu'on ouvre la 3^e étape", estime Jean-Marie Delarue.

Elle a "*un nom apparent: la dangereuse, qui revient à identifier chez une personne la menace qu'elle fait courir à la société*". Le concept "*se cherche depuis les années 90*", mais il a pris un "*caractère officiel*" en 2005, avec la loi sur la prévention de la récidive.

"Cela nous ramène à des théories anciennes, au positivisme italien de la fin du XIX^e siècle", qui trouve dans chaque crime des causes "*endogènes*", enfouies dans une "*part barbare de l'individu*".

Dès lors, le "*châtiment, donc la prison, s'organise non plus en fonction du crime, mais de l'étendue de ces causes*". Et les évolutions en cours du système pénitentiaire s'expliquent:

- "*On multiplie les instruments d'évaluation*" de la dangereuse (tels que le "*diagnostic à visée criminologique*") et "on demande aux psychiatres de faire des pronostics".

- "*On instaure des régimes différenciés*" de détention, en fonction de la dangereuse supposée des détenus. "*Mais quelle dangereuse? Celle du dedans ou celle du dehors?*", s'interroge Jean-Marie Delarue, sachant par exemple que "*les auteurs de crimes sexuels graves sont pour la plupart des détenus +modèles+*".

- "*On invente la rétention de sûreté*" (qui s'applique lorsque la peine prononcée a été purgée), "*le suivi socio-judiciaire, le placement sous surveillance électronique...*"

- "*Et si la réinsertion devient moins importante, on peut +massifier+ la détention*", construire des prisons de 600 places et non plus d'une centaine, et les installer loin des centres urbains, regrette le contrôleur.

"*On est en train de courir dans une direction les yeux fermés!*", s'indigne Jean-Marie Delarue, qui souligne "*les statistiques extrêmement faibles et les échelles de mesure contestables*".

Non seulement le résultat de cette nouvelle orientation de la prison est "*loin d'être garanti*", mais on risque en plus de "*lui enlever*"

ce qu'elle avait de bien" dans sa mission de réinsertion.

"*Tout cela est complètement illusoire*", tempête le contrôleur.

"*Je préfère qu'on en reste à mon bon vieux postulat: si on traite bien quelqu'un en détention, il a plus de chances de s'amender que si on le traite mal*", dit-il. "*Quand on traite les gens comme des bêtes fauves, ils se comportent en bêtes fauves. C'est un déterminisme un peu plat, je n'en disconviens pas, mais qui vaut beaucoup mieux à mon avis que des échelles de mesure de la dangerosité*". (AFP 22.02)

2- Espagne

Plusieurs milliers de manifestants ont de nouveau défilé mercredi dans les rues de Valence, dans l'est de l'Espagne, pour crier "*non*" aux coupes budgétaires et aux violences policières qui ont émaillé les rassemblements des derniers jours.

"*Nous sommes le peuple, pas l'ennemi*", affirmait une grande banderole déployée en tête de cortège, où étaient réunis lycéens, étudiants, parents d'élèves mais aussi syndicats et partis politiques opposés à la politique de rigueur menée par le gouvernement régional de droite.

"*Coupes dans l'éducation pour mieux nous voler*", proclamait une autre banderole.

Les manifestants réclamaient aussi la démission de la déléguée du gouvernement central dans la région, Paula Sanchez de Leon, en réponse aux violences policières qui avaient accompagné la manifestation de lundi soir.

Un rassemblement de lycéens avait alors dégénéré et les scènes montrant des policiers casqués, frappant à coups de matraque ou traînant à terre de jeunes manifestants, certains le visage en sang, ont provoqué de multiples protestations et des manifestations mardi dans tout le pays.

Illustration la plus criante des problèmes de liquidités qui frappent la région, une partie des écoles y connaissent des pénuries d'eau et de chauffage, les autorités locales n'étant plus en mesure de régler les factures auprès des fournisseurs.

Ces pénuries ainsi que les coupes budgétaires dans l'éducation ont provoqué une grogne sociale qui ne cesse de s'amplifier, avec des manifestations désormais quotidiennes à Valence. Les lycéens de la région ont appelé à une journée de protestation le 29 février dans toute l'Espagne. (AFP 22.02)

3- Grèce

Des milliers de Grecs ont manifesté mercredi dans le centre d'Athènes pour dénoncer la cure d'austérité exigée par les bailleurs de fonds de la Grèce en échange du nouveau prêt de 130 milliards d'euros qui lui a été accordé.

Des syndicalistes, des retraités et des communistes se sont réunis sous la pluie en face du Parlement, dans le centre de la capitale grecque. Les médecins et le personnel hospitalier ont appelé à une grève de 24 heures jeudi, les hôpitaux n'assureront qu'un service minimum.

La récession étant plus forte que prévu, la Grèce anticipe désormais un déficit budgétaire 2012 représentant 6,7% du PIB, contre un objectif précédent de 5,4%, selon le projet de loi sur les nouvelles mesures d'austérité publié mardi sur le site web du Parlement.

Par ailleurs, mercredi matin, Fitch Ratings a annoncé abaisser la note à long terme de la Grèce de CCC à C, tout en confirmant la note à court terme C. La note de la Grèce chez Fitch n'est désormais plus qu'à un cran au-dessus du défaut.

Le chômage atteint désormais presque 21%, l'économie, en récession depuis cinq ans, s'est contractée de 16% depuis 2008 et la criminalité est en hausse. (Reuters 22.02)

4- Canada

Le gouvernement pourrait repousser le versement des prestations de retraite pour les générations futures à 67 ans, contre 65 ans aujourd'hui. (lefigaro.fr 22.02)

Economie

Etats-Unis

Le régulateur des deux régies américaines du financement des prêts immobiliers, Fannie Mae et Freddie Mac, a estimé mardi impossible qu'elles remboursent les 180 milliards de dollars qu'a dépensés l'Etat fédéral pour les sauver.

"Les pertes des deux entreprises sont d'une telle magnitude qu'elles ne peuvent rembourser les contribuables dans aucune hypothèse imaginable", a écrit le directeur général de l'Agence fédérale de financement du logement (FHFA), Edward DeMarco, dans une lettre aux parlementaires.

Selon lui, il faudra nécessairement bâtir une entité privée pour reprendre le rôle qu'assument Fannie Mae et Freddie Mac.

"Aucune infrastructure privée n'existe aujourd'hui qui soit capable de titriser les 100 milliards de dollars mensuels de nouveaux prêts immobiliers accordés aux ménages. Une fermeture pure et simple des régies ferait bondir les taux d'intérêt et limiterait l'offre de prêts hypothécaires", a prévenu M. DeMarco.

Le marché des prêts immobiliers américains se distingue par le refus des prêteurs de conserver jusqu'à échéance les prêts, qui courent pour la très grande majorité sur 30 ans. Il existe donc un vaste marché secondaire où ces prêts sont assemblés dans des obligations (via la "titrisation"). (AFP 22.02)

[Haut de page ↗](#)

Le 24 février

CAUSERIE

Mon travail est de nouveau perturbé par de longues coupures de courant, hier de 10h à 18h, aujourd'hui depuis 11h, il est 14h30. Comme les emmerdements n'arrivent jamais seuls, j'ai un énorme problème avec mon visa, j'ignore comment cela va se terminer, ni quand évidemment.

Jusqu'à présent, du fait que mon épouse est d'origine indienne, j'obtenais automatiquement un permis de résident de 5 ans renouvelable, or je viens d'apprendre que le gouvernement central à Delhi avait remis en cause cette clause. Il faut dire aussi qu'ils ont remplacé les responsables des bureaux de l'immigration de Chennai (ex-Madras) et de Pondichéry qui étaient composés de Tamouls par des fonctionnaires du nord de l'Inde, blancs de peau et d'origine aryenne, tandis que les Tamouls sont noirs et d'origine dravidienne, de surcroît généralement racistes vis-à-vis de la population des Etats du sud de l'Inde, j'ajouterai nationalistes et xénophobes pour tout arranger, quand on les connaît. Les responsables Tamouls des bureaux de l'immigration pouvaient faire preuve de mansuétude vis-à-vis d'étrangers mariés avec une des leurs, il faut croire qu'ils délivraient trop de visas de résidents au goût des autorités de Delhi. Ce n'est qu'une hypothèse, mais je ne vois pas d'autres explications.

Dans des causeries de 2008 ou 2009, j'avais relaté l'expérience d'un de mes beaux-frères (Tamoul) qui avait été travaillé à Agra (Uttar Pradesh) dans le nord de l'Inde où il avait été traité comme un paria, un étranger au sens péjoratif du terme, ou encore plusieurs de mes ex-élèves de l'Alliance Française qui avaient travaillé à Puna (Maharashtra) et n'avaient pas supporté les humiliations quotidienns qu'on leur faisait subir, j'ai eu l'occasion d'observer attentivement pendant plus de trois ans le comportement de mes élèves qui venaient de différents Etats du nord de l'Inde pour confirmer leur dire, dont certains avec qui j'avais sympathisés, j'étais devenu leur confident, avec moi ils se lâchaient, du coup j'ai appris beaucoup de choses sur l'Inde à côté desquelles j'étais passé à côté... Dans un pays aussi arriéré, il ne faut s'étonner de rien et surtout pas se formaliser.

Cela vous avait-il échappé ?

Dire « *qu'Israël est très critiqué parce que c'est une grande démocratie* », comme s'il n'y avait pas d'autre raison de critiquer Israël, pour citer celui pour qui presque toute la gauche votera au 2ème tour (François Hollande), pour moi c'est une idée d'extrême droite. (Mondialisation.ca 21.02)

Surréalisme.

Les gérontocrates des pétromonarchies du Golfe, dans un bel élan d'indignation, sommaient la Syrie de se réformer. Un spectacle du surréalisme politique. (Mondialisation.ca 21.02)

Quand miracle et mirage se rejoignent.

Dans un communiqué officiel, très inhabituel, le Saint-Synode de l'Eglise de Grèce a indiqué, mercredi 22 février, qu'elle avait versé au fisc 12,5 millions d'euros en 2011, pour l'ensemble de ses évêchés, monastères et paroisses.

Elle a par ailleurs réussi à échapper au nouvel et très impopulaire impôt immobilier à l'automne 2011, ce qui avait provoqué de vives polémiques.

L'Eglise est le deuxième propriétaire foncier du pays, derrière l'Etat, possédant de nombreux terrains et forêts, dont elle affirme qu'ils sont souvent difficilement exploitables.

Le quotidien libéral Kathimerini avait estimé les biens ecclésiastiques à 700 millions d'euros. L'ancien ministre des finances libéral, Stephanos Manos, considère que le montant dépasse le milliard d'euros. L'Eglise rejette ces chiffres et soutient qu'elle n'est pas riche.

Le débat est d'autant plus sensible que le salaire des papes et des évêques est intégralement pris en charge par l'Etat qui y consacre 220 millions d'euros, alors qu'il doit réduire considérablement son budget. Les tentatives de l'ancien ministre des finances Georges Papaconstantinou de réduire la part de l'Etat dans le salaire des prêtres ont très vite échoué.

L'Eglise met en avant ses actions caritatives qui se sont développées avec la crise. En septembre 2011, elle indiquait avoir consacré 100 millions d'euros à ses activités philanthropiques. Mais elle a bien conscience que ces polémiques récurrentes nuisent à son image en cette période de crise.

Le monastère de Penteli, au nord-est d'Athènes, veut transformer une partie de la montagne qui lui appartient en un champ de panneaux photovoltaïques. En octobre 2011, l'évêque d'Athènes et de toute la Grèce, Hiéronymos, a même fait le voyage au Qatar pour chercher des financements. (lemonde.fr 23.02)

Le gouvernement grec avec le concours de l'UE et du FMI saigne les travailleurs grecs, alors que les armateurs, l'ensemble des capitalistes et l'Eglise ne paient pas d'impôts ou si peu, ont placé dans le paradis fiscal suisse plus de 300 milliards d'euro sans qu'il leur soit réclamé un centime.

En fait, ce que l'UE et le FMI reproche à l'Etat grec, c'est d'avoir pris les devants en suivant les conseils des banquiers américains de Goldman Sachs sur ce qui préfigure l'UE de demain, au point de mettre en lumière et en péril l'édifice que les représentants de l'UE ont mis tant d'années à construire sur le modèle des Etats-Unis, l'objectif étant de parvenir à un Etat supranational bureaucratique et dictatorial une fois chaque Etat ayant abdiqué leur souveraineté, gouverné par la Commission européenne, la BCE et le MES, le pendant en Amérique du pouvoir fédéral à Washington et de la Fed.

Au rayon de la collaboration de classes.

Que faut-il penser de ceux qui pourfendent l'UE depuis des années, tandis qu'il était parfaitement clair qu'elle marchait sur les pas des Etats-Unis, et qui n'ont cessé pendant ce temps-là de prétendre que les Etats-Unis étaient une démocratie ?

La cour d'appel de Paris ou la voix des banquiers.

La cour d'appel de Paris a infirmé jeudi en appel la décision prise en 2010 par l'Autorité de la concurrence d'infliger aux principales banques françaises une amende de 385 millions d'euros pour entente sur les coûts des traitements des chèques.

Dans son arrêt dévoilé par le figaro.fr et consulté par l'AFP, la cour stipule que "*les griefs d'entente imputés*" à ces banques "*ne peuvent être retenus*" et que ces dernières doivent "*être mises hors de cause*".

Du 1er janvier 2002 au 1er juillet 2007, dix banques (BPCE, la Banque Postale, BNP-Paribas, la Confédération nationale du Crédit Mutuel, le Crédit Agricole, le Crédit du Nord, le Crédit Industriel et Commercial, LCL, HSBC et la Société Générale) avaient appliqué uniformément une commission interbancaire de 4,3 centimes par chèque, un pur hasard qu'au centime près leurs commissions soient identiques.

Elles avaient fait valoir que l'accélération du traitement les empêchait de placer aussi longtemps qu'auparavant les sommes réglées par chèque, ce qui rognait leurs revenus.

L'Autorité de la concurrence avait estimé que les pertes mises en avant par les banques étaient compensées par des économies sur le traitement des chèques. Elle avait estimé que chaque centime prélevé sur le traitement d'un chèque équivalait à une hausse de 220 millions d'euros des frais supportés par les clients pendant la période considérée.

Les banques avaient fait appel de la sanction qui leur avait été infligée le 20 septembre 2010 par l'Autorité de la concurrence:

une amende totalisant 385 millions d'euros.

Dans son arrêt, la cour d'appel a considéré que "*l'instauration des commissions*" en cause "poursuivait alors, en 1999 et 2000, un objectif économique légitime, d'ailleurs consacré comme tel par la Banque de France et par la Commission bancaire".

Elle a ajouté que "*les banques ne peuvent être utilement contredites lorsqu'elles affirment que le caractère compensatoire de (cette commission) et son caractère temporaire expliquent le montant forfaitaire*" établi, "*fruit d'un compromis et non résultat d'un calcul arithmétique*".

Selon la cour, cet accord ne peut "*être assimilé à un cartel secret*" et ne constitue pas "*une entente sur les prix finaux*".

Cette arrêt ouvre "*droit à restitution de l'ensemble des sommes versées*" par les banques, a précisé la cour d'appel. (source : AFP 23.02)

1- L'argent que nous déposons sur notre compte courant n'est pas rémunéré par les banques.

2- Elles disposent de cet argent pour spéculer ou s'en servent comme trésorerie, donc réalisent des économies ou des profits avec de l'argent qui ne leur appartient pas, c'est donc du vol.

3- Comme elles ne sont pas vraiment à notre service et n'entendent pas déboursier un centime de l'argent qu'elles gagnent sur notre dos, elles nous facturent le moindre service sans que l'on puisse s'y opposer, c'est ce qu'on appelle une dictature.

4- La Banque de France et la Commission bancaire estiment que cela est tout à fait normal puisque selon la législation en vigueur dans le cadre de la Constitution de la Ve République, les banques disposent du pouvoir et nous n'en avons aucun, c'est ce que certains osent nommer une démocratie.

Ils sont dans le même camp.

Deux titres, deux partis pour une seule et unique politique.

- Nicolas Sarkozy, "*porte-parole*" de la France qui travaille - Reuters

- La valeur travail n'est pas l'apanage d'un camp, dit Hollande - Reuters

Sachant que Sarkozy est le porte-parole des privilégiés et qu'il ne peut pas être celui des travailleurs, ce qu'il est préférable de faire oublier en campagne électorale, autrement dit Hollande s'emploie à lui disputer ce titre en se situant sur le même terrain.

Et la mascarade continue.

Hollande, hier en meeting au Mans : "*Quel le respect de la valeur travail depuis cinq ans quand il y a un million de chômeurs de plus ?*", est-ce à Mitterrand qu'il faisait allusion ou à Sarkozy ?

Le travail, "*c'est l'instrument de l'émancipation, de la dignité, de l'accomplissement de soi-même, c'est aussi la seule façon de vivre dignement en toute indépendance*", a ajouté François Hollande. L'*accomplissement de soi-même* quand on est soumis à la dictature du capital ! C'est exactement l'inverse en réalité, c'est là qu'on s'aperçoit que le PS est un parti bourgeois.

Non en régime capitaliste, le travail est un instrument d'aliénation des travailleurs dans la mesure où le produit du travail échappe aux producteurs, mieux, il en devient l'ennemi. Le travail en régime capitaliste consiste uniquement à entretenir un système basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme qui profite à une minorité de privilégiés dont Sarkozy et Hollande sont les représentants.

Quand Hollande prône l'alliance (idéologique) capital-travail.

"*Le travail, c'est une valeur de la République, ce n'est pas l'apanage d'une famille politique, d'un camp, d'une idéologie*", a-t-il déclaré.

Pour que Hollande mêle ainsi sa voix aux partis de la réaction (UMP, MoDem, FN) qui le clament sur tous les toits, c'est que finalement il est animé par les mêmes intentions ou défend les mêmes intérêts.

A court d'arguments.

A 58 jours du premier tour, François Hollande a de nouveau lancé un appel à se rassembler dès le 22 avril. "*Quand on a ce qu'on a, mieux vaut prendre le risque d'avoir un nouveau président de la République*", a-t-il dit. (source : Reuters 23.02)

Vaut mieux chercher une autre voie que celle des institutions en place pour éradiquer le chômage, la précarité et la pauvreté : la révolution et le socialisme.

Un aveu.

Quant à Sarkozy, à Lille hier, il a déploré la "*dévalorisation du travail*" et une "crise de l'assistantat" qui a "*fini par payer davantage que le travail*" (Reuters 23.02), prenons-le au mot, ce qui serait impossible si le travail était rémunéré de façon à permettre à chaque travailleur de vivre décemment, ce qui n'est pas le cas évidemment.

Charité bien ordonnée commence par soi-même.

On comprend pourquoi l'épileptique du Palais s'agite : "*Je ne resterai pas les bras croisés s'il y a une chance, même minime, de sauver un emploi*", a promis le chef de l'Etat (Reuters 23.02), oui, le sien !

Actualité en titres

Les temps sont durs :

- Dexia affiche une perte record de 11,6 milliards d'euros - 20minutes.fr
- CASA (Crédit agricole -ndlr) signe sa première perte annuelle depuis sa cotation - Reuters
- Le bénéfice net de CIC divisé par deux en 2011, la Grèce pèse - Reuters
- Commerzbank, affectée par la Grèce, augmente son capital - Reuters
- Les dépréciations placent Deutsche Telekom dans le rouge Harro Ten Wolde - Reuters
- Grèce: récession plus prononcée que prévu en 2012, selon Bruxelles - AFP
- L'économie chinoise, un géant grippé ? - Liberation.fr

Echo

- La Commission prévoit une nouvelle récession en zone euro - Reuters
- Bruxelles presse Berlin d'accepter un renforcement du pare-feu de la zone euro - AFP
- Londres et Tokyo appellent la zone euro à muscler elle-même son pare-feu - AFP

Manipulation. Pas à pas...

- Sarkozy : le long chemin vers un mea culpa - Lexpress.fr
- "*Sarkozy a réussi à installer l'idée que les jeux ne sont pas encore faits*" - Lexpress.fr
- Sarkozy-Hollande, le jour où leur courbe dans les sondages se croiseront - Lexpress.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Des violences sporadiques ont éclaté pour la troisième nuit consécutive, jeudi 23 février au soir, sur l'île de La Réunion, en perdant

en intensité mais en s'étendant à plusieurs villes.

Des groupes de jeunes et les forces de l'ordre continuaient à s'affronter à distance – lancers de bouteilles incendiaires contre tirs de grandes lacrymogènes – dans le quartier du Chaudron à Saint-Denis, où des barrages de pierres et des poubelles en feu avaient été installés en début de soirée. Des incidents étaient également signalés dans d'autres communes de l'est et du sud de l'île, mais aucun pillage de bâtiment public ou privé n'était à déplorer.

En milieu de nuit, les forces de l'ordre avaient déjà procédé à trente-cinq interpellations. Dans la journée de jeudi, quatre des soixante-huit personnes interpellées lors des violences des deux derniers jours ont été condamnées à des peines de prison ferme et deux ont été placées en détention provisoire

Plus tôt dans la journée, un escadron de gendarmes mobiles est venu en renfort de métropole. Le préfet de La Réunion, Michel Lalande, et les élus de l'île ont, de leur côté, lancé en fin d'après-midi un appel au calme. "*Je demande à la population (...) de rester à l'écart des lieux de ces exactions*", a dit M. Lalande.

Jeudi matin, le maire socialiste de Saint-Denis, Gilbert Annette, s'est rendu au Chaudron, où la bibliothèque municipale et l'atelier d'initiation à l'informatique ont également été la cible des vandales. Ce quartier populaire est massivement touché par le chômage, qui frappe 29,5 % de la population réunionnaise et 60 % des jeunes de moins de 25 ans.

Déjà, en mars 2009, le quartier avait été le théâtre d'affrontements en marge de grandes manifestations contre la vie chère. "*Les minima sociaux sont calculés sur des bases métropolitaines, ils ne permettent plus aux familles réunionnaises de s'en sortir*", a répété le maire face à des habitants sceptiques, voire agressifs. "*Vous connaissez un enfant du Chaudron qui a réussi dans la vie et qui gagne 3 000 ou 4 000 euros par mois ? Ne cherchez pas, il n'y en a pas !*" lui a lancé, en créole, un homme passablement énervé.

"*C'est un effet collatéral du conflit des carburants*, analyse Henri Hippolyte, conseiller général (PCR) du Port, à 15 kilomètres de Saint-Denis. *Ces jeunes se sont attaqués à des biens de consommation hautement symboliques. Ils sont au bout du rouleau. On ne peut accepter ces dérives violentes, en même temps qu'il faut comprendre l'immense détresse sociale qui est la leur.*"

Les violences urbaines à La Réunion, qui ont fait quatre blessés, se sont étendues la nuit dernière. Selon la préfecture, environ 600 personnes se sont livrées à des pillages dans la nuit de mercredi à jeudi dans les villes du Port, de Saint-Denis et de Saint-Benoît, pillant ou dégradant une quinzaine de commerces et d'entreprises. A l'origine de la contestation figure notamment le coût, jugé élevé, du carburant sur l'île et la vie chère. La nuit précédente, un même nombre de commerces ainsi qu'un entrepôt de riz avaient été la cible de groupes de jeunes. Au total, 68 personnes ont été interpellées, et 48 placées en garde à vue.

Les élus de l'île ont présenté, jeudi, une série de propositions pour faire baisser les prix. Didier Robert, président (UMP) du conseil régional, a ainsi suggéré d'utiliser les recettes d'une taxe locale, l'octroi de mer, pour faire baisser de cinq centimes les prix au litre des carburants. Nassimah Dindar, présidente (DVD) du conseil général, souhaite généraliser les tarifs sociaux de l'eau, de l'électricité et du téléphone et baisser les prix de produits de première nécessité d'origine locale en créant "*un fonds de concours exceptionnel*". Gilbert Annette a pour sa part proposé des mesures de gel des prix sur "*100 produits de première nécessité, aux prix de la métropole*" et demande à l'Etat un plan d'urgence exceptionnel. Ces propositions seront débattues vendredi lors d'une réunion en préfecture. (lemonde.fr 23.02)

Comme précédemment aux Comores, à la Guadeloupe, à la Martinique ou encore en Guyane, ce sont les masses et particulièrement les jeunes les plus durement frappés par la crise du capitalisme et les mesures d'austérité adoptées par le gouvernement qui exaspérés passent à l'action, car ils n'ont plus rien à perdre et ne voient pas comment leur situation pourrait s'améliorer dans l'avenir, ils n'ont plus rien à attendre du régime en place.

On notera au passage que ce sont ces couches du prolétariat que les partis ouvriers ont été incapables d'organiser et dont les syndicats se sont systématiquement détournés pour les abandonner à leur triste sort...

2- Etats-Unis

Une poignée de milliardaires américains ont bouleversé la course à l'investiture républicaine pour la présidentielle de 2012, en injectant des millions de dollars dans une bataille qui tourne à la guerre fratricide.

Ces généreux donateurs ont profité d'un nouvel outil mis à leur disposition par une décision de la Cour suprême de janvier 2010: les "*superPACS*" ("*super comités d'action politique*"). Ces officines peuvent lever des fonds auprès d'entreprises, de syndicats, d'associations et de particuliers, de manière illimitée, pour les redistribuer au candidat de leur choix.

Cinq riches donateurs ont déboursé un quart des près de 130 millions de dollars injectés dans la campagne par ces officines.

Mitt Romney, qui a fait une grande partie de la course en tête, a dû faire face récemment à des candidats regonflés par l'argent des "superPACS".

Après Newt Gingrich, c'est Rick Santorum qui lui dispute son statut de favori. Ce dernier a remporté une retentissante victoire dans trois Etats (Missouri, Colorado et Minnesota) le 7 février dans la course à l'investiture qui se joue Etat par Etat.

"La course républicaine devrait déjà être terminée", explique à l'AFP Anthony Corrado, expert en financement de campagnes électorales au Colby College, dans le Maine (Nord-Est). "Mais ces riches donateurs ont en fait fourni le financement pour les campagnes publicitaires qui ont aidé Gingrich à gagner en Caroline du Sud (le 21 janvier) et ont maintenu Santorum dans la course", estime-t-il.

M. Corrado précise que 72% des spots télévisés financés par ces officines critiquent les adversaires du candidat soutenu. "Ils ont donc largement contribué au ton négatif" de la campagne, selon lui.

L'industriel texan Harold Simmons et le propriétaire de casino Sheldon Adelson sont ceux qui ont donné le plus d'argent à ce jour, avec respectivement 14,2 millions de dollars et 10 millions de dollars.

M. Simmons, un habitué des donations de campagne, a donné de l'argent à plusieurs candidats. Mais son objectif principal est la défaite de Barack Obama à l'élection du 6 novembre. L'homme d'affaires texan a donné 12 millions de dollars à "American Crossroads", une officine dédiée à "sauver notre économie de la politique d'Obama", selon Steve Law, l'un de ses responsables.

De son côté, M. Adelson et son épouse Miriam ont dirigé toutes leurs donations vers l'officine qui soutient Newt Gingrich, "Winning our Future".

"Je suis contre les personnes très riches qui essaient ou qui parviennent à influencer les élections", a assuré M. Adelson, dont la fortune est estimée à 25 milliards de dollars, dans une interview au magazine Forbes publiée mercredi. Mais il a ajouté qu'il pourrait donner jusqu'à 100 millions de dollars.

Avec la montée en puissance de M. Santorum, l'attention s'est tournée vers Foster Friess, un investisseur du Wyoming (Ouest) qui a rédigé un chèque de 415.600 dollars au "superPAC" soutenant l'ex-sénateur de Pennsylvanie après sa victoire contre Mitt Romney dans l'Iowa le 3 janvier.

Norm Ornstein, un politologue du cercle de réflexion American Enterprise Institute souligne que les donations devraient se poursuivre lorsque les républicains auront désigné leur candidat, donnant lieu à "une campagne très hargneuse" contre M. Obama. "Je ne serais pas surpris de voir de riches démocrates mettre davantage d'argent dans les +superPACS+ aussi", poursuit-il.

Outre MM. Simmons, Adelson et Friess, les hommes d'affaires Peter Thiel et Bob Perry ont aussi versé d'importantes sommes.

M. Thiel a aidé Ron Paul, le candidat conservateur isolationniste, en donnant 2,6 millions de dollars à "Endorse Liberty", l'officine qui le soutient. M. Perry a donné 3,6 millions dont 2,5 millions à "American Crossroads". (AFP 23.02)

Social

France

Les salariés d'ArcelorMittal à Florange ont commencé jeudi à bloquer la sortie des expéditions de produits, peu avant la réunion d'un comité d'entreprise qui a officialisé la prolongation de l'arrêt des deux hauts-fourneaux du site.

Quelque 150 personnes participaient à cette action décidée par l'intersyndicale CGT, CFDT, FO, CFE-CGC, a constaté Reuters.

"Vu que la direction ne veut rien entendre, nous avons décidé de taper au portefeuille", a dit à Reuters Frédéric Weber, représentant de la CFDT.

"On bloque les expéditions clients jusqu'à nouvel ordre", a-t-il ajouté.

Quelque 200 camions sortent chaque jour de l'usine mosellane, selon lui, chargés pour la plupart de bobines d'acier destinées à l'automobile, l'activité packaging (emballage) tournant au ralenti depuis plusieurs mois.

Lors du comité central d'entreprise, qui se déroulait au siège français du groupe, à La Plaine-Saint-Denis, en région parisienne,

la direction d'ArcelorMittal a confirmé le maintien à l'arrêt des deux hauts fourneaux au deuxième trimestre.

"*Cette décision est pleinement justifiée par le contexte économique et industriel actuel en Europe*", a plaidé Hervé Bourrier, PDG d'ArcelorMittal France, dans un communiqué.

"ArcelorMittal agit en industriel responsable. Il ne peut en aucun cas produire de l'acier qu'il ne pourra pas vendre", ajoute-t-il.

Aucun licenciement n'est prévu, dit le PDG d'ArcelorMittal France. L'arrêt temporaire concerne 500 salariés pour lesquels un dispositif d'indemnisation et d'accompagnement a été mis en place, ajoute-t-il.

"*Pourtant, on manque de matière première*", a réagi Yves Fabbri, secrétaire de la CGT à Florange, en apprenant durant la réunion que 60.000 tonnes de brames d'acier brut produites en Russie viendraient alimenter au deuxième trimestre les usines de Brême (Allemagne) et de Gand (Belgique) qui appartiennent à la même division que Florange.

Les syndicats ont obtenu l'interruption de la séance à 13 heures et sa reprise le 2 mars en présence du patron de la Building Division nord d'ArcelorMittal, Geert van Poelvoorde.

La prolongation de leur mise à l'arrêt au deuxième trimestre, ajoutée aux difficultés actuelles du packaging, se traduira par des mesures de chômage partiel pour la moitié des 5.000 salariés, dont 2.000 intérimaires et sous-traitants. (Reuters 23.02)

Economie

Allemagne

Adieu, Life Kompass 3. La Deutsche Bank a accepté ce 22 février de rembourser à 100 % les investisseurs souhaitant se retirer de ce fonds spéculatif contesté dans l'opinion publique allemande. Et pour cause : il propose de s'enrichir en pariant sur des décès précoces.

Les rendements du fonds Kompass Life 3 dépendent de l'espérance de vie d'un panel de 500 personnes anonymes et volontaires aux Etats-Unis. Plus leur décès survient rapidement, plus les gains pour les investisseurs sont importants. Si au contraire les décès surviennent plus tard, la banque diminue fortement les fonds investis.

Quelque 10 000 investisseurs, principalement des petits porteurs en Allemagne, ont placé environ 200 millions d'euros via ce produit financier très particulier. Certains petits porteurs ont fini par se plaindre... non pas pour des raisons morales, mais parce que le fonds ne leur rapportait pas assez, avec un rendement de 3 % par an entre 2009 et 2011.

Le médiateur de la fédération allemande des banques privées avait reconnu début février que ce produit financier pouvait difficilement "*se concilier avec nos valeurs en particulier dans le domaine de l'inviolabilité de la dignité humaine*", expliquait l'hebdomadaire Spiegel, qui a révélé l'affaire. (lemonde.fr 22.02)

[Haut de page ↗](#)

Le 25 février

CAUSERIE

J'ai créé une douzaine de sous-titres dans la rubrique économie pour vous faciliter la recherche d'un article. J'ai rectifié au passage quelques erreurs. Le passage à la ligne est correct avec IE (Microsoft), avec un décalage à gauche avec Mozilla impossible à rectifier sans avoir à reconstruire la totalité de cette page ce qui me prendrait au moins une journée, pas le temps, on fera avec.

Aux sceptiques. Franchement, pas de quoi désespérer, non ?

James. Combien le parti bolchevique comptait-il de militants ?

Trotsky. En 1910, dans tout le pays, quelques dizaines. Il y en avait pas mal en Sibérie. Mais en fait ils n'étaient pas organisés. Les gens que Lénine pouvait atteindre par lettre ou par un agent n'étaient pas plus de trente ou quarante. Notre tradition, les idées que nous avons répandues parmi l'avant-garde ouvrière constituaient un extraordinaire capital qui devait être utilisé, plus tard, au cours de la révolution, mais pratiquement, à cette date, nous étions complètement isolés.

(Œuvres, discussion sur l'Ve Internationale - avril 1939 - Léon Trotsky)

7 ans plus tard le parti bolchevique comptait des centaines de milliers de militants et prenait le pouvoir.

On croirait ces lignes écrites hier...

- « Comprendre clairement la nature sociale de la société moderne, de son Etat, de son droit, de son idéologie constitue le fondement théorique de la politique révolutionnaire. La bourgeoisie opère par abstraction (« nation », « patrie », « démocratie ») pour camoufler l'exploitation qui est à la base de sa domination. (...) Le premier acte de la politique révolutionnaire consiste à démasquer les fictions bourgeoises qui intoxiquent les masses populaires. Ces fictions deviennent particulièrement malfaisantes quand elles s'amalgament avec les idées de « socialisme » et de « révolution ». Aujourd'hui plus qu'à n'importe quel moment, ce sont les fabricants de ce genre d'amalgames qui donnent le ton dans les organisations ouvrières françaises. »

(Léon Trotsky - *La France à un tournant* - 28 mars 1936)

A croire qu'ils n'ont absolument rien appris, rien retenu, ils préparent les terribles défaites de demain.

La situation sociale catastrophique à laquelle sont soumises la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie grecques pose directement ou est indissociable de la question de l'Etat, des institutions et de la Constitution, qui doit gouverner, quel gouvernement pour se donner les moyens politiques de mettre en oeuvre une politique sociale conforme aux intérêts de l'ensemble des exploités.

L'issue de la crise du capitalisme se situe sur le plan politique, or c'est justement le terrain sur lequel la quasi-totalité des partis ouvriers en Grèce (notamment) refusent obstinément de se placer ou dans le cadre des institutions en place qui ont été fondées pour servir les intérêts du capital. En voici une nouvelle illustration.

Publié dans : Tout est à nous ! 137 (23/02/12) *La Grèce en lutte en 2012 comme l'Espagne en 1936 pour les peuples d'Europe !* Extraits :

- "Alors, que faire? La première chose c'est de crier haut et fort que les Grecs ne doivent pas payer cette dette qui les étrangle et qui n'est pas la leur. Qu'on doit suspendre tout de suite son paiement. Pour quoi faire? Pour faire ce que nous impose le droit international, l'ONU, nombre de conventions internationales signées d'ailleurs par nos gouvernements: pour investir les sommes astronomiques consacrées maintenant au service de cette dette, à la satisfaction des besoins élémentaires de la société grecque..."

Précisons que c'est une militante grecque qui s'exprime ainsi. Il était précisé en bas de page de cet article : "*Ce discours de Sonia Mitralia, membre du Comité grec contre la dette et de l'Initiative des femmes contre la dette et les mesures d'austérité, a été prononcé au meeting de Marseille du 17 février, organisé par la campagne française «pour un audit citoyen de la dette publique».*". Initiative que nous condamnons, car elle laisse entendre qu'une partie de la dette de l'Etat serait légitime et il serait normal que les travailleurs soient mis à contribution pour la régler, position évidemment partagée par le Front de gauche et d'autres "*anticapitalistes*" qui n'envisagent de rompre ni avec l'UE, ni avec la BCE ni avec l'euro ni avec l'ONU, bref, vous l'aurez compris... ni avec le capital !

Grotesque, pitoyable, comment concevoir que les "*conventions internationales signées d'ailleurs par nos gouvernements*" réactionnaires précisons, pourraient être compatibles avec la satisfaction des besoins des travailleurs que cette militante est censée représenter ? Vous aurez remarqué qu'elle ne faisait pas référence exclusivement aux besoins des travailleurs mais à ceux "*de la société grecque*" incluant toutes les classes, ce qui n'est pas anodin mais témoigne du lien qui la relie à la classe des capitalistes et qu'elle est incapable de briser, dont elle ne peut pas se passer.

La référence de cette militante à l'ONU témoigne de son incapacité à rompre avec le capital dont cette institution représente les intérêts. Exactement comme le firent les réformistes, staliniens et anarchistes en Espagne en 1936, qui au lieu d'aller de l'avant et de rompre avec la bourgeoisie en avançant la nécessité d'exproprier les capitalistes et de liquider les institutions, donc de proposer une issue politique dont la classe ouvrière et à la petite-bourgeoisie pourraient se saisir pour continuer leur combat contre le régime en place et l'abattre à terme, prendre le pouvoir, se place elle-même sur le terrain de la bourgeoisie en reprenant à son compte "*nombre de conventions internationales signées d'ailleurs par nos gouvernements*" aux contenus réactionnaires et qui avaient été conçues pour combattre la classe ouvrière, une manière comme une autre de diviser et désarmer les masses exploitées en les plaçant sur le terrain de la bourgeoisie, en leur signifiant qu'elles ne pourront pas se passer d'elle, bref, en les jetant dans les bras de leur ennemi, dans ces conditions, non seulement il sera impossible de vaincre, mais la défaite est assurée. C'est en procédant exactement de cette manière que les liquidateurs de la révolution espagnole ont pavé la voie à Franco.

Les masses sont pragmatiques et préfèrent l'original à la copie. Dès lors que les partis ouvriers manifestent leur incapacité de

rompre avec la bourgeoisie, pire, témoignent leur volonté de s'associer ou de s'en remettre à elle, des pans entiers de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie se rangent sous son drapeau pour mater la révolution responsable du désordre...

Le NPA et toutes les formations dans le monde proches de ce parti sont totalement incapables de définir une stratégie politique indépendante du capitalisme et ses institutions, de se placer résolument sur le terrain de classe des exploités. Du coup ils conduisent les masses dans une impasse criminelle, que concrétise leur appel à l'unité sans principe puisque sans aucune perspective politique :

- Camarades, c'est maintenant plus que jamais que l'union fait la force. Unissons-nous car tous ensemble nous pouvons toujours changer ce monde qui est en train de pourrir."

Ben voyons, l'unité sans principes, il suffit de s'unir et le tour est joué, sans direction ou objectifs politiques, autrement dit, laissant la voie libre à la réaction ou à la contre-révolution de s'en charger...

Le combat contre l'austérité, le chômage, la précarité et la pauvreté devrait être relié au combat contre le gouvernement et les institutions, seul moyen de rendre crédible l'issue politique que nous proposons aux travailleurs et qu'ils s'en saisissent, pour contruire le parti. Sans cette direction ou ce contenu politique, tout combat se situera dans le cadre des institutions et du régime jugés indépassables, il aura forcément un contenu ou une direction réactionnaire, c'est l'un ou c'est l'autre, cela ne peut être ni l'un ni l'autre ou les deux à la fois, à chaque militant de déterminer librement quel contenu il compte donner à son combat.

Actualité en titres

Les sauveurs suprêmes !

- A Toulouse, le personnel de Freescale en appelle à Sarkozy avec l'aide d'élus PS - AFP
- Petroplus: Nicolas Sarkozy annonce le redémarrage temporaire de la raffinerie de Petit-Couronne - 20minutes.fr
- A ArcelorMittal Florange, Hollande dégage une proposition de loi - Liberation.fr
- Hollande défend Fralib contre Unilever - L'Express.fr -

Manipulation. Appel du pied aux spéculateurs...

- 70 à 100% : l'augmentation nécessaire de la production agricole mondiale pour nourrir la planète - Atlantico.fr

... Or :

- Production mondiale de céréales à un niveau record en 2011/2012 - AFP

Dans l'article "*La faim est faite de faim d'homme et peut-être éliminée par les hommes*" (mondialisation.ca) (12.02.12), Jean Ziegler affirmait qu'il serait possible de nourrir aujourd'hui 12 milliards d'êtres humains, alors que chaque année des millions de travailleurs et leurs familles crèvent de faim ou de sous-alimentation.

Le Monde sait de quoi il parle !

- Sur la Syrie : la propagande à longueur de commentaires - Le Monde

INFOS EN BREF

Politique

1- Afghanistan

Douze personnes ont été tuées vendredi en Afghanistan au quatrième jour de protestations contre la "*profanation*" d'exemplaires du Coran sur une base de l'armée américaine, portant à 23 le nombre de morts depuis le début de ces violences.

A Kaboul, plusieurs centaines de manifestants ont défilé en direction du palais présidentiel aux cris de "*Mort à l'Amérique*". A l'autre bout de la ville, d'autres manifestants ont brandi le drapeau blanc des taliban.

Environ 700 personnes se sont également rassemblées à Jalalabad, dans l'Est, et dans la province de Ghazni, dans le sud-est du pays.

Le bilan des manifestations est de 23 morts en quatre jours, dont deux soldats américains. Les taliban afghans ont appelé la population à s'en prendre aux Occidentaux qualifiés "d'envahisseurs infidèles". (Reuters 23.02)

2- Syrie

Anders Fogh Rasmussen a déclaré à Reuters que l'OTAN n'interviendra pas en Syrie, même si le Conseil de sécurité de l'ONU changeait d'avis et le lui autorisait. Ce faisant, le secrétaire général de l'OTAN feint de renoncer à la guerre, non pas à cause du double veto russe et chinois, mais en raison d'impossibilités techniques.

Nicolas Sarkozy et David Cameron ont signé à Paris de nouveaux traités pour renforcer la défense commune de la France et du Royaume-Uni. La date de cette cérémonie avait officiellement été choisie pour commémorer le soulèvement de Benghazi contre Mouammar Kadhafi. En réalité, il s'agissait de compléter le traité de Lancaster House dont une annexe secrète prévoyait d'organiser le soulèvement de Benghazi et de changer le régime libyen. Dès lors, on peut logiquement se demander si le sommet de Paris n'a pas également inclus la signature d'une annexe secrète planifiant un renversement du régime syrien. Le communiqué final de cette rencontre laisse entrevoir des manigances franco-britanniques.

Les agences de presse occidentales rapportent un manifestation de 15 000 à 30 000 personnes contre le régime syrien, lors de funérailles dans un quartier bourgeois de Damas. Elles affirment que l'armée aurait tiré sur la foule faisant des dizaines de morts. En réalité, la manifestation qui s'est tenue à la sortie de la mosquée cheikh Zaad ne pouvait pas rassembler plus de 3 000 personnes au vu de l'exiguïté du lieu. Les participants, uniquement des hommes, étaient étrangers au quartier, ainsi qu'en attestent les commerçants. La manifestation rassemblait le maximum de militants que l'opposition pouvait mobiliser à Damas, une agglomération de plus de 1,5 million d'habitants. Surtout, loin de se référer à la démocratie, les manifestants scandaient exclusivement des slogans religieux anti-chiïtes. Ils ont été dispersés par la police alors qu'ils tentaient de se diriger vers l'ambassade d'Iran pour l'attaquer. Contrairement aux imputations occidentales, la police n'a pas tiré sur la foule et l'on pouvait observer une fois le calme revenu que les affrontements avaient été très limités ne faisant aucun dégâts.

- Pour imposer sa narration des événements en Syrie, l'OTAN a recours à des romanciers. Le texte fictionnel de Tahar ben Jelloun, comme le pseudo-reportage de Jonathan Little sont traduits en diverses langues européennes. Après la France et l'Espagne, ils paraissent aujourd'hui dans la presse italienne.

- ABC consacre trois pages à présenter les grandes figures du clan Assad. Chaque personnalité est soigneusement dénigrée, puis cette famille est assimilée à la religion alaouite qui est elle aussi dénigrée. Au final, il s'agit de donner l'impression d'une famille qui s'appuie sur un aveuglement sectaire pour s'approprier un pays.

- Dans The Independent, Charlotte McDonald-Gibson montre que ce sont les alaouites qui se sentent le plus menacés et qui tentent de fuir le pays. Comme les autres minorités, chrétiens, druzes, ismaélites etc., ils craignent qu'une victoire des rebelles ne sonne le signal de leur massacre.

- The Mail on Sunday assure que Naomi Campbell aurait voulu organiser un événement de charité pour les victimes de violence en Syrie, mais en a été dissuadée par son entourage. Le célèbre mannequin organise chaque année des événements caritatifs lors de la London Fashion Week et du Festival du cinéma de Cannes. Elle aurait souhaité ne pas s'occuper uniquement de victimes de catastrophes naturelles (Haïti, Japon), mais aussi de l'oppression. C'est très tendance, mais cela pourrait s'avérer un mauvais calcul en matière de communication en cas de retournement de la situation politique.

- L'éditorial du Washington Post déplore que rien ne permette de contraindre Bachar el-Assad de mettre fin à la répression. Toutes les options étudiées par le département d'Etat sont soit impossibles à mettre en œuvre, soit inappropriées. Il va falloir accepter l'idée que le régime se maintiendra encore longtemps.

- Dans le Jerusalem Post, Yaakov Katz s'interroge sur le mobile d'Ehud Barack qui annonce régulièrement, depuis le 20 juin, que Bachar el-Assad n'en a plus que pour quelques semaines. Les déclarations du ministre de la Défense sont d'autant plus étranges et imprudentes que les dirigeants militaires états-uniens affirment au contraire que le régime est stable et ne tombera pas.

- L'ancien assistant du secrétaire d'État US, Christopher Hill, explique aux lecteurs de Gulf News que le veto chinois est principalement motivé par la mauvaise expérience libyenne. Il observe que les États-Unis ont commis une erreur en provoquant un double veto qui a éloigné Pékin de Washington pour le rapprocher de Moscou. (Réseau Voltaire 19.02)

Social

France

1- Grève à la SNCM à Marseille

Les ferries de la société nationale corse méditerranée (SNCM) étaient bloqués à quai vendredi en raison d'une grève de 24 heures des marins CGT de la compagnie, a-t-on appris de source syndicale.

Les marins dénoncent les risques de démantèlement de la compagnie.

Le secrétaire du syndicat CGT des marins de la SNCM, Frédéric Alpozzo, est par ailleurs sous la menace d'un licenciement pour "*faute lourde*".

Un avis a été rendu jeudi par le conseil de discipline de la SNCM suite au blocage pendant plusieurs semaines à Marseille d'un ferry qui devait gagner Toulon.

Les agents du Grand Port Maritime de Marseille observent également un mouvement de grève de 24 heures.

Les dockers des bassins Est de Marseille ont, eux, cessé le travail pendant trois heures en raison de "menaces sur l'avenir industriel des bassins Est du Grand Port Maritime de Marseille." (Reuters 24.02)

2- Fermeture de l'usine d'Albany international en Haute-Vienne.

L'entreprise Albany international, spécialisée dans le tissage, a annoncé la fermeture de l'usine de Saint-Junien (Haute-Vienne) et la suppression de 134 emplois, a-t-on appris jeudi 23 février auprès d'élus, confirmant une information du site du quotidien L'Echo de la Haute-Vienne.

Avec '*colère*' et '*indignation*', Joël Ratier, président de la communauté de communes Vienne-Glane et conseiller régional PCF, a confirmé la décision de la direction d'Albany, dont l'usine est installée '*depuis des décennies*', de fermer le site haut-viennois pour redéployer l'activité sur le site de Sélestat (Alsace).

C'est '*une décision scandaleuse*', a lancé l'élus, rappelant qu'en 2004 la communauté de communes avait racheté les anciens locaux de l'entreprise, cédé un nouveau terrain pour 1 euro symbolique et pris en charge les aménagements de voirie afin de desservir le nouveau site, soit un investissement de près de un million et demi d'euros. '*Au-delà du drame humain que va déclencher cette logique insupportable chez une entreprise qui, par ailleurs, dégage d'importants bénéfices*', l'élus estime qu'il n'est '*pas acceptable de piller ainsi un territoire et l'argent public*'. (lemonde.fr 23.02)

3- Chômage en hausse

3.1- Le chômage a poursuivi sa progression en janvier en France, selon les chiffres publiés vendredi par le ministère du Travail.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (ceux n'ayant exercé aucune activité) a augmenté de 13.400 (+0,5%) le mois dernier en France métropolitaine par rapport au mois de décembre pour s'établir à 2.861.700. Sur un an, la hausse est de 6,2%.

En tenant compte des personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre de demandeurs d'emploi croît de 0,1%, soit 4.800 personnes de plus, pour atteindre 4.258.200 (+5,5% sur un an).

Avec les départements d'Outre-mer, le nombre de demandeurs d'emploi ressort à 4.525.900, un chiffre particulièrement sensible à l'aune des troubles sociaux que connaît l'île de La Réunion.

Le ministère du Travail a révisé les chiffres de décembre. Le nombre de chômeurs en catégorie A à fin 2011 s'élève à 2.848.300 contre 2.874.500 annoncé initialement.

En janvier, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A progresse de 1% pour les hommes (+5,4% sur un an) et diminue de 0,1% pour les femmes (+7% sur un an).

Dans cette même catégorie, le nombre de chômeurs de moins de 25 ans baisse de 0,6% en janvier (+3,3% sur un an), tandis que celui des personnes âgées de 50 ans et plus décroît de 0,5% (+15,2% sur un an), la hausse portant par conséquent en totalité sur les personnes âgées de 25 à 49 ans. (Reuters 24.02)

3.2- D'aussi loin que remontent les statistiques du ministère du travail, jamais la France n'a eu autant de chômeurs inscrits

en catégorie E qu'en janvier 2012. Selon les chiffres publiés vendredi 24 février, ils sont 370 000 (7 300 de plus qu'en décembre, 17 300 qu'il y a un an) à être ainsi inscrits dans cette catégorie qui regroupe tous les demandeurs d'emploi en contrats aidés.

Ce niveau historique du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie E n'est pas un hasard. Fin décembre, Xavier Bertrand, ministre du travail et de l'emploi, avait demandé par circulaire à ses services de concentrer les 340 000 contrats aidés prévus pour 2012 sur le premier semestre de l'année, en signant les deux tiers, soit 225 000, avant juillet. Début février, il convoquait encore plusieurs centaines d'acteurs locaux de l'emploi à Paris pour s'assurer que le message était bien passé.

Signe que sur le fond, la situation ne s'améliore pas réellement, les fins d'inscription pour reprise d'emploi reculent de 2,8 % en janvier. Si le nombre de sorties totale augmente, c'est uniquement grâce à la forte hausse des cessations d'inscription pour "défaut d'actualisation". De l'autre côté, les entrées diminuent certes grâce à la diminution du nombre d'inscription en fin de CDD et de mission d'interim, mais elle continuent à être supérieures à celles des sorties. Le nombre d'offres d'emploi récoltées par Pôle emploi diminue également fortement (-3,6 %).

Autre chiffre inquiétant, parce qu'il est souvent synonyme d'éloignement durable du marché du travail, le chômage de très longue durée continue à augmenter significativement, avec une hausse de 1,4 % par rapport à décembre des demandeurs d'emploi inscrits depuis plus de trois ans. Un chiffre qui explose même de plus de 22 % sur un an. (lemonde.fr 24.02)

Economie

1- Grande-Bretagne

Les banques Lloyds et Royal Bank of Scotland ont encore enregistré des milliards de livres de pertes l'an dernier, si bien que l'Etat britannique n'est pas prêt de récupérer les sommes colossales qu'il a été contraint d'investir pour les sauver durant la crise financière.

Le gouvernement en détient toujours respectivement 41% et 82% après avoir injecté un total de près de 65 milliards de livres - plus de 75 milliards d'euros - pour éviter le naufrage de ces établissements emblématiques en 2008.

Mais tous deux ont publié cette semaine de lourdes pertes pour 2011, signe que le chemin du rétablissement est encore long.

Toutes les deux ont été plombées par de lourdes charges exceptionnelles destinées à régler des litiges sur des ventes forcées d'assurances crédits.

Et les perspectives pour cette année ne sont guère réjouissantes en raison de la morosité économique en Grande-Bretagne et de l'instabilité en zone euro.

Du coup, le contribuable britannique n'est pas prêt de revoir les milliards investis dans les deux banques, tant que leurs cours de Bourse resteront déprimés et qu'il sera impossible à l'Etat de vendre sa participation sans perdre de l'argent. (AFP 24.02)

2- Allemagne

L'allemand Volkswagen, premier groupe automobile européen et nouveau numéro deux mondial, a plus que doublé son bénéfice net l'an passé, battant tous les records, alors que la plupart des constructeurs généralistes européens sont en difficulté.

Le géant de Wolfsburg (nord) a annoncé vendredi avoir engrangé un bénéfice net part du groupe de 15,4 milliards d'euros en 2011, contre 6,8 milliards l'année précédente, selon des chiffres provisoires.

Avec un tel profit, un record dans l'histoire automobile selon des médias, il distance largement le numéro un du secteur, l'américain General Motors, qui a lui-même enregistré son meilleur bénéfice en plus de 100 ans d'existence: 7,6 milliards de dollars en 2011.

Les ventes de Volkswagen ont dépassé l'an dernier celles du groupe japonais Toyota mais elles sont restées derrière celles du numéro un mondial de l'automobile, l'américain General Motors.

Le groupe Volkswagen, qui comprend aussi les marques Audi, Seat ou encore Skoda, et depuis fin 2011 le fabricant de poids lourds MAN, a écoulé 8,3 millions de véhicules l'an dernier, soit une hausse de 14,7% sur un an. C'est la première fois que le groupe dépasse la barre des 8 millions d'unités vendues.

Le chiffre d'affaire était au-dessus des attentes des analystes: il a bondi de 25,5% à 159,3 milliards d'euros.

Selon Nord/LB, "si la conjoncture mondiale reste telle qu'elle est, son chiffre d'affaires devrait progresser en 2012 à plus de 175 milliards d'euros, d'autant plus que les chiffres de MAN seront totalement incorporés dans les comptes du groupe" car VW compte encore augmenter sa part dans le groupe de camions.

Le résultat opérationnel devrait se situer au même niveau que l'an passé, estime encore la banque régionale allemande: il a atteint 11,3 milliards d'euros, en hausse de 57,8% sur un an. (AFP 24.02)

3- Grèce

La Grèce a officiellement lancé vendredi son offre d'échange de dette pour les porteurs privés d'obligations dans le cadre du deuxième plan de sauvetage de 130 milliards d'euros qui lui a été consenti.

Un communiqué du ministère grec des Finances confirme les modalités de cet échange telles qu'elles ont été présentées cette semaine.

Les banques, les assureurs et d'autres investisseurs détiennent un total de 206 milliards d'euros d'obligations grecques qui subiront une décote faciale de 53,5% avec une perte réelle entre 73% et 74%.

Selon les termes de l'accord, les investisseurs empocheront des obligations assorties de maturités allongées d'une valeur représentant 31,5% des titres qu'ils détiennent ainsi que des obligations à court terme émises par le Fonds européen de stabilité financière représentant 15% de la valeur des anciennes dettes.

Les nouvelles obligations serviront un coupon moyen de 3,65% et seront régies par la législation britannique.

Les créanciers ayant accepté d'échanger leurs titres se verront remettre en plus des titres qui leur permettront de récupérer des versement additionnels calculés selon l'évolution du PIB grec. (Reuters 24.02)

[Haut de page ↗](#)

Le 26 février

CAUSERIE

En famille.

1- Le changement dans la continuité. L'UDR (ex-UMP) en a rêvé, le PS l'a fait.

Réaction d'un internaute à un article frauduleux du portail Atlantico.fr :

- "...la vraie histoire de la prostitution politique à la finance ne date pas des socialistes mais trouve sa source sous Pompidou entre 1966 et 1969 par les réformes "Debré-Haberer" qui introduisent la "déspécialisation" ouvrant ainsi la voie à la déréglementation financière et qui intervient le 2 juillet 1984, on vous l'accorde, sous Mitterrand."

2- Pris à leur propre piège.

Henri Guaino, conseiller spécial du président Nicolas Sarkozy, s'est emporté en direct samedi lors d'un débat télévisé avec un élu socialiste, tapant sur la table et lui lançant : "taisez-vous, c'est insupportable à la fin !".

Sur France 3 Ile-de-France, M. Guaino, connu pour avoir la tête près du bonnet, était confronté à Jérôme Guedj, président PS du Conseil général de l'Essonne, lors de l'émission "La voix est libre".

Les deux hommes avaient été conviés parce qu'ils avaient été tous deux membres du conseil d'administration de la Fondation Marc Bloch, centre de réflexion sur les valeurs républicaines, et l'animateur Jean-Jacques Cros avait espéré un dialogue entre "républicains des deux rives". On en a été loin.

Dans la première moitié de l'émission, M. Guaino a pris la mouche quand son contradicteur a parlé de "débat délétaire", "indigne" sur l'identité nationale. "Si vous répétez indigne, on va arrêter là", a tranché le conseiller élyséen. "Je ne viens pas sur des

plateaux pour me faire insulter". "Si je vous traite de sale con, ça va vous plaire ?", a-t-il demandé, alors que la conversation virait au brouhaha.

Jean-Jacques Cros a tenter de réclamer "un tout petit peu de sérénité". L'édition du journal à la mi-journée a refroidi la température. Mais à la reprise du débat, M. Guaino a à nouveau élevé la voix.

"Mais c'est insupportable à la fin, je peux parler oui ?" a-t-il crié, tapant sur la table. "Taisez-vous, vous avez assez parlé !".

"Il faut prendre quelques jours de repos, on va vous mettre en vacances dans quelques mois", a glissé l'élu socialiste.

"Soit il me laisse parler, soit je m'en vais", a poursuivi le conseiller élyséen, exaspéré.

"Faut rester zen, M. Guaino", a poursuivi le socialiste. "Je ne suis pas zen avec quelqu'un avec qui on ne peut pas discuter", a répondu M. Guaino.

A un moment, l'élu de l'Essonne a regretté que le conseiller de Nicolas Sarkozy n'ait pas montré la même agressivité vis-à-vis de Marine Le Pen à laquelle il avait été opposé jeudi soir. (AFP 25.02)

Un dialogue entre "républicains des deux rives" du même fleuve qui s'écoule pareil à lui même rempli de la sueur, des larmes et du sang d'un peuple qui se meurt...

Le dialogue entre deux menteurs, deux complices, tourne à l'avantage de celui qui prend l'initiative d'attaquer l'autre. Ce dernier se trouve piégé et ne peut pas répondre sur le même registre sans dévoiler la supercherie à laquelle l'un et l'autre se livrent, du coup il se tait ou s'emporte, à moins qu'il ne préfère se suicider en s'attaquant à son adversaire qui rendra gorge par la même occasion.

Il en va ainsi pour les représentants du parti de l'ordre et son supplétif ainsi que les larbins de ce dernier, tous partisans de la survie du régime capitaliste et ses institutions.

Il est clair que les arguments avancés par un membre de l'UMP peuvent être repris par un membre du PS et se retourner contre lui et vice versa. L'avantage ira au premier qui dégainera, voilà tout.

Le PS attaque l'UMP quand il stigmatise l'immigration, tandis que l'UMP attaque le PS quand il manifeste son incapacité à en gérer les conséquences, le seul parti à en tirer profit étant celui qui n'a jamais gouverné : le FN, qu'ils pourront ensuite diaboliser pour faire oublier qu'ils portent ensemble la responsabilité de l'audience que l'on prête à ce parti d'extrême droite.

Ensuite, pendant que l'UMP et le PS rempliront leur rôle bien rodé consistant à s'écharper sur le fait de savoir qui est à l'origine de la situation actuelle, ce qui est valable pour n'importe quelle question économique ou sociale puisqu'ils ont tous les deux gouvernés depuis 30 ans, cette mascarade en présence d'ignorants présentera pour eux au moins l'avantage de se faire passer pour des ennemis irréductibles, s'agissant précisément du sujet qui a fait l'objet de cette altercation, le FN pourra délivrer tranquillement son discours raciste et xénophobe contre les boucs émissaires (les travailleurs d'origine étrangère) désignés par l'UMP et abandonnés à leur sort par le PS.

Depuis plusieurs années j'ai caractérisé l'UMP comme un repère de nazillons, notamment, donc inutile de revenir dessus.

S'agissant du PS, sa référence au socialisme ne sert qu'à camoufler sa véritable nature. A l'UMP ils le savent pertinemment, et si habituellement leurs rapports sont feutrés ou courtois dans les coulisses du pouvoir pour cause de collaboration étroite et quotidienne à la gestion du pays pour le compte d'intérêts communs, notamment aux seins des commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat, en public ou en présence de caméras ils se doivent de s'interpeler, de hausser le ton, de gesticuler pour que se perpétue la croyance populaire sur leur soi-disant opposition avec laquelle se confond l'exercice de la démocratie, qui est en réalité une formidable mystification indispensable à la survie du régime et des institutions en place.

Notre devoir est de dévoiler, dénoncer, combattre inlassablement cette mystification qui ne sert qu'à tromper les travailleurs. Alors quand ensuite on nous demande de voter Hollande, autrement dit de participer à cette escroquerie politique, nous répondons non.

Parce qu'on n'a pas été foutu de créer les conditions pour lutter efficacement contre les licenciements ou le chômage, au-delà pour renverser le régime, il faudrait soutenir les mesures destinées aux travailleurs qui en sont victimes sous prétexte qu'elles soulageraient leurs souffrances, alors que finalement elles encouragent les patrons à licencier davantage ou à avoir recours au chômage partiel quand cela les arrange.

A défaut de pouvoir nous opposer efficacement ou d'obtenir le retrait de mesures antisociales, nous devrions nous défroquer

et collaborer à leur mise en oeuvre, pour un peu s'en féliciter car elles seraient un moindre mal.

C'est la même logique suicidaire et capitularde qui est à l'oeuvre dans le vote Hollande (ou Mélenchon) au premier tour en 2012.

La vie est moins insupportable au chômage partiel qu'au chômage tout court, et la vie avec Hollande serait moins pire - pour ne pas dire tellement plus agréable, qu'avec Sarkozy au Palais, dans les deux cas, il faut épargner les travailleurs et surtout éviter qu'ils ne se mobilisent, il ne faut pas qu'ils souffrent sans avoir à passer à l'action, surtout pas, cet humanisme de boulevard que ne renieraient pas les dirigeants pourris des syndicats est en vérité le fossoyeur de la lutte de classe, il creuse la tombe du prolétariat car le chômage ne cesse d'augmenter, le niveau de vie des travailleurs ne cesse de baisser et la décomposition du régime, des institutions et de la société va se poursuivre sous Hollande, le capital va poursuivre son offensive contre tous nos droits.

Cette conception de la lutte de classe reprise par tous les syndicats et partis dits ouvriers est étrangère au marxisme, elle est contre-révolutionnaire, elle est l'antithèse du combat pour le socialisme.

On ne peut le comprendre qu'en ayant à l'esprit l'hétérogénéité du prolétariat et que les mesures sociales censées allégées les conséquences de la crise du capitalisme ne concernent que certaines couches de travailleurs, les plus privilégiées, ceux des grandes entreprises principalement, dans une moindre mesure ceux des moyennes entreprises, tandis que la majorité d'entre eux atomisés dans des PME n'en verront pas la couleur ; à l'arrivée, les travailleurs jetés à la rue un jour ou l'autre toutes couches confondues, se retrouveront exactement dans la même situation.

En établissant des distinctions entre travailleurs selon leurs conditions, ils les divisent, ils s'arrangent pour faire en sorte qu'ils ne se retrouvent pas tous violemment face à la même situation au même moment ou pour retarder au maximum le moment où ils s'y retrouveront, puis, y ayant abouti par des voies différentes, ils peuvent espérer qu'il en restera quelque chose qui les divisera encore, après tout c'est petit à petit qu'ils vont faire l'expérience du chômage et des innombrables difficultés qui en découleront, donc le mûrissement politique qui en résultera ne se produira pas au même rythme, du coup en présence de situations à la fois identiques mais vécues différemment, la propagande gouvernementale assistée de ses lieutenants au sein du mouvement ouvrier fera le reste pour convaincre les travailleurs de prendre leur mal en patience, éventuellement en leur désignant des boucs émissaires, de préférence la crise mondiale (du capitalisme), les "mauvais" capitalistes, les travailleurs étrangers, etc.

Cette conception de la lutte de classe consiste à retarder le moment où les travailleurs devront consentir d'énormes sacrifices tout en les désarmant politiquement pour affronter cette situation, les deux opérations interviennent conjointement. Comment ? En laissant les dirigeants syndicaux "négociers" avec le gouvernement et le patronat la subordination totale des travailleurs aux besoins des capitalistes, sans engager une campagne nationale pour la rupture de leurs relations qui remettrait au premier plan la mobilisation dans l'unité des travailleurs et leurs organisations pour défendre leurs intérêts de classe. Au lieu de préparer les conditions qui permettraient aux travailleurs de passer d'une position défensive à une position offensive, elle prépare les défaites de demain.

C'est seulement en présence de conditions d'existence insupportables que les travailleurs sont amenés à passer à l'action, en l'absence d'un niveau de conscience politique qui les conduirait à engager le combat sans attendre cette échéance. C'est seulement en les entraînant au combat (en défendant tous leurs acquis) et en donnant à leur combat une orientation politique correcte, qu'il serait possible de les armer politiquement pour qu'ils puissent consciemment se donner des objectifs politiques conformes à leurs intérêts de classe ou se saisir des tâches qu'on leur propose, renouer ou adhérer au socialisme. C'est cette conception de la lutte de classe que nous opposons aux conciliateurs, qui en voulant à tout prix épargner de nouvelles souffrances aux travailleurs, épargnent en réalité le régime (et les appareils), le soutiennent.

Les syndicats doivent se donner comme objectif ou inscrire leur combat dans la perspective du renversement du capitalisme, et les partis ouvriers celui du renversement des institutions, pour un gouvernement ouvrier révolutionnaire. Tout autre contenu doit être considéré comme contre-révolutionnaire, réactionnaire.

Puisque j'ai évoqué les sacrifices ou souffrances que les travailleurs sont amenés à subir, il va s'en dire que des syndicats et des partis ouvriers dignes de ce nom devraient organiser une solidarité sans faille entre tous les travailleurs sur la ligne politique décrite au paragraphe précédent de façon à la fois à soulager leurs peines et angoisses et les gagner à notre combat. C'est évidemment inenvisageable avec des syndicats et des partis ouvriers tous plus ou moins corrompus, qui sont tous impliqués dans le fonctionnement des institutions qu'il nous faut abattre.

Banque mondiale. Le nerf de la guerre. Chasse gardée. L'hégémonie américaine vacille.

Le président de la Banque mondiale, l'Américain Robert Zoellick, dont le mandat prend fin en juin, a estimé samedi que les Etats-Unis devaient jouer un rôle de premier plan au sein des institutions internationales.

"Je veux que les Etats-Unis se sentent responsables vis-à-vis du système international, donc si vous avez un bon candidat américain, je pense que ce sera une bonne chose pour les Etats-Unis et pour la banque", a-t-il déclaré.

La Banque mondiale a lancé la semaine dernière le processus de sélection d'un nouveau président et devrait annoncer son choix au mois d'avril.

Le poste de directeur général du FMI revient traditionnellement à un Européen, tandis que la présidence de la Banque mondiale revient aux Etats-Unis. (Reuters 25.02)

Actualité en titres

Son heure de gloire appartient au passé...

- Robert Zoellick prône un rôle de premier plan pour les USA - Reuters

... que cela ne tienne :

- The Artist remporte six César, dont celui du meilleur film - Reuters

Blanche neige au paradis fiscal.

- La Suisse ne veut plus que de l'argent propre - LePoint.fr -

INFOS EN BREF

Politique

Tunisie

Plus de 3 000 manifestants se sont rassemblés, samedi 25 février, devant le siège de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) à Tunis pour réclamer la chute du gouvernement et dénoncer plusieurs attaques des locaux de ce syndicat au cours de cette semaine.

'\Le peuple veut la chute du gouvernement', 'Manifestations et affrontements jusqu'à la chute du gouvernement', 'VNe toucher pas mon UGTT', scandaient les manifestants qui ont répondu à l'appel du principal syndicat de la Tunisie. Plusieurs partis politiques ont participé à ce rassemblement dont le Parti démocrate progressiste (PDP), le mouvement Ettajdid, et le Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT).

Les manifestants accusent des membres du gouvernement provisoire, et notamment du mouvement islamiste Ennahda, d'être les auteurs de plusieurs attaques perpétrées contre les locaux de l'UGTT. '*Ils veulent nous faire taire pour avoir le monopole et pour décider seuls de notre sort, mais nous ne plierons jamais et nous ne céderons pas*', a déclaré aux manifestants le secrétaire général de l'UGTT, Houcine Abassi. '*Nous sommes tous unis pour défendre les droits syndicaux qui sont menacés par des actes extrémistes*', a indiqué Maya Jribi, secrétaire générale du PDP.

Le secrétaire général de l'UGTT a dénoncé aussi dans son discours, la tenue de la conférence internationale '*des amis de la Syrie*' qui a réuni soixante pays vendredi à Tunis pour définir un plan d'aide humanitaire international au peuple syrien et accentuer la pression sur Damas. '*C'est un complot impérialiste et sioniste qui porte atteinte à notre révolution, à nos martyrs et à notre peuple et cette initiative ouvre la voie à l'ingérence étrangère et prépare pour le détournement des révolutions arabes contre la dictature et la colonisation*', a souligné M. Abassi. (lemonde.fr 25.02)

Afghanistan

Au moins deux conseillers militaires américains ont été tués samedi dans une fusillade au ministère de l'Intérieur à Kaboul, amenant l'OTAN à retirer son personnel travaillant dans les ministères afghans.

Ces meurtres ont été qualifiés d'"*inacceptables*" par un porte-parole du ministère américain de la Défense, qui a appelé les autorités de Kaboul à mieux protéger les forces de la coalition internationale sur le terrain.

A la suite de l'attaque, le général John Allen, qui dirige l'Isaf, a décidé samedi de "*rappeler tout le personnel*" de la force armée de l'Otan travaillant dans les ministères afghans.

Le ministère britannique des Affaires étrangères a de son côté annoncé le retrait temporaire de ses conseillers rattachés

aux organisations gouvernementales à Kaboul.

Samedi à Kunduz, des milliers de manifestants ont tenté de marcher sur un complexe de l'ONU. Les policiers, qui au départ tiraient en l'air pour les effrayer, ont dû viser les manifestants afin de les arrêter, a constaté un correspondant de l'AFP.

La mission de l'ONU en Afghanistan (UNAMA) a "déploré" l'attaque contre son complexe, tout en "remerciant" les forces de sécurité afghanes, "et particulièrement la police", "pour sa réponse rapide". "Tout le personnel de l'ONU est sain et sauf", selon L'UNAMA.

Le sentiment anti-américain n'a jamais été aussi fort dans la population en 10 ans de conflit, au diapason des bavures de l'Otan qui tuent relativement fréquemment des civils et de diverses affaires récentes de profanations ou autres actes jugés blasphématoires à l'égard de l'islam. (AFP 25.02)

[Haut de page ↗](#)

Le 27 février

CAUSERIE

La petite vertu d'un boomerang

La personnalisation à outrance du pouvoir pour laquelle le Bonaparte de service a opté en entrant au Palais en 2007, a eu pour corollaire de concentrer sur sa petite personne le rejet de sa politique ultra réactionnaire. A juste titre, les travailleurs identifient la multitude de difficultés qu'ils rencontrent dans leur vie quotidienne à Sarkozy.

En rester à ce constat serait faire preuve de légèreté ou de dilettantisme. Car au-delà, il sert de pare-feu ou de fusible aux institutions bonapartistes de la Ve République. L'opposition institutionnelle subordonnée au régime s'emploie à tirer à boulets rouges sur Sarkozy pour mieux faire oublier qu'elle serait bien incapable de s'attaquer aux institutions elles-mêmes... qu'elle soutient à bout de bras.

Viser Sarkozy n'a d'intérêt qu'à partir du moment où l'on situe son rôle et sa politique au sein des institutions, qui ont pour unique fonction d'assurer un cadre juridique et légal au régime en place, afin d'assurer à la fois sa légitimité et sa pérennité. L'existence de ces institutions, tout comme la domination de classe des capitalistes, incarne une imposture permanente, en soi elles constituent un coup de force, elles reposent sur des rapports injustes basés sur les inégalités sociales entre les hommes, et ne servent qu'à justifier l'exploitation de l'homme par l'homme dans sa forme moderne ou achevée, le capitalisme.

S'attaquer aux institutions, c'est s'attaquer aux piliers, aux fondements du capitalisme, dans la mesure où leur seule raison d'être est d'assurer la pérennité du capitalisme, elles ne peuvent (se) concevoir et supporter en leur sein qu'un rapport de forces favorable à la classe dominante, tout autre scénario doit en être exclu. Elles ont été conçues de telle manière qu'il est quasiment impossible à des partis combattant pour la révolution socialiste d'y faire entendre leur voix, pas même d'y être admis, encore moins d'en conquérir la majorité.

Il en va de la sorte depuis que la République a été proclamée notez bien, cela n'est pas une exclusivité de la Ve République. Les partis traditionnels de la classe ouvrière ont fait leur entrée dans les institutions, puis ont conquis la majorité au Parlement, alors qu'ils étaient déjà passés avec armes et bagages du côté de la bourgeoisie, la SFIO était corrompue par l'idéologie bourgeoise sous le masque du réformisme bien avant le 3 août 1914 qui n'a fait que le révéler, en grattant bien on s'apercevrait qu'elle l'était dès le premier jour.

Tous les partis ouvriers qui ont intégré les institutions s'y sont brûlés les ailes dès la fin du XIXe siècle (Allemagne), l'aile gauche pour être plus précis, ils ont fini par s'y adapter et cesser de les combattre, de faire de leur renversement leur objectif politique, parce que la véritable démocratie ne peut qu'étouffer dans ce carcan qui consiste à ignorer, nier ou piétiner les droits et les besoins de la majorité de la population constituée de travailleurs.

Depuis, le mot d'ordre *A bas le parlementarisme* qui concrétisait autrefois le combat contre l'Etat a complètement disparu du discours politique de tous les partis, chacun est sommé d'y participer et se plie volontiers à cette exigence sous une forme ou une autre, à l'unanimité, chacun s'en satisfait et tente de le justifier à l'aide d'arguments tous plus fallacieux les uns que les autres, personne ou presque n'oserait remettre en cause cette conciliation avec l'ennemi, comme si la reconnaissance ou la légitimité d'un parti ouvrier passait forcément par la collaboration de classes.

Si la survie du capitalisme et ses institutions politiques repose au moins sur deux facteurs déterminants, l'ignorance des masses exploitées du fonctionnement de la société et le soutien que leur apporte le PS et ses satellites, considérant que ce qui définit un révolutionnaire passe par la rupture avec le capitalisme et ses institutions, lors de notre combat à la fois pour aider les travailleurs à se défaire des illusions qu'ils ont dans le capitalisme et ses institutions et pour préparer les conditions de leur renversement, nous devons affronter le PS qui se dresse comme un obstacle (rempart du régime sous le masque du socialisme) sur notre chemin pour avancer vers ces objectifs, PS qui finalement combat la classe ouvrière au côté du parti de l'ordre, au profit de la classe des capitalistes.

Les rapports que les uns et les autres entretiennent avec le PS ne tombent pas du ciel, ils proviennent de la caractérisation de la nature sociale du PS qu'ils ont adoptée, qui à son tour est déterminée par les rapports du PS aux institutions qui coïncident avec les rapports qu'ils ont eux-mêmes adoptés vis-à-vis de l'Etat, Etat qui incarne le pouvoir de la classe dominante, la bourgeoisie. Donc la question de la nature sociale du PS recouvre celle de l'Etat, les deux sont liées, c'est ce que démontre quotidiennement le fonctionnement des institutions.

Dès lors on comprendra qu'il ne s'agit pas là d'une question anodine ou de second plan, avec laquelle il faudrait faire preuve de tolérance, car elle détermine nos réelles intentions, la véritable nature sociale de notre combat, la direction et les objectifs politiques qu'on entend se fixer. De la même façon qu'il est impossible de séparer le combat pour le renversement du capitalisme du combat pour le renversement des institutions, il est impossible de se prétendre indépendant du PS comme le fait le NPA ou le M'PEP sans se fixer comme objectif politique le renversement des institutions et la rupture avec la totalité des institutions du capital à travers le monde, position qui est étrangère à tous les partis à ce jour.

En guise d'épilogue à cette causerie.

Le stalinien ex-dirigeant du PCF et d'ATTAC, Jacques Nikonoff, a pondu un article le 23 février intitulé *Je suis solidaire du peuple grec, mais je ne signerai pas la pétition de l'Humanité !* Diable, aurait-il rompu avec ses maîtres à penser ? Pas vraiment, c'est ce que nous allons démontrer rapidement.

Il commence ainsi "*Le massacre social et démocratique qui frappe la Grèce, provoqué par les oligarques de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI), mais aussi par les dirigeants des pays concernés, suscite, à juste titre, une vague de réprobation en France.*". Il n'aurait pas oublié quelque chose par hasard ? Le gouvernement et les institutions grecs, un oublie sans doute, l'Etat, la question du pouvoir, un détail... Vérifions-le en continuant cette lecture.

Question : Comment va-t-il s'y prendre pour se faire passer pour ce qu'il n'est pas et se démarquer de ceux qu'il fustige ?

Pour masquer sa soumission à l'ordre établi, il commence par s'en prendre à la "*gauche*" dont les analyses "*sonnent creux* et qui serait "*engluée dans le mythe européen*", donc on serait tenté de penser que ce n'est pas son cas. Il poursuit "*L'Humanité n'évoque même pas la revendication principale qui devrait unifier les mouvements sociaux européens : l'exigence de l'annulation de la dette*", annulation de la dette qui serait réalisée par qui, comment, dans quel cadre politique, institutionnel, on ne trouvera pas trace de la moindre réponse à ces questions déterminantes dans son article.

Il termine de la même manière pour tenter désespérément de se démarquer de la direction du PCF et qu'on ne soit pas tenter de retourner ses arguments contre lui, en vérité ils lui vont comme un gant, il écrit que cette pétition "*ne propose aucune perspective unificatrice des revendications et des luttes à l'échelle européenne. Elle ne propose rien, sinon des mots d'ordre creux et défensifs comme « résister ».* Elle traduit l'état de délabrement idéologique d'une grande partie de la gauche, son impuissance, ses contorsions pathétiques pour donner l'impression qu'elle fait quelque chose.", exactement comme le mouvement qu'il anime !

Dans cet article, il n'est nullement question de politique, la question de l'Etat et du pouvoir est sciemment occultée, il n'y est pas question non plus de la rupture avec les institutions en Grèce ou en France ou ailleurs, de l'abolition de leur Constitution nationale respective, pas même avec les institutions internationales du capital, vous n'y trouverez aucun objectif politique, alors que l'issue de la crise du capitalisme se situe sur le plan politique, ceci explique sans doute cela : "*La vraie solidarité avec le peuple Grec devrait montrer une voie commune pour tous les peuples européens : abattre l'ordre eurolibéral, avancer vers le démantèlement de l'Union européenne, dans l'immédiat annuler les dettes, sortir, partout, de l'euro et de l'Union européenne pour relancer l'emploi, l'activité économique, la protection sociale... Et ceci ne peut s'envisager qu'à l'échelle nationale !*".

On reconnaît bien ici le stalinien manipulateur pour peu qu'on lise attentivement ce passage dans lequel figure tout ou presque et son contraire. Voyons comment il s'y est pris. Il a procédé par étapes, la méthode éculée des staliniens qui consiste à fixer des objectifs à atteindre à différents moments de la lutte des classes à venir, pour finalement ne retenir que ceux qui sont compatibles avec le maintien du régime en place.

Du côté des objectifs qu'il reporte à un jour indéterminé, cela ne lui coûte rien d'employer un ton plus radical puisque son intention n'est pas de combattre pour qu'ils se réalisent, "*abattre l'ordre eurolibéral, avancer vers le démantèlement de l'Union européenne*". Vous aurez noté au passage qu'il ne s'agit pas d'abattre le capitalisme en tant que tel mais sa version "*libérale*", de la même manière que l'UE continuerait d'exister dans la perspective qu'il nous propose, elle ne serait pas purement

et simplement liquidée, mais "démantelé" morceau par morceau, pour un peu dans un siècle on y serait encore, quelle aubaine !

Du côté des objectifs immédiats, il faudrait dit-il "*annuler les dettes, sortir, partout, de l'euro et de l'Union européenne pour relancer l'emploi, l'activité économique, la protection sociale*". On a vu que précédemment il se proposait dans le long terme d'"*avancer vers le démantèlement de l'Union européenne*" qui serait dans l'immédiat ou entre temps complètement vidée de sa substance, or de deux choses l'une, soit l'UE explose et il n'en reste plus rien, elle disparaît pour ainsi dire, soit elle demeure en place sous une forme ou une autre, ce qui expliquerait qu'elle nécessiterait un "*démantèlement*" étalé dans le temps. Autrement dit, la sortie de l'UE "*partout*" (notez-le bien) ne signerait évidemment pas l'arrêt de mort immédiat de l'UE - les staliniens sont décidément très forts pour entretenir des cadavres puants, est un tour de passe-passe pour camoufler la véritable intention de son auteur de continuer de faire avec tout le bazar de l'UE, de la Ve République et du capitalisme.

On ne peut comprendre la nature de cette manipulation, les contradictions apparentes que comporte cet article, qu'à partir du moment où on intègre la question de l'Etat et des institutions dans son analyse de la situation et de la crise du capitalisme. On pourrait ajouter son prolongement, la question du gouvernement ouvrier révolutionnaire qui prendra les premiers décrets en rupture avec le capitalisme et ses institutions. Si on n'a pas à l'esprit en permanence l'objectif final de notre combat, la prise du pouvoir par la classe ouvrière (et les moyens d'y parvenir), si on n'est pas armé de la théorie (critique) marxiste, on comprendra tout de travers et on pourra facilement se faire bernier par des manipulateurs et autres escrocs professionnels qui se situent sur le terrain de notre ennemi.

Dans cet article il a usé d'autres artifices pour nous convaincre de sa bonne foi, en vain.

Cela ne lui coûte absolument rien d'avancer n'importe quelle revendication économique ou sociale du moment qu'il n'aborde pas les moyens politiques qui permettraient de les transformer en réalité. C'est en usant de cet artifice qu'ils arrivent à tromper encore bon nombre de militants. Voyez madame Le Pen, ne serait-elle pas "*socialiste*" (Guéant) ?

Par exemple, il a brocardé les revendications économiques avancées par L'Humanité "*Ces objectifs sont minuscules, incapables de provoquer une rupture décisive dans le système capitaliste !*", subtilité sémantique, une rupture "*dans*" et non *avec* qui change tout. Parfois la manipulation tient en un mot, au temps ou mode employé !

Jacques Nikonoff est un anticapitaliste de choc, vous n'en étiez pas encore convaincu, il en rajoute une grosse louche pour que personne n'en doute : "*Il n'est pas possible de modifier l'Union européenne de l'intérieur, c'est comme si on voulait changer l'OTAN de l'intérieur. Pour unir les peuples, il faut détruire le système de domination et d'aliénation qui les emprisonne, et bâtir une véritable union des peuples et des nations, débarrassée de l'eurolibéralisme.*". Et plus loin : "*Ainsi nous pourrions demander au FMI de ne plus être le FMI et de supprimer les paradis fiscaux, d'interdire la spéculation, etc. Pendant que nous y sommes, nous demanderions à l'OMC de mettre un terme au libre-échange. Et à l'OTAN de se dissoudre...*".

Bon, qu'il se rassure, nous n'irons pas jusqu'à demander au stalinien Nikonoff de ne plus l'être, pas davantage aux dirigeants et cadres du PCF qu'à ceux du PS de rompre avec l'idéologie qui les nourrit si grâcement.

Au passage, il s'est vendu le parasite ! Il ne vous aura pas échappé qu'en évoquant le FMI, les paradis fiscaux, l'OMC et l'OTAN, il s'en remettait à ces institutions (demander) pour faire le ménage chez elles, pas question qu'elles disparaissent autrement, par exemple par le coup de grâce que la révolution socialiste internationale leur porterait, cela ne lui serait jamais venu à l'esprit, normal quoi. Décidément, en politique on ne se refait pas ! Tout est dans l'ordre des choses, j'adore cette formule qui consiste à dire que les choses sont à leurs places.

Sans savoir où elle me mènerait, c'était de la pure improvisation, j'ai commencé cette causerie avec un Bonaparte... pour terminer avec un thermidorien. Tout est dans l'ordre des choses !

Quand le banquier du PS prend à voix haute ses désirs pour la réalité

Sur Europe 1 : Jacques Attali quant aux chances de François Hollande d'être élu : "*Je pense que son élection est loin d'être faite et que Nicolas Sarkozy a de grandes chances d'être élu*", a-t-il assuré. (liesi. 23.02)

Dossier grec : gagner du temps, rien que cela... mais à quel prix !

Un article du 22 février du portail liesidotorg.wordpress.com

- Le Financial Times évoque un rapport de la "troïka" (BCE, FMI, Commission européenne) de neuf pages ayant servi de document de travail aux ministres des Finances de la zone euro. Ses rédacteurs affirment : "*Il y a des risques notables. (...) La capacité de la Grèce à retourner sur les marchés dans les années suivant la fin du programme (d'aide) est incertaine et demande plus d'analyse. Un prolongement du soutien financier public pourrait être nécessaire*". Il y a "*une tension fondamentale entre les objectifs du plan de réduire la dette d'un côté et d'améliorer la compétitivité de l'autre, dans la mesure où la dévaluation interne requise*

pour restaurer la compétitivité de la Grèce conduira inévitablement à un ratio dette-PIB plus élevé à moyen terme". "Compte tenu des risques, le programme grec restera exposé à des dérapages, la question de sa viabilité restant posée", poursuivent-ils.

Rappelons que selon l'accord développé par les ministres de l'Eurogroupe le 21 février 2012, *"la dette grecque doit être ramenée à 120,5 % du PIB d'ici à 2020 grâce à un nouveau programme de prêts publics de 130 milliards d'euros d'ici à 2014 et à une restructuration de la dette détenue par les créanciers privés". Or, affirme Le Point : "si les Grecs dévient d'un seul de leurs objectifs, c'est la sortie de route assurée. Que l'excédent budgétaire primaire (avant déduction du paiement des intérêts de la dette) reste en dessous de 2,5 % du PIB, comme c'est le cas actuellement, et la dette ne cessera d'augmenter. Que les revenus des privatisations n'atteignent que 10 milliards d'euros en 2020, au lieu des 46 milliards escomptés, et la dette ne descendra qu'à 148 % du PIB ! Que la croissance économique soit inférieure à 1 % par an jusqu'en 2020 et elle resterait à 143 %. Que les taux d'intérêt d'emprunt du Fonds européen de stabilité financière (FESF), désormais chargé de lui prêter l'argent, augmentent de 100 points de base et la dette restera à 135 % en 2020... Au final, l'option d'une sortie de la zone euro n'est pas totalement écartée".*

"Le plan grec reste fragile et vulnérable. Même avec cet accord, la Grèce a encore la plupart de ses problèmes devant elle", prévient Sony Kapoor, directeur du centre d'études Re-Define. Le responsable de l'institut Bruegel Jean Pisani-Ferry est encore plus pessimiste, estimant que le plan ne fait sans doute "que repousser l'échéance funeste". "La Grèce ne va pas mettre en œuvre l'austérité promise et va se retrouver au bout du compte à devoir décider de sortir de l'euro ou à être poussée vers la sortie", juge-t-il.

En réalité, on voit bien que les banquiers internationaux cherchent tout bonnement à gagner du temps et peu importe l'argent dépensé pour entretenir l'illusion le plus longtemps possible. Attendons maintenant ce qu'il en sera du QE2 de la BCE à la fin février 2012...

Chine / Union européenne : chaque partie doit faire un effort

Un article du 24 février du portail liesidotorg.wordpress.com

Lors du 14e sommet sino-européen organisé à Pékin, le premier ministre, Wen Jiabao, a fait une déclaration qui a pu satisfaire Bruxelles en faveur d'un soutien pour éviter une contagion de la crise de la dette souveraine en Europe. Complément d'information du président de la Banque centrale chinoise, Zhou Xiaochuan : *«La Chine continuera à investir dans des obligations d'Etat, tout en s'assurant de leur sécurité, de leur liquidité et de l'appréciation de leur valeur».*

Les Chinois ont laissé entendre qu'ils pourraient «s'impliquer davantage pour trouver une solution à la crise de la dette en Europe à travers différents canaux comme le FMI, le Fonds européen de stabilité financière puis le Mécanisme européen de stabilité».

En échange, les autorités chinoises souhaiteraient que l'Union européenne lui reconnaisse le statut d'«économie de marché», sans attendre 2016, date à laquelle ce statut lui sera octroyé en vertu de l'accord d'adhésion de la Chine à l'OMC.

Ah le maoïsme, quelle perspective politique !

Actualité en titres

Qui donne le la ?

- Dette: le secrétaire au Trésor des Etats-Unis conseille à l'Europe d'agir "vite et avec force" AFP -

- Le G20 vers un appel à la fermeté dans la crise européenne - AFP

- BCE: à peine arrivé, Mario Draghi déjà encensé - AFP

INFOS EN BREF

Economie

Etats-Unis

Le secrétaire au Trésor des Etats-Unis Timothy Geithner a conseillé samedi à l'Europe d'agir "vite et avec force" contre la crise de la dette qu'elle traverse.

M. Geithner a déclaré, lors d'une conférence avant le début d'une réunion du G20 à Mexico que "la leçon fondamentale" pour un

pays ou une région confrontée à une crise économique est: "*faites-le vite et avec force, et faites en sorte que vos engagements soient suivis d'effets*".

Il faisait référence aux sommes que l'Union européenne a promis de réunir pour que la Grèce, forcée de restructurer sa dette, reste un cas isolé.

M. Geithner a également estimé que la zone euro devait renforcer son système bancaire.

"*Il faut agir aussi rapidement et de manière aussi déterminée que possible pour recapitaliser un système financier qui manque de fonds propres*", a-t-il souligné.

Il a estimé que les opérations de prêts à trois ans menées par la Banque centrale européenne étaient efficaces pour répondre aux problèmes de liquidité, mais pas suffisantes en soi.

"*Cette fonction de prêteur en dernier ressort n'est pas un remède de substitution efficace pour un système financier sous-capitalisé*", a-t-il dit. (AFP 26.02)

Il doit être permanent... comme aux Etats-Unis dont l'endettement est abyssal ! Imposez à votre prolétariat respectif "*vite et avec force*" la panoplie des mesures scélérates appliquée ou en passe de l'être en Grèce. Il a raison, allez-y, faites tout sauter : *rira bien qui rira le dernier* (Lénine).

[Haut de page ↗](#)

Le 28 février

CAUSERIE

Veau toi-même !

Un internaute s'est exprimé sans détours en affirmant "*les gens sont cons et c'est parce qu'ils sont cons que les candidats leur promettent tout et n'importe quoi, parce que le plus beau c'est que ça marche !*".

C'est une façon de dire les choses, un raccourci qui résume assez bien la situation.

Le général-président de Gaulle avait affirmé que les Français étaient des veaux, la tête de veau étant le plat préféré de Chirac paraît-il, il faut croire qu'il a tenu à entretenir la légende !

Plus sérieusement, on veut bien admettre que le régime survie grâce à l'ignorance des masses exploitées, mais dès qu'on l'identifie d'un peu trop près en observant la réalité pour s'y attaquer, les uns et les autres (les ouvriéristes) se dérobent pour la combattre avec des moyens inadaptés et, finalement constater avec effroi quelques années ou décennies plus tard qu'elle a encore progressé ou qu'elle n'a pas reculé.

En 2002, alors que Chirac était assuré de l'emporter largement contre Le Pen, la LCR avait cru bon de mêler sa voix à ceux qui appelaient à voter pour le candidat du parti de l'ordre.

En 2012, alors que Hollande est donné largement vainqueur contre Sarkozy en se passant des voix des militants combattant pour le socialisme, il y en a encore parmi eux pour appeler à voter pour lui. Tiennent-ils tant que cela à figurer parmi les satellites du PS ?

Que Sarkozy ou Hollande soit élu, qu'est-ce que cela changerait, en quoi cela modifierait-il les rapports entre les classes ?

Sarkozy élu, il poursuivrait ou amplifierait immédiatement son offensive contre la classe ouvrière, du coup une partie de la petite-bourgeoisie également durement frappée serait tentée de se solidariser avec le prolétariat pour affronter le régime. Elle se tournerait de préférence vers le PS qui n'aurait rien à lui proposer de mieux qu'aujourd'hui... sinon d'attendre 2017 ! La classe ouvrière se retrouverait exactement dans la même situation qu'aujourd'hui.

Sarkozy ne pourrait être élu qu'au bénéfice d'une forte abstention qui ne ferait pas forcément son affaire, puisque cela signifierait en même temps que les travailleurs et une grande partie de la petite-bourgeoisie auraient refusé de voter pour Hollande même par dépit, le PS affaibli, c'est le régime qui le serait du même coup. Cela signifierait également, soit que les masses seraient

résignées à accepter le sort qui leur était réservé, soit au contraire qu'elles chercheraient la voie pour affronter le régime. Compte tenu de la haine que suscite Sarkozy dans le pays, il y a fort à parier que les masses voteront Hollande au second tour pour qu'il dégage, c'est le scénario le plus probable.

Hollande élu, il ferait en sorte de gérer la situation telle qu'elle est, tout en satisfaisant à la marge les revendications de certaines couches des classes moyennes de façon à étouffer la crainte et la colère des couches de la petite-bourgeoisie en voie de prolétarianisation, pendant que le prolétariat croupirait dans son jus sans aucune perspective d'en sortir, avec ou grâce au soutien des appareils pourris des syndicats qui auraient pour tâche de neutraliser et démoraliser le mouvement ouvrier en le divisant à coup de journées d'action sans lendemain, solidarité oblige !

L'arrivée de Hollande au Palais agrémentée d'une majorité de députés forcerait le PS et ses satellites à se découvrir davantage face aux masses exploitées dont la patience n'est pas infinie, à monter au créneau pour défendre davantage encore le capitalisme et les institutions, ce qui nous permettrait aux travailleurs et aux militants de comprendre pourquoi nous tirons dessus à boulets rouges autant que sa véritable nature sociale ; qu'ils n'aient aucune illusion dans le PS est une chose, qu'ils soient capables de le caractériser correctement en est une autre, c'est notre devoir de les y aider.

Maintenant cette élection ainsi que les législatives vont intervenir dans un contexte bien particulier, la crise du capitalisme et ses conséquences s'amplifiant, la période qui vient sera marquée par une intense lutte des classes à l'échelle mondiale au cours de laquelle des millions de travailleurs vont chercher une issue politique afin de faire aboutir leurs revendications sociales. Dans l'état actuel de décomposition du mouvement ouvrier et particulièrement de son avant-garde, malgré des conditions favorables à la construction du parti, rien ne dit qu'ils y parviendront, pour ne pas dire que c'est vraiment mal parti. Nous héritons d'une situation entretenue pendant plus d'un demi-siècle par nos dirigeants qui nous ont conduit dans l'impasse dans laquelle nous nous trouvons, d'où le sentiment d'impuissance qui domine chez un bon nombre de militants, ce qui est parfaitement compréhensible et légitime.

Expliquer patiemment notre politique aux travailleurs, faire en sorte qu'ils conquièrent leur indépendance face au régime et aux partis qui participent aux institutions de la Ve République, qu'ils estiment légitimes leurs besoins, qu'ils se situent sur leur propre terrain de classe, les organiser à partir de leurs revendications sociales en leur donnant un contenu et une orientation politique pour qu'ils renouent avec les objectifs du socialisme, telle est notre tâche. C'est la seule manière de réaliser leur unité, qu'ils prennent conscience de leur force dans la perspective du renversement de l'ordre établi. Quand les masses grecques en sont réduites à connaître une situation comparable à celle de la Seconde guerre mondiale qui les avait réduites à la misère noire, elles ne se font plus aucune illusion sur une possible amélioration de leur sort dans le cadre des institutions en vigueur, les thèses réformistes et conciliatrices avec l'ennemi sont balayées, dès lors seule la question du pouvoir et les moyens de la résoudre se pose à elles ou va s'imposer à elles, car elle concentre ou cristallise l'ensemble des contradictions du régime et s'affirme comme le seul moyen d'y répondre conformément à leur besoins.

Avec la crise, notre ennemi est affaibli, il a un genou à terre, il est possible de l'abattre, sa force repose en grande partie sur nos divisions, sur l'éclatement de nos forces, sur notre incapacité de nous donner une nouvelle direction qui coïncide avec notre incapacité d'assimiler ou de renouer dans la pratique avec les enseignements du marxisme ou du léninisme, de la révolution d'Octobre, condition sans laquelle nous demeurerons dans l'impossibilité de construire le parti (et l'Internationale) dont nous avons impérativement besoin pour vaincre.

Notre objectif n'est pas de briser le consensus UMP-PS qui se reformerait aussitôt sous un nouveau masque, mais d'aider les travailleurs à comprendre qu'il incarne les besoins d'une classe qui n'est pas la leur, et que de leur côté ils doivent s'en tenir strictement à leurs propres besoins pour aller de l'avant. Qui gouverne ou a gouverné pour nous mener à la situation actuelle, et qui doit gouverner pour changer la société, quelle classe détient le pouvoir et doit le céder, par la force puisque tous les autres moyens ont échoué jusqu'à présent, par une révolution sociale et politique, socialiste.

Dujardin... au poulailler : "***j'adore votre pays!***", pas nous !

Un film à la gloire d'Hollywood remporte cinq Oscars à Hollywood. L'Amérique bien pensante nostalgique de sa puissance passée et en passe de dépasser a plébiscité un film qui lui était dédié, quoi de plus normal. Les générations des années 70-80 découvrent le cinéma muet en noir et blanc qui avait déjà totalement disparu des écrans de cinéma ou de télévision dans leur enfance, et voilà que cette révélation doit être absolument connue du monde entier, car c'est un phénomène tellement extraordinaire, si, si, puisqu'on vous le dit, pour nous non, mais pour eux oui, et comme ce sont eux qui possèdent à la fois l'argent et les moyens de manipuler les consciences pourquoi ne pas saisir cette formidable occasion de célébrer l'Amérique, un coup de pub planétaire, il faudrait être dingue pour passer à côté franchement.

Aujourd'hui dans leur monde, la réussite sociale selon leurs critères consiste à être au bon moment au bon endroit, à faire preuve d'un opportunisme décomplexé à toute épreuve, voilà tout. Ajoutons avec ou sans talent, mais avec cela aide à faire oublier le reste.

Libération immédiate et sans condition !

Six jeunes gens, arrêtés lors des émeutes qui ont secoué La Réunion, ont été condamnés lundi à des peines plutôt lourdes, allant de 8 mois de prison avec sursis à deux ans ferme, par le tribunal correctionnel de Saint-Denis.

Ces condamnations portent à plus d'une vingtaine le nombre d'émeutiers condamnés par les tribunaux correctionnels de Saint-Denis et de Saint-Pierre depuis jeudi dernier. 233 personnes ont été arrêtées lors des troubles et 159 placées en garde à vue, selon le dernier bilan de la préfecture, dimanche. (AFP 27.02)

Le cave, le complexé, le chiasseux, le foireux dans les deux sens du terme se rebiffe.

Lundi La Talonnette invité de RTL : *"C'est moi qui suis l'ami de M.(Pierre) Bergé, propriétaire du Monde, financier revendiqué de François Hollande ? C'est moi qui suis l'ami d'un banquier de Lazard, M.(Matthieu) Pigasse, richissime, mettant l'ensemble de ses moyens au service de Dominique Strauss-Kahn d'abord, puis de François Hollande ?"* (Reuters 27.02)

Evidemment avec un tel carnet d'adresses on est suspect de collusion avec le monde de l'argent, de la finance, du pouvoir !

Tout comme Mitterrand, Chirac le châtelain, de Gaulle le monarchiste qui se contentera du bonapartisme, général de son état, à côté l'avocat d'affaires est un parvenu, un gigolo, un minable qui ne sait même pas se tenir dans la bonne société, il se force tellement pour faire oublier ce qu'il est vraiment qu'il ne paraît pas normal, c'est son passe-temps préféré de fuir ce qu'il est, à croire qu'il ne se supporte pas lui-même.

On ne lui demandera pas s'il peut imaginer un instant ce qu'il fait endurer à tous ceux qui doivent le supporter à défaut de pouvoir le chasser maintenant du pouvoir, un cauchemar éveillé 24h/24, cela produit à peu près le même effet que la gangrène qui vous bouffe et que vous voyez se développer en accéléré, mais là c'est dans la réalité à travers la société qui se décompose et qui tarde à mûrir malheureusement. Tous nos efforts sont tendus vers l'objectif de faire cesser le plus rapidement possible les souffrances que subissent les masses laborieuses dans le monde, définitivement et non temporairement et de façon sélective comme c'est le cas avec le réformisme.

Courageux... mais pas téméraire l'hystérique du Château.

L'article de Reuters précisait que Sarkozy *"a de nouveau défendu sa proposition de recours au référendum. En revanche il a exclu, s'il est réélu, de soumettre à une consultation de ce type le nouveau traité européen sur la stabilité budgétaire, la coordination et la gouvernance dans la zone euro"*. Sur ce coup là il ne risque rien, ce n'est pas Hollande qui le contredira et qui prendrait le risque de faire péter l'UE.

Les candidats des riches.

En fin de débat sur TF1, François Hollande a dit regretter une phrase prononcée par le passé dans laquelle il affirmait qu'il *"n'aimait pas les riches"*. *"Cette formule était trop rapide"*, a-t-il reconnu. (Autrement dit, ses paroles ont dépassé sa pensée, quel aveu ! - ndlr)

"Ce que j'apprécie c'est le talent, le travail, le mérite, ceux qui ont réussi à créer et à permettre à la France d'avancer", a-t-il expliqué. (Alors il ne doit pas beaucoup s'apprécier, mais ces gens-là ont une haute estime d'eux-mêmes, dans le cas contraire ils feraient autre chose ! - ndlr)

"Ce que je n'accepte pas, c'est la richesse indécente. C'est des rémunérations qui n'ont pas de rapport avec le talent, l'intelligence ou l'effort", a poursuivi le candidat PS. (Ce qui est "indécent" et ne nécessite aucun talent particulier, c'est de servir avec application un régime qui vous le rend bien tout en voulant se faire passer pour un de ses opposants. - ndlr)

"Ce que je n'accepte pas, c'est le scandale d'un certain nombre de stock options ou de 'retraites-chapeau', de tout ce qui fait que les Français ont le sentiment que c'est trop injuste, trop inégal". (Reuters 27.02)

L'injustice et les inégalités passent encore, elles sont légitimes, le capitalisme ne l'est-il pas, mais trop, non, cela crée des problèmes, il faut s'en expliquer au risque de se contredire...

Actualité en titres

Non, sans blague ? Les enchères sont ouvertes.

- Nicolas Sarkozy veut revaloriser *"d'urgence"* les enseignants - Reuters

- La proposition réitérée par M. Sarkozy pour sauver Florange - LeMonde.fr

- Education : Sarkozy truque les chiffres sur RTL, et alors ? - L'Express.fr
- Hollande veut taxer à 75% ceux qui gagnent plus d'un million d'euros. - L'Express.fr
- La mesure controversée de M. Hollande contre la fermeture des usines - LeMonde.fr
- Hollande propose une taxe dans l'UE sur toutes les transactions financières - AFP

Les deux faces de la même pièce.

- Jérôme Cahuzac (PS): Sarkozy "*hésite à consulter le peuple*" sur des sujets "*majeurs*" - AFP
- Pierre Laurent titille Hollande pour un référendum sur l'UE - Liberation.fr

Enfin des bonnes nouvelles :

- Groupama renonce à son projet d'introduction en Bourse - Reuters
- Autriche: l'Etat prend une participation dans la banque en difficulté ÖVAG - AFP
- Le déficit de l'Espagne a atteint 8,51% du PIB en 2011 - Reuters

Les mauvais élèves.

- G20: les Européens repartent de Mexico avec des instructions claires - AFP
- La Grèce risque toujours le défaut, selon Moody's - L'Expansion.com
- Merkel évoque les risques "*incalculables*" d'une faillite grecque - AFP

Etre riche, franchement cela ne veut rien dire...

- Nicolas Sarkozy, le "*Président des riches*" ? Pas aux yeux des Français les plus fortunés - Atlantico.fr

... la preuve :

- Le marché de l'art ne connaît pas du tout la crise - Atlantico.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Le Parlement a mis en place, lundi, un nouveau contrôle des armes, destiné à mieux réprimer le trafic, à l'origine de braquages retentissants, avec l'adoption définitive d'une proposition de loi UMP-PS.

Cette proposition des députés Claude Bodin (UMP), Jean-Luc Warsmann (UMP) et Bruno Le Roux (PS) a été adoptée à l'unanimité, sauf l'absence des écologistes, lundi lors d'une ultime lecture au Sénat. (AFP 27.02)

Le reste du temps l'UMP et le PS ainsi que ses satellites travaillent main dans la main à la préparation de nouvelles mesures antisociales ou liberticides dans les différentes commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat (et ailleurs), ensuite les uns et les autres votent pour, s'abstiennent ou votent contre selon la majorité en présence dans ces deux institutions. Bref, ils se répartissent le sale boulot et les rôles, les postes et les prébendes qui vont avec, assurant ainsi la stabilité des institutions, le tout agrémenté de polémiques et de gesticulations devant les caméras pour amuser la galerie et lui faire croire que nous en sommes en présence d'une véritable démocratie.

2- Grande-Bretagne

George Osborne, le ministre des Finances britannique prévient : "*Le gouvernement britannique est à court de moyens car tout l'argent a été dépensé dans les bonnes années.*" Cette déclaration fait écho à la note de son prédécesseur Liam Byrne. En quittant son poste du gouvernement de Gordon Brown en 2010, l'ancien Chancelier de l'Echiquier avait plaisanté : "*Cher secrétaire, je crains qu'il n'y ait plus d'argent.*"

George Osborne est aujourd'hui sous pression pour relancer la croissance britannique, en recul de 0,2% au trimestre dernier. L'Institut des Etudes Fiscales l'a même encouragé à envisager des réductions d'impôts pour réduire le risque de ralentissement économique. Ce que refuse le ministre des Finances : "*Une réduction d'impôt appelle à être compensée. Autrement dit, il faudrait une augmentation d'impôt ailleurs ou une réduction de dépense. Ce que nous ne ferons pas, c'est emprunter encore plus d'argent pour augmenter les dépenses ou réduire les impôts.*"

Jeremy Browne, le ministre des Affaires étrangères soutient son collègue. Dans un article du Daily Telegraph, il prévient en effet que la Grande-Bretagne risque "*un déclin accéléré*" si elle ne prend pas les mesures qui s'imposent pour redresser la compétitivité et réduire la dette. Le ministre précise aussi que la part de marché britannique qui était autrefois "*dominante*" et aujourd'hui en "*chute libre*" comparées aux économies d'Amérique Latine et d'Asie, en pleine expansion.

Jeremy Browne estime notamment qu'une réforme des retraites, de la sécurité sociale et de la défense sera nécessaire pour empêcher le système de "*s'effondrer sous le poids de sa propre dette.*" (Atlantico.fr 27.02)

3- Chine

La fortune cumulée des 70 membres du parlement chinois les plus riches atteint 90 milliards de dollars (soit environ 67 milliards d'euros). (Atlantico.fr 27.02)

Social

1- France

Malgré la bonne santé de leur usine, et les 4 millions d'euros de bénéfices dégagés en 2011, les 133 salariés du site français d'Albany International de Saint-Junien viennent d'apprendre leur licenciement.

Colère des élus et des salariés de l'usine de tissage Albany-Cofpa de Saint-Junien, en Haute Vienne. Ils se sont rassemblés lundi pour protester contre la fermeture du site et la suppression de 133 emplois. L'usine appartient au groupe américain Albany International. "*Pourquoi fermer un site qui n'a jamais connu la crise?*", s'est interrogé Christophe Sardin, représentant CGT des salariés qui occupent l'usine de Saint-Junien depuis vendredi soir. Une réunion était programmée lundi après-midi à la sous-préfecture de Rochechouart (Haute-Vienne) entre salariés et représentants de la direction.

Spécialisée dans la fabrication de toiles techniques non tissées servant de base à la fabrication de mouchoirs en papier, lingettes et couches-culottes, cette usine de 6 000 mètres carrés construite en 2004 (12 millions d'euros) pour remplacer la précédente trop exiguë, a dégagé un chiffre d'affaires de 21 millions d'euros en 2011 et 4 millions de bénéfices. Colère des élus locaux

L'annonce de la fermeture, jeudi, a provoqué la colère des élus locaux, la communauté de communes ayant, selon eux, racheté en 2004 les anciens locaux de l'entreprise, cédé un terrain et pris en charge les aménagements de voirie de desserte du site, soit un investissement de 1,5 million d'euros.

Selon la direction d'Albany International France, basée à Sélestat (Bas-Rhin), le projet de fermeture fait suite à une "*détérioration de la conjoncture qui contraint la société à envisager de concentrer ses capacités de production sur son site de Sélestat*" qui "*présente aussi l'avantage de se trouver à proximité de l'un de ses marchés majeurs, l'Allemagne*". "*On préserve 240 emplois sur le site de Sélestat, on maintient quand même des emplois en France*", a insisté lundi Rémy Kaiser, directeur général d'Albany International France, qui récusé les chiffres d'investissement avancés par les collectivités locales. Il a par ailleurs indiqué que la direction avait procédé au "*blocage des machines sur le site pour des raisons de sécurité*". Albany International, spécialisé dans les tissus techniques, notamment pour l'industrie papetière, emploie 4.300 personnes dans onze pays. En 2009, le groupe, dont le siège est dans le New Hampshire, avait procédé à la fermeture d'une usine à Ribérac (Dordogne), entraînant la suppression de 91 emplois. (l'expansion.com 27.02)

2- Belgique

L'intervention musclée dans une usine belge en voie de délocalisation d'une vingtaine de membres d'une société allemande de sécurité recrutés par la direction a provoqué un tollé lundi en Belgique.

Dimanche après-midi, ces hommes, vêtus de noir, portant des cagoules et des gilets pare-balles et armés de matraques et de bombes lacrymogènes, ont investi l'usine de l'équipementier automobile Meister Benelux de Sprimont, dans le sud-est du pays. Ceux que les médias belges appellent "*les miliciens*" avaient pour mission de "*récupérer*" les pièces produites ces derniers jours et que les salariés, qui craignent la fermeture de leur site après l'annonce du transfert à l'étranger d'importantes commandes, n'entendaient pas laisser sortir. Depuis plusieurs jours, la concertation était au point mort et l'ambiance tendue. Mercredi, la direction avait été séquestrée dans ses locaux par les syndicats pendant quelques heures.

Les "*gros bras*" venus d'Allemagne ont molesté "*deux ou trois ouvriers qui tentaient des les empêcher de rentrer dans l'usine*", a dénoncé un responsable syndical, Gabriel Smal. Les membres du "*commando*" se sont alors retrouvés enfermés dans l'usine par une centaine de salariés et responsables syndicaux appelés en renfort. Ils ont été évacués par la police dans la nuit de dimanche à lundi, laissant derrière eux les pièces convoitées.

Lundi, les syndicats de Meister Benelux ont déposé une plainte au civil et au pénal pour dénoncer des "*agissements indignes d'un État démocratique*". (lepoint.fr 27.02)

Economie

1- Zone euro

Standard & Poor's a annoncé lundi avoir revu à la baisse la perspective du Fonds européen de stabilité financière (FESF), à "*négligative*" contre "*en développement*" jusqu'à présent, mettant en avant la moins bonne qualité de la signature de certains pays y apportant leur garantie. (Reuters 27.02)

2- Grèce

2.1- L'agence Standard & Poor's a annoncé lundi abaisser la note à long terme CC et la note à court terme C de la Grèce à SD (Défaut sélectif). (Reuters 27.02)

2.2- Les entreprises et les particuliers ont continué à retirer leurs avoirs des banques grecques en janvier, montrent des données publiées lundi par la Banque centrale européenne (BCE), qui illustrent la défiance persistante nourrie à l'égard du système financier du pays.

Les dépôts effectués par le secteur privé auprès des banques grecques ont reculé de près de 3% en janvier, après un léger sursaut en décembre, pour un total tombé à 174,9 milliards d'euros, un plus bas depuis novembre 2006.

Le niveau des dépôts est désormais inférieur de 28% à un pic de décembre 2009.

Dans d'autres pays de la zone euro dits périphériques, tels que l'Espagne, l'Irlande et l'Italie, les dépôts ont légèrement baissé le mois dernier. Au Portugal, ils ont augmenté de manière infime, à 233,2 milliards d'euros.

A l'exception du Portugal, les dépôts placés dans les banques des pays périphériques ont baissé de manière significative l'an dernier. (Reuters 27.02)

3- Espagne

Le déficit public de l'Espagne a représenté 8,51% du PIB en 2011, a déclaré lundi le ministre des Finances Cristobal Montoro. (Reuters 27.02)

4- Grande-Bretagne

Alors que ses concurrentes sont à la peine, la banque britannique HSBC est sortie du lot en annonçant lundi un bénéfice 2011 de près 17 milliards de dollars, sa stratégie résolument tournée vers l'Asie et les autres marchés émergents s'avérant plus payante que jamais.

La banque, parmi les plus grandes du monde, a ainsi réussi à contrebalancer son désengagement du marché américain et surtout l'impact de la crise de la dette dans la zone euro, qui a eu un effet catastrophique sur la plupart des établissements européens.

HSBC a au contraire pu afficher un bond de 28% de son bénéfice net 2011, à 16,8 milliards de dollars (environ 12,5 milliards d'euros). C'est deux fois mieux que la banque française BNP Paris, qui enregistrait à la mi-février la meilleure performance de la zone euro.

Parmi les concurrentes britanniques de HSBC, Royal Bank of Scotland et Lloyds Banking Group ont fait état la semaine dernière de pertes annuelles supérieures à 2 milliards d'euros, et Barclays a annoncé une chute de 16% de son bénéfice net, à 3,5 milliards d'euros.

HSBC s'en est nettement mieux sortie grâce à la part devenue prépondérante de ses activités à Hong Kong et dans le reste de la région Asie-Pacifique, qui ont généré près de 61% de son bénéfice avant impôts. Celui-ci a atteint 21,9 milliards de dollars (+15%), globalement en ligne avec les attentes des analystes.

Cette progression dans la banque traditionnelle hors d'Europe a permis de compenser une baisse de 24% des bénéfices de la banque d'investissement, particulièrement affectés par les turbulences de la zone euro.

La banque a aussi profité des premières retombées d'un plan stratégique visant à dégager 3,5 milliards de dollars d'économies annuelles.

En août dernier, le groupe avait fait savoir qu'il allait supprimer jusqu'à 30.000 postes d'ici à 2013, soit près de 10% de ses effectifs. Ces suppressions devraient être en partie compensées par l'embauche de 15.000 personnes dans les pays émergents, avec une priorité affichée sur l'Asie et le Brésil.

Dans un communiqué, le syndicat Unite a dénoncé lundi une "*politique d'économies à court terme*" sacrifiant l'emploi alors que la banque est largement bénéficiaire.

Il a aussi protesté contre la rémunération globale annuelle de 7,2 millions de livres (8,5 millions d'euros) promise à M. Gulliver, au moment où les gratifications accordées aux banquiers continuent de faire scandale.

Autre élément propre à modérer l'appétit des investisseurs: HSBC peine toujours à contrôler ses coûts de fonctionnement, désormais tirés par la hausse des salaires dans les pays émergents. (AFP 27.02)

Haut de page ↗

Le 29 février

CAUSERIE

J'ai reçu deux nouveaux courriels. L'un d'un militant ou sympathisant du PCF si j'en juge par le contenu de son article que je ne mettrai pas en ligne dans la Tribune libre, "*produisons français*" n'est pas vraiment notre truc ! L'autre d'un camarade qui a ouvert récemment un blog consacré à l'Algérie et qui m'a communiqué l'information suivante : "*Je me permets de vous envoyer le lien d'une contribution écrite il y a un an par un militant d'une organisation se réclamant du trotskysme. Le texte, censuré, traite en particulier de l'Algérie, de la Palestine. <http://ecoutevoisparle.over-blog.net/article-parti-mondial-de-la-revolution-socialiste-28-fevrier-2011-100285452.html>*". L'organisation en question est le PT d'Algérie.

Je n'ai pas eu le temps de répondre aux autres courriels, pour tout vous dire ils me posent un problème, mais je préfère ne pas vous en parler pour le moment. Il y a des questions qui sont difficiles à traiter autrement que de vive voix tellement elles sont délicates ou peuvent facilement prêter à confusion. Un autre militant, sur lequel j'ignore absolument tout, a répondu à mon invitation à correspondre sans savoir où cela peut nous mener, à suivre.

Hier matin je suis allé à Pondichéry faire des courses sans rien remarquer de particulier. Le soir aux infos sur TV5Monde Asie ils annoncent qu'il y a eu aujourd'hui une grève générale et nationale en Inde à l'appel de tous les syndicats, le journaliste précise qu'elle a été très suivie. Mon épouse Magueswary écoute et me dit : tout à l'heure aux infos sur Sun TV (en tamoul) ils n'en ont pas parlé, rien à Chennai (ex-Madras, la capitale du Tamil Nadu entre 5 et 10 millions d'habitants). Juste avant sur TV5Monde Asie le journaliste avait débité le même refrain quasi-quotidien sur la Syrie. On s'est regardés et on s'est marrés. Je lui ai dit : tu imagines ce que vont croire les gens en France s'ils ont eu cette information sur l'Inde.

En fait cette grève n'a dû être appelée que par les syndicats et concerner que les grandes villes qui concentrent les services publics et les grandes entreprises, alors que lorsque des partis se joignent à une grève toute l'activité économique est à l'arrêt. Pour savoir de quelle grève il s'agit, il suffit de sortir et d'ouvrir les yeux et les oreilles, si on voit ou qu'on entend un bus ou un camion circulé, c'est qu'il n'y a pas de risque qu'il soit brûlé, ce n'est pas une grève appelée par des partis politiques. Je commence à connaître le pays. C'est la raison pour laquelle je prends avec une extrême prudence les informations qui nous parviennent des quatre coins du monde, de pays sur lesquels on ignore tout ou presque en dehors de repères historiques, et encore dans le meilleur des cas, on ne peut pas savoir quelle est la situation précise dans chaque pays, il y en a environ 200.

J'ai rédigé les lignes ci-dessus hier soir. Ce matin j'ai lu un article de l'AFP sur cette grève générale qui confirme ce que j'ai écrit :

- Onze syndicats et 5.000 autres petites organisations ont signé l'appel à la grève générale pour faire pression sur le gouvernement de centre-gauche du Premier ministre, Manmohan Singh, accusé d'immobilisme sur le terrain social.

Le gouvernement a demandé cette semaine, en vain, d'annuler cette démonstration de force qui a entraîné la fermeture des banques, commerces et bureaux dans plusieurs grandes villes du pays de 1,2 milliard d'habitants.

Leurs revendications portent notamment sur la mise en place d'un minimum salarial sur le plan national, sur l'obtention de contrats à durée indéterminée pour 50 millions de travailleurs temporaires. Les ouvriers réclament aussi des mesures pour empêcher les capitaines d'industrie de casser le droit du travail.

Plus largement, cette grève générale permet d'exprimer le mécontentement populaire contre la hausse du coût de la vie, la corruption ou le désinvestissement de l'Etat dans le secteur public. (AFP 28.02)

En dehors des fonctionnaires et des travailleurs des grandes entreprises qui constituent une infime minorité, les centaines de millions de travailleurs du pays des villes et des campagnes ne disposent même pas de contrat de travail et peuvent par conséquent être jetés à la rue du jour au lendemain, ce sont des rapports semi-féodaux qui existent de fait entre ouvriers pratiquement sans droit et patrons de droit divin, dans ces conditions, tant que cette question n'est pas réglée au préalable toutes les revendications avancées par les syndicats ne peuvent pas les concerner. On retrouve ici le contenu bourgeois du mouvement ouvrier tel qu'il existe en France et partout dans le monde à parti du moment où il ne se fixe pas comme objectif le renversement du capitalisme.

Pour que ces centaines de millions de travailleurs ne soient plus une masse taillable et corvéable à merci, il faudrait commencer par exiger que chaque employeur leur remette un contrat de travail. Comme c'est étrange que les dirigeants syndicaux n'y pensent pas...

Je rappelle que j'ai travaillé un peu plus de trois ans à l'Alliance française de Pondichéry comme prof de français pour un salaire de misère (en 2002 pour 35 euros environ), sans contrat de travail, sans feuilles de paie et que j'ai été remercié du jour au lendemain pour avoir osé critiquer la dérive mercantile ou commerciale de cet établissement (de droit indien) fondé à l'époque où le Territoire de Pondichéry était encore un comptoir français, une colonie de l'Empire.

J'ai dû bâcler cette causerie parce que je me suis levé avec une heure de retard, ensuite j'ai perdu 2h pour renouveler l'assurance de ma moto, avec une semaine de retard. Je suis toujours sans visa, je suis donc un sans-papiers depuis le mois d'août 2011. J'ai envoyé avant-hier une longue lettre au Ministry of external affairs à Chennai, hier mon épouse a reçu un coup de fil de ce bureau, en principe ma situation devrait être régularisée prochainement, en principe...

Les articles de presse et les causeries du mois de février au format pdf(Acrobat Reader d'ici deux jours. Quel boulot, sous une chaleur déjà écrasante !

Quel culot !

L'échange des derniers billets en francs a rapporté 526 millions d'euros à l'Etat, selon les résultats publiés mardi par la Banque de France.

"Le volume non porté à l'échange s'élève à 55 millions de billets. Ce solde, appelé 'culot d'émission', sera reversé à l'Etat, qui devrait être ainsi crédité de 526 millions d'euros", poursuit le communiqué. (Reuters 28.02)

Renversant !

A propos de la tranche taxée à 75% pour les revenus au dessus de 1 million d'euros par an que François Hollande annonce vouloir mettre en place, selon un rapport (2009) du Sénat, le taux moyen de prélèvement des 3523 contribuables les plus riches (touchant plus de 1,221 million d'euros) est de 17,5% (Atlantico.fr 28.02)

17,5 à l'envers cela donne 71,5 %, ne chipotons pas pour 3,5% !

Nous leur prendrons tout !

Les 10% les plus riches reçoivent près de deux tiers des revenus du patrimoine et quatre cinquièmes de revenus exceptionnels. Les très hauts revenus ne constituent qu'1% de la population mais représentent 5,5% des revenus d'activité, 32,4% du patrimoine

et 48,2 % des revenus exceptionnels. Si on ne regarde que les plus aisés d'entre eux, ils représentent 0,01% de la population, mais perçoivent 0,6% des revenus déclarés. En fait, plus les revenus sont élevés, plus leurs sources sont diversifiées. Par exemple, en 2007, 40% de la population a touché des revenus du patrimoine... mais c'est le cas de 93 % des très hauts revenus.

Les très hauts revenus sont très fortement concentrés en Ile de France : 65% des plus aisés y résident, contre 17% de la majorité de la population.

Il y a, chez eux, une forte surreprésentation des indépendants : 23% des plus aisés touchent des revenus industriels. La part des revenus non commerciaux, liés à l'exercice de professions libérales (médecin, avocat) est aussi plus fréquente que dans le reste de la population. Enfin, «*la proportion de personnes percevant des gains de levée d'option croît avec le niveau de revenu*», souligne Julie Solard. En clair, cela montre la présence dans cette catégorie d'une proportion importante de cadres dirigeants.

A l'époque de l'enquête de l'Insee, un quart des plus aisés avait un taux d'imposition des revenus déclarés inférieur à 15%, et un autre quart un taux supérieur à 35%.

Entre 2004 et 2007, le nombre de riches a augmenté : plus 70% pour les personnes au-dessus du seuil à 500 000 euros de revenu par unité de consommation. Cette tendance s'accompagne d'une explosion de leurs revenus (notamment ceux issus du patrimoine).

L'enquête s'arrête en 2007. On peut imaginer que, depuis, sous Nicolas Sarkozy, les plus riches ont continué de s'enrichir. (libération.fr 28.02)

Fricoter et plus si affinités... il y a !

Philippe Poutou, candidat du NPA à la présidentielle, a estimé mardi que le Front de gauche allait "*fricoter avec le PS*" si le candidat socialiste François Hollande venait à remporter l'élection présidentielle en mai prochain.

"*Le Front de gauche va fricoter avec le PS. Une future +gauche plurielle+ sera peut-être utile mais nous n'y participerons pas*", a déclaré Philippe Poutou pour qui le ralliement du Front de gauche au parti socialiste, en cas de victoire de ce dernier, ne fait aucun doute. (AFP 28.02)

Comment peut-on affirmer qu'une "*future +gauche plurielle+ sera peut-être utile*", sachant qu'elle profitera de préférence aux classes dominantes de la finance et de l'industrie au détriment des travailleurs ? Parce que pour Poutou et les petits-bourgeois qu'il représente, Hollande sera tenté de s'en tenir au staut quo actuel qui sera un moindre mal pour ceux qui peuvent encore vivre à peu près normalement. Poutou s'en accommodera, oubliant du même coup et démontrant que le NPA est incapable de se tourner résolument vers la classe ouvrière, encore moins de représenter ses intérêts, ajoutons, qu'un Hollande ne défendra jamais.

Cette déclaration va de paire avec le fait d'affirmer que le Front de gauche se contentera de "*fricoter avec le PS*", alors que le Front de gauche est un satellite du PS ; le PS est passé du réformisme bourgeois au social-libéralisme au détours des années 80, tandis que le PCF puis le Front de gauche a pris le relais, transition du stalinisme au réformisme d'autant plus facile à réaliser et assumer qu'elle n'engageait à rien, ces partis n'étant pas en position de gouverner, ainsi il leur était possible de continuer à entretenir l'illusion qu'un passage progressif au socialiste était possible sans liquider le capitalisme et les institutions.

Le point commune entre le PS et le Front de gauche ou encore le NPA, c'est qu'ils sont soumis à des degrés divers à la même idéologie, l'idéologie bourgeoise.

En famille.

Le Sénat a à son tour, après l'Assemblée nationale le 21 février, approuvé mardi les deux traités qui vont remplacer à terme l'actuel Fonds européen de solidarité (FESF) par le MES.

La gauche s'est toutefois divisée, les communistes du Front de gauche votant contre. Les écologistes ont voté contre le 2e traité et se sont abstenus sur le premier qui approuve le principe "*d'une mutualisation des dettes dans l'UE*". Une vingtaine de députés PS ont également contre.

"*Conditionner le MES à la ratification du TSCG (pacte de stabilité budgétaire) montre bien que ce qui est recherché n'est pas la discipline budgétaire dans les Etats aidés mais l'adhésion à une conception de la politique économique qui privilégie l'austérité au détriment de la croissance*", a répliqué la rapporteure générale PS de la commission des Finances du Sénat, Nicole Bricq. Le PS a critiqué la "*modestie*" des moyens et l'absence de "*branchement*" avec la Banque centrale européenne (BCE).

Le MES "*avec 500 milliards d'euros, peut-il être un pare-feu suffisant ?*", s'est demandé Simon Sutour, président de la commission

des Affaires européennes. Pour lui, le MES doit "*accéder au guichet de la BCE*" afin de "*démultiplier sa capacité d'action*". Le MES est "*opaque*" et "*illusoire*", a reproché Jean-Pierre Chevènement (RDSE, à majorité PRG). (AFP 28.02)

Comme à l'Assemblée, les sénateurs PS se sont majoritairement abstenus (138 d'entre eux). Le MES a donc été adopté par l'UMP, les centristes et 2 élus Europe Ecologie-Les Verts. 35 élus ont opté pour le rejet (21 PC, 8 EELV et 3 PS).

Au final, ce qui marque cette fois, c'est le fait que le vote des socialistes au Sénat aurait pu faire pencher la balance puisqu'ils ont la majorité. Mais en période électorale, les partisans de François Hollande ne veulent surtout pas lui nuire par leur vote. (l'express. fr 28.02)

Rectifications, nuire à leurs maîtres commun à ceux de l'UMP !

Le PS et le MRC se sont abstenus parce qu'en tant que représentants des intérêts des banquiers au bord de la banqueroute et pour sauver le système capiataliste, ils estiment que les initiateurs du MES ne sont pas allés assez loin, doté seulement de 500 milliards d'euros il ne constituera pas "*un pare-feu suffisant*", d'autant plus que la "*discipline budgétaire (des) Etats aidés*" imposée par la troïka risque d'être insuffisante également, bref, le PS fait ici la démonstration qu'il est totalement subordonné au capitalisme mondiale et à ses institutions.

Pour revenir au sujet précédent, on demandera à Poutou en quoi un tel parti au pouvoir pourrait "*être utile*" aux travailleurs. Dans ces conditions, s'il est "*utile*" pour Poutou, posons lui une question : quels intérêts défendez-vous au juste ?

Quant à ceux (le POI) qui avaient salué et manifesté bruyamment l'espoir que la nouvelle majorité PS au Sénat romprait avec la politique de l'UMP, ces opportunistes forcenés en seront pour leurs frais une fois de plus. Pour un peu, le POI a voulu faire croire que la majorité PS au Sénat était le résultat de sa campagne en direction des élus, Schivardi dans *Informations ouvrières* s'est ainsi félicité que le gouvernement ait revu sa contre-réforme des territoires, alors qu'en réalité la majorité du Sénat et le gouvernement se sont entendus pour se donner un nouveau délai pour la boucler.

Parole d'internaute sur la Grèce.

- "*Que font les "Experts" et les "contrôleurs" de l'UE, du FMI, de la BCE depuis 3 ans : apparemment pas grand chose, seuls 140 petit millions ont pu être repérés, c'est peu face au 350 milliards engloutis. Ou bien ils ne cherchent pas ou bien ils savent mais ne font rien. Heureusement ils savent trouver les contribuables européens et tous le monde est content à chaque nouveau " sommet" !*"

Rectifications : les 350 milliards d'euros n'ont pas été "*engloutis*", ils ne se sont pas volatilisés, ils n'ont pas été perdus pour tout le monde, ils figurent dans les coffres-forts des privilégiés quelque part dans des paradis fiscaux, en Suisse notamment ou au Liechtenstein au coeur de l'Union européenne.

Actualité en titres

Au rabais...

- La démocratie [C'est combien ?] - L'Express.fr

- Hollande annonce une tranche d'imposition à 75% et se prononce pour le blocage du prix des carburants AFP

... trop cher et trop idéologique :

- Taxation à 75%: Jacob dénonce "*la marxisation du PS*" - L'Express.fr

... mais non, mais non, surtout pas, c'est :

- Hollande: "*Taxer les hauts revenus jusqu'à 75%, c'est du patriotisme*" - Liberation.fr

... d'ailleurs :

- Le socialiste Jérôme Cahuzac très circonspect sur un taux d'imposition à "75%" - AFP

- Marine Le Pen qualifie d'"*absurde et idéologique*" la tranche d'imposition à 75% - AFP

- François Baroin: la France "*n'a pas les moyens*" de bloquer les prix des carburants - AFP

- Bloquer les prix des carburants: "*envisageable*" mais coûteux, selon l'Ufip - AFP

... c'était juste pour "*déconner*" :

- François Bayrou : "*le déconnomètre fonctionne à plein tube*", à propos du taux d'imposition à 75% - AFP

Augmenter les salaires, pas possible pour cause de compétitivité mondiale, augmenter les budgets sociaux, pas possible pour cause d'endettement colossale de l'Etat, construire les logements sociaux pour permettre à chacun d'être logé décentement, pas possible les caisses sont vides, permettre à chacun de se soigner, pas possible la Sécu est en faillite, augmenter les impôts sur les sociétés et des plus riches, pas possible ils vont fuir à l'étranger, permettre à chacun de travailler et de percevoir un salaire décent, impossible pour cause de surproduction mondiale à bas coût, bloquer les prix en général dont ceux de l'essence, des loyers, etc. pas possible, pas possible, pas possible...

Bref, si le régime en place est incompatible avec la satisfaction de nos besoins, il faut le faire disparaître !

[Le service minimum syndical...](#)

- Comment Air France va contourner le service minimum - Liberation.fr

- Air France: accord SNPL-direction pour garantir des "*plannings stables*" - AFP

... sinon

- Un tribunal interdit la grève à l'aéroport de Francfort - Reuters

INFOS EN BREF

Politique

1- Espagne

La Commission européenne a rappelé mardi au gouvernement conservateur espagnol son engagement à réduire le déficit public de l'Espagne à 3% du PIB en 2013 et a exclu toute souplesse malgré les difficultés.

Le gouvernement dirigé par le conservateur Mariano Rajoy ne peut donc espérer aucune concession de la part de la Commission.

"*Les autorités espagnoles doivent nous présenter dans les semaines à venir un projet de budget pour 2012*", a souligné son porte-parole.

"*Il appartient aux autorités espagnoles de décider ce qu'elles souhaitent voir figurer dans ce budget*" pour réduire le déficit public, a-t-il insisté.

"*Nous savons que les deux objectifs de déficit à 4,4% du PIB en 2012 et 3% en 2013 vont être difficiles à réaliser pour l'économie espagnole, pour le gouvernement espagnol et pour les Espagnols eux-mêmes*", a-t-il admis. "*Mais il y a des règles et elles doivent être respectées*", a-t-il martelé.

Le ministre du Budget Cristobal Montoro a annoncé lundi soir un dérapage du déficit public de l'Espagne à 8,51% du PIB en 2011, très supérieur à l'objectif officiel de 6%.

Un bras de fer est engagé entre l'exécutif bruxellois et le gouvernement espagnol, car "*Mariano Rajoy veut revenir du sommet européen organisé jeudi et vendredi à Bruxelles avec un nouvel objectif de déficit pour 2012*", a confié une source européenne.

Les services de M. Rajoy ont assuré mardi au quotidien El Pais avoir engagé des négociations en ce sens avec la Commission, mais cette information a été démentie à l'AFP.

La volonté de M. Rajoy de mettre le sujet sur la table lors du sommet européen est jugée dangereuse, car personne ne pourra accepter de faire un geste en faveur de l'Espagne alors que la Belgique a été contrainte de faire plus d'efforts pour réduire

sa dette, que la Hongrie risque d'être privée d'une substantielle partie des fonds de cohésion pour cause de déficit excessif et que la Grèce vient d'approuver un plan d'austérité drastique, a souligné cette source.

Un assouplissement des objectifs de réduction du déficit doit être approuvé à l'unanimité des 27 Etats, rappelle-t-on Bruxelles.

La Commission reconnaît que ramener un déficit de 8,5% du PIB à 4,4% en un an pose de vraies questions, mais "*la flexibilité n'est pas l'issue*", a insisté son porte-parole.

Olivier Bailly a souligné la nécessité d'un retour rapide à la croissance et le besoin pour les membres de l'UE de trouver des "*solutions nouvelles*", car "on ne peut plus suivre le modèle fondé sur la dette publique".

"*Il est évident qu'un déficit budgétaire élevé rend très difficile une relance de la croissance par des mesures budgétaires*", a-t-il expliqué.

Cette situation plaide pour des réformes structurelles et pour l'exploitation de nouvelles sources de croissance, a-t-il poursuivi. (AFP 28.02)

2- Irlande

L'Irlande a annoncé mardi l'organisation d'un référendum sur le nouveau pacte budgétaire européen, un scénario que voulait absolument éviter Bruxelles après le laborieux accord trouvé fin janvier sur ce texte et dans lequel Dublin joue également gros.

Le Premier ministre Enda Kenny a déclaré devant le Parlement que son gouvernement avait décidé de demander "*au peuple irlandais d'autoriser la ratification de ce traité*", après consultation de l'attorney général, personnalité chargée de le conseiller sur les questions constitutionnelles.

Fin janvier, les dirigeants de l'UE, à l'exception de la Grande-Bretagne et de la République tchèque, se sont prononcés en faveur de ce pacte de discipline budgétaire pour tenter de donner un coup d'arrêt à la crise de la dette.

Ils ont accepté d'inscrire dans leur législation une règle d'or sur le retour à l'équilibre budgétaire et des sanctions quasi-automatiques en cas de dérapages des déficits publics, comme le voulait à tout prix l'Allemagne. Le ministre de la Justice Alan Shatter a noté qu'il n'y avait "*aucune nécessité d'organiser rapidement*" le scrutin, car il était important que les électeurs puissent "bien comprendre" de quoi il retournait. Il n'a toutefois fourni aucune date.

Le gouvernement a insisté sur l'importance d'une ratification du pacte pour le pays.

Ce traité "*donne l'assurance que le genre de problèmes survenus en Grèce ne se reproduira plus*", a souligné le Premier ministre.

Son adoption sera "*une autre étape importante pour l'Irlande sur la route du redressement*", a renchéri le ministre des Affaires étrangères Eamon Gilmore, se disant "*confiant que la population se prononcera en faveur*" de ce traité "vital" pour le pays.

"*La ratification de ce traité donnera aussi à l'Irlande un accès aux fonds d'urgence dans le futur, si nous en avons besoin*", a-t-il encore fait valoir.

Selon des diplomates à Bruxelles, un "*non*" au traité aurait en effet des conséquences très graves pour Dublin.

En novembre 2010, l'Irlande, au bord du naufrage à cause de la faillite de son secteur bancaire, a dû signer un plan d'aide d'urgence de 85 milliards d'euros avec le Fonds monétaire international (FMI) et l'UE.

Or, s'ils refusent le traité, les Irlandais ne percevront plus de prêts européens dans le cadre de ce plan de sauvetage, rappellent ces diplomates. Car la ratification du pacte est, pour les pays sous perfusion, une condition sine qua non pour bénéficier de l'assistance.

L'organisation de cette consultation sera d'autant plus suivie par ses partenaires européens que l'Irlande a, dans le passé, déjà rejeté à deux reprises des traités européens (Nice en 2001 et Lisbonne en 2008), avant de se raviser à la faveur de deux autres scrutins de rattrapage.

Un sondage publié fin janvier a montré que près des trois quarts des Irlandais, déjà échaudés par plusieurs budgets d'austérité particulièrement sévères imposés par le plan de sauvetage, souhaitaient une consultation populaire sur le pacte.

40% avaient alors affirmé qu'ils voteraient pour, 36% contre, 24% se disant indécis, selon cette enquête.

"C'est un traité très important et les gens ont le droit de se prononcer", a fait valoir Micheal Martin, le dirigeant du Fianna Fail (centre-opposition).

A Berlin, le gouvernement allemand a simplement pris "acte" de l'annonce de ce référendum, estimant qu'il s'agissait d'une "question de politique intérieure irlandaise". (AFP 28.02)

On ne peut que souscrire à la bataille que le POI a initié pour le retrait de ce nouveau traité, je dirais plutôt pour son abrogation, encore faudrait-il préciser aux travailleurs que seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire sera à même de le liquider, car on n'a pas le droit de laisser les travailleurs ou les militants se faire la moindre illusion sur cette question (notamment) et l'issue de cette campagne, ce n'est pas une pétition qui changera quoi que ce soit. Comment ? C'est fort simple, en décrétant que tous les traités internationaux signés dans le cadre de la IVe et Ve République sont abrogés au même titre qu'il est mis fin à la Constitution de la Ve République. C'est pour parvenir à cet objectif que nous contruisons un parti, rejoignez-nous car c'est le seul moyen d'y arriver...

Inutile de vous dire que ce n'est pas l'orientation politique du POI qui s'agit en vain en direction des élus du PS corrompus par le capitalisme. C'est leur manière de combattre le régime tout en le soutenant l'air de rien. C'était juste pour porter à votre connaissance la politique que mettrait en oeuvre un véritable parti révolutionnaire qui serait subordonnée à un seul objectif : sa propre construction à défaut d'avoir les moyens de peser sur la situation dans la perspective du renversement du régime.

3- Etats-Unis

Des fragments de restes humains retrouvés après le 11-Septembre ont été incinérés et jetés dans une décharge, a indiqué mardi le département américain de la Défense.

Cette révélation est contenue dans un rapport sur la morgue militaire de la base aérienne de Dover (Delaware, est) qui avait été épinglee en novembre dernier pour sa mauvaise gestion des restes humains de soldats morts en Irak et en Afghanistan.

Certains avaient été égarés ou mélangés, d'autres avaient fini dans une décharge en Virginie (est). Mais ils ne sont apparemment pas les seuls.

"Plusieurs fragments de restes venant de l'attentat contre le Pentagone et du lieu où s'est écrasé un avion à Shanksville" le 11 septembre 2001 ont également été envoyés dans une décharge, selon le rapport de mardi.

"Une fois incinérés, ces restes ont été placés dans des conteneurs scellés qui ont été livrés à un sous-traitant chargé du traitement des déchets médicaux", selon le rapport. (AFP 28.02)

Pour rappel. De l'attentat contre le Pentagone, il n'a pas été trouvé à ce jour le moindre débris de l'avion qui se serait soi-disant écrasée à cet endroit-là, pas le moindre corps non plus, pas même un cm² de la carlingue, des moteurs, des bagages des passagers, pas même une dent d'un passager.

Quant à l'avion qui se serait "écrasé à Shanksville, il a été retrouvé des débris à 13 kms de l'impact, "selon le porte-parole du FBI Bill Crowley cité par CNN deux jours après le drame. Un journal local a aussi cité des témoins parlant d'une « pluie de confettis »" (rue89.com). En réalité, c'est l'armée américaine qui avait tiré un missile sur le Pentagone, et c'est aussi un missile qui a abattu cet avion.

Economie

1- Grèce

La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé mardi la suspension provisoire de l'éligibilité des obligations grecques au rang de collatéral, privant les banques qui en détiennent de la possibilité de les utiliser comme garantie pour obtenir des financements auprès d'elle.

La BCE a précisé qu'il reviendrait aux banques centrales nationales de fournir des liquidités d'urgence aux établissements qui ne pourraient plus se financer auprès d'elle en conséquence de cette décision.

Par ailleurs, l'International Swaps and Derivatives Association (ISDA), qui représente les intervenants des marchés dérivés, a été interrogée sur la question de savoir si un événement de crédit s'est produit sur la dette grecque après le déclenchement de cette procédure.

Une réponse affirmative du comité peut se traduire par le règlement des assurances contre un défaut de paiement, les CDS (credit default swaps).

La BCE estime à environ 40 milliards d'euros le montant des titres grecs utilisés pour obtenir des liquidités auprès d'elle.

Les banques grecques détiennent une large part de ces titres mais les banques françaises et chypriotes en possèdent aussi. Elles disposent toutefois de nombreux autres actifs susceptibles d'être utilisés comme collatéral auprès de la BCE. (Reuters 28.02)

2- Chine

La Banque Centrale déclare qu'il serait "*stratégiquement opportun*" de permettre la conversion du Yuan en devises étrangères en particulier pour pouvoir profiter de "*l'exceptionnelle opportunité de marché*" que représente la faible valorisation actuelle des entreprises occidentales, en 2010, les opérations d'acquisitions de sociétés étrangères réalisées par la Chine ont concerné principalement l'Europe (34% de ses investissements) devant l'Asie (27%) et l'Amérique du Nord (21%) (atlantico.fr 28.02)

[Haut de page ↗](#)